

# SOMMAIRE

## FRONTIÈRES

- Horace Say et le Brésil  
par *Guy Martinière* ..... 5

## DIALOGUE

- L'expression du désarroi des classes moyennes dans le Rio de La Plata  
au milieu du XXe siècle. Littérature et histoire  
par *Carmen De Sierra* ..... 29
- Du bon usage de l'amour. Stratégies matrimoniales et rapports conjugaux  
à São Paulo, (1920-1929)  
par *Mônica Raisa Schpun* ..... 43

## DOSSIER

### *CENTRES-VILLES, CENTRALITÉ DÉCENTRALISATION EN AMÉRIQUE LATINE*

Coordonné par Bernard Bret

- Centres-villes, centralité, décentralisation en Amérique latine  
par *Bernard Bret* ..... 63
- L'héritage colonial et les problèmes d'aménagement des centre-villes  
par *Anne Collin Delavaud* ..... 65
- Historicité et espace urbain. Patrimoine et stratégies d'image dans les  
centres-villes mexicains  
par *Patrice Mélé* ..... 80
- Néolibéralisme et ségrégation socio-spatiale à Santiago du Chili  
par *Patricio Larrain* ..... 103

À la recherche d'un nouveau modèle de service public : le Venezuela  
par *Henri Coing* .....113

La décentralisation infra-municipale comme outil de gestion urbaine :  
l'exemple de Bogota en Colombie  
par *Nicole Chambron et Luis De La Torre* .....141

INFORMATION SCIENTIFIQUE

Les mots de la ville au Brésil. Un exemple : la notion de "fragmentation"  
par *Laurent Vidal* .....161

Lectures  
par *D. Cucho, R. Durand, F. Langue, P. Ragon, D. Rolland* .....183

# FRONTIÈRES

## HORACE SAY ET LE BRÉSIL

---

GUY MARTINIÈRE\*

Entre l'oeuvre universellement connue de son père, l'économiste Jean-Baptiste Say (1767-1832), et la brillante carrière politique, et littéraire de son fils, Léon Say (1826-1896), célèbre ministre et parlementaire de la Troisième République, codirecteur du *Journal des Débats*, l'activité et les travaux d'Horace Say font aujourd'hui pâle figure. De plus, sa notoriété n'offre aucune comparaison avec celle de son oncle, Louis Say (1744-1840), fabricant de cotonnades et raffineur de sucre, fondateur des célèbres sucreries "Say", de Nantes et de Paris. Pourtant, Horace Say (1794-1860) occupa une place non négligeable dans le monde de l'intelligentsia française de l'économie politique : s'il fut avant tout un praticien et un technicien de l'économie, il assuma efficacement l'héritage des théories de la science économique qui avaient auréolé les travaux de son père.

### UN PRATICIEN DE GRAND COMMERCE DEVENU TECHNICIEN DE L'ÉCONOMIE LIBÉRALE

Horace Say publia ainsi en 1852, en l'annotant de sa main, la troisième édition du *Cours complet d'économie politique pratique* de Jean-Baptiste Say. Édité entre 1828 et 1830, ce cours constituait de fait le dernier ouvrage du célèbre économiste : il apparaissait comme une sorte de vaste encyclopédie bourrée d'informations et d'analyses, destinée à justifier les théories du fameux *Traité d'économie politique*, cette grande oeuvre de 1803 dont Horace Say avait assuré la sixième édition en 1841. La publication des "oeuvres complètes" de son père avait été entreprise par l'éditeur Guillaumin. Elle devait comprendre douze volumes et l'édition du *Cours*.

\* Professeur, Université de La Rochelle et Institut des hautes études de l'Amérique latine.

... réalisée par Horace Say en constituait les tomes 10 et 11. Mais la signature d'Horace Say apparaissait aussi dans le tome 12 rassemblant divers travaux, aux côtés de celle de Charles Comte (1782-1837), son beau-frère, ardent divulgateur du Catéchisme d'économie politique que Jean Baptiste Say avait publié en 1815. Et dès 1839, Horace Say avait assuré la troisième édition, entièrement refondue et augmentée à partir de manuscrits complémentaires inédits, d'un autre ouvrage de son père, le Petit volume, contenant quelques aperçus des hommes et de la société déjà imprimé en 1816-1817. Bref, la pensée d'Horace Say baignait en permanence dans la connaissance des travaux fondamentaux de son père considéré, de son vivant, comme le véritable fondateur de l'économie politique en France.

Pourtant, le fils aîné de Jean-Baptiste Say ne se hasarda jamais à publier lui-même des ouvrages généraux d'analyse de science économique. Complexe filial ? Peut-être. En tout cas, il conservait sans doute en mémoire les remarques acerbes que le grand maître de l'économie politique avait prodiguées à l'encontre de son frère Louis, le futur grand industriel du sucre : ne lui conseilla-t-il pas, amicalement, après la publication en 1818 de son ouvrage sur les Principales causes de la richesse ou de la misère des peuples et des particuliers, de "recueillir plus d'honneur en (s')exerçant sur d'autres sujets"<sup>1</sup>. Et Jean-Baptiste Say ajouta : "... Comme je crois que tu as beaucoup d'expérience des arts industriels en général et des vues très justes sur les qualités qui manquent à nos manufacturiers français pour réussir dans leurs entreprises, je crois que tu te serais rendu utile à l'industrie française en énonçant, avec clarté, les soins généraux (c'est-à-dire convenables pour toutes les entreprises industrielles), sans lesquels on n'obtient des succès que par hasard, et dont l'absence entraîne, sous nos yeux, tant de culbutes. Cet écrit, enrichi de beaucoup de faits que tu pourrais mieux que personne recueillir, soit par toi-même, soit par les autres... aurait été recherchée de tous ceux qui veulent se jeter dans les entreprises utiles... et tu m'aurais fourni des occasions de te citer avec honneur"<sup>2</sup>. En d'autres termes, précisait Jean-Baptiste Say, "il ne suffit pas de lire en courant et ensuite de rouler sur ses propres idées" pour devenir économiste, surtout si, en plus, "à propos de la nature et de l'usage des monnaies", on s'est dispensé d'avoir lu "les nombreux écrits que les Anglais ont fait paraître dans ces dernières années..." Jean-Baptiste Say ne venait-il pas alors, en 1816, d'être accueilli en Angleterre par David Ricardo, Malthus et Jeremy Bentham, recevant l'insigne honneur d'avoir pu s'asseoir dans la chaire occupée par le grand Adam Smith en personne à Glasgow ? Ne venait-il pas en 1817, d'exprimer le témoignage de son admiration à l'égard de ces grands économistes dans sa brochure De l'Angleterre et des Anglais, montrant qu'il espérait, au plus profond de lui-même, parvenir à dépasser les maîtres de l'école anglaise dans ses propres réflexions scientifiques et théoriques ?

Horace Say retint bien la leçon prodiguée par son père à son oncle. Il ne publia lui-même que des ouvrages "utiles" comme un Avant-propos à la discussion d'une nouvelle loi sur les faillites en 1836 ou encore des Études sur l'administration de la ville de Paris et du département de la Seine en 1846. De 1848 à 1851, il entreprit de diriger une énorme enquête, au nom de la Chambre de Commerce, sur l'industrie de Paris. Le volumineux "rapport" qu'il tira de cette enquête reçut le prix de statistique

de l'Académie des sciences morales et politiques en 1853. Quatre ans plus tard, il était élu membre de cette illustre assemblée. Son appartenance à la famille intellectuelle des économistes français était confirmée. En réalité, cette appartenance avait été reconnue depuis longtemps. Membre fondateur du Journal des économistes auquel il collabora régulièrement, il était devenu un des animateurs de la Société d'économie politique de Paris et avait contribué, comme mécène, à la création de la grande Librairie Guillaumin dont la célèbre "Collection des principaux économistes" était le fleuron et connaissait un rare succès. Et l'éditeur Guillaumin avait livré au public, en 1839, le premier véritable ouvrage d'Horace Say, son Histoire des relations commerciales entre la France et le Brésil, qui se présentait comme une monographie technique d'observations sur un commerce que j'ai suivi sans interruption pendant vingt-cinq années"<sup>3</sup>.

Pourtant, le fils de Jean-Baptiste Say ne pût s'empêcher, après la mort de son père (1832), de tirer de ses observations pratiques des "considérations générales sur les monnaies, les changes, les banques et le commerce extérieur" comme le mentionnait le sous-titre de son Histoire des relations commerciales... Le commerçant ne se présentait pas comme un économiste, un maître de l'économie politique. Mais il n'hésitait pas à utiliser son expérience professionnelle pour mieux faire comprendre à ses lecteurs les lois de la science économique nouvelle que les grands maîtres, dont son père, en Angleterre et en France, s'efforçaient de décrire le fonctionnement. Dès lors, le "cas" brésilien apparaissait comme un excellent laboratoire d'observation et d'analyse, un laboratoire que cette science économique nouvelle utilisait dans l'émergence de ce nouveau champ de connaissance et dont la fréquentation régulière et assidue se révéla nécessaire à l'exercice de la profession de négociant. Horace Say définissait en ces termes sa méthode concrète d'analyse : "Les causes qui produisent les phénomènes commerciaux en tous genres sont généralement multiples, et chaque partie intéressée n'envisage, la plupart du temps, qu'un des points de la question. Il ne faut donc pas s'étonner, si, dans une enquête commerciale, on voit chacun attribuer à une cause différente le défaut de développement du commerce maritime... Toutes ces plaintes sont fondées, toutes ces réclamations sont justes ; c'est à ceux qui dirigent les enquêtes d'attribuer à chacune l'importance qu'elle mérite, pour savoir ensuite combiner les remèdes en raison même de la complication des causes. Mais, pour être à la hauteur d'une semblable mission, il faudrait des connaissances économiques qui sont encore malheureusement trop rares ; et c'est ainsi que les enquêtes qui semblent les plus complètes ne sont, la plupart du temps, suivies d'aucun résultat"<sup>4</sup>. Entre la pratique et la science, entre le commerce et l'économie, Horace Say, le commerçant, s'autorisait à naviguer pour mieux stimuler l'action et la réflexion du savant. "Il porta ainsi dignement par ses propres travaux, souligna un de ses biographes, la gloire d'un grand nom"<sup>5</sup>.

Horace Say n'avait pas encore vingt et un ans lorsqu'il s'embarqua pour le Brésil, "dans les premiers jours de 1815"<sup>6</sup>. Selon la tradition familiale protestante, son père l'avait d'abord envoyé à Genève pour faire ses études puis avait orienté son "éducation vers un but pratique". Après l'avoir gardé auprès de lui comme "rattacheur" dans la filature de coton qu'il dirigea pendant quelques années, ces années de vache maigre pendant lesquelles il s'opposa à Napoléon, Jean-Baptiste Say plaça Horace

auprès de Michel Delaroche (1775-1852) qui dirigeait alors deux fructueuses maisons de grand commerce, à Nantes et au Havre.

Jean-Baptiste Say était devenu cousin du négociant par alliance. La soeur de Michel Delaroche, Alphonsine, n'avait-elle pas épousé en 1797 le frère du grand économiste, Jean-Honoré dit Horace Say en 1797 ? Mais la fortune des armes n'avait pas souri à Jean-Honoré : il trouva la mort dans l'armée d'Orient en Syrie après avoir participé avec éclat à l'expédition de Bonaparte en Égypte. Et Alphonsine Say-Delaroche se remaria. En 1804, Michel Delaroche avait épousé Cécile Delessert (1786-1852), un très beau parti, cousine germaine des banquiers associés de Paris. La fortune du commerce avait comblé le négociant, qui deviendra président de la Chambre et du Tribunal de commerce du Havre, puis maire de cette ville, conseiller général et député de la Seine inférieure. Le jeune Horace Say avait trouvé auprès de lui "une sollicitude et une indulgence toute paternelle"<sup>7</sup>. Il conquiert très vite toute sa confiance et l'armateur-négociant l'envoya, dès 1813, comme subrécargue, dans cette jeune république des États-Unis d'Amérique qui fascinait l'Europe en crise. Moins de deux ans plus tard, Horace Say, après avoir découvert l'Amérique du Nord, s'embarquait, pour le compte de la même maison Delaroche-Delessert, vers un autre immense pays du continent américain, dont le potentiel économique pouvait rivaliser, aux yeux des contemporains, avec celui des États-Unis, le Brésil. Le sort de la carrière commerciale du jeune Horace était scellé : s'il ne demeura au Brésil que quelques années, il lui consacra sa vie de négociant.

Dès son retour en France, Horace Say, fonda une maison de commission pour l'Amérique méridionale. Il fut ainsi amené à travailler pour le compte d'un grand propriétaire parisien spécialisé dans le négoce de toiles et d'articles textiles divers, Casimir Chevreux (1765-1846), à la tête de la maison "Chevreux-Aubertot". Horace Say épousa la fille de Casimir Chevreux, Anne, en 1822. De ce mariage naquirent quatre enfants dont seul, le second, Léon, parvint à l'âge adulte. Des autres membres des diverses branches de la famille Chevreux devaient naître notamment un futur ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg au moment de la grande alliance franco-russe, Gustave Lannes, marquis de Montebello (1838-1907), et un illustre ministre des Finances puis Président du conseil de la III<sup>e</sup> République, Joseph Caillaux (1863-1944).

La carrière commerciale d'Horace Say se poursuivit dans le négoce actif jusqu'en 1831, date à laquelle il fut élu juge au Tribunal de commerce de la Seine. En 1833, il devenait membre de la Chambre de commerce puis son secrétaire général en 1844 et ne la quitta plus. Dès lors, sa reconversion vers des activités publiques se précisa, tant au Conseil municipal de Paris (1837) qu'au Conseil général de la Seine jusqu'à siéger enfin au Conseil d'État, de 1849 au 3 décembre 1851, sous la Deuxième République. Comme son père l'avait manifesté envers Napoléon I<sup>er</sup>, il affirma quelques réticences à l'égard du régime impérial rétabli par Napoléon III. Mais l'Académie des Sciences morales et politiques, en 1857, l'accueillit alors que cette institution, rétablie en 1832, n'avait pas eu le temps d'admettre le grand économiste décédé la même année.

A la fin des années 1830, cette première décennie de régime de monarchie libé-

rale de Louis-Philippe, Horace Say était donc en train de franchir une étape importante de sa vie professionnelle : le négociant se reconvertissait vers une carrière publique. Il décida de publier son *Histoire des relations commerciales entre la France et le Brésil* au moment comme il le confessa lui-même, “où je quitte les affaires actives”. Le commerce franco-brésilien avait été au coeur de sa carrière de négociant pendant un quart de siècle<sup>8</sup>.

### LE COMMERCE FRANCO-BRÉSILIEN ET LES RÈGLES DU JEU DU LIBRE-ÉCHANGE

Pour Horace Say, son *Histoire des relations commerciales entre la France et le Brésil...* s'identifiait donc à “un fragment des mémoires d'un commerçant”<sup>9</sup>.

Mieux comprendre de l'intérieur, les mécanismes de l'évolution de ce commerce contribuait à illustrer les lois générales de la nouvelle science de l'économie politique. Mais en quoi l'analyse de ces relations franco-brésiliennes pouvait-elle servir d'exemple à cette science nouvelle devenue un nouveau modèle d'interprétation de l'évolution sociale et un nouveau guide vers la voie du progrès ?

La date du départ d'Horace Say de la France vers le Brésil, les premiers jours de 1815, constituait un moment clé de ce problème : “la paix générale, précisait-il, devait appeler la France à prendre part au commerce du Brésil : en effet un ordre royal daté de Rio de Janeiro, du 18 novembre 1814, porta que dorénavant les navires français seraient admis, comme provenance de nation amie, dans tous les ports brésiliens”<sup>10</sup>. Après les adieux napoléoniens de Fontainebleau, le rétablissement de la paix générale était bien la nouvelle chance d'une France meurtrie par des années de guerre. Pour Horace Say, la règle première du bon fonctionnement des activités commerciales était la paix entre les nations : la paix stimulait la liberté des échanges. A ses yeux, les guerres napoléoniennes qui avaient conduit une armée française sous les ordres du général Junot à occuper Lisbonne le 30 novembre 1807, avaient entravé le commerce français. Ce commerce n'avait donc pu bénéficier des avantages du décret du 28 janvier 1808” ouvrant les ports du Brésil aux navires des nations en paix avec la couronne de Portugal”<sup>11</sup>.

Ce décret, promulgué à Salvador de Bahia “si simple, si naturel, contenait à lui seul toute une révolution ; c'était pour le Brésil la fin du régime colonial exclusif qu'il avait subi depuis l'établissement des Européens sur le sol américain”<sup>12</sup>. Quelques jours à peine après la “translation” du prince-régent et de la cour portugaise dans la colonie brésilienne, sous la protection d'une escadre anglaise qui les avait aidés à quitter Lisbonne la veille du jour de l'entrée des troupes de Junot, le traité avait ouvert à l'Angleterre, alliée du Portugal, le commerce avec le Brésil, au détriment de son rival français, pourtant victorieux à Lisbonne par les armes. Mais “ce que ne prévoyait pas l'empereur puissant qui avait ordonné l'expédition, commentait Horace Say, ... c'étaient les conséquences finales qu'elle devait avoir un jour sur le commerce maritime du monde entier. Elle allait en effet devenir l'occasion déterminante de la plus heureuse des révolutions pour le Brésil ; et dans peu d'années, ce vaste et beau pays devait procurer au commerce maritime de l'Angleterre, et un peu

plus tard au commerce de la France, à celui de tous les autres pays d'Europe, des débouchés bien autrement important que ceux offerts jusque là par le Portugal lui-même<sup>13</sup>. Toutefois la véritable révolution qui fut cette décision d'ouverture des ports de la colonie, désormais siège du Gouvernement portugais, et qui avait mis le Brésil sur la voie sans retour- de "l'Indépendance", apparaissait entachée, aux yeux d'Horace Say, d'une tâche indélébile. Une entrave au principe de la liberté des échanges était mise en place car "un droit de douane uniforme de 24 pour cent sur la valeur, notait-il, fut imposée à l'entrée de toute marchandise, savoir 20 pour cent comme impôt consolidé, et 4 pour cent comme impôt additionnel destiné à subvenir aux dépenses extraordinaires de guerre"<sup>14</sup>. Aussi, l'analyse de cette politique douanière, à relent protectionniste, conduisit le négociant français à présenter de façon critique toute une série d'événements qui ne pouvaient que freiner les potentialités de progrès du Brésil pendant plusieurs années. C'est-à-dire au moins jusqu'en 1826, date à laquelle "enfin un traité d'amitié, de navigation et de commerce entre la France et l'empire du Brésil fut signé à Rio de Janeiro, le 8 janvier"<sup>15</sup>.

La critique d'Horace Say concerna d'abord les habitudes de gouvernement du prince-régent et de son entourage de la cour portugaise émigrée dans la colonie. Cette critique à l'égard de "quelques actes arbitraires et injustes" d'un gouvernement insuffisamment "éclairé", lui permit, de façon rétrospective, de faire le procès en règle d'un ancien régime de droit divin : les monarchies européennes n'avaient-elle pas inventé le système colonial et donc le monopole commercial ? Horace Say profitait de cette occasion pour régler quelques comptes avec le passé de ces monarchies en déclin d'Espagne et de Portugal, mais aussi avec le système de l'exclusif d'Angleterre et de France. Puis, il critiquait tout aussi radicalement la permanence et les résurgences de ce monopole colonial sous toutes ses formes politiques actuelles. Tel était le cas de celles, déguisées, que l'Angleterre avait échafaudées au Brésil comme le cas de celles rétablies par la France de la Restauration à l'égard de ses colonies de plantation des Antilles. Dans un raccourci saisissant, Horace Say brossait le tableau suivant de la politique commerciale : "Sous cet ancien régime, les diverses puissances de l'Europe s'étaient partagé le territoire américain par droit de premier occupant ; chacun avait voulu se réserver le monopole du commerce avec ses propres colonies. Un pacte tacite existait par lequel, en échange du droit exclusif qu'on se réservait de leur vendre des produits manufacturés, on leur donnait le privilège de l'approvisionnement des marchés métropolitains en produits équiniaux. Peut-être pouvait-on soutenir autrefois avec quelque raison, que ce système étant suivi alors par les autres nations, il était important pour la France d'avoir des colonies régies d'après les mêmes principes, et cela sous peine de ne pouvoir aborder en Amérique. Mais en 1815, tout était changé ; depuis longtemps les colonies anglaises de l'Amérique du Nord avaient conquis leur indépendance ; la puissance commerciale de l'Espagne et du Portugal, après avoir longtemps languie, avait fini par une mort complète, laissant pour succession vacante un commerce immense à faire avec le continent méridional américain ; chaque État d'Europe devait en recueillir une part d'autant plus grande qu'il se présenterait avec des conditions favorables. N'y-a-t-il pas eu alors maladresse et folie de la part de la France, à répudier

la plus belle portion de cet héritage, pour conserver des relations exclusives avec quelques îles françaises, qu'un système plus libéral aurait rendues elles-mêmes plus florissantes ?”<sup>16</sup>.

A l'égard de la politique coloniale de la Restauration, le diagnostic d'Horace Say était sans appel : “les progrès du commerce maritime de la France - eussent été plus rapides et tous différents sans doute, si le gouvernement de la Restauration, qui rêvait le passé et restait aveugle sur l'avenir, n'avait pas poursuivi le rétablissement pur et simple du système colonial restrictif tel qu'il existait avant la révolution française”<sup>17</sup>. Le cas des Antilles françaises, auxquelles s'ajoutait la relation privilégiée avec l'ancienne colonie d'Haïti-Saint Domingue si chère aux armateurs-négociants des grands ports français négriers de l'Atlantique, était l'exemple même d'une politique à courte vue : “C'était... se contenter du droit d'approvisionner une population de deux ou trois cent mille âmes, en renonçant à la plus belle partie du commerce offert à l'Europe par les habitants d'un immense continent. C'était... réserver le monopole de son marché pour le sucre et le café à quelques lieues carrées de terrain, en repoussant les productions des plus vastes contrées”<sup>18</sup>. Horace Say, le négociant de la maison Delaroche-Delessert de Nantes et du Havre, affichait donc un point de vue libéral “anti-colonialiste”.

A l'égard de l'Angleterre, Horace Say critiquait la situation de monopole de fait qui se dissimulait derrière l'apparente application du libéralisme. Ce monopole anglais déguisé était consécutif aux accords commerciaux privilégiés avec le Brésil. Le raisonnement de Say peut se résumer de la façon suivante. D'abord, l'Angleterre avait bénéficié d'une alliance politique et militaire pour greffer, de 1808 à 1814, une relation de monopole commercial de fait sur un système -théorique- d'ouverture des ports. La France, en guerre en 1808, ne pouvait profiter de cette ouverture puisque la monarchie portugaise la considérait comme ennemie du Brésil. Ensuite, l'Angleterre avait négocié dès 1809 un traité commercial qui entra en application en 1810 : il était convenu que les marchandises anglaises ne seraient plus taxées qu'à hauteur de 15 pour cent de leur valeur (et non de 24), alors que les productions portugaises elles-mêmes, celles de la métropole, étaient taxées à 16 pour cent, ce taux ne diminuant à 15 pour cent que par un décret du 25 avril 1818. Ainsi, non seulement “le droit sur les marchandises fabriquées fut... réduit en faveur des Anglais de plus d'un tiers”, commentait Horace Say, mais “d'autres avantages furent encore accordées au commerce de ces anciens amis”, comme, par exemple, la participation aux négociations des nomenclatures avec l'administration portugaise ou encore la concertation sur le choix des experts lors d'un litige<sup>19</sup>. Dès lors, le principe même de la concurrence se trouvait détourné au profit exclusif des Anglais. En conséquence, des habitudes de consommation des produits anglais au Brésil renforçaient considérablement cet avantage acquis<sup>20</sup>. Une telle analyse fondée sur la psychologie du comportement des consommateurs faisait même l'objet de plusieurs passages de l'ouvrage, montrant à quel point le négociant était sensible à cette formation des mentalités et des modes de vie qui fera de la publicité bien “ciblée” un élément-clé de la vente, c'est-à-dire un excellent principe du marketing. Le commerce français, concluait Horace Say au nom du libre-échange, n'était donc point admis sur le même pied que ses rivaux”<sup>21</sup>.

Il revenait enfin aux Français de susciter et mettre en oeuvre tout un ensemble d'opérations susceptibles de modifier cette situation. Aux yeux d'Horace Say, l'épisode militaire consécutif au retour de Napoléon de l'île d'Elbe, entre mars et juin 1815, ne fit que retarder encore davantage de quelques mois précieux le rétablissement des relations entre les deux pays. Et "le gouvernement établi en France - après cet épisode- n'était pas placé vis-à-vis des puissances étrangères de manière à obtenir de grandes faveurs pour ses nationaux"<sup>22</sup>.

Néanmoins, en dépit de cette situation de faiblesse face à l'inégale concurrence anglaise, la fin de l'année 1815 marqua le véritable démarrage des relations commerciales franco-brésiliennes. Certes, l'inexpérience consécutive à "la longue interruption de tout commerce maritime pour la France -faisant- qu'on y était dans l'ignorance la plus complète de ce qui pouvait convenir aux peuples qu'on allait visiter", provoqua quelques déboires parfois spectaculaires mais, dans certains cas -les articles de fantaisies par exemple-, "on réalisait quatre ou cinq capitaux pour un"<sup>23</sup>. Comme le constatait Horace Say avec un certain enthousiasme : "Il y avait... un tel élément de prospérité dans les relations internationales, encouragées par l'état de paix, que le commerce maritime devait réparer promptement ses premiers échecs"<sup>24</sup>. Et le négociant s'engageait alors dans le voie des recommandations en faveur d'une réorganisation du commerce maritime de la France, introduisant "le principe salutaire de division du travail" entre les négociants et les armateurs.

Il consacra aussi quelques pages à tous ceux, qui "se précipitèrent vers les ports de mer, munis de quelques marchandises achetées à la hâte", c'est-à-dire "des administrateurs, des militaires, des artistes, quelques gens exaltés qui voulaient s'associer à d'illustres infortunes ou qui pensaient ne pouvoir vivre sur le sol national souillé par l'occupation étrangère"<sup>25</sup>. Ces premiers acteurs du commerce franco-brésiliens n'étaient donc pas tous des professionnels du négoce. "Lorsqu'un navire arrivait à Rio de Janeiro, soulignait avec humour Horace Say, les Brésiliens demandaient combien il apportait de négociants français et l'on voyait en effet débarquer des pacotilleurs par vingtaines"<sup>26</sup>. Tous les observateurs furent eux aussi frappés par l'importance de cette première vague d'émigrants français au Brésil à partir de 1815. On estima même dans les années 1830 la population française installée dans la seule ville de Rio de Janeiro à 14.000 personnes sur 180.000 habitants dont près des 25.000 esclaves<sup>27</sup>.

D'une façon générale, le négociant Horace Say prononça un jugement sans appel à l'encontre de l'action officielle du gouvernement de la Restauration : "La brillante ambassade du duc de Luxembourg au Brésil, en 1816, resta... sans lendemain", constata-t-il au détour d'une phrase<sup>28</sup>. Il passa même complètement sous silence l'importance de la mission artistique française de 1816, dirigée par Joachim Le Breton (1760-1819), secrétaire perpétuel de la classe des beaux-arts de l'Institut de France, et composée de plusieurs artistes dont les peintres Nicolas-Antoine Taunay (1755-1830) et Jean-Baptiste Debret (1768-1848), le cousin de David, l'architecte Grandjean de Montigny (1776-1850), le sculpteur Auguste-Marc Taunay (1768-1824), le graveur Charles- Simon Pradier (1786-1848) et quelques autres. Négociée dès 1815 par l'ambassadeur du Portugal en France, le marquis de

Marialva, cette mission d'artistes fut chargée par le comte da Barca, ministre des Affaires étrangères à Rio de Janeiro, de fonder une Académie des Arts. S'affirmait ainsi une stratégie de la diplomatie française où les échanges culturels, spectaculaires, anticipaient la relance des échanges commerciaux, en situation difficile. Horace Say, le négociant, ne sut pas percevoir l'intérêt qu'il était possible de tirer de cette politique dont l'action directe de l'un des acteurs aurait pu, pourtant, capter la sagacité de son esprit mercantile : l'architecte Grandjean de Montigny n'eut-il pas l'occasion d'exprimer son talent en faisant construire, entre autres, le bâtiment de la Bourse de Rio de Janeiro en 1819-1820 et celui de la Douane ?

De fait, les préoccupations exclusivement mercantiles et économiques d'Horace Say l'amenaient à brosser le tableau suivant de l'évolution des relations franco-brésiliennes douze ans après l'ouverture des ports brésiliens, au moment de la signature du traité de 1826 : "Le commerce français devait se faire entendre... et obtenir enfin justice... Il avait lutté... contre les chances défavorables que les événements avaient opposés au déplacement de la prospérité de ce pays... Bien qu'abandonné... de son propre gouvernement, il avait, avec des armes inégales, combattu efficacement la concurrence du commerce anglais. Malgré une différence des droits de douane, moitié plus élevés que ceux que payaient alors les marchandises de provenance britannique, avec le désavantage de frais de transports plus onéreux ; malgré l'entrave mise aux moyens de faire des retours, les produits français s'infiltraient de plus en plus dans la consommation brésilienne. Les soieries françaises, la sellerie, une multitude d'articles de tabletteries et de mercerie, la bijouterie fine et la bijouterie fausse, quelques productions du sol français, comme les vins de l'ancien Languedoc, étaient recherchés avec une préférence marquée. Des magasins français s'ouvraient dans les principales villes ; une des rues de Rio de Janeiro particulièrement aurait pu faire croire à l'émigration de la rue Vivienne de Paris, si jamais la rue Vivienne pouvait cesser d'être le centre de la mode en Europe"<sup>29</sup>.

Ce fut donc le 8 janvier 1826 que le traité d'amitié, de navigation et de commerce, signé à Rio de Janeiro par le comte de Gestas, parvint enfin à mettre "sur le pied de l'égalité" négociants français et anglais, en abaissant à 15 pour cent les droits de douane sur les marchandises françaises.

Dès lors, constata Horace Say, "les relations entre les deux pays se sont par suite régularisées et leur importance s'est accrue"<sup>30</sup>. Toutefois, une analyse détaillée de la balance commerciale entre les deux pays, qui fait l'objet de tout un chapitre à partir du commentaire du *Tableau décennal du commerce de la France avec ses colonies et les puissances étrangères de 1827 à 1836*, montrait l'existence d'un grave problème : la croissance des exportations françaises passait de dix millions de francs en 1827 à plus de vingt cinq millions en 1836 alors que les exportations brésiliennes qui étaient "de onze à treize millions de 1827 à 1829 n'ont plus été en 1835 et 1836 que de huit à dix millions de francs"<sup>31</sup>. Aux yeux d'Horace Say, un des principales raisons de cette distorsion, du côté français, tenait encore en l'incohérence d'une véritable politique commerciale héritée du mercantilisme de l'Ancien Régime et de son pacte colonial. Il appliquait alors à son propos les principes de la "loi des débouchés" établie par son père : "Lorsqu'un fermier en France vend une partie de son blé pour acheter ensuite des vêtements, écrivait-il, il ne fait autre chose qu'échanger par le fait

une partie de sa récolte contre l'habit et le chapeau qui lui manquaient ; l'argent est un intermédiaire qu'on pourrait appeler officieux s'il ne faisait pas payer en intérêts les services qu'il rend ; reçu pour le blé, il est donné immédiatement pour les vêtements ; loin de rester dans les mains du fermier, il court ailleurs servir incessamment d'agent à d'autres transactions. Les cultivateurs du Brésil veulent de même échanger une partie de leur récolte pour obtenir des étoffes et des vins de France qu'ils trouvent à leur goût ; mais les récoltes qu'ils ont consistent en sucre ou en café que les tarifs français empêchent d'acheter<sup>32</sup>. Ainsi, seule, une nouvelle politique résolument libérale parviendrait vraiment à "établir un commerce plus profitable entre les deux pays". Le combat d'Horace Say ne s'achevait donc pas avec l'instauration du régime de Louis-Philippe. L'anti-colonialiste libéral poursuivait son combat.

L'analyse des règles de fonctionnement des mécanismes de la concurrence conduisit alors Horace Say à préciser son engagement sur le terrain économique et politique d'une apologie du libre-échange : "A mesure que les peuples s'éclaireront davantage, souligna-t-il, les traités de commerce devront disparaître, et les nations comprendront qu'il est de leur intérêt sagement entendu, de traiter également bien tous ceux avec lesquels elles ne sont point en guerre. Les faveurs réciproques que se font les parties contractantes, dans un semblable traité, deviennent par le fait autant d'injustices à l'égard des nations qui n'ont point de traités spéciaux"<sup>33</sup>. Dans ces conditions, Horace Say plaida pour montrer aux Brésiliens eux-mêmes tout l'intérêt qu'ils pouvaient tirer, à leur tour, de cette généralisation des échanges : "Une faveur est, du côté de la partie qui l'accorde, un véritable sacrifice ; ainsi par exemple, ... le Brésil, en repoussant, par une différence de tarif, les marchandises qui auraient pu faire concurrence aux produits anglais, se privait des avantages qui seraient résultés pour lui de cette concurrence. Si les faveurs réciproquement accordées sont égales, celle que chaque nation obtient sont compensées par les sacrifices qu'elle est obligée de s'imposer au retour. Si au contraire les faveurs ne se balancent pas et si l'une des parties contractantes impose à l'autre des conditions à son propre avantage sans lui rien donner en échange, il n'y a plus alors de traité d'amitié et de commerce, cela devient simplement un acte d'oppression du plus fort sur le plus faible"<sup>34</sup>.

En d'autres termes, l'économie brésilienne ne pouvait être que stimulée par cette conversion au libre-échange généralisé : "Les Brésiliens voyaient avec plaisir, concluait Horace Say, qu'une concurrence, tournant à leur profit, allait être faite aux Anglais, qui depuis plusieurs années avaient joui, grâce à la guerre, d'un véritable monopole pour la vente des articles manufacturés"<sup>35</sup>. La méthode d'observation guidée par les connaissances économiques du négociant Horace Say avait bien servi à promouvoir, à travers l'étude des problèmes et de l'essor des relations commerciales franco-brésiliennes, les lois de l'économie politique que son père, Jean-Baptiste Say, avait mises à jour.

LES RÉFORMES LIBÉRALES EN FAVEUR  
DU PROGRÈS DE L'ÉCONOMIE BRÉSILIENNE

Dans cette perspective, l'analyse d'Horace Say se déplaçait, du domaine des relations commerciales franco-brésiliennes, de ses problèmes et de son essor, vers l'observation du fonctionnement de l'économie brésilienne elle-même. Dans le même esprit, son observation de l'économie brésilienne se trouvait subordonnée à la recherche d'un projet d'amélioration de son fonctionnement. Cette méthode entraînait le négociant à agrémenter son ouvrage de toute une série de propositions de réformes destinées à mettre le Brésil sur la voie du progrès. Il n'est pas possible de résumer ici dans le détail toutes ces propositions. Nous évoquerons, parmi les plus significatives, en premier lieu, l'analyse de la question monétaire et financière dont l'incidence directe sur les pratiques commerciales s'est révélée au cœur des préoccupations d'Horace Say. L'ouvrage du négociant français ne portait-il pas en sous-titre des "considérations générales sur les monnaies, les changes, les banques" en rapport avec le commerce franco-brésilien?

Au Brésil, les rapports entre le commerce et la monnaie dépendaient de la relation directe établie par le prince-régent portugais entre les droits de douane sur les marchandises importés et les revenus publics. Le trésor royal devait obtenir une masse monétaire de revenus suffisante pour satisfaire les besoins de la cour et de l'administration. De plus, le prince-régent devait aussi financer l'état de guerre, en principe en Europe ; mais la guerre fut très vite engagée avec le gouvernement de Buenos-Aires, des "frontières du Brésil au sud jusqu'aux rives de la Plata". Pour Horace Say, la condamnation portée contre l'état de guerre européen, si contraire au bon fonctionnement d'une saine économie, se transposa à l'encontre de "l'état de guerre entre les colonies portugaises et espagnoles" : "Le prince-régent de Portugal, soulignait-il, est resté préoccupé au Brésil par les petits intérêts, par les préjugés, par les idées étroites qu'il aurait dû laisser sur la plage européenne... Comme s'il n'eût pas trouvé ses possessions américaines assez vastes pour l'exercice de son activité et de son génie, il rêvait d'étendre encore les frontières du Brésil... Combien n'était pas plus heureux le Brésil qui, sans guerre comme sans secousse, était venu à posséder un gouvernement qui lui était propre... et qui le rendait indépendant de l'Europe ! C'était bien mal comprendre les avantages d'une telle position que de se jeter comme l'a fait le prince-régent dans une guerre impolitique contre les provinces de la Plata. Guerre qui pendant douze années de durée n'a eu d'autre résultat que de ruiner les finances brésiliennes"<sup>36</sup>. Ainsi l'effet néfaste de la guerre orienta la dilapidation des revenus publics vers des dépenses inconsidérées, ce qui ne manqua pas de faire entrer le Brésil dans une grave crise monétaire : "l'impôt des douanes - étant- à peu près le seul qui donnât des produits", il se révéla vite insuffisant. "Monarque absolu et de vieille souche, le prince-régent se souvint alors des anciennes traditions et eut d'abord recours à l'altération des monnaies effectives"<sup>37</sup>. Entré dans le cercle vicieux des expédients, le Brésil découvrait la crise monétaire et financière. Celle-ci dura jusqu'en 1831, date à laquelle le conseil de régence du jeune empereur Pedro II entreprit enfin d'assainir rationnellement cette situation catastrophique.

Les observations d'Horace Say l'amènèrent à établir une relation étroite entre les métaux précieux, les monnaies et la dévaluation monétaire d'une part, la spéculation sur les changes et ses conséquences sur les pratiques commerciales d'autre part. Son analyse "monétariste" se précisait en ces termes : "Chaque particulier pouvant par suite, aussi bien que le gouvernement, acquitter ses dettes en donnant en paiement une monnaie d'argent d'une valeur intrinsèque inférieure à celle de l'ancienne monnaie courante du pays se garda bien de payer en or ; les pièces d'or - devinrent - marchandise et disparurent rapidement du pays. La monnaie courante du Brésil perdit graduellement de sa valeur réelle ; il fallut par suite en donner une plus grande quantité pour acheter la même marchandise, et il sembla y avoir renchérissement sur toutes les denrées alors qu'il y avait seulement dépréciation dans l'agent intermédiaire des échanges, le *circulating-medium*, comme disent les Anglais..."<sup>38</sup>.

La conséquence de cette altération fut rapide concernant aussi bien les échanges extérieurs que les échanges intérieurs : "Les grandes variations que les mesures financières du gouvernement ont amenées sur la valeur de l'agent des échanges, de la monnaie, au Brésil, ont été une des plus graves entraves à la prospérité du commerce de ce pays. Non seulement ces variations ont affecté le cours des changes avec les pays étrangers, mais encore des inconvénients de localité se sont manifestés sur tous les points. L'étendue du Brésil, la difficulté des communications d'une ville à une autre, empêchaient les mesures prises à Rio de Janeiro, d'avoir un effet simultané partout : la monnaie portant le même nom s'est trouvée avoir des valeurs variant à l'infini, suivant les temps, suivant les lieux"<sup>39</sup>. Dès lors, poursuivait Horace Say, avec une formule heureuse : "Les calculs les mieux établis ont été fréquemment dérangés : tel négociant, après avoir vendu sa marchandise à des prix qui lui présentaient de beaux bénéfices, s'est trouvé, au bout du terme qu'il avait dû accorder à l'acheteur, ne réaliser qu'une perte majeure et cela en recevant cependant une somme nominale qui résultait du marché conclu ; tel autre a pu se trouver ruiné plus tard en donnant pour acquitter sa dette une monnaie dont la valeur s'était relevée, sans qu'elle changeât de nom, pendant l'intervalle écoulé entre la stipulation de la dette et l'époque fixée pour le paiement"<sup>40</sup>.

Dans des conditions aussi antiéconomiques, l'apparition du papier-monnaie et la création de la banque de Rio de Janeiro - "une calamité pour le pays" affirme Horace Say - accentuèrent les effets déstabilisateurs de la monnaie sur de l'économie. L'ordre ne fut rétabli dans les finances publiques qu'à partir du moment où le conseil de régence de 1831 décida de sévères coupes dans les dépenses budgétaires, restaurant le crédit public et diminuant la dette. Pour Horace Say, doter le pays d'un "bon système monétaire", métallique ou de papier, signifiait d'une part "abandonner les noms abstraits qui, par eux-mêmes ne constatent aucune valeur lorsqu'ils ne sont pas l'expression d'un poids fixe d'un métal précieux à un titre déterminé" ; d'autre part "renoncer à la prétention de fixer d'une manière précise et invariable la valeur relative de deux métaux qui, comme toutes les autres marchandises, peuvent au contraire varier sans cesse de valeur relativement l'un à l'autre, d'après leur plus ou moins grande rareté et l'importance plus ou moins forte de la demande qui en est faite"<sup>41</sup>.

Ainsi, les dirigeants politiques du Brésil, dans les domaines monétaires et

financiers, ont-ils "fourni aux économistes des exemples frappants de toutes les conséquences que peuvent avoir l'altération des monnaies, l'abus des banques, les désastres du papier-monnaie et les emprunts publics poussés à l'excès"<sup>42</sup>.

Il revenait alors au négociant français de définir les méthodes d'action d'un bon gouvernement qui se devait d'aider à l'administration naturelle des produits et des hommes et non intervenir à tort et à travers dans les affaires publiques et privées. Le profil de ce gouvernement libéral était décrit à plusieurs reprises. Il était présenté de façon critique contre la politique de l'empereur Pedro I : "pour subvenir à tant de besoin, écrivait Horace Say, il aurait fallu retrancher d'abord toutes les dépenses inutiles ; il aurait fallu lever les entraves qui pouvaient peser encore sur l'industrie, vivifier l'intérieur par un bon système de communication qui auraient encouragé l'agriculture. Mais au lieu de rien améliorer, on laissait le mal s'accroître ; le désordre augmentait dans les finances et ce pays si neuf encore, renfermant en lui tant de germes de puissance et de prospérité, ressemblait au jeune homme prodigue qui, après avoir dépensé son avoir, vit au jour le jour, accepte tous les expédients et grève inconsidérablement l'avenir. Les emprunts succédaient aux emprunts... C'est ainsi que le Brésil, dès le commencement de son indépendance, devait marcher courbé sous ce fais de dette énorme"<sup>42 bis</sup>.

Puis, la solution de la crise de 1830-1831, qui devait provoquer l'abdication de l'empereur Pedro I, fit espérer des jours meilleurs au négociant : "La marche des affaires publiques au Brésil depuis 1831, constatait-il, a montré que si don Pèdre ne se fût pas si facilement découragé et qu'il eût fait quelques sacrifices aux nécessités de l'époque, il aurait pu se maintenir au pouvoir et rendre peut-être encore de véritables services au pays. Il eût seulement fallu pour cela qu'il sût comprendre qu'un pays aussi vaste et aussi riche devait s'administrer par lui-même libre de toute influence étrangère ; qu'il fallait en conséquence cesser de faire occuper les emplois principaux par des Européens et qu'il était temps surtout de renoncer au favoritisme ainsi qu'aux influences de camarilla"<sup>43</sup>. La critique était donc sévère à l'égard des groupes de pression portugais qui gravitaient autour de l'empereur. Si Horace Say lui reconnaissait la force d'avoir su, en 1822, rendre la colonie définitivement indépendante, comme il avait reconnu favorablement la volonté de l'ancien prince-régent, devenu le roi D. João VI en 1816, à demeurer au Brésil, il leur reprochait de trop gouverner dans l'esprit des anciens régimes, "surtout alors qu'il n'y a point de contrôle d'une presse libre". "Les gouvernements faibles et ignorants, concluait Horace Say, en une formule lapidaire, vivent au jour le jour et compromettent sans cesse l'avenir"<sup>44</sup>.

Pourtant, en dépit de cette incompréhension des intérêts véritables du Brésil, la marche vers le progrès était assurée quand même. "Il est heureux de penser cependant que toutes ces expériences, soulignait Horace Say, ont été faites chez un peuple qui avait assez de ressources pour surmonter de semblables obstacles. La population s'accroît rapidement ; le pays se cultive et donne chaque année des produits plus considérables ; on a compris la nécessité d'arrêter le mal et de le réparer ; tout porte donc à croire que des charges qui auraient accablé le peuple brésilien s'il fût resté stationnaire, seront facilement supportées, au contraire par ce peuple devenu plus nombreux et plus riche"<sup>45</sup>. Horace Say ne pouvait proposer de jugement

plus optimiste sur la croissance du Brésil, jugement qui s'apparentait aussi à une pierre lancée dans le jardin des théories malthusiennes. Aussi le négociant ne cachait pas sa satisfaction devant les principales mesures prises par le nouveau gouvernement de régence en 1831.

Ces mesures avaient été prises dans le cadre de la régularisation du système monétaire en assainissant la monnaie grâce à la fixation d'un nouvel étalon, ou encore dans le cadre des réductions importantes de plusieurs dépenses, notamment militaires. Ces mesures modifiaient surtout à la source, les recettes des revenus publics considérablement améliorées grâce à "de grands perfectionnements apportés dans le recouvrement des impôts". Les revenus tirés des taxes intérieures sur la production brésilienne compensaient dès lors les charges traditionnellement supportées par les taxes à l'importation. Et de telles ressources intérieures bien mieux réparties sur l'ensemble du territoire évitaient au gouvernement de compter trop exclusivement sur les seules ressources de Rio de Janeiro. D'ailleurs, l'accroissement démographique évalué à près d'un tiers de la population brésilienne, passant de 3 600 000 personnes en 1816 à 5 300 000 dont 2 000 000 d'esclaves en 1835, facilitait le recouvrement de ces ressources qu'Horace Say résumait en ces termes : "les douanes de Bahia, de Rio Grande et surtout celle de Rio de Janeiro, remarquait Horace Say, présentaient un accroissement important des recettes"<sup>46</sup>.

Le négociant libéral démontrait alors à quel point la question des droits de douane taxant l'importation des produits étrangers, maniée à bon escient par un gouvernement libéral, pouvait avoir des effets bénéfiques sur l'économie d'un pays, aux antipodes des effets catastrophiques provoqués par les taxations abusives de gouvernements maîtrisant insuffisamment les lois de l'économie politique : "Dans les voies d'une sage réforme commerciale", concluait Horace Say d'une façon générale, c'est-à-dire aussi bien pour le Brésil que pour la France, ou d'autres pays, "on aurait tort de penser... qu'une facilité plus grande pour les relations internationales ne saurait s'obtenir qu'au moyen du renversement de toute barrière. L'établissement des douanes aux frontières offre au contraire une source précieuse pour les revenus publics, et ne saurait être négligé sans imprudence pour le trésor comme sans injustice pour les producteurs nationaux. Les produits étrangers ne sauraient être admis gratuitement à faire concurrence aux denrées comme aux marchandises dont la production à l'intérieur a été grevée par la nécessité de pourvoir aux dépenses générales du pays ; les droits de douane sont, dans ce cas, un moyen d'égaliser les charges, dont le commerce extérieur doit comme tout autre supporter sa part ; mais là devrait s'arrêter leur effet, car une production exagérée par une classe de producteurs devient par cela seul un découragement et une entrave non moins grands pour toutes les autres"<sup>47</sup>.

La deuxième réforme libérale vers laquelle Horace Say souhaitait voir s'orienter les gouvernements brésiliens était le soutien au développement des voies de communications. La formation d'un véritable marché intérieur impliquait un tel service : "pour que le travail puisse s'employer avec avantage dans toutes les parties de l'empire, écrivait-il, il faut que les produits puissent arriver facilement vers les consommateurs ; et les questions les plus importantes pour la richesse du pays sont

celles qui se rattachent à l'établissement des voies de communication<sup>48</sup>. De ce point de vue, un très vaste chantier s'ouvrait pour les prochaines années car beaucoup était encore à faire dans ce territoire immense pour faciliter la circulation des échanges intérieurs. Il y avait là matière à réalisation de grandes études et d'énormes travaux (aménagement des ports, construction de canaux, de voies navigables, de routes...) qui ne devaient d'ailleurs pas être financés par les seuls pouvoirs publics mais par des "associations privées" voire les "administrations locales", pour stimuler les "forces productives" du pays. Toute la moitié d'un chapitre de l'ouvrage - le chapitre XVIII - était consacrée à ces modalités "d'amélioration des voies de communication".

L'autre moitié de ce même chapitre était consacrée à la définition d'une troisième réforme libérale autrement plus difficile à mettre en oeuvre compte tenu de la structure sociale du pays : "la nécessité d'abolir d'une manière franche la traite des noirs". Un tel discours s'adressait bien sûr aux gouvernants brésiliens qui n'avaient pu faire autrement, face à la pression anglaise, que s'engager du bout des lèvres vers la promesse d'une éventuelle interdiction. Mais ce discours interpellait aussi le lecteur français confronté à la question de l'esclavage dans les colonies des îles de plantation. Certes, en France, la traite des noirs, à proprement parler, avait été supprimée, dès le Congrès de Vienne, par les gouvernements de Napoléon Ier puis de Louis XVIII. En 1833, l'Angleterre, après avoir interdit la traite en 1807 abolissait l'esclavage. Aussi, dans un long paragraphe où Horace Say analysait le cas des réformes à introduire dans le système colonial français pouvait-on lire : "Les progrès des lumières et de la morale ont mis fin à la traite sur la côte d'Afrique ; il s'agit de préparer les nègres à devenir un jour des ouvriers libres ; déjà il n'est plus temps de discuter l'utilité de l'esclavage, puisque son abolition se fait entrevoir dans l'avenir comme une nécessité. Il est permis du reste de penser que les colons des Antilles verront eux-mêmes un jour qu'il n'y aura possibilité de soutenir toute concurrence pour la production du sucre que par l'emploi d'ouvriers libres et par l'application des procédés perfectionnés de fabrication auxquels l'industrie de la betterave a fait faire tant de progrès"<sup>49</sup>. Cette abolition, on le sait, interviendra en France le 4 mars 1848, dans l'enthousiasme des premières mesures de cette Deuxième République qui fera d'ailleurs d'Horace Say un conseiller d'État.

Au Brésil, la traite ne sera effectivement abolie qu'en 1850 et, au moment de la rédaction de son ouvrage, Horace Say concevait qu'une telle réforme serait très "difficile" à établir.

A de nombreuses reprises, dans le fil de son ouvrage, le négociant français avait souligné, de façon critique, la situation "anti-économique" du système de production des plantations de sucre et de café. Dans les pages du chapitre XVII, Horace Say prenait le taureau par les cornes. Son diagnostic était sans appel : "une organisation sociale, écrivait-il, qui admet l'esclavage est en opposition avec les lois les plus saintes de l'humanité. Lorsqu'un semblable ordre des choses est établi, les réformes sont difficiles ; d'une part les propriétaires d'esclaves, habitués par cette possession même à avoir éloignement et mépris pour le travail, sont persuadés que sur leurs terres aucune culture ne serait possible sans nègres ; d'un autre côté, les nègres esclaves ne sont point préparés à recevoir la liberté, ils ne sauraient en faire

un usage salubre ni pour eux ni pour la communauté<sup>50</sup>. Dès lors, Horace Say critiquait les entraves au développement du commerce provoquées par "la continuation du trafic en contrebande des noirs venant d'Afrique". Et surtout, il constatait la supériorité de productivité d'un système utilisant une main-d'oeuvre libre, y compris dans les plantations. Car les ouvriers libres, susceptibles de remplacer les noirs comme main-d'oeuvre, c'est-à-dire les émigrants "bien différents des nègres, remarquait le négociant, apportent dans le pays, outre quelques ressources personnelles, une expérience et une habitude de travail qui dote en quelque sorte le pays d'un capital nouveau"<sup>51</sup>. Dans cette perspective, l'interdiction "franche" de la traite représentait une première mesure vers l'abolition de l'esclavage : "les propriétaires n'auront plus la ressource de renouveler leurs travailleurs par de nouvelles importations", écrivait-il et "un simple servage servira peut-être de transition de l'esclavage à la liberté" pour la population noire. La mise en valeur des immenses contrées fertiles du Brésil serait alors facilitée grâce à l'arrivée de plus en plus massive d'une main-d'oeuvre libre qu'il conviendrait de mieux organiser. Et il concluait par cet appel en faveur d'une politique sociale : "il faut des travailleurs... pour mettre en valeur ces contrées fertiles ; mais il ne faut pas perdre de vue en même temps que le but final de cette mise en valeur est de procurer l'existence et le bien-être aux travailleurs eux-mêmes"<sup>52</sup>. Anticolonialiste et antiesclavagiste, l'économiste libéral affirmait que les lois du marché permettaient l'amélioration sociale du sort des travailleurs.

#### L'AVENIR AGRICOLE DU BRÉSIL : L'ESPOIR D'UN "BOOM" DU COTON

L'application des réformes libérales proposées par Horace Say aux fins de promouvoir le commerce franco-brésilien, à savoir les réformes monétaires et financières, l'amélioration des voies de communication et l'abolition de la traite des noirs, devait permettre à l'économie brésilienne "d'ouvrir des débouchés aux produits de l'agriculture". Pour le négociant français, il ne faisait aucun doute que, si les peuples manufacturiers de l'Europe... fournissaient au Brésil la masse de ses importations, "pendant longtemps encore le Brésil restera purement agricole et paiera avec les produits de son sol les articles qu'il devra tirer de l'extérieur"<sup>53</sup>. Horace Say insista à de nombreuses reprises sur l'importance de cette division internationale du travail, sur cette complémentarité naturelle des échanges de produits entre l'Europe et le Brésil. "Le pays, dans toutes ces parties, constatait-il, est purement agricole, on n'y trouve aucune manufacture ; et le climat, l'étendue du sol, la présence d'une population de nègres esclaves, le maintiendront longtemps sans doute dans cet état. Les productions de l'agriculture continueront à dépasser de beaucoup les quantités nécessaires à la consommation locale et c'est en continuant aussi de les vendre aux étrangers que les Brésiliens se procureront les articles manufacturés de l'Europe. Chaque pays, indiquait-il alors sous forme de loi générale, ne peut arriver en effet à consommer les marchandises de l'étranger qu'en donnant en paiement ses propres produits ; et il se trouve alors d'autant mieux pourvu d'articles du dehors qu'il peut offrir en échange aux autres nations des denrées de son sol ou des marchandises

créées par sa propre industrie, à des conditions plus avantageuses... Les nations d'Europe vont désormais chercher le coton, le sucre, le café, le cacao, le riz, là où ils sont produits à meilleur compte et présentés au commerce dans les meilleures conditions<sup>54</sup>.

Horace Say consacra aussi de longs chapitres à décrire comment", sous le rapport du commerce extérieur, chaque zone du Brésil peut être considérée en quelque sorte comme un pays distinct<sup>55</sup>. Il traça de cette manière les grandes lignes de cette "géographie physique et commerciale du Brésil" où les "produits naturels" qu'il fournit au commerce pouvaient "partager l'immense territoire en quatre zones distinctes d'exportation. La première ou la plus septentrionale, précisait-il, s'étendrait des frontières de la Guyane jusqu'à la province de Maranhão : elle fournit le cacao, le riz et beaucoup d'articles de droguerie qui croissent presque sans culture dans cette région ardente. La seconde, de Maranhão à Bahia, donne le coton en excellente qualité ; la troisième, de Bahia à Rio de Janeiro, fournit le café et le sucre ; on doit observer au reste que le sucre est fourni par toute la côte orientale, qu'il s'en expédie beaucoup de la province de Pernambouc et que sous ce rapport cet article peut être considéré comme commun aux deux zones moyennes. Enfin, la quatrième zone, comprenant toute la portion qui est sous un climat tempéré s'étendrait du tropique du Capricorne jusqu'aux rives de la Plata ; elle fournit les animaux domestiques, les cuirs et la viande séchée qui se consomme dans le nord du pays, et s'exporte dans les Antilles pour la nourriture des nègres. Cette partie du pays fournit aussi quelquefois le maté, ce thé américain... Le Brésil, rappelait Horace Say, produit en outre partout et avec abondance les bois de construction et d'ébénisterie..."<sup>56</sup>. Au demeurant, le bois, "que l'on se plaît à reporter à l'étymologie du mot Brésil"<sup>57</sup> lorsque, sous forme de bois de teinture de couleur vive, "à la braise", il s'exportait massivement dans l'Europe des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, connût un nouvel essor à l'exportation dans les années 1820-1830 sous le nom connu en France de palissandre<sup>58</sup>. Ainsi aux yeux d'Horace Say, l'avenir du Brésil était-il exclusivement agricole et "l'imagination s'effraie, écrivait-il, lorsqu'on songe à la quantité de chacun de ces produits que le Brésil pourrait fournir si le pays tout entier était mis en culture"<sup>59</sup>. Dans ces conditions, en appliquant les réformes proposées, l'avenir de l'économie agricole du Brésil ne pouvait que connaître un nouveau et remarquable essor: Horace Say pariait alors sur l'expansion exceptionnelle de la culture du coton<sup>60</sup>.

En effet, ni le sucre, concurrencé à la fois par la production de canne des Antilles et la production de betterave en France et en Europe, ni le café, alors cultivé dans les collines de la région de Rio de Janeiro, ne paraissaient être, pour le négociant, des produits d'avenir fiables. Certes, dans son observation des activités économiques régionales du Brésil, Horace Say avait remarqué que la région de São Paulo offrait "une température modérée, l'air des montagnes, - présentant- des conditions favorables au développement de la race européenne"<sup>61</sup>. Mais, si les "Paulistes ont été en quelque sorte les *pionniers* du Brésil, commentait-il en citant de façon explicite ce nom de "pionniers" pour mieux réaliser une comparaison avec les défricheurs de terres vierges aux États-Unis, leur pénétration vers l'intérieur du continent n'était assimilée qu'au "désir de trouver de l'or" et non "au goût du tra-

vail... pour cultiver le sol”<sup>62</sup>. En aucune manière, Horace Say en prévoyait l’extraordinaire essor que la culture caféière allait prendre sur le plateau pauliste et à ses frontières dans la seconde moitié du XIXe siècle, grâce, notamment, à l’émigration massive d’une main-d’oeuvre libre d’origine européenne.

Au contraire, de façon significative, le négociant s’attardait à décrire minutieusement les avantages comparés des régions de Rio de Janeiro, de Bahia et de Pernambouc (Recife), classées par ordre d’importance commerciale. Surtout, il consacra tout un chapitre à l’observation des provinces du Nord du Brésil, du Maranhão à Bahia, en fonction de l’importance du seul produit agricole de cette région : le coton.

A propos du coton brésilien, le diagnostic du négociant était sans ambiguïté : “la qualité en est bonne et belle ; mais la culture et la récolte pourraient en être plus soignées... C’est vers le perfectionnement de cette culture que doivent tendre tous les efforts au Brésil ; c’est par l’amélioration des voies de communication que les produits de l’intérieur pourront arriver à bas prix pour charger les navires européens. Et c’est alors seulement que ces navires pourront les transporter avec confiance sur les marchés de Liverpool et du Havre pour y subir les chances de la libre concurrence”<sup>63</sup>.

Ainsi le pronostic de l’ancien subrécargue de la maison Delaroche-Delessert, bien mieux implantée au demeurant au Havre, ce port préféré de la France industrielle, qu’à Nantes, ce port du sucre de l’Ancien Régime, de la relation privilégiée avec les planteurs des Antilles et de la traite des noirs, liait l’avenir agricole du Brésil à l’exportation de ce coton qui “servait d’aliment essentiel à l’industrie manufacturière”<sup>64</sup>. Peut-être l’expérience professionnelle que le jeune Horace avait accomplie comme “rattacheur” auprès de son père, lorsque le grand économiste fut obligé de fonder une filature de coton, l’orientait-elle aussi vers un tel pronostic concernant les chances de développement de l’agriculture brésilienne ?

En tout cas, très informé de l’importance de la demande européenne, très sensible au fait qu’en France, “cet article n’est point repoussé par les tarifs douaniers comme le sont le sucre et le café de Rio de Janeiro” puisque “les colonies françaises ne fournissent point de coton en quantité qu’on puisse signaler”<sup>65</sup>, le négociant s’attachait à comparer les avantages et les inconvénients respectifs des grands producteurs de ce produit dans le monde. Car “le Brésil, soulignait Horace Say, pour vendre son coton, est obligé de soutenir la concurrence de tous les autres pays producteurs : de la Turquie par exemple, de l’Égypte et surtout celles des États-Unis”<sup>66</sup>.

C’était surtout entre les deux producteurs concurrents des Amériques qu’Horace Say concentrait son analyse et voyait l’avenir se jouer. Si, “aux États-Unis, soulignait-il, la production augmente chaque année ; si les champs de cotonniers s’étendent des marais salés de l’Océan, où pousse le beau coton à longue soie, jusqu’aux bords du Mississippi, si les fleuves, les canaux, les chemins de fer conduisent les balles de coton à bord des navires et le commerce maritime de l’Amérique porte ensuite lui-même à bon marché les produits du sol aux consommateurs lointains, au Brésil, au contraire, la production languit”<sup>67</sup>. Or, Horace Say, avait voyagé aux États-Unis avant de partir au Brésil. Il s’attachait donc, dans son ouvrage, à

comparer ces deux grands pays du Nouveau Monde et justifiait en ces termes son espérance brésilienne : "Le sol -des Brésiliens- est plus fertile que celui des États-Unis, leur climat est plus salubre, leur soleil est plus puissant ; le coton pousse avec facilité sur leur sol privilégié ; il mûrit toujours bien ; la soie en est fine et nerveuse : la seule faute est donc alors à ceux qui ne savent pas tirer parti des avantages que la nature a prodigués sous leurs pas"<sup>68</sup>.

Le négociant, qui, à vingt ans, avait choisi le Brésil au détriment des États-Unis, pouvait-il se tromper à ce point puisqu'il disposait, pour éclairer ses observations, des connaissances économiques héritées de sa fréquentation assidue des travaux scientifiques de son père ? Sa réponse tenait en fait dans la capacité que le Brésil serait à même de promouvoir pour se mieux réformer. "Dans un siècle de paix et d'industrie, indiquait-il, c'est par le travail et l'industrie que les peuples arrivent à la prospérité et à l'indépendance ; ceux qui, dans le commerce extérieur, ne savent soutenir la concurrence étrangère pour leur produits restent en arrière et ne tardent pas à languir même à l'intérieur. Un prix de revient trop élevé sur le coton compromet ainsi l'existence de la moitié du Brésil ; cette cherté de production est entrée beaucoup plus qu'on ne pense peut-être, dans le nombre des causes déterminantes des troubles politiques de plusieurs provinces ; et toutes les chances favorables de leur avenir dépendent, non pas des changements à apporter dans les formes gouvernementales, mais uniquement des réformes à introduire dans leurs moyens de produire"<sup>69</sup>. Tel était donc bien, dans l'esprit d'Horace Say, la cause principale de la richesse des peuples et des nations. "Il y a là, affirmait-il une idée d'ordre et de moralité qui est ainsi juste pour les peuples que pour les individus : c'est que pour arriver à la liberté et pour conserver l'indépendance, il faut développer d'abord son intelligence, et savoir ensuite, par un travail bien dirigé, conquérir une honorable aisance"<sup>70</sup>.

\*\*\*

Horace Say et les aléas de l'influence du projet libéral de croissance de l'économie brésilienne au XIX<sup>e</sup> siècle.

Pour le négociant, les réformes libérales avaient donc pour objectif de permettre à la fois la promotion des échanges commerciaux franco-brésiliens et le véritable démarrage d'une culture du coton dont l'Europe et la France avaient un impérieux besoin pour faciliter la croissance de leur industrie. Seule, une liberté bien comprise des échanges commerciaux était susceptible de conduire les deux pays, Brésil et France, sur les voies du progrès et de la richesse. L'idéale complémentarité de leur production agricole, d'un côté, manufacturière de l'autre, en faisaient des partenaires commerciaux privilégiés.

L'analyse prospective du négociant économiste ne devait cependant pas être confirmée. Le Brésil ne connût pas ce spectaculaire "boom" de la culture du coton qu'Horace Say avait pronostiquée dans les provinces du Nord. D'autre part, dans les provinces du Sud tempéré qui devaient attirer tant d'émigrants européens, la vocation du "tout-agricole" de l'avenir du Brésil allait être contestée. La "lutte pour l'in-

dustrialisation du Brésil”, de 1808 à 1930, selon la belle formule de Nícia Vilela Luz, remettait en cause le modèle de liberté des échanges élaboré par le négociant français<sup>71</sup>.

Dès lors, dans les débats d'écoles entre économistes, l'influence d'Horace Say, le libéral réformateur, au Brésil, fut assez limitée. Même s'il n'ignora pas, dans son oeuvre scientifique ultérieure, les questions industrielles, comme le montra la remarquable enquête qu'il dirigea sur l'industrie à Paris au tournant des années 1850 pour le compte de la Chambre de commerce, les impératifs de son métier de négociant le conduisirent à privilégier, en 1839, la vocation agricole du Brésil, au détriment de toute espérance industrielle. Aussi, les leçons protectionnistes et “industrialisantes” d'un Friedrich List (1789-1846) son contemporain allemand, ou, surtout, des disciples de Saint-Simon, tel le Vicomte de Maua (1813-1889), se substituèrent à l'influence d'Horace Say parmi les économistes brésiliens, fascinés par l'émergence du cycle industriel de leur pays.

Pourtant, le doute subsiste, aujourd'hui encore, sur l'impact véritable de cette industrialisation. Après tout, l'insuffisance majeure de l'analyse libérale d'Horace Say à l'égard du Brésil, de ses réformes et de son avenir, ne se situerait-elle pas davantage dans la confiance totale qu'il porta à l'économique, cette nouvelle science rayonnante du XIXe siècle, pour résoudre ses problèmes, alors qu'une sensibilité plus sociologique lui aurait permis de mieux saisir leur complexité ? Mais ne sait-on pas, au Brésil, que, depuis Auguste Comte, la sociologie est l'art de sauver ce pays ?

## NOTES

1) Lettre de Jean-Baptiste Say à son frère Louis Say, citée d'après Joseph Valynseele : *Les Say et leurs alliances. L'étonnante aventure d'une famille cévénole*, p. 204, Paris, 1971, 392 p. (avec une préface d'André Chamson)

2) idem, p. 205

3) Horace Say : *Histoire des relations commerciales entre la France et le Brésil, et considérations générales sur les monnaies, les changes, les banques et le commerce extérieur*, Paris, Guillaumin, 1839, 333 p. plus cartes et graphiques. La plupart des articles biographiques consacrés à Horace Say, y compris ceux publiés du vivant de l'auteur, mentionnent l'année 1830 comme étant la date d'édition de cet ouvrage. Les recherches bibliographiques effectuées ne nous ont pas permis de trouver trace d'une édition de cet ouvrage en 1830. Sa problématique à l'égard, notamment, des rivalités commerciales franco-anglaises à propos du marché brésilien comme l'extrême précision des informations qu'il contient, sont bien conformes à une publication à l'extrême fin de la décennie trente de ce XIXe siècle.

Concernant les articles biographiques sur Horace Say, on se reportera plus particulièrement au *Dictionnaire universel des contemporains...* de G. Vapereau, Paris, ed. de 1861 ; à la *Biographie universelle* de Michaud, t. XXVII ; à *La France protestante* de HAAG, t. IX ; à la rubrique “nécrologie” du *Journal des économistes* de juillet-décembre 1860, t. 27 où Henri Baudrillart rédige une note, p. 293, intitulée : “Mort et obsèques d'Horace Say”, suivie de la

publication des "Discours" prononcés sur la tombe d'Horace Say d'abord par M. Franck, président de l'Académie des Sciences morales et politiques (pp. 293-296) au nom de l'Institut, puis par M. Dunoyer, de l'Académie, au nom de la Société d'économie politique (pp. 296.-297) et enfin par Henri Davillier, président de la Chambre de commerce de Paris. Enfin le même *Journal des économistes* publie le compte rendu de la séance de la Société d'économie politique du 6 août 1860, pendant laquelle interviennent à propos de la mort d'Horace Say, le 24 juillet, Charles Dunoyer, membre de l'Institut, Gabriel Lafond, directeur de la Compagnie d'assurances de l'Union des Ports, Joseph Garnier et L. Wolowski (pp. 323-325).

Enfin, la plupart des ouvrages d'histoire de la pensée économique ne mentionnent plus, au XXe siècle, le nom d'Horace Say parmi les auteurs "classiques" de la science économique. A titre d'exemple, on se reportera à Charles Rist : *Histoire des doctrines relatives au crédit et à la monnaie depuis John Law jusqu'à nos jours*, Paris, Sirey, 1938, 471 p., ou encore Henri Denis : *Histoire de la pensée économique*, Paris, PUF, 1967, 804 p. (2è ed.). Une commode analyse de synthèse sur la situation économique mondiale dans le premier tiers du XIXe siècle peut se trouver dans le tome 3 coordonné par Louis Bergeron : *Inerties et Révolutions (1730-1840)*, Paris, A. Colin, 1978, 620 p. de *l'Histoire économique et sociale du monde* sous la direction de Pierre Léon.

4) Horace Say : *Histoire des relations commerciales...* pp. 67-68, o.c.

5) *Biographie universelle* de Michaud, p. 182, t. XXVIII

6) Horace Say : *Histoire* p. 5 dans le texte de dédicace de l'ouvrage à l'attention de son "cher cousin, Michel Delaroche, ancien député, président du Tribunal de commerce du Havre".

Parmi les très nombreux ouvrages consacrés à la situation du Brésil au moment de l'Indépendance, on consultera la belle synthèse dirigée par Sergio Buarque de Holanda : *Historia geral da civilização brasileira*, São Paulo, Difusão europeia do livro, 1962, et notamment les ouvrages 1 à 4 du tome II *O Brasil monarquico*. Une mise au point originale peut se lire, coordonnée par Maria Yedda Linhares in *Historia geral do Brasil*, Rio de Janeiro, Éd. Campus, 1990, 303p.

Enfin, pour bien connaître les relations établies par les voyageurs au Brésil, on se reportera avec profit à la thèse de Jeanine Potelet : *Le Brésil vu par les voyageurs français 1816-1840. Témoignages et images*, Lille, 1980, 3 vol., 1257 p. (microfiches 1984, Didier diffuseur) dont le texte vient d'être partiellement édité in *Le Brésil vu par les voyageurs et les marins français 1816-1840*, Paris, L'Harmattan, 1993, 432 p. Mais l'auteur ne fait guère référence à Horace Say.

7) idem, p. 5

8) idem, p. 6

9) idem, p. 8. Sur le commerce franco-brésilien, l'ouvrage de base est la thèse de Jurgen Schneider : *Handel und unternehmer im Franzosischen brasiliengeschaft 1815-1848*, Köln-Wien, Bohlau-Verlag, 1975, 649 p.

10) idem, p. 53

11) idem, p. 18

12) idem, p. 19

13) idem, p. 11

14) idem, pp. 18-19

15) idem, pp. 80-81

16) idem, pp. 61-62

17) idem, pp. 60-61

18) idem, p. 62

19) idem, p. 54-55

20) idem, p. 24

21) idem, p. 56. Parmi les différents ouvrages concernés aux relations commerciales et financières entre l'Angleterre le Brésil et l'ancienne métropole portugaise on consultera avec profit, de Sandro Sideri : *Trade and power. Informal colonialism in Anglo-Portuguese relations*, Rotterdam, Rotterdam Univ. Press, 1970 (trad. port. Lisbonne 1978, Éd. Cosmoa) ; de Richard Graham : *Britain and the onset of modernization in Brazil (1850-1914)*, Cambridge, Cambridge Univ. Press, 1968, 385 p. ; l'ouvrage très classique d'Alan K. Manchester : *British preeminence in Brazil ; its rise and decline : a study in European expansion*, Chapel Hill, Univ. of North Carolina Press, 1933 ; et les chapitres de synthèse du volume III de la *Cambridge history of Latin America* dirigée par Leslie Bethell, *From Independence to c. 1870*, Cambridge, Cambridge Univ. Press, 1985.

22) idem, p. 56

23) idem, p. 57

24) idem, p. 57

25) idem, p. 58

26) idem, p. 59

27) d'après Ferdinand Denis : *Brésil* p. 89 et p. 374 dans la collection l'Univers pittoresque, Paris, Firmin Didot frères, 1837, 384 p., citant l'ouvrage de Robert Walsh : *Voyage au Brésil*, 1836.

28) Horace Say : *Histoire...*, p. 56, o.c.. Sur ce point cf. la correspondance du comte de Gestas rassemblée dans le volume 1 de la série "Brésil - Mémoires et documents" des Archives diplomatiques ainsi que, surtout, les feuillets du volume 11 de la série "Portugal" consacrés à "la relation de l'ambassade du duc de Luxembourg". D'une façon générale, pour travailler sur les archives diplomatiques concernant le Brésil en France, on se reportera au *Guide des sources de l'histoire du Brésil aux Archives du Ministère français des Affaires étrangères* établi par Pascal Even avec "avant-propos" d'André Lewin et "Introduction" de Guy Martinière, Paris, IHEAL 1987, 64 p., coll. Travaux et mémoires n 38.

29) idem, p.79-80

30) idem, p. 257

31) idem, p. 191

32) idem, pp. 89-190

33) idem, p. 82

34) idem, p. 82

35) idem, p. 54

36) idem, pp. 41-43

37) idem, p. 47

38) idem, p. 49

39) idem, p. 85

40) idem, p. 86

41) idem, pp. 86-87

42) idem, pp. 125-126

42 bis) idem, p. 126

43) idem, p. 135

44) idem, p. 109

45) idem, pp. 148-149

46) idem, p. 147

47) idem, pp. 258-259

48) idem, p. 251

49) idem, p. 215

50) idem, pp. 247-248

51) idem, p. 250-251

52) idem, p. 247. Dans la très vaste littérature consacrée à la question de l'esclavage et de la traite au Brésil, on retiendra la thèse remarquable de Luiz-Felipe de Alencastro : *La traite négrière et l'organisation de l'État brésilien*, soutenue devant l'Université de Paris x Nanterre. Une analyse partielle a été reproduite dans son article : "La traite négrière et l'unité nationale brésilienne", pp. 395-419. *Revue française d'histoire d'outre-mer*, 1979, t. LXVI, n 244-245, numéro spécial dirigé par Frédéric Mauro assisté de François-Xavier Guerra, "Histoire et politologie en Amérique latine". De Leslie Bethell : *The Abolition of the Brazilian Slave Trade*, Cambridge, Cambridge Univ. Press, 1970 ; Katia M. de Queiros Mattoso : *Être esclave au Brésil (XVIe - XIXe siècles)*, Paris, Hachette, 1979, 317 p. ; et parmi les ouvrages récents, de Mario Maestri : *L'esclavage au Brésil*, Paris, Karthala 1991, 198 p.

53) idem, p. 33

54) idem, pp. 153-154

55) idem, p. 155

56) idem, p. 34

57) idem, p. 35

58) idem, p. 66

59) idem, p. 35

60) idem, p. 254

61) idem, p. 231

62) idem, pp. 231-232

63) idem, p 156.et p. 166

64) idem, p. 159

65) idem, p.159

66) idem, p. 157. D'autre part sur la question de l'approvisionnement des marchés de l'industrie textile européenne, on consultera la thèse de Claude Fohlen : *L'industrie textile au temps du Second Empire*, Paris, 1956 et on se reportera à l'analyse de synthèse du même auteur sur les États-Unis et l'esclavage in *L'Amérique anglo-saxonne de 1815 à nos jours*, Paris, PUF, 1965, 374 p.

67) idem, pp. 157- 158

68) idem, p. 158

69) idem, pp. 166-167

70) idem, p. 167

71) Nícia Vilela Luz : *A luta pela industrialização do Brasil (1808 - 1930)*, São Paulo, 1961, 216 p.

72) Sur la pensée de Friedrich LIST cf. l'ouvrage de Monique Anson-Meyer : *Un économiste du développement au XIXe siècle : Friedrich List*, Grenoble, PUG, 1982, 239 p. et sur son influence au Brésil, notamment Roberto Simonsen, on consultera de ce dernier : *A evolução industrial do Brasil*, São Paulo, 1939 ou encore *Historia economica do Brasil (1500-1820)*, São Paulo, 1957 (3è ed.). Sur l'influence des ingénieurs saint-simoniens au Brésil, cf. l'ouvrage de Gilberto Freyre : *Un engenheiro frances no Brasil*, Rio de Janeiro, Liv. Jose Olympio, 1940, 220p. Enfin l'ouvrage, ancien, de Lidia Besouchet : *Maua e seu tempo*, São Paulo, 1942, demeure toujours d'un grand intérêt.

## RÉSUMÉ - RESUMEN

## ABSTRACT

Entre son père, Jean-Baptiste Say, brillant théoricien du libéralisme économique et son oncle, Louis Say, fondateur des célèbres sucreries, Horace Say (1794-1860) aimait à se présenter avant tout comme un praticien et un technicien de l'économie.

S'il analysa avec soin les relations commerciales entre le Brésil et la France dans un ouvrage publié en 1839, c'était parce qu'il avait bénéficié d'une longue expérience de terrain, au moment où l'ancienne colonie portugaise se muait en jeune État indépendant.

Comment ses observations sur l'essor du commerce international pouvaient-elles donner matière à un véritable programme libéral de développement économique de l'Empire ? Quelles furent ses promesses, ses utopies, ses limites ? À l'heure où les économistes s'interrogent sur les choix économiques du Brésil, il apparaît utile de relire les conseils prodigués par les grands maîtres du libéralisme afin de mieux comprendre les défis de la démocratie d'aujourd'hui.

\*\*\*

Between his father, Jean-Baptiste Say, a brilliant theorist of economic liberalism, and his uncle, Louis Say, the founder of famous sugar houses, Horace Say (1794-1860), liked to present himself as both a practical man and a technician of economy.

He was able to carefully analyze the trade relations between Brazil and France in a work published in 1839, thanks to a long experience in the field, at a time when the old Portuguese colony was beco-

ming a young independent State.

How could his observations on the expansion of international trade be the matter of a real liberal programme of economic development of the Empire ? What were his commitments, his utopian views, his limits ? At the time when economists wonder about the economic choices of Brazil, it seems useful to reread the advice given by the great masters of liberalism in order to better understand the challenges of the democracy of today.

\*\*\*

Entre su padre, Jean Baptiste Say, brillante teórico del liberalismo económico y su tío, Louis Say, fundador de célebres dulcerías, Horace Say (1794-1860) amaba presentarse ante todo como un practicante y un técnico de la economía.

Si él analizó con cuidado las relaciones comerciales entre Brasil y Francia en una obra publicada en 1839, es porque contaba con una larga experiencia sobre el terreno en el momento en que la antigua colonia portuguesa se transformaba en joven Estado independiente

¿ Cómo sus observaciones sobre el desarrollo del comercio internacional pudieron dar lugar a un verdadero programa liberal de desarrollo económico del Imperio ? ¿ Cuáles fueron sus promesas, sus utopías, sus límites ? En el momento en que los economistas se preguntan sobre las alternativas económicas del Brasil, sería útil releer los consejos prodigados por los grandes maestros del liberalismo con el fin de comprender mejor los retos de la democracia de hoy.

# DIALOGUE

*Il n'est pas dans l'usage des Cahiers des Amériques latines de publier des travaux consacrés à la littérature. Mais, si l'analyse littéraire proprement dite ne relève pas du champ des sciences sociales qui est celui de la revue, l'oeuvre littéraire, et en particulier le roman, peut-être une source précieuse pour la connaissance d'une société. À ce titre, les contributions de Carmen de Sierra et de Mônica Raisa Schpun aideront à comprendre l'Uruguay et le Brésil.*

## L'EXPRESSION DU DÉSARROI DES CLASSES MOYENNES DANS LE RIO DE LA PLATA AU MILIEU DU XX<sup>E</sup> SIÈCLE LITTÉRATURE ET HISTOIRE

---

CARMEN DE SIERRA\*

“Identité sociale des littérateurs, liens complexes à la politique et au pouvoir, capacité de représenter le monde social, tous ces traits ne sont guère séparables, ni classables. Toute étude d'un cas met d'abord en évidence la complexité et l'inextricable de leur association”

Christian Jouhaud : “Littérature et histoire”, in *Annales*,  
Paris, Armand Colin, 49<sup>e</sup> année, n°2, mars-avril 1994.

A la fin des années 1950 et dans les années 1960, l'un des thèmes préférés de la littérature uruguayenne est la difficulté des hommes de l'époque à accepter les nouvelles caractéristiques du temps présent, et à reconnaître le poids du passé comme une illusion durable. Une telle attitude bloque la réflexion et la visualisation du présent, ainsi que la projection dans l'avenir. Certains romans, contes ou essais posent un regard introspectif sur la société civile uruguayenne, sur les hommes et leur comportement, sur leurs rêves, leurs contradictions, leurs désirs et leurs espoirs.

\*Historienne, chercheur au CREDAL

Les personnages de cette littérature sont ceux de l'Uruguay contemporain, fondamentalement urbain, d'un pays démocratique en crise, qui connaît à ce moment une forte migration interne et une profonde concentration urbaine, un pays où la tendance est à la tertiairisation et à la bureaucratisation de tout le système économique et social. Dans ces ouvrages, on fait connaissance avec les représentants des "classes moyennes" : employés de bureau, fonctionnaires publics, agents de commerce ou d'assurances, professeurs et instituteurs, journalistes, intellectuels et étudiants. Ce sont des individus de différentes générations et de différentes convictions politiques qui discutent, se passionnent ou se démoralisent dans la rencontre ou la non-rencontre pour se comprendre eux-mêmes, et comprendre le pays et la société dans lesquels ils sont impliqués. Un pays et une société bien éloignés du modèle socio-politique du début du siècle, mais bien éloignés également de tout autre modèle de substitution visible ou pensable.

Pour un grand nombre d'intellectuels des années 1950 et 1960, il existe un contraste entre ce qu'est réellement le pays et ce qu'on pense de lui, entre l'objectif et le subjectif, entre les chiffres, les faits et le monde des mythes. Mais on sait déjà qu'il est une vérité aussi importante que celle des chiffres. Cette réalité, c'est le déphasage entre un temps *économique* et un temps de *mentalités*, tous deux de longue durée. Ce déphasage est douloureux pour les intellectuels uruguayens de l'époque ; il les affecte comme une agression, un interrogatoire sans pitié.

Les écrivains, essayistes et journalistes s'efforcent de mettre en évidence le délicat processus de transformation des mentalités qui s'est développé dans le pays depuis le début du siècle, c'est-à-dire depuis très peu de temps en fait. Ils examinent les changements survenus dans le pays à partir du milieu des années 1950. "Nous sommes le fruit d'une audace initiale - proclame l'écrivain Carlos Maggi dans son essai *El Uruguay y su gente* (1960), faisant référence au processus immigratoire qui a déterminé la formation de l'Uruguay contemporain - d'un espoir et surtout d'une immense désolation, d'une effrayante stupéfaction. Quand quelqu'un reçoit le baptême d'un océan et se retrouve seul et désemparé de l'autre côté de la mer, un frisson s'installe dans son âme à jamais, qu'il transmettra secrètement à ses fils et aux fils de ses fils. C'est pourquoi, tant que nous ne connaissons pas mieux la substance et les conséquences de l'acte immigratoire, nous ne saurons que très peu de choses sur nous-mêmes". D'où la nécessité, pour saisir la force du mouvement initial, ses déterminants et ses limites, de bien se connaître. Ces réflexions se développent dans un contexte de stagnation économique et sociale et surtout d'écroulement des anciennes idées-forces sur lesquelles se fondait un optimisme inconditionnel : "Quand les choses se passaient autrement, et cela ne remonte pas si loin, notre mode de pensée s'accordait assez bien avec le milieu ambiant, la subjectivité et l'objectivité de ce pays étaient en relative harmonie, mais désormais, ce répertoire est erroné et dissonant"<sup>1</sup>. Avec le changement des conditions objectives et la volonté inébranlable de nier ce changement, on voit progresser la confusion et l'exaspération, à moins que ce ne soit l'indifférence culpabilisante, parmi les écrivains et la population du pays.

Cette vision du changement dans lequel le pays est embarqué s'accompagne d'une prise de conscience des difficultés et des incertitudes qui attendent sa popula-

tion, une population essentiellement urbaine, issue des vagues migratoires de la fin du XIXe siècle et du début du XXe, qui a connu jusqu'alors la mobilité sociale et voue une confiance absolue au progrès et à la démocratie. Maggi précise en outre qu'il faut "savoir deux choses et les enseigner à nos enfants : nous serons chaque jour plus pauvres et par conséquent nous assisterons douloureusement aux sursauts d'un grand changement". En effet, "c'est la fin d'un monde, du monde de nos parents". Mais il est clair également que ce changement radical correspond en même temps à une crise de croissance, une crise qui ouvre peut-être sur une vie plus adulte et moins dépendante : "c'est la première nuit, la veillée d'armes de l'adolescent qui se prépare à devenir un homme"<sup>2</sup>.

### LA LITTÉRATURE COMME MESSAGE DE RÉBELLION DE LA PREMIÈRE GÉNÉRATION CRITIQUE : "EL ASTILLERO" DE JUAN CARLOS ONETTI (1960)

Nous sommes conscients des limites imposées par l'emploi de l'oeuvre littéraire en tant qu'expression d'une réalité historique déterminée, ainsi que des déformations que ce processus impose à la compréhension de la cohérence, de l'unité et de la signification structurelle de l'oeuvre.

La littérature sera donc pour nous l'un des chemins permettant de découvrir et de reconstituer une conscience collective, une structure mentale et les catégories qui l'organisent dans un ou plusieurs secteurs sociaux, à travers l'univers réaliste ou imaginaire de l'auteur. L'oeuvre littéraire n'est par conséquent ni un document objectif ni une pièce archéologique. Elle nous transmet une "vision du monde", une "idéologie" derrière laquelle se dissimule la structure mentale d'une classe sociale ou d'une fraction de celle-ci, à laquelle l'auteur appartient d'une certaine façon<sup>3</sup>.

Comme le dit Lucien Goldman, "un univers imaginaire, tout à fait étranger en apparence à l'expérience concrète, peut être rigoureusement homologué dans sa structure à l'expérience d'un groupe social particulier ou, tout au moins, relié à cette expérience d'une manière significative"<sup>4</sup>. Il semble évident que la relation fondamentale entre la vie sociale et la création littéraire se fait plutôt à travers non pas du contenu mais bien des structures mentales qu'exprime l'oeuvre<sup>5</sup>.

Nous pouvons ainsi observer que dans les années 1950-1960, la production littéraire uruguayenne s'inscrit dans un processus de prise de conscience de la crise qui se prépare dans le pays et, par conséquent, d'isolement progressif de l'élite intellectuelle par rapport aux formes officielles de pouvoir politique. A partir de ce moment, la création littéraire apparaît comme un travail de *francs tireurs* et non plus de créateurs intégrés au système comme elle l'avait été dans les premières décennies du siècle.

Historiquement, on a pu observer que le phénomène d'assimilation et de représentabilité des intellectuels s'effectue dans une société organique et intégrée alors que ces mêmes intellectuels prennent une grande distance critique aux périodes de paralysie et de crise sociale. Lucien Goldman écrit dans ce sens : "Dans les époques de stagnation ou de recul, lorsque l'organisme devient dans une certaine

mesure organisation bureaucratique et autonome, lorsque ses relations avec la classe sociale ne s'effectuent qu'à travers tout un ensemble de médiations complexes, la création littéraire devient difficile et, très souvent, c'est le franc tireur, l'écrivain indépendant qui peut beaucoup mieux que l'écrivain enrégimenté, trouver la voie de la pensée collective"<sup>6</sup>.

Dans l'Uruguay contemporain, l'initiateur de ce courant critique, dans son expression la plus aiguë et la plus pessimiste, est l'écrivain Juan Carlos Onetti (1901-1994). Considéré comme l'un des meilleurs écrivains uruguayens et du Rio de la Plata, il est accepté par tous les courants littéraires et politiques du pays. Inscrit au Parti Colorado et à la fraction batlliste démocratique radicale, il fait partie, en 1933, de ceux qui résistent au coup d'État dirigé par un batlliste dissident, Gabriel Terra. Membre de l'équipe fondatrice de *Marcha* en 1939, Onetti restera plusieurs années responsable du secrétariat de rédaction et dirigera les pages littéraires avec rigueur, exigence et esprit critique. Il s'est efforcé d'orienter la littérature nationale vers l'étude du milieu urbain majoritaire à l'époque, estimant que la littérature rurale, champêtre, indigéniste était une tentative de maintenir le passé et de nier la révolution historique du pays.

On voit généralement en Onetti l'instigateur du courant critique de la littérature uruguayenne. Il marque une fracture par rapport au style en vigueur jusqu'alors. Après lui, tout un courant d'auteurs issus des couches moyennes vont adopter une même position critique face à la réalité et à la culture nationale. Dans son premier roman, *El Pozo*, publié en 1939, l'année où il commence à écrire dans *Marcha*, on découvre l'expression d'un esprit critique acéré, implacable à l'égard de la réalité et de ses misères. En fait, comme le souligne Rodriguez Monegal dans sa *Literatura del medio siglo*, il y a dans son oeuvre plus que la représentation critique qui commençait à avoir cours dans les milieux intellectuels de l'époque ; il y a également une position personnelle spécifique où l'on retrouve l'angoisse métaphysique, la conscience de la solitude fondamentale de l'être humain, le drame de l'incommunication et la douleur provoquée par "la perte de la pureté, du paradis de l'enfance et de la fraîcheur de l'adolescence qui ne sont plus aujourd'hui que des souvenirs plus ou moins corrompus"<sup>7</sup>.

A plusieurs reprises, sans jamais cesser pour autant de collaborer à *Marcha*, Onetti passe de longues périodes en Argentine et plus particulièrement à Buenos Aires qui inspire bon nombre de ses récits. On peut ainsi considérer sa production comme typique du Rio de la Plata, avec une problématique couvrant l'immigration étrangère, les migrations internes et l'exode rural, les conflits liés au déracinement, la quête de l'identité spatiale et existentielle. Toutefois, même s'il est profondément attaché à exprimer la réalité du Rio de La Plata, il ne se circonscrit pas à cette description et représente ainsi les autres écrivains uruguayens de son époque, plus compatissants, moins cruels et moins sceptiques. Ce qui ne retire rien à la beauté de son style onirique et symbolique, à l'impact d'une langue qui peut être considérée comme le protagoniste principal de ses romans et nouvelles, le lieu même où se situe l'action. Il est proche en cela de Carlos Fuentes, de Julio Cortazar, de Cabrera Infante ou de García Marquez, les représentants des tendances les plus révolutionnaires de la littérature latino-américaine.

Le personnage central de son roman, *El Pozo* — écrit en 1939 alors qu'éclate la Seconde Guerre mondiale — Eladio Linacero, fait partie de la petite classe moyenne de Montevideo à la fin des années trente. Il ne croit plus de même, probablement, qu'Onetti — à l'Uruguay batlliste, à la "Suisse de l'Amérique", à la société démocratique et avancée, sûre d'elle-même, que consacrait l'idéologie dominante: "Le message que lançait ma jeunesse à la vie, message de défi et de confiance, avait dû être englouti par l'eau comme les bouteilles des naufragés"<sup>8</sup>. Dans un pays et une région tournés, aussi bien économiquement qu'idéologiquement, vers l'Europe, un pays peuplé essentiellement d'immigrants, Onetti, au même titre que les autres membres de l'intelligentsia uruguayenne, a suivi avec passion la Guerre civile espagnole, la Seconde Guerre mondiale, la crise économique, sociale et politique mondiale, et ses conséquences sur l'organisation juridique et institutionnelle de nombreux pays latino-américains y compris l'Uruguay.

Après le coup d'État civique policier de 1933, le modèle politico-social s'est brisé et l'apparent rétablissement juridico-institutionnel national (1942) ne redonne pas confiance aux intellectuels dont Onetti fait partie. Mais l'idéologie dominante dans la société est forte et se fonde sur le passé ; elle est optimiste et traduit un sentiment d'originalité et d'auto-affirmation apparemment inaltérables. Pour cette raison, tous les écrivains critiques des années quarante à soixante, même s'ils développent une sorte d'anti-idéologie à l'égard du système officiel et de ses contradictions, sont en même temps tributaires ou dépendants de la cosmovision dominante, largement conservée.

Dans le roman *El Astillero*, publié en 1960, Onetti situe son récit imaginaire et allégorique dans la province du Rio de la Plata, dans la ville imaginaire elle aussi de Santa Maria, où se déroulent plusieurs autres de ses romans. Ce roman est écrit après la crise liée à la fin du "boom industriel" des années 1945-1955. C'est une période où l'Uruguay apparaît lié au gouvernement et à la direction politique de Luis Batlle Berres, neveu de José Batlle y Ordoñez - le fondateur du parti batlliste - et ami personnel d'Onetti qui lui dédie ce roman.

Le nouveau mouvement batlliste - ou Second batllisme- dirigé par Batlle Berres, fait son apparition sur la scène politique sous le mot d'ordre : "Batlle revient". Il réaffirme ainsi son adhésion au passé et sa volonté d'un retour à un monde de bien-être. Luis Batlle sera Président de la République uruguayenne de 1947 à 1958. Il constituera un conglomerat politique de type progressiste et populiste sur la base des consignes idéologiques héritées du passé comme "l'Uruguay est la Suisse de l'Amérique" ou vantant le présent comme "l'Uruguay est unique". Dans un discours prononcé en 1954 dans la ville de Minas, Batlle Berres affirme : "Il y a quelques mois, j'ai eu l'occasion de voyager en Europe et de voir un peu comment fonctionnent ces pays. C'est ainsi que je suis arrivé en Suisse, dont nous avons beaucoup entendu parler. Nous avons souvent entendu dire aussi que l'Uruguay était la Suisse de l'Amérique. Eh bien après avoir visité ce pays, je puis vous affirmer que c'est la Suisse qui est l'Uruguay de l'Europe"<sup>9</sup>. La conviction de faire partie d'une expérience historique exceptionnelle semble rester inébranlable mais on perçoit en même temps une relativisation des différences entre pays centraux et pays périphériques.

Dans le même ordre d'idées, Amilcar Vasconcellos, personnalité importante du groupe politique dirigé par Batlle Berres, déclare dans son ouvrage *Un País que perdió el rumbo* (1959) : "L'Uruguay a réalisé en Amérique un miracle que ses enfants se sont jusqu'à présent peu soucieux de divulguer"<sup>10</sup>. Les bases fondamentales de la politique *desarrollista* et populiste mise en place par Batlle y Ordoñez puis par Batlle Berres donneront, sur le plan économique, un nouvel élan au développement industriel considéré comme l'axe du progrès, la garantie de la croissance et celle de la mobilité sociale en même temps que la condition de l'affermissement de la démocratie.

Les critiques littéraires qui ont analysé *El Astillero* ont souligné d'une façon générale le drame psychologique existentiel des trois personnages centraux, Larsen, Petrus et Galvés, unis au-delà de leurs différences par une volonté commune de remettre en fonctionnement le Chantier Petrus et Cie qui, jadis, était probablement prospère ; la pulsion de vie contradictoire qui déchire Larsen entre Petrus, patron du Chantier et Galvés, l'un de ses employés ; la double et contradictoire attirance érotique de Larsen envers la fille de Petrus, Angélica Inés (la richesse) et la femme complexée de Galvés (la pauvreté). Il s'établit bien un drame psychologique entre le patron, le petit employé et l'administrateur général dont les existences s'unissent pour restaurer le Chantier. Ce projet ou cette illusion leur permet de continuer à vivre, de donner un sens à leur existence.

Jamais, nous dit Georges Lukacs, le choix d'un sujet de roman n'est accidentel ou fortuit<sup>11</sup>. Sur la base de cette affirmation, nous rejoignons l'interprétation du critique Jaime Concha qui parle d'une référence implicite à une réalité historique vécue qui imprègne tout le roman. Larsen, le personnage central, revient après cinq ans d'exil à la ville dont il a été expulsé, avec la volonté très nette de devenir *quelqu'un*. Administrateur général du Chantier Petrus et Cie, une entreprise en ruines présentant un certain nombre de caractères délirants, il a l'ambition de plus en plus claire de se marier avec la fille à moitié idiote du propriétaire Petrus : "Le vieux Petrus était à Buenos Aires, occupé à élaborer des écrits revendicatifs avec son avocat ou à rechercher des preuves de sa vision de pionnier, à se persuader de la grandeur de son pays ou à traiter, puissant et indigné, avec des bureaux ministériels ou des officines bancaires"<sup>12</sup>, écrit Onetti.

Que signifie en fin de compte, demande Concha, ce projet gigantesque de reconstruire le Chantier ? Entreprise industrielle, activité commerciale, spéculation à grande échelle, geste de défi de la part de Petrus ? Que représente cette construction qui s'effondre et tombe en poussière ? À quelle certitude historique nous renvoie cette fantaisie ?<sup>13</sup>. "Nous traversâmes", dit Larsen dans le roman, "deux bureaux sans porte. Poussière, désordre. Une solitude palpable, l'entrelacs des fils d'un commutateur électrique. Il regarda les tables de Galvés et Kunz - les deux seuls employés de l'entreprise - les écritoirs qui n'avaient pas encore été transformés en petit bois, les fichiers cabossés, les inutiles et incompréhensibles machines déglinguées... Presque joyeux, inquiet, se boutonnant avec une expression de vengeance, Larsen imagina le bruit laborieux du bureau cinq, dix ans plus tôt (...). Dans la grande salle dévastée, Larsen recevait un Kunz monosyllabique et apathique qui prenait le *mate* en déroulant sans précaution de vieux plans à l'encre bleue de machines qui ne furent jamais construites"<sup>14</sup>.

La paralysie progressive d'un processus industriel qui, bien que déséquilibré et dépendant, fut jadis prospère, semble constituer une référence historique sous-entendue, tout comme la volonté irréaliste de maintenir l'entreprise en dépit des dettes, de l'arrêt des machines, de l'absence d'ouvriers et de techniciens constitue une allusion à une réalité historique présente et intensément vécue. Le propriétaire Petrus, quand il parle de son fantasme industriel, exprime l'esprit pionnier de ses prédécesseurs. Il semble vouloir assumer une mission héritée du passé et visant à le prolonger : "Nous devons résister jusqu'à ce que justice se fasse, travailler comme si rien ne s'était produit. Un capitaine périt avec son bateau mais nous, messieurs, nous n'allons pas périr. Notre embarcation a du gîte, nous dérivons mais nous ne sombrons pas"<sup>15</sup>

Larsen, pour sa part, a une attitude bien différente face aux événements. Il est issu de la toute petite bourgeoisie administrative, à l'histoire complexe, qui a su participer à l'évolution du pays et grimper un certain nombre d'échelons grâce à la mobilité sociale possible en Uruguay et dans le Rio de la Plata, mobilité préconisée par le populisme batlliste des années cinquante. Ambitieux lui-même, il est conscient, à plusieurs moments du roman, de la folie collective qui, si elle peut passer pour un simple phénomène psychologique, peut également revêtir un contenu socio-économique implicite : "Ils n'y croient pas - dit Larsen à propos de Galvés et de Kunz. Je me rends compte qu'ils ne croient même pas à ce qu'ils voient, à ce qu'ils touchent, ils ne croient pas aux numéros inscrits sur les billets ou sur les poids. Mais ils grimpent tous les jours l'escalier de fer, ils viennent jouer à faire sept heures de présence et ils sentent bien que ce jeu est plus réel que les toiles d'araignées, les gouttières, les souris et le bois pourri. Et s'ils sont fous, il est inévitable que je le sois aussi. Je pourrais jouer à mon jeu, comme je le faisais quand j'étais seul. Mais si les autres jouent avec moi, alors le jeu devient sérieux, il devient la réalité"<sup>16</sup>.

On perçoit bien les significations métaphysiques et existentielles de ce jeu inventé pour supporter la vie par les protagonistes de ce roman désespéré : Petrus finit en prison, Galvés se suicide et Larsen meurt. Mais l'auteur semble insister aussi sur la tragédie d'une réalité historique et matérielle qui s'effondre, des couches sociales dont le niveau de vie dégringole sans qu'aucune issue puisse être envisagée. Entre 1930 et 1950, le développement industriel constitue la manifestation économique fondamentale du pays, dans une relation très déséquilibrée avec les secteurs agricoles et d'élevage (on considère que l'agriculture était déjà en déclin dans le pays dès les années trente). D'autre part, le caractère dépendant de l'infrastructure technico-matérielle a imposé de très fortes limitations à partir de la fin des années quarante. Ce phénomène va s'aggraver au cours de la décennie suivante, avec un déséquilibre croissant entre importations et exportations. Le *boom* industriel des années quarante, fondé sur la substitution des importations, se trouve donc face à une crise sans solution du fait des conditions structurelles exigeant des réponses elles aussi structurelles et non pas des réponses idéologiques d'auto-affirmation. L'époque de la Guerre de Corée, avec son afflux de devises, a permis d'une façon artificielle de prolonger ce processus industriel affaibli jusqu'à la fin des années cinquante. C'est alors qu'Onetti écrit *El Astillero*.

La crise des secteurs primaire et secondaire de l'économie s'accompagne, en contrepartie, d'un développement progressif du secteur tertiaire dont l'évolution prend des dimensions disproportionnées par rapport à la structure du pays. C'est de lui que se serviront l'État, les partis politiques et les groupes de pression pour tenter de trouver, en s'appuyant sur cette bureaucratie publique et privée, une issue aux tensions sociales et aux risques de chômage croissants dans un pays au système productif pratiquement bloqué.

Ce roman propose une vue d'ensemble des classes sociales, sans expliciter de conflit ou d'affrontement. C'est la même démarche que dans *El Pozo* où cohabitent deux êtres d'origine différente, Linacero et Lázaro.

Linacero est un intellectuel issu des petites classes moyennes que son appauvrissement contraint à partager la chambre de Lázaro, un ouvrier. Il s'établit entre eux un type de relations que l'on trouvera dans *El Astillero* : une tolérance conflictuelle faite de respect, de crainte, d'admiration et de paternalisme. Ce sont également les caractéristiques du populisme batlliste qui rejette la lutte des classes et croit à une société au sein de laquelle les conflits seraient neutralisés par la complémentarité, l'équilibre des forces, l'humanisme compréhensif et la solidarité.

"Une fois, dit le journaliste Linacero, au début de nos relations, il (Lázaro) m'a invité à une réunion avec ses camarades. Ils essayaient de me convaincre avec des arguments dont je suis écoeuré à jamais. Je jure que c'est seulement par pitié que je l'ai accompagné à la fameuse réunion avec les camarades, par crainte de le blesser, comme s'il y avait dans son attitude et sa petite tête de singe quelque chose d'incroyablement délicat". Mais ce Lázaro est aussi issu d'une "race ancienne, toute pétrie d'expérience, pour qui tous les problèmes sont déjà résolus". Face à lui, Linacero oscille entre l'admiration et la crainte<sup>17</sup>.

Dans *El Astillero*, nous suivons le parcours de Larsen qui passe, apparemment sans conflit, de la propriété de Petrus à la cabane où vivent les employés de l'entreprise. Un Larsen proche de ce que décrit Wright Mills dans *Les Cols Blancs*, qui rêvait d'ascension sociale - comme la plupart des membres des petites classes moyennes salariées - et se sent transporté en pénétrant dans la cour pleine de plantes et de statues de la résidence du vieux Petrus (alors que celui-ci est déjà ruiné) ; un Larsen qui se considère comme administrateur général de l'entreprise sans en connaître très exactement le bilan dont certains éléments ne lui ont jamais été communiqués - pas plus que la totalité de son salaire - ; un Larsen qui ne semble pas souffrir de sa vie dans une mesure car elle se situe dans un ordre accepté et un contexte existentiel complémentaire : "Tout en prenant le *mate*, il se mit à observer autour de lui : la maison de bois semblait la réplique agrandie d'une niche de chien, avec trois marches fatiguées devant la porte (...). Il vient voir comment vivent les pauvres, expliqua Galvés debout, l'ampoule illuminant son sourire furieux. Je viens rendre visite à des amis, répliqua Larsen avec douceur, comme s'il envisageait la possibilité que l'autre parlât sérieusement"<sup>18</sup>.

Ce geste *populiste* de l'administrateur général qui va rendre visite à ses petits employés, mange et dialogue avec eux, peut s'expliquer par les besoins réciproques des personnages impliqués dans une histoire commune, personnelle certes, mais aussi sociale. Il s'agit d'un rapport d'influences en équilibre instable, entre des

forces sociales dont les antagonismes ne sont pas reconnus. C'est ainsi que la *douceur* de Larsen semble vouloir éviter de découvrir "la possibilité que l'autre parlât sérieusement". Telle est la conception idéologique dominante à l'époque, dont on doit rechercher les racines dans des étapes antérieures.

Les fondements d'une conception humaniste "égalitaire" de type populiste, avec des traits de solidarité aussi bien que de paternalisme, apparaissent déjà dans les documents et discours du premier Batllisme. C'est ce dont témoigne l'exemple d'un Domingo Arena, immigrant italien, ouvrier agricole, qui deviendra avocat et occupera entre 1912 et 1915 des postes dans l'Administration, à l'Université et au Sénat, où il déclarera : "Le Sénat, Monsieur le Président, devra me pardonner de revenir sur ce point toutes les fois qu'il m'en sera donné l'occasion. Je sens vivement, intensément, tout ce qui concerne les humbles. Ce sont mes frères d'hier, ils doivent être mes protégés d'aujourd'hui. Ma véritable douleur est de ne pas pouvoir faire pour eux tout ce dont ils auraient besoin. Je sors de leurs rangs et seule la chance m'a conduit jusqu'ici"<sup>19</sup>.

C'est ainsi que l'on peut comprendre le combat, l'ambition de Larsen, qui se jouent au centre de son existence mais également, nous semble-t-il, au niveau historique, entre deux pôles sociaux. Un choix s'offre à lui : séduire la fille de Petrus, Angélica Inés, c'est-à-dire conquérir le pouvoir et la richesse (même si pour cela il faut passer par Josefina, la servante "avec sa complicité, sa tolérance pleine de ressentiment (...), serviable, dominatrice" ou séduire la femme de Galvés qui matérialise un monde plus élémentaire, plus réel et plus proche. Un tel choix symbolise cet équilibre instable entre les secteurs sociaux, cette lutte occulte entre domination et servilité, cette tension sociale angoissante entre des forces déséquilibrées.

Volonté acharnée d'industrialisation, dit le critique littéraire Jaime Concha dans l'ouvrage cité, bureaucratie omniprésente, telle est l'histoire que symbolise Petrus, pionnier emprisonné pour dettes non pas dans une véritable prison mais dans un bureau : "Larsen entra et resta immobile jusqu'à entendre le bruit de la porte se refermant. Il n'était pas dans une cellule ; la pièce était un bureau aux meubles disloqués, pleine d'échelles et de pots de peinture (...). Brusquement, il aperçut le prisonnier (Petrus), à droite, derrière un secrétaire, dans un coin de la pièce"<sup>20</sup>

Le caractère de pionnier, la volonté politique moderne désireuse de continuité, d'énergie et d'expansion, tout s'effrite du fait des réalités socio-économiques - et pas seulement des lenteurs bureaucratiques - plus fortes que les hommes, les courants politiques ou les idéologies incapables de se fonder sur l'observation de la réalité objective. Viendra le moment où "l'État-père" n'aura plus aucune liberté de mouvement et de création, où il se retrouvera prisonnier - tel Petrus - d'un immense réseau bureaucratique incapable de gérer les conflits sociaux, paralysé par la crise de caractère structurel que l'idéologie dominante se refuse à analyser véritablement.

Quand Petrus est à Buenos Aires pour "rechercher des preuves de sa vision de pionnier et se persuader de la grandeur de son pays", il semble avoir besoin de convaincre et de se convaincre, d'alimenter une "illusion idéologique" pour continuer à vivre dans cette "réalité" qui est pour lui plus du passé que du présent. Larsen, pour sa part, prend conscience de ce déphasage entre "folie" et réalité — nous pourrions dire entre représentation et réalité — quand il s'interroge avec

inquiétude sur le jeu collectif auquel tout le monde joue : “Je pourrais jouer à mon jeu, comme je le faisais quand j’étais seul. Mais si les autres jouent avec moi, alors le jeu devient sérieux, il devient la réalité”. Mais contrairement à ce que pense Larsen, le jeu reste un jeu et, même si de nombreuses personnes y jouent, il ne devient pas pour autant la réalité en passant du psychologique individuel à l’historico-social objectif.

Il y aurait donc dans cette crise, dans cet effondrement non assimilés et par conséquent non assumés par les personnages de *El Astillero*, une transposition structurelle de ce qui se produit, sociologiquement et idéologiquement, au sein même de la société. On retrouve en permanence dans le roman, tout comme dans la société de l’époque, le souvenir d’un passé de progrès et de bien-être auquel on voudrait revenir, que l’on voudrait prolonger. C’est à travers l’illusion de *l’entreprise*, l’idéologie du succès et la conviction d’une mission exceptionnelle que se soutiennent et se trompent mutuellement Petrus, grand d’hier devenu moyen propriétaire, Larsen, cadre moyen d’administration et Galvés et Kuns, les employés de plus en plus pauvres qui “jouent à faire sept heures de travail”.

En termes d’analyse historico-sociologique structurelle, on pourrait trouver dans ce roman une référence à “l’idéologie organique” optimiste issue du passé et l’expression d’une histoire réelle, celle de l’Uruguay batlliste des premières décennies du siècle, s’opposant à une “idéologie arbitraire” et “volontariste” qui tente, à partir des années cinquante, de se maintenir au-dessus des fortes contradictions qui découlent des conditions historiques objectives nationales. L’héritage du passé est reconnu et encore valable dans l’actualité, indépendamment des époques ou des étapes historiques, car il atteint à un degré de quasi *révélation* et parle directement au peuple : “Batlle reste jeune : il est toujours actuel. Aujourd’hui, en Europe, ce serait encore un révolutionnaire. Si nous suivons Batlle, nous serons toujours jeunes puisque Batlle est jeune dans le monde” dit Luis Batlle Berres dans un discours public de 1952<sup>21</sup>. Au niveau des classes sociales, ce phénomène est également lié à ce que l’on a appelé les “classes psychologiques qui ont survécu à leurs conditions objectives”, ou aux structures mentales et aux formes de raisonnement qui résistent aux grandes transformations historiques de la conjoncture<sup>22</sup>.

La grande bourgeoisie propriétaire uruguayenne manifeste une assurance, souvent née dans d’autres pays, sur d’autres continents, qui devrait lui permettre de ne pas subir le sort de Petrus et de se convertir au capitalisme financier sans frontière. Les ouvriers apparaissent comme une minorité et n’existent pas réellement sur le Chantier Petrus et Cie. Comme le dit Linacero avec un mélange d’idéalisme et de jalousie, ils sont issus d’une “race ancienne, toute pétrie d’expérience, pour qui tous les problèmes sont déjà résolus” et auraient donc moins à perdre. Les classes moyennes en revanche, ces secteurs de la petite bourgeoisie bureaucratique ou technique, les Linacero de *El Pozo* ou les Larsen de *El Astillero*, comment peuvent-ils faire face à la déstructuration du système et de la crise ? Ce sont eux, de par leur instabilité et leur ambivalence sociale, qui seront les plus affectés, les plus bouleversés par l’aggravation de la crise du système, comme le montreront les étapes suivantes de l’histoire nationale.

Tel est le message transmis par l'un de plus grands écrivains du pays au début des années soixante, dans le langage imagé, symbolique et cruel qui le caractérise. Onetti représente partiellement l'ensemble des écrivains uruguayens des années cinquante et soixante, il est plus proche de la vision extrême de la "génération critique" de 1945. Mais si Onetti est le maître des autres écrivains de la "génération de 1945", certains de ceux-ci tels que Benedetti ou Martinez Moreno ont suivi une évolution différente dans la mesure où ils ont cru dans l'action politique pour transformer la réalité incomplète et blessée qu'ils souhaitent beaucoup plus saine, équilibrée et prospère.

## CONCLUSION

Vers la fin des années cinquante, se manifeste une paralysie ou au moins un affaiblissement du potentiel créatif des secteurs moyens de la société nationale, ces mêmes secteurs dont le dynamisme et l'inventivité avaient marqué la première moitié du XXe siècle. C'est de cette grise réalité que font part les ouvrages littéraires de Benedetti - qui se consacre pour l'essentiel à l'étude des divers secteurs des classes moyennes -, de Carlos Onetti ou de Martinez Moreno.

On voit la littérature exprimer la crainte qu'éprouvent ces secteurs de perdre leur statut socio-économique à un moment de crise économique et de tensions sociales importantes. La crainte de perdre la tranquillité que leur avait offerte l'Uruguay, "pays de bien-être" qui avait cultivé la neutralité et l'équilibre entre les tendances et les forces sociales antagonistes. La crainte de perdre l'identité individuelle et collective constituée par plusieurs générations, identité réelle ou mythique qui procurait une sécurité et une confiance sans remise en question à l'égard d'une forme de vie considérée comme immuable.

On voit aussi apparaître dans les romans les points de rencontre et de déphasage entre temps social, temps générationnel et temps individuel dans la vie historique, leurs coïncidences, dissemblances et contradictions dans un système social en transformation et en crise. A travers ces histoires, ces situations et ces personnages se dessine un monde symbolique et imaginaire qui représente et exprime la vie concrète de l'époque. Le monde d'images, de langage et de symboles de la création littéraire exprime bien la complexité, les contradictions d'une histoire en pleine mutation et la crise des valeurs dans les années soixante : crise du système économique et de ses relations avec la restructuration du marché international, crise des formes traditionnelles de mobilité sociale et d'évolution de la structure sociale, crise du système politique et du fonctionnement des partis politiques.

A cette époque, l'examen scientifique de la réalité ne permettait pas encore d'expliquer cette difficile étape de crise et de transition, de choc entre les générations ou entre les "responsabilités morales" - volontaires et programmées ou involontaires - de groupes ou de secteurs sociaux déterminés, aussi bien que ne le permet la lecture de ces ouvrages littéraires. En fait, la complexité de toute réalité historique, surtout dans les étapes de déstructuration des anciennes formes de fonctionnement économique-social, s'accompagne d'une transformation des structures men-

tales et de leurs relations avec les formes idéologiques en vigueur dans la société et avec les mythes sociaux. La liberté et la décision volontaire, individuelle des hommes ne peuvent s'expliquer que dans leur contexte historique, avec ses déterminants et ses nécessités. Les recherches les plus modernes de l'histoire sociale se sont interrogées avec succès sur ce point.

Les mentalités apparaissent alors comme le produit historique, dans le vie quotidienne, naturelle et presque physique des hommes, d'un poids déterminant pour leur comportement spontané et fondamental, sur lequel les idéologies et les cosmovisions globalisantes surgissant également dans la société viennent se greffer ou s'imposer de façon représentative ou arbitraire et rigide<sup>23</sup>.

Si l'on établit le bilan du travail effectué par les milieux intellectuels, en particulier ceux qui ont cherché à capter et à exprimer les relations des mentalités, de la culture et des valeurs avec l'évolution historique du pays dans les années cinquante et soixante, on peut conclure que ce travail est marqué par un questionnement sur la perte de valeurs. Contrairement à ce que l'on a pu dire fréquemment, les diverses générations intellectuelles critiques du pays n'ont pas voulu rompre avec les valeurs de l'Uruguay démocratique traditionnel. Ils ont au contraire protesté, dans les divers ouvrages tant littéraires que scientifiques, contre la perte d'un monde de valeurs qui avait permis, jusqu'aux années quarante, une certaine cohésion interne. Autrement dit, ce n'est pas un vide antérieur qu'ils décrivent mais un vide du présent, un leurre du présent qui cherche à prolonger l'illusion, contraire à la réalité, d'un monde inchangé, sans crise ni exigence de transformation.

Il est bien clair que cette entreprise de recherche des relations entre *temps économique* et *temps de mentalités* dans la population du pays met également en lumière les relations entre le monde imaginaire et le monde réel qui s'éloignent de plus en plus l'un de l'autre depuis la fin des années cinquante. On voit ainsi se dessiner un monde de transition, un monde en crise, comme le confirment toutes les analyses spécialisées, économiques et sociologiques, surtout depuis le milieu des années soixante.

Par conséquent, c'est essentiellement la littérature qui a commencé à parler, dans le pays et dans le milieu intellectuel, des mentalités et des structures mentales, de l'optimisme à long terme et de ses crises, des craintes et des angoisses face au changement et à la construction d'un pays différent. A cet égard, la littérature devient un document fondamental témoignant de l'évolution des structures mentales dans le pays et dans la région, surtout dans les couches moyennes urbaines. Elle apparaît en même temps, de façon implicite ou explicite, comme une tentative de compromis avec une réalité en mutation. Un tel compromis passe nécessairement par la communication affective, émotionnelle et par les sentiments partagés entre les écrivains et le public de plus en plus vaste des années soixante.

## NOTES

- <sup>1</sup> Maggi, Carlos, *El Uruguay y su gente* ; Montevideo, Ed. Alfa, 1961. Libros populares, 1967, pp. 66, 77, 27
- <sup>2</sup> Ibid ; p.29
- <sup>3</sup> Goldman, Lucien ; *Sciences humaines et philosophie. Pour un structuralisme génétique* ; Ed. Gonthier, bibliothèque médiation, Paris, 1966, p. 109
- <sup>4</sup> Goldman, Lucien ; "La sociologie de la littérature, situation actuelle et problème de méthode", in *Revue internationale de Sciences sociales* ; Unesco, vol. 19, n°14, 1967, p; 534
- <sup>5</sup> Leenhardt Jacques ; *Lecture politique du roman. La Jalousie d'Alain Robbe-Grillet* ; Col. Critique, Ed. de Minuit, Paris, 1973
- Lire la lecture. Essai de sociologie de la lecture* ; Paris, Le Sycomore, 1982
- Saad, Gabriel ; "Littérature, un homme écrit : il s'appelle Juan Carlos Onetti", in *Revue Amérique latine*, n°8, Paris, CETRAL, 1981.
- Preto, Omar, M. A. Petit de Prego ; *Juan Carlos Onetti o la salvación por la escritura* ; C. Y. M. Clásica y moderna, Sociedad general española de librerías S.A., Madrid, 1981.
- <sup>6</sup> Goldman, Lucien ; *op.cit* ; 1967
- <sup>7</sup> Rodriguez Monegal, Emiro, *Literatura uruguaya del medio siglo* Montevideo, E. Alfa, 1966, p.226
- <sup>8</sup> Onetti, Juan Carlos ; *El Pozo* ; Montevideo, 1939, p.44
- <sup>9</sup> Rompani, Santiago (selección y notas) ; *Luis Battle : pensamiento y acción* ; Montevideo, Ed. Alfa, 1965, p. 414-415.
- <sup>10</sup> Vasconcellos, Amilcar ; *Un país perdió el rumbo* ; Montevideo, Ed. Medina, 1959, p.5
- <sup>11</sup> Lukacs, George ; *Histoire et conscience de classe* ; Paris, Ed. de Minuit, Col. Arguments, 1960.
- <sup>12</sup> Onetti, Juan Carlos ; *El Astillero* ; Paris, Ed. Hispano-americana, 1973.
- <sup>13</sup> Concha, Jaime ; "El Astillero, una historia invernal", in *Cuadernos hispanoamericanos*, n°292-294, Seattle-Washington, Oct.-Dec. 1974, pp. 550-568.
- <sup>14</sup> Onetti, *El Astillero, op. cit.* pp. 28, 65, 151.
- <sup>15</sup> *Ibid*, p. 162.
- <sup>16</sup> *Ibid* p. 53.
- <sup>17</sup> Onetti, *El Pozo, op. cit.* pp. 36-44.
- <sup>18</sup> Onetti, *El Astillero, op. cit.*
- <sup>19</sup> Rama, Carlos, *Battle y el movimiento social*, Montevideo, Ed. Acción, 1956.
- <sup>20</sup> Onetti, *El Astillero, op. cit.* p. 162.
- <sup>21</sup> Rampani, *op. cit.*, T. II, p. 8
- <sup>22</sup> Vilar, Pierre, Cours de méthodologie historique. Initiation au vocabulaire historique, Paris UER, n°9, Paris I - Sorbonne, 1972-1973.
- <sup>23</sup> Le Goff, Jacques, *La Nouvelle Histoire (dir)*, Paris, RETZ-CEPL, 1978, p. 388 et les "Les mentalités : une histoire ambiguë" in *Faire de l'histoire. Nouveaux objets* (dir. Pierre Le Goff et Jacques Nora) vol. 2, Paris, vol. 2, Paris, Gallimard, 1974, pp. 76-94 ; DUBY, Georges, "Histoire sociale et idéologie des sociétés" in *Faire de l'histoire, op. cit.* vol. 1, pp. 147-168 ; Vovelle, Michel, *Idéologie et mentalités*, Paris, Maspéro, La Découverte, Introduction et 4e partie.

*RÉSUMÉ - RESUMEN**ABSTRACT*

Dans un Uruguay qui se transforme au milieu du XXe siècle, la littérature, et en particulier l'oeuvre d'Onetti, traduit la difficulté d'accepter le présent. Le souvenir d'une économie dynamique favorable à la mobilité sociale entretient dans la nostalgie du passé les classes moyennes, principales victimes de l'essoufflement du potentiel créatif national. Transposant dans les romans la manière dont les hommes vivent ces changements, la littérature constitue un document sur l'évolution des mentalités.

\*\*\*

In an Uruguay which is undergoing transformations in the middle of the 20th century, literature, especially Onetti's work, expresses the difficulty to accept the present. The memory of a dynamic economy favourable to social mobility keeps

alive the nostalgia of the past of the middle classes, who are the main victims of the national creative potential slowing down. Transposing in novels the way men live those changes, literature constitutes a document on the evolution of mentalities.

\*\*\*

En un Uruguay que se transforma a lo largo del siglo 20, la literatura y en particular la obra de Onetti, da cuenta de la dificultad para aceptar el presente. El recuerdo de una dinámica económica favorable a la movilidad social sumerge en la nostalgia del pasado a las clases medias, víctimas principales del agotamiento del potencial creativo nacional. Mirando a través de las novelas, la manera como los hombres viven estos cambio, la literatura constituye un documento sobre la evolución de las mentalidades.

# DU BON USAGE DE L'AMOUR. STRATÉGIES MATRIMONIALES ET RAPPORTS CONJUGAUX À SÃO PAULO, 1920-1929\*

---

MONICA RAISA SCHPUN

“Elle s'était mariée avec lui [Aldo] comme Zilda s'était mariée avec Matoso ; à peine sortie du collège “Rédemption”, ses parents avaient compris que les terres du “Guarema”, au cousin Aldo, jouxtaient les leurs dans la “Agua Mansa”. Le jour où ils se sont unis, le “Guarema” s'est enrichi de six cents boisseaux et de deux cents mille caféiers aptes à la production”<sup>1</sup>.

Dans les années vingt, les familles de l'oligarchie pauliste ont déjà quitté leurs plantations et vivent en ville. Enrichies et urbanisées, ces élites refusent des traits de société qui leur semblent identifiées avec le passé, la société rurale : tout ce qui rappelle la famille patriarcale est devenu anachronique à leurs yeux. Ces groupes, se veulent porteurs de valeurs de plus en plus individualistes. Contraire à l'image du progrès et de la civilisation que les élites paulistes veulent donner de leur capitale, un tel modèle patriarcal transformé en stéréotype renforce désormais par opposition, cette volonté de modernisme.

Dans un tel contexte, les discours qui veulent être reconnus comme modernes se refusent à accorder toute légitimité à une mentalité qui assujettit le mariage à la préservation du patrimoine. Et pour la dénoncer, ils opèrent une simplification : l'ensemble des règles et des comportements qui ont caractérisé à la campagne les familles de caféiculteurs, extraits de la réalité historique à laquelle ils correspondent pourtant, se résument alors à une série d'attitudes isolées et immorales, diamétralement opposées aux nouvelles valeurs.

\* Cet article reprend des questions traitées dans notre thèse de Doctorat soutenue le 20 mai 1994 à l'Université de Paris VII sous le titre “Paulistanos & Paulistanas - rapports de genre à São Paulo dans les années vingt”. Directeur de recherche : Mme Michelle Perrot.

Toute une structure d'organisation familiale, avec ses stratégies matrimoniales, se voit réduite à des contenus répréhensibles : l'ambition démesurée, la recherche du lucre. La démarche nouvelle met en valeur l'amour, les sentiments intimes et les motivations individuelles du choix conjugal.

C'est ainsi que la période est le théâtre d'une véritable levée de boucliers contre les mariages arrangés. Une profusion de discours s'élève à l'encontre des alliances économiques qui se servent du mariage. Cette nouvelle morale refuse, pour le choix des conjoints, la prise en compte d'objectifs autres que l'expression des émotions intimes.

Les représentations relevées sur le sujet, à vrai dire abondantes, qu'il s'agisse de romans ou de feuilletons assimilent le plus souvent les mariages imposés par les familles à des mariages d'intérêt. Les jeunes femmes en sont les victimes malheureuses, que les unions soient dues à l'autoritarisme des parents ou à la mauvaise foi de jeunes prétendants ambitieux. Dans tous les cas, ces textes remettent en cause la logique qui consiste à mélanger les alliances familiales, les intérêts liés au patrimoine, et les choix conjugaux.

Muriel Nazzari, examinant des sources notariales, a montré que la pratique de la dot est déjà en train de disparaître parmi les familles de l'oligarchie pauliste aux alentours de 1850<sup>2</sup>. Ce mouvement témoigne d'un plus grand individualisme dans la composition des couples, moins attachés à la famille parentale. Les rapports entre gendres et beaux-pères mélangent de moins en moins le patrimoine et les liens du mariage.

D'autres recherches récentes montrent elles aussi que les mariages imposés, s'ils existent encore au début du siècle, sont en voie de disparition, car ils ne correspondent plus aux mentalités des élites<sup>3</sup>.

Certes, les clivages de classe n'ont pas perdu de leur force et les alliances entre les familles n'ont pas cessé de compter dans les stratégies de distinction du groupe, notamment face à la menace d'ascension sociale des classes moyennes. Les familles de l'oligarchie consacrent toujours beaucoup d'importance au mariage entre égaux. Cependant, les jeunes prennent certainement une plus grande part aux choix conjugaux qui les concernent.

Il faut maintenant se demander en quoi exactement cette plus grande part de décision transforme la situation des femmes vis-à-vis du mariage et, ce qui ne va pas de soi, quelle est précisément cette situation. Car, malgré les changements dans les règles du mariage, les représentations montrent des femmes qui souffrent, et qui se plaignent.

Ainsi, les changements au sein des stratégies matrimoniales, avec la suppression de la dot, ne doivent pas pour autant être perçus comme des changements émancipateurs, quelle que soit la diminution des interventions parentales<sup>4</sup>. En fait, en l'absence de dot, les femmes arrivent dans le marché matrimonial avec un atout de moins. Les hommes sont en effet de mieux en mieux préparés à assumer leur autonomie vis-à-vis des beaux-pères, et à assurer seuls l'entretien de leur foyer, sans l'apport de la dot. Les femmes, au contraire, si elles ne dépendent plus du choix paternel, se retrouvent d'autant plus dépendantes par rapport à leurs prétendants, les seuls à gagner en pouvoir et en liberté de choix.

La disparition de la dot entraîne donc un déplacement dans les rapports de pouvoir qui ne semble pas améliorer la situation des femmes vis-à-vis du mariage.

Mais cela n'explique pas tout. Derrière les dénonciations réitérées des mariages arrangés et imposés aux jeunes filles, derrière les plaidoiries pour l'amour, d'autres inégalités se profilent. Celles-ci, très ancrées dans les moeurs, n'ont pas été touchées par la place plus grande affectée aux individus dans les familles de l'oligarchie.

Le message direct de toutes les représentations des mariages d'intérêt est la valorisation, à travers la critique de ces derniers, de l'amour et des sentiments. On construit ainsi une opposition simple entre l'argent et l'amour, le premier connotant le faux, le négatif et l'illégitime, le second le vrai, le positif et le pur. Nous appellerons cela "l'idéologie de l'amour".

Mais quelle est la signification réelle de cet amour que l'on réclame tant, si les choix conjugaux ne subissent déjà plus les impositions paternelles? A quoi d'autre aspirent les femmes, qui restent des victimes dans toutes les situations représentées, et pourquoi les hommes semblent-ils satisfaits de cet état de choses ?

### LES FILLES ONT-ELLES LEUR MOT À DIRE ?

Tout d'abord, il nous faut réfléchir sur la liberté de choix : du côté des femmes, quelles en sont les limites ? Nous avons relevé, à ce sujet, plusieurs représentations où les jeunes filles refusent leurs prétendants, ou bien prennent elles-mêmes l'initiative et abordent ceux qu'elles désirent.

Un stéréotype généralisé entoure les jeunes filles qui disent "non". Elles sont décrites comme des êtres capricieux, frivoles, froids, insensibles, peu féminins, voire masculinisés. La sensibilité féminine doit, selon un imaginaire très répandu, s'incliner devant les attitudes masculines qui affirment un choix : une "vraie" femme ne peut qu'être touchée par l'admiration d'un homme ; elle ne peut qu'aimer celui qui la choisit. Ainsi, si les jeunes filles ne sont plus obligées d'obéir à leurs pères, cela ne les rend pas pour autant libres de faire leur propre choix. Les femmes sont toujours choisies et l'amour féminin doit gratitude et reconnaissance à ceux qui les choisissent. La vieille logique selon laquelle mieux vaut un prétendant que pas du tout est loin de disparaître<sup>5</sup>. De plus, les hommes ne sont guère disposés à céder sur ce point et à se soumettre aux jugements des femmes.

Cela dit, si ce type de représentation existe, c'est bien qu'il répond à des faits de société. Les récits de la presse féminine dénigrent les femmes qui prennent la place des hommes, qui inversent les rôles et qui choisissent. Ces constructions, qui commencent par souligner le caractère antinaturel de ces inversions de rôles, expriment à la fois l'envie de stopper le phénomène, et la peur qu'il inspire.

Les jeunes filles remettent donc en cause, en manifestant leur choix et leur attirance, une prérogative masculine ; ou, à tout le moins, elles manifestent ainsi une aspiration à l'expression, un refus de la résignation. Dans certains textes littéraires, elles parviennent parfois à dire leur désir : les conséquences en sont le plus souvent très négatives.

Mario de Andrade nous en donne les exemples les plus éloquents dans deux de ses nouvelles mettant en scène des jeunes filles de la basse classe moyenne (artisanat et petit commerce des quartiers populaires)<sup>6</sup>.

D'une façon générale, dans les milieux moins favorisés, les contraintes qui entourent les choix matrimoniaux sont moins strictes puisque, contrairement aux jeunes filles de l'oligarchie, celles des couches plus modestes ne sont pas censées protéger un patrimoine ni une lignée. Cela explique peut-être pourquoi les textes ne montrent presque jamais les filles de l'oligarchie prenant l'initiative vis-à-vis des hommes ; les rituels de cour préservent toujours un schéma où les hommes manifestent leurs intentions, de façon plus ou moins formelle, et où les femmes se contentent d'y réagir.

Par contre, certaines attitudes - la perception sociale des femmes et des hommes et du rôle de chacun dans les relations amoureuses, - traversent les classes, ce qui fait tout l'intérêt des récits de Mario de Andrade.

Rosa, l'une de ses héroïnes, est infantile et naïve. Sa sexualité affleure brusquement sans qu'elle sache quoi en faire. Elle finit par flirter avec un vagabond ivrogne, beaucoup plus âgé qu'elle, dont la réputation est désastreuse. Mais Rosa a surtout peur de rester célibataire. Poussée par son désir, décrit avec beaucoup d'ironie, elle épouse cet archétype du mauvais parti et subit une vie de malheur.

Carmela est dans un cas assez similaire : elle flirte avec João, laisse croire aux gens qu'ils sont fiancés, mais ne peut ensuite résister à son attirance pour le contorsionniste du cirque, qu'elle séduit et auquel elle déclare sa flamme. Punie par son père, rejetée par João, mal vue par les autres garçons du voisinage, Carmela ne se mariera plus. Quant au contorsionniste, il fuit dès qu'elle propose de rejoindre le cirque.

Rosa ne connaît rien de la vie, elle est victime de sa propre naïveté, de son éducation inadaptée, confinée. Mais Carmela rencontre des résistances plus fortes. Poussée elle aussi par son désir, elle inverse les rôles, prend trop d'initiative vis-à-vis des hommes au point de perdre sa réputation, à laquelle son père attachait tant d'importance.

Les règles sont avant tout masculines et l'initiative amoureuse reste un privilège d'hommes. Les filles qui usurpent cette prérogative sont mal vues, méprisées ; elles provoquent l'éloignement des hommes, qui ne veulent pas partager leur privilège et se sentiraient très mal à l'aise de se laisser choisir.

Aussi gentils et sensibles soient-ils, les jeunes hommes présentés dans la littérature regardent toujours les femmes comme leurs objets de désir, et ce regard n'admet pas la réciprocité. On ressent très mal les comportements féminins moins timides.

Ainsi, si les familles accordent plus d'importance aux décisions de leurs filles, cela ne veut pas dire que filles et garçons aient dorénavant les mêmes droits sur leurs destins. Le processus de socialisation par lequel passent les premières et les seconds assure la reproduction de rapports de pouvoir très solides au travers des modèles de comportement, des échelles de valeur, des identités sociales des hommes et des femmes. Au cours de leur formation, les hommes se voient dotés de plus d'outils pour mener une vie autonome que les femmes, préparées, elles, à être

guidées, protégées, à n'avoir de rapports sociaux que par l'intermédiaire des hommes de qui elles portent le nom : d'abord le père, ensuite le mari.

Un autre exemple tiré de Mario de Andrade rend bien compte de cette différence essentielle dans la transmission des valeurs et des identités<sup>7</sup>. Cette fois-ci, le cadre est celui d'une famille de l'oligarchie pauliste, les Sousa Costa.

Laura s'occupe à plein temps de ses enfants ; Felisberto, son mari, s'est plus spécifiquement réservé l'initiation sexuelle de son fils. Il entend apprendre au jeune Carlos à connaître les femmes et à manifester, face à elles, une supériorité, une distance, une insensibilité. La tactique employée est simple. Sousa Costa embauche une gouvernante allemande spécialisée dans l'apprentissage de l'amour, qu'il fait passer pour la préceptrice des enfants. Le plan fonctionne à la perfection : le garçon, séduit par Fräulein, en tombe amoureux ; et la gouvernante l'initie.

"Découvrant" la liaison (Fräulein, complice, fait semblant de ne rien savoir) Sousa Costa fait un scandale et licencie la préceptrice. Carlos oublie vite l'affaire, et apprend la leçon. Devenu homme, il est ainsi immunisé contre toute dépendance affective vis-à-vis des femmes, raison principale des préoccupations et de l'initiative de son père.

Felisberto Sousa Costa ne rencontre aucune forme de résistance pour reproduire, dans la socialisation de ses enfants, l'inégalité des rôles sexuels qui régiront leur identité sociale et, plus précisément, leurs rapports intimes. Les Sousa Costa élèvent leurs filles dans la religion catholique et leur fils selon le rôle qu'il doit remplir en tant qu'homme de l'élite. Et ils ne sont pas les seuls à agir de cette façon : Carlos n'est pas le premier ni le dernier client de Fräulein, qui travaille pour plusieurs familles de l'élite paulistane, toujours dans le même but.

Les inégalités semblent donc bien persister au niveau des choix conjugaux ; l'existence d'un individualisme plus marqué au sein des rapports familiaux ne suffit pas à accorder aux femmes un rôle moins passif dans les rituels de cour. Les valeurs et les identités sexuelles transmises aux filles et aux garçons reproduisent avec rigueur les rôles inégaux des femmes et des hommes dans les relations amoureuses.

Dans ce sens, les jeunes héroïnes qui, mécontentes, osent agir de façon imprévue envers les hommes et bouleversent les règles du partage des rôles, s'exposent à des conséquences néfastes, essentiellement de deux types :

- Elles sont rejetées et punies, comme dans le cas de Carmela. Leur attitude est mal comprise dans un univers où les règles sont toujours très masculines et où leurs interlocuteurs témoignent d'un regard très inégalitaire à leur endroit.

- Dans d'autres exemples, celui de Rosa ne constituant qu'un cas parmi de nombreux autres, elles réussissent à affirmer leur volonté et se marient avec l'homme de leur choix. La déception vient après, quand elles se rendent compte de l'asymétrie qui régit les rapports conjugaux.

Ainsi, alors qu'une plus grande liberté est en train de s'installer par rapport à l'ingérence parentale, alors que les femmes commencent à sortir de leur silence, il subsiste encore de profondes inégalités au sein des relations homme-femme.

C'est notamment le cas des rapports entre époux. Foyer d'importants conflits, la vie conjugale mérite d'être observée de plus près, et du point de vue des différents acteurs.

## DES FEMMES INSATISFAITES

Dans une grande partie des récits littéraires que nous avons analysés, les femmes sont déçues de leur mariage, insatisfaites de leurs relations conjugales.

Dans un roman de Laura Villares<sup>8</sup>, Isa, fille unique d'un riche propriétaire terrien, se donne le luxe d'aimer Adalberto, un homme plus pauvre, médecin de la ferme de son père. Celui-ci, surpris par le caprice de sa fille, déjà promise à un riche cousin, ne s'oppose cependant pas aux projets qu'elle élabore ni aux initiatives qu'elle prend.

Dès le départ, Isa exprime sa forte personnalité, en même temps qu'une vision originale pour l'époque sur le partage des droits et des devoirs entre époux. Pour elle, mari et femme se doivent une fidélité absolument symétrique. Adalberto, sans vraiment en comprendre les enjeux, se dit d'accord avec un tel principe ; il est en effet amoureux de sa femme.

Mais le tableau change au moment où Adalberto, sans penser à mal, se laisse séduire par une femme de leur entourage et commet l'adultère :

“Si tu étais une autre, tu comprendrais que mon mal a été de succomber à une faiblesse des sens, à laquelle tous les hommes cèdent, sans provoquer de tragédie ni de scandale. (...)”

Pourquoi devrions-nous détruire notre bonheur, moi, pour une culpabilité si triviale, et toi pour un orgueil excessivement sensible?”<sup>9</sup>

Dans un milieu qui n'accorde que peu d'importance à ce type d'attitude chez les hommes, Isa, un peu pathétique, mène jusqu'au bout sa révolte ; elle ne pardonnera jamais à son mari.

D'autres exemples mettent en scène des femmes solitaires, négligées par leurs maris qui, très éloignés d'elles, ne se sentent jamais concernés par l'affectivité conjugale. Échouant à éveiller en eux des sentiments pour elles, ces femmes finissent par trouver l'amour en dehors du mariage. Le message est clair : les responsables des crises conjugales et de l'adultère féminin sont très souvent les maris, négligeants, froids, distants par rapport à la vie en couple.

La logique d'un tel raisonnement est contraire à celle que nous trouvons dans de nombreux articles de la presse féminine catholique<sup>10</sup>. Selon ces derniers, les seules responsables des liens conjugaux sont les femmes, qui doivent s'employer à ranimer en permanence l'intérêt que leur portent les maris. Si ceux-ci se détachent d'elles et s'absentent du foyer, c'est de leur faute à elles ; et on leur conseille, dans une telle situation, d'attendre stoïquement, et d'accueillir le mieux possible leurs maris chaque fois qu'ils réintègrent le domicile conjugal pour tenter de les reconquérir. Ainsi, la vie affective et familiale ne concerne les hommes que de façon très secondaire ; l'union du couple dépend uniquement des efforts et des qualités des épouses.

Dans les récits littéraires, les exemples de femmes illustrant une attitude dévouée sont rares ; ils servent toujours de repoussoirs, témoignant d'une mentalité dépassée.

A ce propos, les différences de mentalité prennent très souvent la forme d'une différence de générations : les mères défendent la "vieille" logique, les filles ne l'acceptent pas, veulent affirmer leurs choix, leurs sentiments, leur identité personnelle. Elles aspirent à un bonheur conjugal qui ne se résume pas au bonheur des autres, maris et enfants ; elles revendiquent le droit à l'amour, à l'identité entre conjoints, et ne se reconnaissent pas dans l'image du dévouement. En espace d'une génération, une nouvelle sensibilité féminine semble être née.

Julia Lopes de Almeida met ce conflit en scène de façon exemplaire dans *A Família Medeiros*. Le roman dresse le portrait d'une famille de l'oligarchie du café vivant à la ferme à la fin du siècle dernier, aux temps de l'esclavage<sup>11</sup>.

Mme Medeiros représente les femmes "à l'ancienne" ; elle s'est habituée à vivre en silence, près d'un homme qui lui faisait peur au début mais auquel elle a fini par s'accoutumer. Voici comment l'auteur la décrit :

"La mère travaillait, faisait des gâteaux du matin au soir pour les fiançailles de sa fille, délibérait des travaux de couture, examinait avec scrupule le trousseau, recommandant le zèle, le plus grand zèle aux blanchisseuses et aux repasseuses, qui oeuvraient en chantant. Son opinion ne fut jamais entendue ni demandée pour des sujets d'autre importance. Elle était la gouvernante de la maison et cela lui suffisait. Elle s'était mariée à treize ans, sans amour, sans sympathie, mais sans répugnance non plus. Elle s'était assujettie à la volonté de son mari et à son commandement, au début par peur, ensuite par habitude. (...) De douze enfants, il lui en restait trois. Les morts successives des plus âgés, tous déjà élevés, deux déjà hommes, avaient fini d'accentuer, dans son âme douloureuse, l'indifférence envers toutes les passions, rendues mesquines par la prééminence de ces intenses dégoûts."<sup>12</sup>

Si les Medeiros réussissent à élever leur fille aînée selon cette même logique, Noêmia, la cadette, aussi bien qu'Ema, la nièce qui vit avec la famille, ne s'y retrouvent pas. Elles rêvent d'amour, d'un mari doux et sensible, de relations conjugales qui ne ressemblent en rien à celles du couple Medeiros. Julia Lopes est optimiste : la sensibilité des jeunes, annonciatrice de l'avenir, finira par s'imposer.

Ce décalage entre les générations est aussi mis en scène par Albertina Bertha. Ladice, fille d'un couple de l'ancienne noblesse, aspire elle aussi à la réalisation amoureuse. Sa façon de penser l'oppose directement à sa mère. Pour celle-ci, le rôle d'épouse résume la mission des femmes dans la société. Toute aspiration d'une femme à son affirmation en tant qu'individu, ne peut, comme dans le cas de sa fille, que mettre en danger l'institution sacrée du mariage et doit être réprimée.

La vision de Mme de Santo Hilario explicite les inégalités dont nous parlons. Pour elle, les ambitions de sa fille Ladice seraient légitimes pour un homme, mais sont inacceptables de la part d'une femme :

"- Tes frivolités sont effrayantes ; mais mon énergie saura te rendre sage. C'est pour cette raison que je désire ardemment te marier... Quand tu seras ménagère, mère de famille, femme modeste..."<sup>13</sup>

“- Ce sont les effets de l'éducation virile que tu as reçue... C'est un mal terrible que ce modernisme, cette manie sotte d'instruire la femme comme si elle était un garçon...

- Désirerais-tu alors que je sois ignorante, et que je sache à peine lire et écrire?

-Je te garantis que tu serais beaucoup plus heureuse...”<sup>14</sup>

Ce conflit des générations, très souvent présent dans les récits et feuilletons de presse n'est peut-être qu'un ressort littéraire permettant de représenter les changements des sensibilités collectives portant sur une durée plus longue. Cependant, la brutalité du processus d'urbanisation de São Paulo a certainement entraîné des transformations assez brusques qui ont marginalisé les populations les moins jeunes<sup>16</sup>. L'éloge de la modernité et du progrès s'accompagne à l'époque d'une valorisation de la jeunesse en tant que symbole du futur prometteur du pays. Entre parents et enfants, il existe dorénavant un grand fossé.

Cela dit, certaines représentations voulant que jeunes femmes et jeunes hommes soient également touchés par l'amour sont un peu trop idylliques : les seconds, nous avons vu, adhèrent moins facilement au “futur” que les premières.

### DES MARIS “À L'ANCIENNE”

Derrière certains conseils à l'usage des femmes, notamment ceux déjà évoqués que donne la *Revista Feminina* pour préserver la paix des ménages et retenir les maris volages, c'est une image profondément négative des hommes qui se profile. Autoritaires, irascibles, parfois même violents, ils inspirent des textes visiblement adressés à des femmes qui ont peur.

Les stratégies de comportement conseillées vont toutes dans le même sens : ne jamais contrarier les maris, satisfaire toutes leurs envies, organiser le foyer selon leurs souhaits, devancer ceux-ci, ne jamais leur parler des problèmes domestiques ou personnels, ne pas se montrer jalouses et ne jamais faire obstacle à leur liberté. Ainsi, par la soumission, ces femmes se protègent des attitudes autoritaires, des démonstrations de force et des réactions violentes.

La possibilité d'une relation tendre n'est jamais évoquée. Le magazine ne voit pas d'autre issue pour les femmes que l'adaptation. Diplomatie et séduction sont les qualités clefs pour éviter le mécontentement et l'infidélité des maris, tout autant qu'une garantie de tranquillité pour les femmes.

Un de ces textes indique, de façon éloquente, que les mauvais traitements de la part des maris sont une réalité reconnue :

“La femme élevée selon les principes sacrés de la morale et de la religion ne se laissera pas dépérir sous les mauvais traitements de l'époux et ne l'abandonnera pas non plus.(...)”

Il lui suffit d'un peu d'habileté et d'autant de patience. (...)

Ainsi, une fois mariée, elle pourra le satisfaire en tout.

Elle ne fera jamais rien, si simple que ce soit, sans d'abord entendre son opinion, qu'elle devra suivre même si cela l'embarrasse. Ce n'est pas de la bassesse, ce n'est pas se rendre esclave. (...)

Si la femme procède de cette façon, le mari, doucement, petit à petit, sans le sentir, s'habitue aussi à demander son opinion et ne fera rien sans entendre sa compagne."<sup>16</sup>

Nous savons en effet que la violence conjugale existe<sup>17</sup>, qu'elle est tolérée jusqu'à un certain point, qu'elle est considérée comme légitime quand elle intervient pour affirmer l'autorité du chef de famille. A l'intérieur du foyer, le mari conserve des prérogatives patriarcales vis-à-vis des femmes et des enfants. Dans les procès de divorce intentés par les femmes, les maris sont constamment accusés d'utiliser la violence physique. Leur défense repose sur plusieurs arguments : d'abord, la distinction entre violence et abus de violence, témoignant de la légitimité de celle-ci, tant qu'elle n'excède pas un certain degré ; ensuite, la justification de son emploi par les "comportements rebelles" de la part de la femme, nécessitant une "correction" ; enfin, le caractère privé de la violence, la femme n'ayant pas de raisons de se plaindre si la violence n'a jamais été pratiquée devant les autres<sup>18</sup>.

La plus grande discrétion adoptée en la matière n'est cependant pas une règle absolue. La vogue des crimes passionnels à l'époque témoigne d'une vie conjugale secouée par les conflits, que ce soit en milieu bourgeois ou dans le reste de la société. Elle révèle aussi des situations où la vie privée déborde dans l'espace public alors que l'exercice de la justice est encore considéré, au moins dans le cadre de la famille, comme l'apanage du *pater familias*.

Ces crimes sont à ce moment-là un sujet privilégié de discussion. En milieu juridique, des tendances opposées se dessinent, et une campagne s'organise en faveur d'une modification de la législation en la matière. Dans la presse féminine, on dénonce les assassinats de femmes ou du moins on en discute. La littérature y trouve des sujets<sup>19</sup>.

Rien ne permet cependant d'affirmer l'intensification du phénomène. Le bruit suscité par ce phénomène est avant tout lié à une question de perception : la violence à ce niveau n'est plus considérée comme légitime et cette opinion se répand suffisamment pour que de multiples voix s'élèvent contre les assassins et contre l'impunité que leur procure le système judiciaire. La violence privée, exercice de l'autorité masculine, ne doit pas envahir le domaine de la vie publique.

Cependant, si nous supposons, malgré le manque de statistiques, que la polémique autour du sujet correspond à une recrudescence significative de ce type de crimes dans la période, nous pourrions y voir aussi l'indice d'une autorité masculine plus fragile ou d'une moins grande soumission des femmes à l'autorité des maris. Au milieu de la violence et des inégalités conjugales, des transformations qui se déroulent dans le long terme semblent alors nous faire signe.

## UN NOUVEAU MODÈLE D'HOMME

Physique ou symbolique, la violence conjugale est partie intégrante de bon nombre de récits littéraires : on y rencontre des hommes qui boivent, qui perdent l'argent du ménage au jeu ou qui affichent leurs relations adultères, obligeant ainsi leurs femmes à vivre des situations humiliantes vis-à-vis de leur milieu social. Ils sont très nombreux à ne pas s'occuper de leurs femmes et à négliger la vie conjugale.

Mais, sauf de rares exceptions, ces personnages ont une fonction précise dans la narration. Ils servent, par contraste, à mettre en exergue les qualités des héroïnes : femmes sensibles, profondes et authentiques, elles connaissent, faute de réciprocité, une fin malheureuse (Isa meurt folle, Isabel reçoit des hommes<sup>20</sup>), à moins qu'elles ne rencontrent l'amour en dehors du mariage (les exemples sont très nombreux : Ladice, Voleta, Lucia, Suzy<sup>21</sup> etc.).

Parfois, ces maris indignes servent de repoussoir à des personnages masculins positifs : les premiers sont décrits comme irresponsables et inconscients ; les seconds, par contraste, toujours plus intelligents, savent l'importance de la vie conjugale, s'occupent de leur amour (femme ou maîtresse), bref, sont porteurs d'une nouvelle sensibilité masculine qui place la vie familiale et ses sentiments amoureux au centre des préoccupations.

Lorsque c'est la femme qui choisit ou qui exprime son choix, les hommes sur lesquels portent ce choix répondent toujours à un modèle très "féminin" d'homme : ils sont le plus souvent désintéressés, passionnés par leurs métiers, par les lettres ou les arts, des hommes en bref proches de la sensibilité des femmes, qui arrivent à comprendre leur âme et se démarquent de la mentalité des autres personnages masculins.

Ainsi, Otavio Medeiros<sup>22</sup> se sent plus à l'aise avec sa cousine et sa soeur, ne s'identifiant ni à son père ni aux amis et collaborateurs de celui-ci, hommes d'une mentalité toute autre, frustré et matérialiste. D'autres exemples renforcent cet imaginaire de jeunes hommes doux et sensibles : Theophilo, le poète choisi par Ladice<sup>23</sup> les trois jeunes ingénieurs d'*O Correio da Raça*<sup>24</sup>, Adalberto, médecin idéaliste<sup>25</sup>, etc.

Certains textes introduisent des personnages masculins déjà âgés qui se démarquent de leur milieu par une vision du monde plus proche de celle des femmes.

A ce sujet, une construction narrative fréquente dans la littérature, aussi bien que dans les feuilletons de presse, attire l'attention : celle où un homme veuf, riche et plein de bonnes intentions aime beaucoup sa fille unique et s'inquiète de l'avenir de celle-ci. Les exemples sont très nombreux et à notre avis très significatifs. Dans pratiquement tous les récits, ces hommes placent leur responsabilité paternelle au centre de leurs intérêts ; ils ne se marient plus, vivant uniquement pour leurs filles. Quelques-uns s'occupent de leurs filles jusqu'au mariage, leur procurent une bonne éducation et une situation financière avantageuse ; d'autres meurent avant, les laissant seules et sans protection : la misère, les mauvais mariages, le manque de compréhension et la solitude obligent alors les orphelines à vivre des situations et des conflits que la présence paternelle aurait tenus à l'écart.

De tous les exemples relevés<sup>26</sup>, un seul montre un père égoïste et autoritaire, Seixas Gomes. Mais il n'est pas le vrai père de Marta. Celle-ci, fruit de l'adultère de sa mère, est défendue par Leopoldo, son vrai père, qui veut assumer son rôle. Seixas Gomes, dépeint de façon très négative, est détesté par sa femme, qui l'a épousé contre son gré - sur ordre de son propre père. D'ailleurs, ils n'ont pas eu d'enfant - symbole d'union et de réalisation amoureuse.

Les autres exemples décrivent des pères dévoués, consacrant tous leurs moyens à donner à leurs filles un esprit cultivé et raffiné et, but ultime, à leur per-

mettre de bien se marier. Juvêncio Teles de Mendonça, quelques temps après la mort de sa femme, commence à mal se comporter, ne rentre plus à la maison le soir et fréquente des prostituées. A la veille du mariage de sa fille, il devient moins généreux qu'auparavant envers le jeune couple ; il administre de plus en plus mal ses affaires (il s'agit d'un grand entrepreneur). Mais ces changements sont en fait les symptômes d'une maladie et il est interné dans un asile de fous, où il meurt peu de temps après.

Tous les autres cas sont des exemples édifiants d'un profond amour entre père et fille. Du point de vue des significations historiques, ce type de dévouement masculin à l'univers privé, cette prise des responsabilités, sont particulièrement notables. Nous savons que l'habitude de placer les jeunes filles en internat ou au couvent est courante à l'époque. Mais les pères des récits évoqués ne fuient pas devant la responsabilité que représente l'éducation d'une fille pour un homme seul. Au contraire, ils s'occupent de celles-ci - ils les aiment<sup>27</sup> Leurs femmes étant mortes, ils font de ce rapport le centre de leur vie affective.

Ainsi, le comportement masculin vis-à-vis des femmes est mis en question. Mais il n'est pourtant pas transformé partout ; le changement s'opère surtout auprès de deux catégories précises d'hommes.

D'abord, parmi les hommes jeunes, montrant, une fois de plus, une différence de sensibilité entre les générations. Les nouveaux couples seraient donc en train de se former selon une nouvelle logique touchant aussi bien les filles que les garçons. Un nouveau modèle de garçon commence à se diffuser au sein des nouvelles générations, mais des différences de formation sont à l'origine de mentalités encore très différenciées selon les genres.

Les représentations correspondantes nous semblent constituer l'expression d'une aspiration à la modernité, à la civilisation, mais aussi d'une volonté féminine. D'autre part, le comportement masculin change en ce qui concerne le rapport entre père et fille.

Cette construction nous semble particulièrement parlante. Ici la sensibilité des hommes vis-à-vis des femmes se manifeste dans la situation limite du veuvage, alors qu'ils se retrouvent seuls avec leur fille - le plus souvent en âge de se marier.

Mettons de côté l'aspect moralisant d'un tel schéma, qui insiste sur la fragilité des jeunes filles ; nous sommes bel et bien en face de l'expression, à la fois, d'une transformation et d'une forte résistance à celle-ci. Les hommes font maintenant de leur rapport familial avec les femmes l'élément central de leurs vies, ils lui sacrifient même des envies individuelles et se tournent résolument vers leur foyer. Oui mais - ils ne se tournent pas vers leurs femmes. Un rapport avec un tel degré de dévouement ne peut se nouer qu'avec leurs filles. Les relations conjugales ne sont pas sur la scène.

Ainsi, là où la tradition d'une morale sexuelle à deux vitesses empêche des rapports plus égalitaires entre les époux, la tendresse des pères vis-à-vis de leurs filles n'attaque pas les mentalités ni les privilèges masculins. Elle ne renvoie au plus qu'à l'image fragile des femmes, toujours placées sous la protection d'un homme.

Ces constructions respectent des inégalités entre genres très ancrées dans la société, tout en introduisant malgré cela des sensibilités et des comportements masculins plus proches du modèle auquel aspirent les femmes.

## L'AMOUR EXISTE-T-IL ?

Maria Helena Bueno Trigo, analysant l'amour au Brésil au début du siècle, pense que l'aura de romantisme qui se crée autour de la jeunesse vise avant tout à renforcer le caractère indissoluble du mariage<sup>28</sup>. Selon cet auteur, l'assimilation de l'amour au mariage serait une construction disciplinaire où l'amour gagnerait en légitimité parce qu'il est vécu à l'intérieur de l'institution conjugale. En outre, cette construction atteindrait davantage les femmes que les hommes, celles-ci étant imprégnées d'une idéologie romantique qui requiert soumission, renonciation et dévouement au profit de la relation amoureuse.

Nos propres recherches nous conduisent à adopter une optique assez différente. A la lumière des innombrables récits de femmes mécontentes de leur vie conjugale, "l'idéologie de l'amour" doit être comprise avant tout comme le signe d'une insatisfaction féminine, plutôt que celui d'un déplacement des formes d'oppression.

Certes, ce n'est pas pour autant qu'il faille voir là des transformations émancipatrices. Mais plutôt que de rechercher à montrer que l'institution du mariage, malgré ses aménagements, constitue pour les femmes une éternelle source d'oppression, nous avons préféré examiner, à l'intérieur de cette institution, les transformations et les résistances des rapports de pouvoir entre conjoints.

D'ailleurs, les femmes de l'oligarchie du café au début du siècle croient à l'importance du mariage au moins autant que leurs maris. Et, bien évidemment, elles n'y croient pas simplement parce qu'on chercherait à les tromper, et parce qu'elles seraient incapables de voir que le mariage n'est qu'un moyen de les dominer.

Revendiquer l'amour - et, à notre avis, nous sommes bien en face d'une revendication féminine et non d'une contrainte sociale imposée par on ne sait qui - est une réaction contre les inégalités existant à l'intérieur du mariage, très enracinées dans la culture de ces élites.

Ainsi, pour les personnages de jeunes filles bourgeoises, la possibilité de réunir expérience amoureuse et mariage est un signe de liberté. Le mariage étant de toute façon leur destin "naturel" tout tracé, la nouveauté réside dans l'amour, l'amour libérateur. Mais enfin, de quelle libération s'agit-il exactement ?

Le mariage ne signifie pas la même chose pour les femmes et pour les hommes. Pour les hommes, la famille est traditionnellement le moyen de transmission du patrimoine. L'identité sociale ne dépend pas, pour eux, du lien conjugal ; la vie professionnelle y répond de façon plus déterminante. Leur vie sexuelle n'est pas non plus définie par leur vie familiale. Fait largement reconnu, du temps de l'esclavage, le *pater familias* était autorisé à une vie sexuelle qui débordait du cadre conjugal, souvent matérialisée par des enfants illégitimes nés des esclaves de la propriété. Dans la période postérieure, notamment après le transfert des familles de l'oligarchie vers la ville, la prostitution permet la poursuite de cette prérogative.

Les hommes des élites, circulant librement en ville, participent à une sociabilité urbaine qu'ils ne partagent pas forcément avec leurs épouses, voire fréquentent des lieux interdits aux femmes par la coutume, où ils rencontrent des demi-mondaines, des artistes de cabaret et des prostituées de luxe. Cette liberté sexuelle, cette mobilité dans l'espace urbain sont exclusivement masculines et le mariage n'y fait pas obstacle. La fidélité conjugale n'est un devoir que pour les femmes. Pour celles-

ci, l'accès à l'identité sociale est déterminé par le mariage, but unique de leur formation, familiale ou scolaire. L'entrée progressive des femmes dans l'espace public à laquelle nous assistons pendant la période n'a pas encore changé ce tableau. Les récits littéraires abondent d'exemples de femmes qui tentent d'affirmer leur identité individuelle en dehors du mariage : elles échouent toujours. Luz<sup>29</sup>, orpheline et sans argent, résiste longtemps avant d'accepter l'idée de vivre avec le vieux Neves. Seule, elle ne peut se procurer les moyens nécessaires pour son entretien, ni ne gagne la considération de ceux qui l'entourent : une femme célibataire, sans ses parents, obligée de vivre dans une pension, est facilement identifiée à une prostituée.

Celina<sup>30</sup> est très déçue de son mariage. Elle s'ennuie à la maison, les journées lui semblent trop longues, elle sort très peu le soir, n'a pas d'argent pour s'offrir des habits à la mode, ses robes vieillissent et, surtout, sa vie sexuelle est limitée par la présence imposante de la belle-mère dans la chambre à côté, qui gêne le timide Alfredo. Elle finit par quitter le foyer. De retour dans la pension que tient sa mère, Celina attise bientôt le désir de certains hôtes, notamment du jeune Gilberto qui, récemment enrichi, rêve d'avoir une maîtresse. Romantique et rêveuse, elle se rend compte qu'aucun homme, sinon son mari, ne respectera sa dignité et sa sensibilité. Même mariée, si elle vit en dehors du cadre conjugal, elle ne mérite aucun respect ; pour les autres hommes, le respect ne prend forme qu'à travers la médiation d'un mari.

La mise au pilori des femmes célibataires participe de la même logique : les "vieilles filles" ont un statut social complètement marginal<sup>31</sup>. Elles n'ont souvent pas de foyer à elles, privilège que seul un mari peut accorder, dépendant ainsi de la bonne volonté des membres de la famille. Bizarres, jalouses et nerveuses, susceptibles, frustrées, cibles des moqueries généralisées, elles mettent d'autant en valeur l'importance du mariage, seul moyen reconnu d'accéder à l'identité sociale.

Tout cela nous permet de saisir, au bout du compte, les enjeux de "l'idéologie de l'amour". Ce que les femmes revendiquent en effet, à travers une aspiration apparemment générique à l'amour, n'est autre qu'une réciprocité morale et affective au sein de la vie conjugale.

Ce qu'elles réclament n'est plus ni moins qu'un changement fondamental des comportements masculins, remettant en cause l'image traditionnelle du masculin, selon laquelle un homme digne de ce nom doit faire montre d'une vie sexuelle intense et variée, et le moins discrètement possible.

De plus, on touche là à une inégalité qui est à la base, d'un côté, du confinement domestique des femmes, de l'idéal féminin de sacrifice familial, des principes rigides de virginité et de fidélité féminine, de l'accès problématique des femmes à l'espace public ; de l'autre, du privilège masculin de l'initiative sexuelle et affective.

Pour les hommes, la fidélité et l'affection vis-à-vis des épouses font figure de prison, les obligent à réduire sensiblement leur autonomie sexuelle, leur liberté de circuler en ville et leur sociabilité extra-conjugale, les retiennent beaucoup plus au foyer, entamant profondément leur mobilité spatiale et leur gestion du temps.

Une revendication pareille n'aboutira pas. Mais les discours de l'époque s'y réfèrent, et déjà de façon conflictuelle. La prolifération de représentations révélatrices de tous ces conflits est en elle-même le signe d'une transformation à notre avis significative : elle exprime l'insatisfaction croissante et le refus de la résignation chez les femmes. Par ailleurs, le fait même que ces discours soient très répétitifs est le signe d'un changement dans la perception féminine du mariage, menaçant de la

sorte l'ordre qui décide du partage des rôles entre époux.

Revendiquant l'amour, les femmes réclament en fait beaucoup plus. Elles dénoncent les différences des règles de conduite selon le sexe, le naturel qui marque l'adultère masculin, la plus grande liberté de déplacement accordée aux hommes sans que la vie familiale y fasse entrave. Elles cherchent à mieux partager les responsabilités affectives, à occuper enfin une plus grande place au sein des rapports intimes.

Le mariage étant l'aboutissement de leur éducation, leur destin presque naturel, l'identité sociale la plus valorisée à laquelle elles peuvent généralement prétendre, il s'agit donc pour elles de briser le silence qui l'entoure et de montrer que les rapports conjugaux sont bien décevants par rapport aux attentes qu'elles en avaient et qu'elles n'y trouvent ni bonheur ni réalisation.

Non contentes de cette seule dénonciation, elles entendent bien tenter d'améliorer les rapports conjugaux et leur qualité de vie. La revendication de l'amour, socialement légitime, est une bonne façon de mettre en cause les inégalités profondes et de les combattre, dans la mesure où elle respecte le stéréotype de la femme sentimentale et fragile. Examiné de plus près, ce stéréotype résiste mal : les femmes qui emplissent la littérature de l'époque de leurs soupirs d'amour sont des personnages forts et lucides ; elles connaissent bien la valeur de ce qu'elles veulent. Lorsqu'elles rencontrent l'amour, elles s'épanouissent enfin, tout en occupant une place très importante auprès de leurs aimés quand ceux-ci incarnent un modèle d'hommes amoureux de leurs femmes.

La revendication d'amour ne relève jamais, comme on pourrait facilement le penser, d'un sentimentalisme vide de sens.

## BIBLIOGRAPHIE

### JOURNAUX :

*A Cigarra*, 1920-1929  
*Renançença*, 1923  
*Revista Feminina*, 1920-1929

### OUVRAGES LITTÉRAIRES :

ALMEIDA, Julia Lopes de. *A Família Medeiros*, Rio de Janeiro, Cia. Editora Fluminense, 1892.  
 ALMEIDA, Julia Lopes de. *Correio da roça*, Rio de Janeiro, Francisco Alves & Cia., 1913.  
 ALMEIDA, Julia Lopes de. *A Isca*, Rio de Janeiro, Editora Livraria Leite Ribeiro, 1922.  
 ANDRADE, Mario de. *Amar, verbo intransitivo*, Belo Horizonte, Itatiaia, 1986 (1927).  
 ANDRADE, Mario de. *Os Contos de Belazarte*, São Paulo/Belo Horizonte, Martins Fontes/Itatiaia, 1980 (1934).  
 BERTHA, Albertina. *Exaltação*, Rio de Janeiro, Jacyntho Ribeiro dos Santos Editor, 1931 (1916).  
 BERTHA, Albertina. *Voleta*, Rio de Janeiro, Jacyntho Ribeiro dos Santos Editor, 1926.

- Mme Chrysanthème [pseud. Cecilia Moncorvo Bandeira de Melo Rebelo de Vasconcelos]. *Enervadas*, Rio de Janeiro, Editora-Livraria Leite Ribeiro, 1922.
- COBRA, Ercilia Nogueira. *Virgindade inutil e anti-higiênica - novela libelística contra a sensualidade egoísta dos homens*, 1932.
- DOLORES, Carmen. *A Luta*, Rio de Janeiro/Paris, Livraria Garnier Irmãos, 1911.
- MACHADO, Antônio de Alcântara. *Bras, Bexiga e Barra-Funda*, São Paulo, Livraria Martins, 1944 (1928).
- MEDEIROS E ALBUQUERQUE, Marta, Rio de Janeiro, Livraria Francisco Alves, 1922 (1920).
- MOURA, Maria Lacerda de. *Amal... e não vos multipliqueis*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1932.
- MOURA, Maria Lacerda de. *A Mulher é uma degenerada*, Rio de Janeiro, Civilização Brasileira, 1932 (1924).
- PICCHIA, Menotti del. *Flama e argila*, São Paulo, Livraria Martins, 1958 (1920).
- PICCHIA, Menotti del. *Lais*, São Paulo, Livraria Martins, 1958 (1921).
- PICCHIA, Menotti del. *A Mulher que pecou*, São Paulo, Livraria Martins, 1958 (1922).
- PICCHIA, Menotti del. "Um Homem" & "Um Drama". In : *Flama e argila*, São Paulo, Livraria Martins, 1958 (1920).
- PICCHIA, Menotti del. "O Disco". In : *O Homem e a morte*, São Paulo, Livraria Martins, 1958 (1922).
- SILVA, Julio César da. *Arte de amar*, São Paulo, Monteiro Lobato & Cia. Editores, 1924.
- VILLARES, Laura. *Vertigem*, São Paulo, Casa Editora Antonio Tisi, 1926.
- VILLARES, Laura. *Extasis*, São Paulo, São Paulo Editora Ltda., 1927.

#### BIBLIOGRAPHIE CONTEMPORAINE

- BESSE, Susan K. *Freedom and bondage : the impact of capitalism in women in São Paulo, Brazil, 1917-1937*, Thèse de Doctorat, Faculty of the Graduate School of Yale University, 1983.
- BESSE, Susan K. "Crimes of passion : the campaign against wife killing in Brazil, 1910-1940". In : *Journal of Social History*, vol.22, n°4, été 1989, pp. 653-666.
- CORREA, Mariza. *Os Crimes da paixão*, São Paulo, Brasiliense, 1981.
- CORREA, Mariza. "Repensando a família patriarcal brasileira". In : *Cadernos de pesquisa*, São Paulo, n°37, mai 1981, pp. 5-16.
- DAUPHIN, Cécile, FARGE, Arlette, FRAISSE, Geneviève et alii. "Culture et pouvoir des femmes : essai d'historiographie". In : *Annales*, 41ème année, n°2, mars-avril 1986, pp. 271-293.
- DIAS, Maria Odila Leite da Silva. *Quotidiano e poder em São Paulo no século XIX*, São Paulo, Brasiliense, 1984.
- DIAS, Maria Odila Leite da Silva. "Mulheres sem história". In : *Revista de História*, Université de São Paulo, n°114, janvier-juin 1983, pp. 31-45.
- DIAS, Maria Odila Leite da Silva. "Teoria e método dos estudos feministas : perspectiva histórica e hermenêutica do cotidiano". In : COSTA, Albertina de Oliveira et BRUSCHINI, Cristina (dir.). *Uma questão de gênero*, Rio de Janeiro/São Paulo, FCC, 1992, pp. 39-53.
- KELLY-GADOL, Joan. "The Social relation of the sexes : methodological implications of women's history". In : *Signs*, vol.1, n°4, 1976, pp. 809-823.
- NAZZARI, Muriel. *Disappearance of the dowry - women, families and social change in*

- São Paulo, Brazil (1600-1900)*, Stanford, California, Stanford University Press, 1991.
- PERROT, Michelle. "Les femmes, le pouvoir, l'histoire". In : PERROT, Michelle (dir.). *Une Histoire des femmes est-elle possible?*, Marseille/Paris, Rivages, 1984, pp. 205-222.
- PISCITELLI, Adriana Gracia. "Historias que as historias de amor contam : mulheres, rebeldia e casamento". In : COSTA, Albertina de Oliveira et BRUSCHINI, Cristina (dir.). *Rebeldia e submissão : estudos de condição feminina*, São Paulo, FCC, 1989, pp. 121-142.
- SCOTT, Joan W. "Genre : une catégorie utile d'analyse historique". In : *Les Cahiers du Grif*, Paris, Editions Tierce, n°37-38, printemps 1988, pp. 125-153.
- SOUZA, Antonio Candido Mello e. "The brazilian family". In : SMITH, L. et MARCHANT, A. *Brazil, portrait of half a continent*, New York, The Driden Press, 1951.
- SOUZA, Maria Cecilia Cortez Christiano de. *Crise familiar e contexto social - São Paulo 1890-1923*, Thèse de Doctorat, Faculté d'Education de l'Université de São Paulo, 1989.
- TRIGO, Maria Helena B. "Amor e casamento no século XX". In : D'INCÃO, Maria Angela (dir.). *Amor e familia no Brasil*, São Paulo, Contexto, 1989, pp. 88-94.

NOTES

<sup>1</sup>Menotti del Picchia, *Flama e argila*, p.95.

<sup>2</sup>*Disappearance of the dowry*, notamment la partie III.

<sup>3</sup>Voir, par exemple, l'étude de Maria Cecilia C. Christiano de Souza sur les procès de divorce à Sao Paulo. Selon cet auteur, lorsque les femmes utilisent l'argument de la coercition pour justifier leur demande de divorce, les témoins se rangent en deux camps égaux : ceux qui affirment avoir pris le parti de la jeune fille auprès du père, dans le but d'éviter l'imposition du mariage, et ceux qui nient qu'il y ait eu coercition, sans pour autant défendre le droit parental à ce type de décision. *Crise familiar e contexto social - São Paulo 1890-1923*, p.126.

<sup>4</sup>Cf., à ce sujet, Muriel Nazzari, *op. cit.*

<sup>5</sup>Julio César da Silva publie, en 1924, un recueil de poèmes intitulé *Arte de amar* ("Art d'aimer"), encensé dans les pages d'*A Cigarra*. Le journal conseille aux femmes l'ouvrage comme guide pour leur vie amoureuse. Dans quelques poèmes, l'auteur conseille explicitement à ses lectrices de suivre cette logique et de ne jamais renoncer à un prétendant, sous peine de rester célibataires.

<sup>6</sup>Cf. "O Bezouro e a Rosa" et "Jaburu malandro", nouvelles d'*Os Contos de Belazarte*.

<sup>7</sup>*Amar, verbo intransitivo*.

<sup>8</sup>*Extasis*.

<sup>9</sup>*Idem*, pp. 157-158.

<sup>10</sup>Représentée, à Sao Paulo, par la *Revista Feminina*.

<sup>11</sup>Celle-ci est abolie en 1888.

<sup>12</sup>*A Família Medeiros*, pp. 98-99.

<sup>13</sup>*Exaltação*, p.45.

<sup>14</sup>*Idem*, p.255.

<sup>15</sup>Nicolau Sevcenko souligne la violence de cette urbanisation qui s'est faite dans une très courte période d'à peu près deux générations. "A part une minorité non représentative qui jouissait du rare plaisir des voyages internationaux, la grande masse de la population ignorait entièrement l'expérience de vivre dans une métropole, jusqu'au moment où elle s'est retrouvée, à l'improviste, intégrée à l'une d'elles." In : *Orfeu extatico na metropole : Sao Paulo*,

*sociedade e cultura nos frementes anos 20*, p.40. En effet, Sao Paulo compte, en 1890, 64.934 habitants ; dix ans après, témoignant d'une vraie explosion, la population de la ville atteint 239.820 habitants et, en 1920, on compte déjà 579.033 habitants.

<sup>16</sup>*Revista Feminina*, août 1920, "Le Bonheur au foyer". Voir aussi, à ce sujet, dans le même journal, les exemplaires de mai et décembre 1921 ; décembre 1924 ("Décatalogue de la femme") ; septembre 1928 ; mai et décembre 1929, etc.

<sup>17</sup>Grâce aux recherches de Maria Cecilia C. Christiano Souza sur les procès de divorce (*op. cit.*). Cf. notamment pp. 32-33 ; 42 ; 169.

<sup>18</sup>Ce qui est souvent le cas puisque les témoignages des domestiques ne sont jamais pris en compte et que les membres de la famille refusent de déclarer avoir assisté à des scènes de violence (suivant les codes de sociabilité en vigueur, ces scènes sont intimes, n'atteignant pas, dans la plupart des cas, le prestige de la famille). *Idem*, pp. 178-179.

<sup>19</sup>Les romans et les nouvelles de Menotti del Picchia donnent de nombreux exemples de crimes passionnels. Cf., à titre d'exemple, *A mulher que pecou, Flama e argila*, "Um Drama", "Um Homem".

<sup>20</sup>Personnages respectivement d'*Extasis*, de Laura Villares et de "A Isca", de Julia Lopes de Almeida.

<sup>21</sup>Personnages respectivement d'*Exaltação*, de Voleta, romans d'Albertina Bertha ; d'*Enervadas*, de Mme Chrysanthème ; et de "O Disco", de Menotti del Picchia.

<sup>22</sup>Dans *A Família Medeiros*, de Julia Lopes de Almeida.

<sup>23</sup>Dans *Exaltação*, d'Albertina Bertha.

<sup>24</sup>De Julia Lopes de Almeida.

<sup>25</sup>Mari de Isa, dans *Extasis*, de Laura Villares.

<sup>26</sup>Isa et Antonio de Souza (*Extasis*, de Laura Villares) ; Luz et José Alvarenga (*Vertigem*, du même auteur) ; Isabel Maria et Juvêncio Teles de Mendonça ("A Isca", de Julia Lopes de Almeida) ; Marta et Leopoldo Bastos (*Marta*, de Medeiros e Albuquerque) ; Marta et Seixas Gomes (*Idem*) ; Eva et Gabriel Medeiros (*A Família Medeiros*, de Julia Lopes de Almeida) ; Julia et Claudio Bastos (*A Cigarra*, second numéro de novembre 1924 à second numéro de janvier 1925, "Melindrosa!"), feuilleton de Vera de Lucena).

<sup>27</sup>Le père de Lucia (personnage d'*Enervadas*, de Mme Chrysanthème) la retire même de l'internat où sa mère l'avait mise.

<sup>28</sup>Cf. l'article de l'auteur, "Amor e casamento no século XX".

<sup>29</sup>Protagoniste de *Vertigem*, de Laura Villares.

<sup>30</sup>Protagoniste d'*A Luta*, de Carmen Dolores.

<sup>31</sup>Dans la presse féminine, *A Cigarra* fournit les exemples les plus significatifs : "Tante Lulu", feuilleton écrit par Mario de Alencar, membre de l'Académie Brésilienne des Lettres et paru entre avril 1925 et mai de l'année suivante. Comptant seize chapitres, c'est le feuilleton le plus long publié par le magazine pendant la décennie. Voir aussi le premier numéro de mai 1925 ("Tante Angélica") et le premier numéro d'avril 1929 ("La Plus folle de toutes"). Claudia, protagoniste de *Virgindade inutil e anti-higiênica* (Ercilia Nogueira Cobra), s'exprime de façon très négative face à la possibilité de rester célibataire : "Mais être vieille fille est mille fois plus triste qu'être prostituée! De deux maux, autant choisir le moindre. Au moins, en tant que prostituée, elle vivait." (*Op. cit.*, p. 79). Isabel, personnage de "A Isca" (Julia Lopes de Almeida), héberge aussi une tante, utile parce qu'elle s'occupe du bébé, mais qui ne reçoit aucune compensation, ni matérielle ni affective, pour tout son dévouement pour sa soeur, son beau-frère et sa nièce. Maria Lacerda de Moura impute le ridicule des célibataires au sacrifice inutile qu'elles font de leur propre vie : "De toutes les hypothèses, [la célibataire] est la plus déprimante et la plus sottise - par la naïveté, par l'ignorance, par l'idiotie avec laquelle elle se sacrifie inutilement..." (*Amai... e nao vos multipliquis*, p.143).

*RÉSUMÉ - RESUMEN*  
*ABSTRACT*

Les transformations sociales des années 1920 font apparaître dans la société pauliste de nouvelles valeurs attachées au mariage, que l'article analyse au travers d'un corpus littéraire. Les unions arrangées et la pratique de la dot reculent au profit des sentiments. Toutefois, les modèles de comportement assurent dans le couple la reproduction des rapports de pouvoir et l'inégalité des rôles respectifs de l'homme et de la femme. Cette dernière continue à voir son identité sociale déterminée par le mariage.

\*\*\*

Social transformations in the 1920s show new values attached to marriage in the paulist society, which the article analyses through a literary corpus. Matchmaking and dowry practice regress for the benefit of feelings. Behaviour

models, however, maintain the reproduction of power relations in the couple and the inequality of man and woman's respective roles. So far, female identity is still determined by marriage.

\*\*\*

Las transformaciones de los años 1920 provocan en la sociedad paulista nuevos valores relacionados con el matrimonio, que el artículo analiza a través de textos literarios.

Las uniones "arregladas" y la práctica de la dote disminuyen en favor de los sentimientos. Sin embargo, los modelos de comportamiento continúan asegurando en la pareja la reproducción de relaciones de poder y de desigualdad en los roles masculino y femenino. La identidad social de la mujer sigue siendo determinada por el matrimonio.

# *D O S S I E R*

## CENTRES-VILLES, CENTRALITÉ, DÉCENTRALISATION EN AMÉRIQUE LATINE

Coordonné par  
BERNARD BRET

ANNE COLLIN DELAUDAUD

PATRICE MELÉ

PATRICIO LARRAIN

HENRI COING

NICOLE CHAMBRON  
LUIS DE LA TORRE

# CENTRES-VILLES, CENTRALITÉ, DÉCENTRALISATION

---

BERNARD BRET\*

La question urbaine reste aujourd'hui brûlante en Amérique latine, où une forte majorité de la population est citadine et où une proportion sans doute excessive se concentre dans des métropoles multimillionnaires.

Que ces agglomérations soient devenues des systèmes complexes, et donc fragiles, est une évidence. S'y affrontent des acteurs socio-politiques dont les intérêts divergent sur bien des points et qui peuvent contester le pacte qui les réunit lorsque, faute d'argent, l'État-Providence faillit à sa mission redistributrice. La crise urbaine est alors perceptible. Les dysfonctionnements qui surviennent dans les services publics en sont les manifestations les plus évidentes et plaident pour une révision de leur gestion. Certains observateurs, ils sont la majorité, voient une issue possible dans le retrait de l'État et la privatisation. L'insolvabilité de l'État vaut-elle pour autant démonstration que les usagers soient solvables et que les mécanismes de marché, par exemple la vérité des prix et la rentabilité, puissent être introduits sans risque de déchirure sociale majeure ?

Réalité humaine, une ville est d'abord une réalité physique, un territoire et un bâti. Et, si la question urbaine devient chaque jour davantage une question sociale, intervenir sur l'espace urbain traduit bien une vision de la société et un projet politique. On sait que les villes figurent parmi les pièces les plus "parlantes" de l'ordre colonial dans l'héritage laissé par les Espagnols sur le nouveau continent. Anne Collin Delavaud montre bien comment les centres-villes actuels portent les marques du Pouvoir imposé au XVI<sup>e</sup> siècle, quand furent concentrés autour de la Plaza Mayor les bâtiments officiels, civils et religieux, symbolisant la nouvelle souveraineté. Le damier qui était la ville allait devenir le centre, quand, aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles, la croissance urbaine fit s'étendre sur de vastes superficies les quartiers périphériques. Ce centre a subi la taudification.

\* Université de Paris-Val de Marne (Paris XII) et CREDAL-CNRS.

L'aménagement du centre-ville compte, par conséquent, parmi les problèmes les plus aigus à résoudre. Problème qui se décline sur au moins trois versions. Il y a d'abord la question de la mise en valeur du patrimoine historique, ce qu'analyse Patrice Melé sur le cas mexicain : une politique active de sauvegarde protège les monuments situés dans des périmètres centraux dont l'image doit être améliorée. Il y a ensuite la question du rôle que joue le centre-ville dans l'organisme urbain et au-delà, dans le territoire national. Les fonctions "centrales" restent-elles dans le centre-ville, alors que des nouveaux espaces de centralité naissent ailleurs et viennent le concurrencer ? Il y a enfin la question du contenu social : la valorisation du centre-ville est-elle une menace pour les citoyens de condition modeste, par un effet d'expulsion hors d'un cadre urbain qui prend de la valeur et qui n'est plus pour eux ? On peut voir alors les tenants du moins d'État, qu'ils se réclament du libéralisme ou d'un "néolibéralisme", confier aux pouvoirs publics le soin de "nettoyer" les espaces centraux. Comme l'étudie Patricio Larrain à Santiago du Chili, la ségrégation socio-spatiale s'en trouve aggravée : certains quartiers, en l'occurrence ici le centre, sont confisqués par les citoyens aisés, et les contrastes se creusent entre les espaces riches et les espaces pauvres.

Si les oppositions sociales n'y sont pas toujours aussi violentes, les villes latino-américaines, demeurent des lieux où la concentration de l'activité économique va de pair avec la concentration, à côté des catégories privilégiées, de nombreuses populations pauvres. Ces dernières avaient pu trouver dans l'État-Providence les consommations gratuites qui leur rendaient la vie moins dure. Que cette fonction redistributrice de l'État se soit inscrite dans la tradition clientéliste et ait constitué un outil de pouvoir aux mains des gouvernants ne change rien au coût social lourd qu'entraîne le vent du libéralisme, des privatisations et de la vérité des prix.

Henri Coing en propose une analyse détaillée au Venezuela, où l'habitude de la rente pétrolière avait entretenu un laxisme généralisé dans la gestion des services publics et où se trouve particulièrement délicat l'arbitrage entre le nécessaire équilibre financier et la non moins nécessaire fourniture des services publics de base aux populations sans ressource.

Il n'est donc pas exagéré de parler de crise urbaine, comme le dit Luis de la Torre au sujet de Bogota. Crise financière qui est aussi une crise sociale, et qui ne peut manquer d'être du même coup, une crise politique. Sa solution ne saurait donc se satisfaire des simples techniques de gestion. Elle relève du champ politique. La décentralisation à l'échelle infra-municipale peut en être le cadre, dans la mesure où il ne s'agit pas simplement de trouver un habillage habile à l'imposition de la pénurie, mais où la participation directe des habitants à la définition de leurs besoins et à la fixation des priorités recouvre une volonté de démocratisation.

# L'HÉRITAGE COLONIAL ET LES PROBLÈMES D'AMÉNAGEMENT DES CENTRE-VILLES

---

ANNE COLLIN DELAUAUD\*

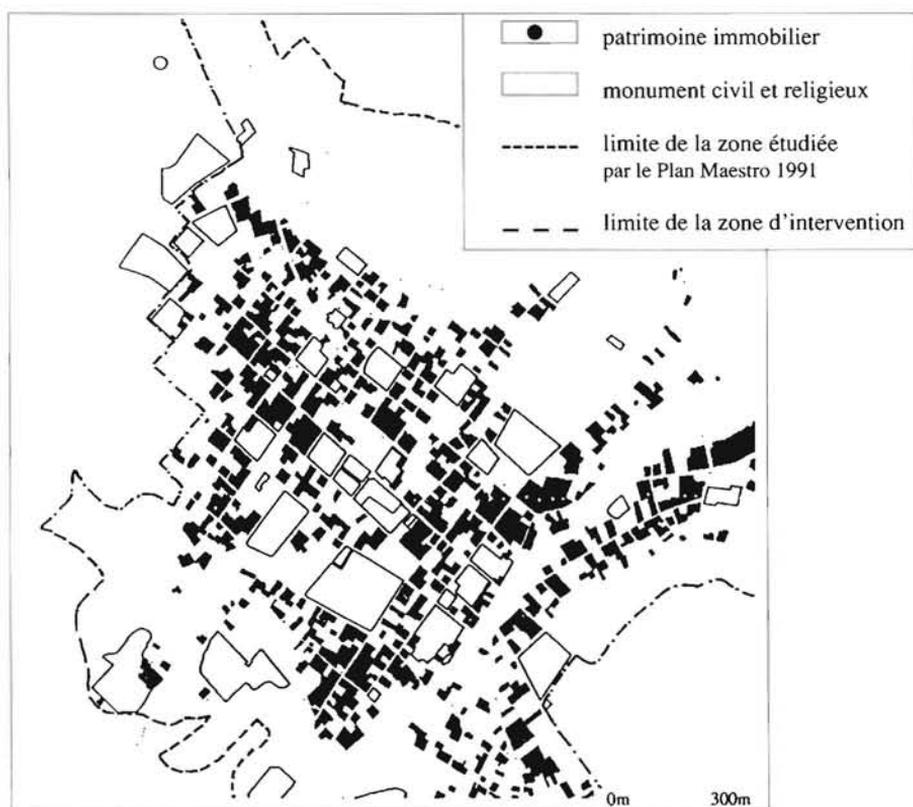
Aucun espace urbain n'est autant imprégné d'histoire que le centre-ville où chaque époque a laissé ses marques<sup>1</sup>. En Amérique hispanique depuis cinq siècles, cette continuité est remarquable à travers plusieurs composantes de ces lieux privilégiés de la relation fonctionnelle entre l'homme et l'espace. La ville du XVI<sup>e</sup> siècle est encore bien présente dans la plupart des cités latino-américaines par plusieurs de ses aspects comme le tracé de ses rues ou la présence de monuments civils et religieux. L'évolution contemporaine a, en dépit de récents efforts de sauvegarde, accéléré le processus de transformation, de rénovation et de modernisation autant par l'architecture que par des activités nouvelles impliquant d'autres organisations de l'espace. Comment les hommes d'aujourd'hui adaptent-ils cet espace hérité à leurs besoins actuels ? Pour certaines villes, cette question dépasse les seuls citadins concernés car de plus en plus, c'est toute la communauté nationale voire même internationale qui est soucieuse du maintien du passé<sup>2</sup>. Comprendre les aménagements d'aujourd'hui suppose une connaissance de cette superposition de formes urbaines à travers cinq siècles.

## PERMANENCE DE L'ESPACE CENTRAL

Que la ville coloniale soit une création ou qu'elle se soit implantée sur la ville indigène, la continuité spatiale est remarquable à travers les siècles. La superposition d'espace fut totale à Mexico et au Cuzco où les églises ont été construites sur des temples précolombiens. La ville coloniale a peu grandi et a surtout comblé les vides du damier prévu beaucoup trop grand dès le premier tracé : n'enregistrant qu'une faible croissance démographique et subissant même des reculs liés à des épidémies

\*Professeur à l'Institut des hautes études sur l'Amérique latine de l'Université de la Sorbonne nouvelle (Paris III)

## Patrimoine du centre historique de Quito



source : d'après Plan Distrito Metropolitano. Quito Actual. Atlas del Centro Historico fase 1-1991

### Les continuités du XVI<sup>e</sup> à la fin du XX<sup>e</sup> siècle

- 1- Respect du plan en damier
- 2- Conservation du plan de la maison "coloniale"
- 3- Monuments civils et religieux sur de vastes espaces
- 4- Continuité de la lutte contre les contraintes du milieu naturel
- 5- Maintien de la centralité urbaine
- 7- Restauration et réhabilitation

ou à des catastrophes naturelles, la ville de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle a pratiquement la même surface que celle du XVI<sup>e</sup> siècle. Font exception certaines d'entre elles, bouleversées par l'arrivée de migrants européens et l'apparition des activités nouvelles. Les premiers développements sont toutefois peu ségrégatifs.

Le fonctionnement de la ville évoluera à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle sous l'influence des idées hygiénistes et des premières extensions péri-centrales. Peu à peu, avec le tramway, puis le chemin de fer, les limites urbaines reculent et des quartiers s'individualisent. Le marché est déplacé de la place centrale pour occuper un bâtiment en dur à l'écart, l'hôpital et les cimetières rejetés en périphérie. Les premiers jardins publics et les grandes avenues sont aménagés. Aux marges du plan en damier ancien le chemin de fer permet l'extension des lotissements : il "libère" la ville qui suit les rails, parfois même les devance.

Deux facteurs modifient alors profondément l'organisation spatiale centrale :  
— d'une part, la croissance démographique entraîne le doublement du nombre des citadins en moins de 20 ans pour certaines villes dans les années 1880-1920, pour d'autres dans les décennies 1930 à 1950. Les migrations rurales (1930-1970) ne feront qu'aggraver cette situation.

— d'autre part, le fait que des familles aisées quittent les demeures anciennes et peu adaptées du centre pour s'installer dans des maisons plus modernes entourées de jardins. Cette recherche de confort s'ajoute à la demande de logement des nouveaux citadins. La ville du milieu du XIX<sup>e</sup> ne peut y répondre : elle s'étend, et cette extension provoque une diminution des densités urbaines.

L'apparition de nouveaux quartiers au début du XX<sup>e</sup> permet d'identifier clairement pour la première fois la notion de centre-ville par rapport à la périphérie. En fonction de la dynamique urbaine, ce centre-ville se consolide sur place ou connaît un léger déplacement de certaines activités en direction d'espaces voisins plus adéquats, principalement vers les premiers quartiers aisés. Peu à peu, apparaît donc la notion de centre historique pour désigner cet espace hérité qui selon les cas se distingue ou se confond avec le centre-ville. Le centre historique actuel de Mexico couvre plus de neuf kilomètres carrés, c'est-à-dire la ville de la deuxième moitié du XIX<sup>e</sup>. Espace de centralité pendant plusieurs siècles, le centre historique perd depuis le début du siècle, parfois même seulement depuis une cinquantaine d'année une partie de ses fonctions centrales, mais, bien des fonctions urbaines du XVI<sup>e</sup> siècle subsistent malgré les transformations du paysage urbain. Les villes moyennes, elles, n'ont souvent qu'un seul centre dans la mesure où leur centre historique accueille les fonctions d'affaires du CBD. La disparition du centre historique à Managua à la suite du tremblement de terre ou le déclin du cœur initial de Mexicali posent des problèmes inédits : peut-on vivre dans une ville qui n'a pas de centre-ville, qui a perdu son centre historique ou qui laisse mourir son centre sans en rebâtir un autre ?

#### Plan en damier et places

Le plan en damier est toujours là. A part quelques uns d'entre eux malmenés par la spéculation foncière ou les méfaits d'un séisme (Managua), le tracé orthogonal hérité franchira l'an 2000 facilement grâce aux mesures récentes de protection.

Procédé rapide de division de l'espace qui donnait une satisfaction immédiate aux conquérants espagnols soucieux de créer de nouveaux territoires urbains, le tracé orthogonal se remplit sans grande modification jusqu'au XXe siècle et permet l'extension du tissu urbain par le seul prolongement des rues.

L'organisation autour de la place principale de tous les éléments de la centralité assure une similitude retrouvée à travers tout le continent, quelles que soient la latitude et l'altitude, que l'implantation soit en territoire vide ou en zone indigène.

Les instructions royales sont exécutées<sup>3</sup> mais elles n'ont été précises que lorsque tout était en place. "Le modèle de ville, écrit J. Hardoy, ne fut pas une idée élaborée en Espagne et transplantée en Amérique. Il fut le produit d'un perfectionnement progressif de certains concepts simples qui furent pour la première fois intégralement utilisés en Amérique. La législation renforça le processus, il ne l'anticipa pas"<sup>4</sup>. La plupart des villes existent lorsque ces lois sont publiées. Elles précisent le choix du site, la division des lots, l'emplacement des édifices et la largeur des rues, le rôle de la place ; mais on n'y trouve aucune indication sur la périphérie, la dimension de la ville, la densité et les infrastructures.

L'observation des plans du XVIe siècle doit inciter à la prudence car les fantaisies dans le dessin des artistes étaient nombreuses. Comment interpréter ce qui ne figurait justement pas dans le tracé espagnol ? L'habitat indigène est souvent absent ou présenté comme irrégulièrement implanté autour de la ville. Mais les plans successifs montrent bien une chose : la ville s'agrandit peu et suit le modèle initial.

Le nombre des villes fortifiées fut limité pour des raisons de coût, les principales oeuvres de défense étant construites seulement près des ports de commerce : La Havane, Carthagène, Vera Cruz, Panama, Portovelo, San Juan de Porto Rico, Santo Domingo, El Callão et Campeche. Les autres ports étaient protégés par des forts isolés. Lima, à seulement six kilomètres de la mer, fut entourée de remparts (1682). Montevideo fondée pourtant tardivement (1776) fut encore protégée par une muraille contre les attaques terrestres des Portugais. Une fois démolis, ces murs laisseront souvent place à des boulevards<sup>5</sup>. Parfois, le damier se prolongeait intégralement de l'autre côté des fortifications, sinon et pendant plusieurs siècles, les villes, dominée par la vie rurale, furent entourées d'espaces ouverts.

Bien que les idées artistiques européennes traversent alors facilement l'Atlantique, on note peu de changement dans le plan des villes américaines. En Europe, l'urbanisme du XVIIIe siècle ouvre de vastes diagonales, crée des repères visuels, des parcs, des places embellies. En Amérique latine, on répète le modèle du XVIe siècle. Quelques rares exceptions : l'aménagement du Zócalo de Mexico à la fin du XVIIIe et l'Alameda. Plus incroyable sera sa répétition lors de la création de dizaines de villes dans les plaines de la Pampa argentine et uruguayenne au XIXe siècle par des immigrants qui n'ont pas connu "la domination de la couronne espagnole" durant les trois siècles précédents ! La rue ou l'avenue en diagonale apparaît comme une innovation ou une audace de la fin du XIXe en particulier dans les deux capitales alors créées à la fin du XIXe siècle, La Plata et Belo Horizonte. A Mendoza, tous les édifices ont été construits après le tremblement de terre qui ravagea la ville en 1861. L'essentiel du centre-ville date de la période comprise entre 1870 et 1911<sup>6</sup>. Si l'architecture est marquée par des apports migratoires récents, les

grandes données du XVII<sup>e</sup> siècle sont restées, même si on a du les rebâtir : le réseau d'eau, le tracé des rues et du parcellaire. Les nouvelles villes pampéennes et uruguayennes créées entre 1840 et 1890 avaient déjà bien avant repris le modèle colonial.

Cette généralisation du plan en damier et de la place facilite la perception immédiate de l'espace urbain pour un latino-américain quel que soit le pays. Cependant, chaque ville est originale grâce à la personnalité de son site, de sa composition urbaine et de ses matériaux. L'absence ou la faiblesse de moyens financiers ou de mécanismes administratifs pour contrôler la croissance est responsable de la confusion urbanistique des villes d'aujourd'hui. Mais, la reproduction permanente de la trame initiale en dépit d'obstacles physiques et des apports d'urbanistes (architectes et ingénieurs) européens est restée une constance. Seuls quelques quartiers résidentiels aisés ont tenté le tracé des rues en courbe à l'américaine. Il faut voir avec quel souci, les quartiers pauvres surgis dans le sable ou dans la boue, sur des pentes et des versants raides, s'appliquent à reproduire le plan en damier coûte que coûte, mais avec de grandes et larges rues destinées à un trafic automobile rêvé par des piétons démunis.

#### La maison "coloniale" reconstruite pendant plusieurs siècles

Dans les guides touristiques, le centre historique est baptisé "ville coloniale" par opposition à la ville moderne<sup>7</sup>. En réalité, les maisons ne sont pas très anciennes car elles ont été refaites fréquemment et aujourd'hui, ce qui paraît ancien n'a souvent qu'un siècle. Rares sont les habitations du XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles. La permanence leur reconstruction sur un même plan et avec les mêmes matériaux est remarquable. Des détails d'architecture permettent au seul spécialiste de les situer dans le temps avec précision, telle la grande maison à rez de chaussée autour d'un ou plusieurs patios organisant la vie d'une famille élargie à l'intérieur de ses murs : la *mansona*. L'ouverture sur la rue pour un petit commerce ou de l'artisanat sera plus tardive.

Le principe de la répétition du modèle de l'habitat à travers les siècles a permis de conserver des compositions urbaines plus ou moins identiques à travers le continent. C'est ce qui est apprécié et protégé aujourd'hui, à condition de faire abstraction des véhicules, des poteaux électriques et des apports architecturaux récents qui ont densifié et enlaidi parfois à l'extrême le tissu urbain central. L'occupation des vieilles *mansonas* par plusieurs familles pauvres et la construction des courées (*conventillos*) sont l'une des premières réponses à la demande de logements des nouveaux venus dans la ville. Le centre historique connaîtra le premier la construction en hauteur, signe de la valorisation du sol en zone centrale et tous les styles architecturaux du XX<sup>e</sup> siècle, signe de modernité.

La plupart des bâtiments sont construits sur la même base parcellaire mise en place au début de la colonie avec une division accentuée mais toujours à partir de l'îlot. Les constructions ont simplement respecté les mesures imposées (hauteur) à la propriété privée. Les opérations de remembrement sont rares. Ainsi, la tour de 32 étages doit s'édifier sur une parcelle qui a avait été attribuée à tel *vecino*

au XVI<sup>e</sup> siècle. L'obligation d'un retrait de deux mètres des façades des nouvelles constructions à Maldonado (Uruguay) casse, en créant une rupture visuelle, le paysage urbain homogène hérité du passé.

Les monuments civils et religieux occupent encore de vastes espaces

Témoins des fonctions politiques et religieuses des périodes passées, les monuments sont encore très nombreux dans l'espace central actuel<sup>8</sup>. Certes, s'ils sont encore là, c'est parce qu'ils étaient mieux construits avec des matériaux nobles comme la pierre, mais aussi parce qu'on les a reconstruit ainsi depuis quatre siècles. L'architecture civile officielle concerne les palais des vice-rois, des gouverneurs, la maison de la Monnaie, la caserne, l'université et les collèges... Bien plus tard, au XIX<sup>e</sup>, apparaîtront des établissements spécialisés du monde des affaires tels que les banques, la gare (1887 à La Havane, 1880 pour San Juan, 1908 pour Quito), la poste centrale, le grand magasin, etc. qui seront le plus souvent construits au début du XX<sup>e</sup> siècle<sup>9</sup> dans le centre, ce dernier constituant alors toute la ville.

Les monuments religieux très nombreux au XVI<sup>e</sup> sont presque tous présents à la fin du XX<sup>e</sup>. Ils occupent comme autrefois de vastes espaces urbains au cœur même de la vieille ville : des *manzanas* entières parfois quatre à San Francisco de Lima, ou près de trois hectares à San Francisco de Quito. Outre la cathédrale et les églises paroissiales, il s'agit des couvents avec leurs églises et chapelles : véritable cité dans la ville. L'idéal classique de la "cité céleste" a trouvé outre atlantique son application presque parfaite. Une petite ville comme Quito de moins de cinq milles aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles compte huit couvents énormes avec leurs églises et cloîtres, une cathédrale et cinq églises paroissiales. Pouvait-on dans ces conditions, échapper à une vie religieuse qui marquait d'ailleurs les jours de l'années par ses fêtes et ses obligations.

Le plan et l'architecture du couvent sont également répétitifs car la société religieuse a ses contraintes et ses règles elles-mêmes répétitives. Les grandes réformes qui traverseront les ordres religieux ne les modifieront pas vraiment. Des couvents seront construits à l'écart, (*recoletas*) pour retrouver la tranquillité monastique. Les architectes souvent européens, originaires non seulement d'Espagne, mais aussi d'Allemagne, d'Italie, de Hollande, de Belgique répéteront le modèle de couvent andalou et apporteront leur originalité dans la décoration sculptée et peinte. La vie interne autour de la cour intérieure (*patio*, cloître) avec ou sans galerie couverte est une similitude architecturale des maisons, des couvents et des édifices administratifs civils à travers les pays et les siècles.

Il faut quarante, cinquante voire cent ans pour construire ces couvents. Aussi, verra-t-on sur des monuments sobres et assez massifs pour résister aux séismes, des éléments décoratifs de style postérieur, souvent des XVII<sup>e</sup> et du XVIII<sup>e</sup> siècles. Façades et portails, tours et coupes, retables et plafonds recevront une profusion décorative caractéristique du baroque. Les artistes nationaux influencés par des artistes européens profiteront de la mise en valeur des haciendas par les ordres religieux pour tirer les ressources nécessaires pour couvrir de feuille d'or (*pan de oro*) toutes les sculptures, les murs et les plafonds des églises. Pendant quelques décen-

nies, la vie sociale de la ville pénétra un moment à l'intérieur des murs.

Actuellement, certains couvents vivent encore au rythme du passé dans une clôture infranchissable. Seule l'électricité a pu pénétrer ces mondes fermés. Quelques poignées de religieuses vivent dans ces énormes bâtisses et cloîtres au milieu de trésors encore non inventoriés. Dehors, la ville s'active et a augmenté cinquante, cent fois sa superficie et son nombre d'habitants.

Le Mexique offre une situation différente avec les lois de 1856 qui marquent la fin de la concentration des terres urbaines et du patrimoine immobilier par les ordres religieux, libérant ainsi de grandes superficies pour les nouveaux aménagements et la spéculation foncière<sup>10</sup>. Le gouvernement peut donc exproprier les monuments pour les protéger mais, le secteur privé, face à la faiblesse de l'État, a été le grand bénéficiaire de ces mesures radicales.

#### La continuité de la lutte contre les contraintes du milieu naturel

Une préoccupation constante de lutte contre les contraintes naturelles traverse les siècles. En effet, les sites initiaux offrent ce qu'il faut en terrain plat et en eau potable pour une ville de deux à cinq milles habitants et si certaines atteindront vingt à cent milles habitants sans trop de mal, les difficultés sont grandes pour beaucoup de villes moyennes et bien sûr pour les agglomérations millionnaires qui s'étendent dans toutes les directions.

Dès le XVII<sup>e</sup> siècle, les premiers habitants durent lutter contre les inondations, drainer les marécages, construire des canaux et des digues. À Guayaquil, dès le début, il fallut en quelque sorte rendre le site urbain non inondable en aménagement d'immenses terre-pleins. Aujourd'hui, la ville a gagné dans les décennies 1960 et 1970 les zones de mangrove sur l'eau du delta. Quito, découvre que ses anciens ravins (*quebradas*) remblayés pas les premiers habitants posent des problèmes de drainage souterrain et de glissement de sol en pleine ville. Les citadins du XX<sup>e</sup> siècle continuent de remblayer de façon anarchique les ravins des zones périphériques pour gagner du sol urbain.

L'histoire de la ville de Mexico est une série d'événements correspondant à la lutte contre l'eau et à la recherche de l'eau. Fray Andrés de San Miguel intervient après 1631 à Mexico pour trouver une solution technique au *desague*<sup>11</sup>. Les Espagnols n'avaient pas respecté l'équilibre écologique des versants voisins : un déboisement excessif provoqua une érosion et une accumulation de terre entraînant une montée des eaux du fond du bassin. Le pompage contemporain dans la nappe phréatique est une catastrophe annoncée.

Le système de canaux (*acequias*) a été maintenu à Mendoza à travers les rues non plus pour apporter l'eau potable mais pour irriguer les arbres plantées dans chacune des rues de la ville et pour servir de collecteur pluvial. Leur couverture dans le centre-ville facilite la circulation, mais menace la végétation de cette ville-oasis.

Les sociétés modernes ne font pas autre chose aujourd'hui. cinq cents ans de difficultés que les techniques actuelles peuvent résoudre, mais la tâche est immense et coûteuse en raison d'une croissance trop rapide. La mesure des risques commence à entrer dans les réflexions et les règlements, mais peu dans l'application.

La symbolique de la centralité du système colonial est toujours présente

Certes, la place, symbole des pouvoirs, continue de représenter la centralité, même si une partie des fonctions lui échappe désormais. La continuité est cependant très forte. Le centre historique conserve souvent plusieurs éléments de centralité concernant non seulement la ville, mais aussi la région, voire le pays. Cette valeur symbole est très importante car elle justifiera les efforts de valorisation de la fin du XXe siècle. Palais présidentiel, Palais du gouvernement, ministères sont souvent restés dans ce quartier le plus riche en éléments d'identité urbaine.

De nouveaux édifices de centralité sont apparus au tournant des XIXe et XXe siècles modifiant le fonctionnement du centre-ville en le rendant plus complexe sans toutefois modifier l'espace lui-même. Mais c'est plus généralement au milieu de ce siècle que les villes connurent un processus d'extension linéaire du centre avec parfois même la création d'un nouvel espace de centralité sans continuité avec le centre historique (Caracas). Il surgira le plus souvent dans un quartier résidentiel aisé : tel est le cas de l'Avenida Paulista à São Paulo, la Plaza del Sol à Guadalajara, la Zona Dorada à Puebla, la Zona del Valle à Monterrey, le quartier Mariscal Sucre à Quito, ceux de Miraflores et San Isidro à Lima. Enfin, des pôles de centralité se diffusent aussi le long des axes routiers les plus importants (Avenida Arequipa à Miraflores) ou se créent dans certains quartiers dynamiques (Perisur à Mexico).

Malgré tout, le centre-ville se maintient en dépit de la contradiction entre centre populaire qui se dévalorise et persistance d'une fonction symbolique valorisée par les autorités plus pour son prestige que pour son intérêt économique à l'exception du tourisme. Depuis toujours, les pratiques en usage dans le centre se perpétuent. Manifestations religieuses, culturelles ou politiques se déroulent invariablement dans le centre historique. Point fort de la contestation entre les groupes sociaux d'aujourd'hui, le centre attire toujours les défilés vers le palais présidentiel ou municipal.

## UNE SITUATION DIFFICILE AU MILIEU DU XXe SIÈCLE

Tous les centres historiques ont souffert ces dernières décennies des changements survenus à la suite non seulement de la croissance de la ville et de sa population, mais aussi de ses fonctions et d'une succession de constructions trop différentes sur le plan architectural, voire même de la composition urbaine. Les dégradations sont multiples et complexes car très liées les unes aux autres et nécessitent à la fois des interventions subtiles ou globales pour tenter de remédier aux causes. Le constat des dégradations est souvent affligeant.

— une composition architecturale dysharmonieuse

Les vides du damier sont tous remplis et les vieilles demeures ont même été démolies pour laisser place à des édifices en hauteur selon l'architecture de l'époque. Ainsi, dans une même *cuadra* se succèdent une construction de style 1900, une autre de *modern style* 1920, un immeuble de quatre ou cinq étages des années 1950 s'intercalant en dysharmonie totale avec la composition urbaine de la ville dite coloniale (maisons sans étage). Les magasins ouverts sur les façades des vieilles *mansos* changent encore plus vite leur devanture et leur publicité. Mais il n'y a pas qu'un

apport architectural disgracieux, le centre ville connaît depuis plusieurs décennies d'autres dégradations.

— la détérioration sociale

Les maisons abandonnées sont aussitôt récupérées par les catégories sociales moins aisées, puis par les migrants ruraux en quête d'un logement locatif bon marché. Le centre historique devient alors une zone de transition avec ses *conventillos*, ses maisons taudifiées et ses pensions. Ce qui est dramatique, c'est la dégradation des conditions de vie. Dans les villes andines, la population y est en majorité indigène tandis que dans d'autres cités, les gens de couleur y sont également prépondérants. La disqualification de l'habitat est en grande partie responsable de la perte de la population résidente. La Comuna de Santiago, c'est à dire le quartier historique de la capitale du Chili est passée de six cent mille habitants en 1940 à deux cent cinquante mille en 1990. Cas extrême sans doute qui se répète d'une façon moins marquée dans d'autres villes.

— la dégradation de l'habitat

Elle est consécutive à la taudification. La qualité de vie y est désastreuse : l'ancienneté des installations et la densification habitationnelle provoquent la saturation des différents réseaux. La distribution de l'eau, de l'électricité et l'évacuation des eaux usées ne sont plus assurées correctement.

— une concentration excessive de flux

Devenu centre-ville, le centre historique continue d'attirer les flux de personnes et de marchandises car il est trop souvent resté le lieu de rassemblement des camions et des bus intra urbains et inter urbains. Des quatre quarts, des bus, des camions et des voitures circulent dans ces rues faites pour la charrette. Aujourd'hui, on ne cesse d'améliorer l'accès au centre : voies express altérant le réseau en damier, voies rapides sur des rivières canalisées et passerelles surélevées etc. Des foules sortent des bus et des trains pour se déverser dans ces mêmes rues. Du sol, remontent des milliers de voyageurs du métro tandis que des immeubles de plus de dix - vingt étages crachent également de leurs rangées d'ascenseurs des dizaines d'employés dans ces mêmes rues.

— un espace de plus en plus difficile à vivre

Lorsque le centre historique est resté le centre d'affaires, les immeubles ont remplacé les maisons basses sans jamais toucher à la propriété du sol. Toute l'évolution du centre s'est effectuée en liberté totale sous le régime de propriété privée en fonction de parcelles héritées du passé. Une maison d'un étage d'une famille est donc remplacée par une tour de vingt étages abritant quatre-vingts logements. Les maisons en bois du port de Guayaquil ont pratiquement toutes disparu (termites, incendies et spéculation) remplacées par des édifices de toutes tailles. Seul le parcellaire est colonial. Le lieu des affaires y est resté le même à travers les siècles alors que la savane de terre ferme au nord de la ville aurait pu l'accueillir plus

agréablement : on doit donc travailler dans le bruit, la chaleur, la saleté, la circulation et partager les espaces publics avec un secteur informel chaque jour plus envahissant. La rue du XVII<sup>e</sup> siècle est devenue un couloir étroit entre des tours-barrières, insupportable en zone tropicale avec les rejets d'air chaud de tous les climatiseurs, sans parler de la pollution des gaz d'échappement... Il faut y ajouter le bruit des véhicules mais aussi des radios et hauts-parleurs commerciaux, quelques odeurs et ordures, des feux rouges à chaque *cuadra*, l'impossibilité de stationner, une foule trop nombreuse sur des trottoirs trop étroits, quelques marchands ambulants et par dessus tout un peu d'insécurité. Les modifications climatiques sont sérieuses lorsqu'il s'agit d'une ville de montagne comme à La Paz, à 3 850 mètres d'altitude où l'ombre des immeubles provoque une diminution de température de plusieurs degrés. A Buenos Aires, il fait presque tout le temps sombre dans le quartier de Belgrano en raison des tours serrées à l'extrême.

— une perte d'intérêt socio-économique

Ne sont restées dans le centre historique que les entreprises artisanales vétustes, les magasins populaires et les innombrables ateliers. Les affaires ont quitté le centre dès que l'image de marque de celui-ci n'était plus valorisante et qu'il devenait difficile d'accès (problèmes de circulation et de stationnement). Même les immeubles ont perdu de leur valeur au point qu'on les laisse se détériorer sur place. Il suffit de regarder qui est resté pour comprendre que le niveau des affaires est lié à l'image de marque. Avec la crise des années quatre-vingt, les marchés débordent et occupent des rues entières avec une multitude de vendeurs-ambulants.

La force commerciale et artisanale des quartiers centraux de Mexico est si puissante que les différentes politiques d'aménagement mises en place depuis trente ans et même le tremblement de terre de 1985 avec ses destructions n'ont pu en venir à bout. Les commerçants, les ambulants et les artisans occupent toujours les rez de chaussée des immeubles et des maisons aux étages inoccupés depuis le séisme.

— une perte partielle de la centralité du centre historique

La dégradation générale est bien liée à cette perte d'intérêt pour un centre historique ne répondant plus aux besoins d'une dynamique urbaine qui veut se moderniser et qui préfère bâtir ailleurs un nouveau centre d'affaires mieux adapté. Le glissement de la centralité a provoqué l'émergence de nouveaux centres, concurrents de l'ancien au point de capter ses éléments les plus dynamiques. Dans le cas de quelques villes apparaît une bipolarité voire même une pluripolarité comme à Caracas et même à Quito.

La fonction centrale politique est toujours en place dans le centre historique. Le palais présidentiel est bien au coeur de la ville ancienne ainsi que le palais législatif, la municipalité, le tribunal etc. Quelques ministères ont quitté le centre historique profitant d'une période de prospérité pour bâtir des bâtiments modernes sur des espaces plus vastes hors du centre ville (l'immense zone péri centrale de Lima). L'exception reste Montevideo qui, pour profiter d'un superbe bâtiment construit par les militaires pour un ministère, a installé son palais présidentiel hors du centre.

## LES NOUVEAUX ENJEUX

Le centre historique, même s'il n'est pas l'image de marque de la ville, n'en demeure pas moins une partie intégrante. La ville ne peut prospérer tout autour sans tenir compte du centre historique. La population a besoin de lui pour retrouver ses racines anciennes, voire même son identité culturelle. Mais, pendant longtemps, le manque d'intérêt et même de conscience de la dégradation fut plus fort tant de la part des habitants que de l'administration. Seuls quelques intellectuels locaux se sont battus pour attirer l'attention des pouvoirs publics sur la destruction pure et simple du patrimoine historique et sur l'effet néfaste de la spéculation privée. Il faut rappeler que plusieurs faits négatifs ont "sauvé" les centres historiques : le manque de ressources des autorités, la résistance des habitants du quartier capables de susciter de véritables mouvements sociaux urbains (Tepito à Mexico, La Pastora à Caracas), le manque de valeur du foncier, les contraintes réglementaires des édifices enregistrés comme monuments historiques. La rénovation bulldozer n'a pu cependant être toujours stoppée à temps dans des secteurs péri centraux de moindre valeur historique et affective.

Lorsque le changement d'enjeu eut lieu, on s'est trouvé face à plusieurs freins : l'incompétence des administrations locales, une législation mal articulée entre les diverses institutions concernées, le manque de ressources pour une vraie restauration et réhabilitation, enfin le manque d'intérêt du secteur privé et du mécénat. Les risques naturels font reculer les éventuels investisseurs dans le centre de Mexico : des bâtiments près de l'Alameda ne trouvent pas de repreneurs dix ans après le séisme malgré la situation excellente au début de l'Avenida Reforma tant la vulnérabilité est grande (immeubles ébranlés, risque de séisme et effondrement du sous-sol).

Les politiques urbaines précédentes ont eu parfois des effets contradictoires sur le centre-ville, en particulier au cours de certaines dictatures militaires où la notion d'ordre l'emportait sur toute autre considération en matière d'urbanisme tandis que des immeubles imposants en béton affirmaient ça et là la puissance du gouvernement en place. L'éradication par expulsion des foyers d'habitat insalubre a marqué cette époque qui, après avoir chassé les anciens habitants a laissé en place des grands ensembles aussi inhumains que les courées (*conventillos* et taudis).

Mais ce n'est pas seulement pour le goût des vieilles rues et des monuments chez les élites locales ou mondiales que renaît l'intérêt pour le centre historique. Plusieurs facteurs facilitent sa renaissance :

— la montée du tourisme

Mexico reçoit plus de cinq millions et demi de visiteurs et le Brésil deux millions deux cent mille. Tous ne sont pas logés dans des hôtels au bord de la mer. La plupart, surtout les Européens, apprécient les visites des monuments archéologiques et coloniaux et ne manquent pas de parcourir les églises et les rues des centres-ville. Ils se font une idée de la ville et du pays à partir de cette vision initiale du centre de la capitale. Enfin, si leurs hôtels ne sont pas forcément en centre historique, ils s'y promènent, y déjeunent et font des achats. Le monument est devenu objet de consommation, la foule du centre fait partie de l'exotisme recherché.

— la revalorisation de l'espace central et le maintien de son rôle dans la centralité urbaine

La position au coeur de la ville reprend son intérêt lorsque trop de distance sépare les quartiers résidentiels les uns des autres. Mais il y a aussi, la construction d'une identité culturelle reposant sur la continuité du lieu de mémoire et de pouvoir qu'est le centre ancien. La dichotomie centre historique - centre d'affaires signalée par de nombreux auteurs est peut-être désormais remise en question par la valorisation nouvelle qu'apporte la localisation dans le patrimoine ancien. L'épisode douloureux de l'abandon du centre historique s'effacera peu à peu avec les aménagements et les projets en cours. Enfin, un bureau donnant sur un *patio* renoué offre non seulement plus de charme qu'un bureau climatisé du trentième étage d'une tour de verre, mais aussi une identification aux valeurs traditionnelles du passé. Si le centre historique représentait le passé, il s'adapte chaque jour davantage au présent. Son inadaptation n'était que temporaire.

Après quelques interventions de réhabilitation, le centre historique redevient un lieu de consommation culturelle et on assiste au retour de certaines fonctions (culturelles, touristiques, artistiques) et parfois même résidentielles pour certaines catégories sociales. Les artistes sont les premiers à s'être installés à la Candelaria (Bogota). Le maire de Quito a choisi de vivre dans une maison restaurée sur la place principale (Plaza Independencia).

Cette revalorisation s'effectue peu à peu par la remise en valeur de l'identité nationale et municipale qui passe par un centre historique destiné non seulement aux touristes mais à tous. Les espaces publics nombreux dans le centre sont des lieux de vie à forte image urbaine, d'autant plus qu'une grande partie de la population vit dans des quartiers sous équipés. Les flux de transport continuent de converger vers le centre où des milliers de citoyens des périphéries viennent chaque jour participer à la vie de quartier puisque le centre est pas le quartier par excellence de tous les habitants.

— le rôle d'incitation de l'Unesco

Sur les quarante sites déclarés Patrimoine de l'Humanité en 1992 en Amérique latine, qu'ils soit naturels ou culturels, quatorze concernent les centres historiques soit dans leur totalité soit partiellement. Des villes de petite taille ont été sélectionnées dans leur totalité. L'Unesco lance depuis vingt-cinq ans des appels pour que les gouvernements prennent conscience que leur centre-ville présente un intérêt dépassant leur nation comme "Patrimoine culturel de l'Humanité". Celui de Quito est inscrit dès 1974, ceux de San Juan et de La Havane le furent au début des années quatre-vingt.

Liste des centres-villes déclarés "Patrimoine de l'Humanité" (Unesco 1992) :

La Havane	Vieille ville et fortifications
Mexico	Centre historique et Xoximilco
Haïti	Citadelle, Sans Souci et Ramiers
Puebla	Centre historique
Guanajuato	Ville historique

Guatemala	Antigua Guatemala
Cartagena	Port, forteresse et monuments
Quito	Vieille ville
Lima	Ensemble conventuel de San Francisco de Lima
Cuzco	Vieille ville
Potosi	Ville minière
Olinda	Centre historique
Salvador de Bahia	Centre historique
Ouro Preto	Ville historique

— un changement d'orientation dans le traitement du centre-ville

Le traitement du centre-ville est désormais une priorité dans l'image de marque de la ville tout entière. Jusqu'à il y a quelques années, la planification urbaine comportait peu de référence concernant les secteurs centraux. Seules les mesures de préservation des centres historiques ont fait l'objet d'une formulation plus précoce et plus précise comme par exemple au Mexique dès 1972 avec la "Ley federal sobre monumentos y zonas archeologicos artisticos e históricos". Toutefois, là comme ailleurs, l'efficacité de ces mesures dépend de considérations politiques et financières. Cependant, un peu partout, en Amérique Latine, de nouvelles institutions ont surgi apprenant peu à peu le métier de la rénovation, de la réhabilitation et de la restauration. De nouveaux acteurs (municipaux et fédéraux) complètent l'action des premières autorités nationales chargées de tout un pays comme l'Inah au Mexique. Ce pays avait d'ailleurs, dès 1930 réalisé un classement des "zones typiques".

L'intervention en centre historique est complexe et fort coûteuse. Il ne s'agit plus seulement de réparer un monument mais de traiter autour de lui l'ensemble du quartier. Ainsi, trouve-t-on désormais des plans d'aménagement spécifiques pour les quartiers centraux à court, moyen et long termes. La vocation du centre historique n'est pas de devenir un musée, mais de conserver ses orientations multifonctionnelles et les habitants qui l'animent. Les intérêts sont parfois contradictoires, mais la volonté de développer la variété des composantes (tous les édifices même ceux de peu de valeur, les habitants, les flux et les fonctions) de ce quartier est affirmée. Cette complexité retarde les opérations d'aménagement qui ne peuvent s'exercer qu'avec prudence. À Santiago, il est prévu depuis 1990 quelques opérations structurantes limitées, la récupération de deux cents hectares de friches et la révision des règles d'urbanisme trop libérales. Les projets longuement étudiés impliquent obligatoirement comme nulle part ailleurs une démarche d'intégration des habitants du quartier qui dépasse de très loin la simple concertation.

— un appel aux compétences internationales a permis de diffuser un savoir faire mis en commun à travers le monde grâce à Icomos, un programme d'assistance technique et financière auprès des organismes internationaux (BID, Pnud, Unesco, Fonds du Patrimoine mondial etc.). Ces interventions facilitent la répartition des tâches entre les institutions nationales et les donateurs internationaux. Par exemple à Quito, le Gouvernement belge restaure depuis de nombreuses années le couvent de Santo Domingo, la Fondation Getty et la Banque centrale de l'Équateur le couvent

de la Merced, et le gouvernement d'Espagne, à travers l'Agence de coopération espagnole, le couvent de San Francisco. De véritables ateliers créés à partir d'écoles de formation d'apprentis et d'artistes spécialisés redonnent leur éclat, aux jardins, coupes, sculptures, dorures et peintures du baroque quiténien. Les séismes de 1985 à Mexico et celui de 1987 à Quito ont révélé l'état d'abandon des monuments et des habitats centraux. Ces catastrophes ont déclenché une accélération des mesures prises auparavant. Elles ont permis aux autorités d'exproprier mille deux cent dix-neuf parcelles du centre historique de Mexico et d'acheter à bas prix des maisons dévalorisées à Quito.

Toujours présents dans la trame et la composition urbaine, les centres historiques constituent toujours et souvent de plus en plus l'âme de la ville pour la majorité des citoyens. Lui redonner une bonne image de marque, c'est non seulement favoriser les activités qui s'y trouvent mais c'est recréer une identité urbaine plus forte, indispensable aux citoyens de plus en plus nombreux. L'internationalisation de la prise de conscience, de l'action et des compétences a favorisé les actions locales sur des lieux chargés d'histoire et de dynamisme contemporain marqué par la course contre la montre entre les spéculateurs et les défenseurs du patrimoine.

## NOTES

<sup>1</sup> Cette approche a été préparée dans le cadre d'une problématique liée au Cinquième Centenaire en 1992.

<sup>2</sup> Dans cette étude, il sera question des villes qui ont pu garder totalement ou partiellement leur centre historique.

<sup>3</sup> Las "Ordenanzas de Descubrimiento y Poblacion" de 1573 étaient basées sur les instructions de la Couronne données aux Conquistadores. Elles donnèrent lieu à des lois éditées pour la première fois en 1681 dans la "Recopilación de Leyes de los Reinos de las Indias".

<sup>4</sup> J. E. Hardoy, "La forma de las ciudades coloniales en la América española". Madrid 1973/1974, *Revista de Indias* n° 131-138.

<sup>5</sup> L'autorisation de démolition date de 1863 pour La Havane, 1897 pour San Juan.

<sup>6</sup> R. Ponte: *Mendoza, ciudad de barro*. Mendoza.

<sup>7</sup> Ciudad Vieja à Montevideo.

<sup>8</sup> La comparaison entre les premiers inventaires des monuments classés et ceux plus récents ont, au Mexique, malheureusement montré des disparitions trop nombreuses.

<sup>9</sup> Il suffit de regarder l'architecture 1900 de ces édifices publics qui sont tous plus volumineux que les maisons de type colonial.

<sup>10</sup> P. Mélé : *Dynamique des centres, politiques urbaines et systèmes d'acteurs locaux. centralité et espace urbain au Mexique*. CNRS.

<sup>11</sup> G. Barbé : *Fray Andres de San Miguel (1577-1562) architecte de la Nouvelle Espagne et le Desague de Mexico ; la ville en Amérique espagnole coloniale*. Publications de la Sorbonne nouvelle (Paris III).

*RÉSUMÉ - RESUMEN*  
*ABSTRACT*

Les centres-villes historiques en Amérique latine correspondent aux villes dans leurs délimitations initiales du XVI<sup>e</sup> siècle. C'est au XIX<sup>e</sup> siècle seulement qu'une croissance urbaine accélérée, appuyée par une révolution des transports a entraîné un étalement du tissu urbain et, du même coup, l'individualisation du centre en tant que tel. Y demeurent le plan en damier, la Plaza Mayor, des bâtiments civils et religieux de l'époque coloniale, et aussi une symbolique du Pouvoir, même si de nouveaux espaces de centralité lui font aujourd'hui concurrence. La taudification et la surcharge de ces centres historiques posent le problème de leur réhabilitation.

\*\*\*

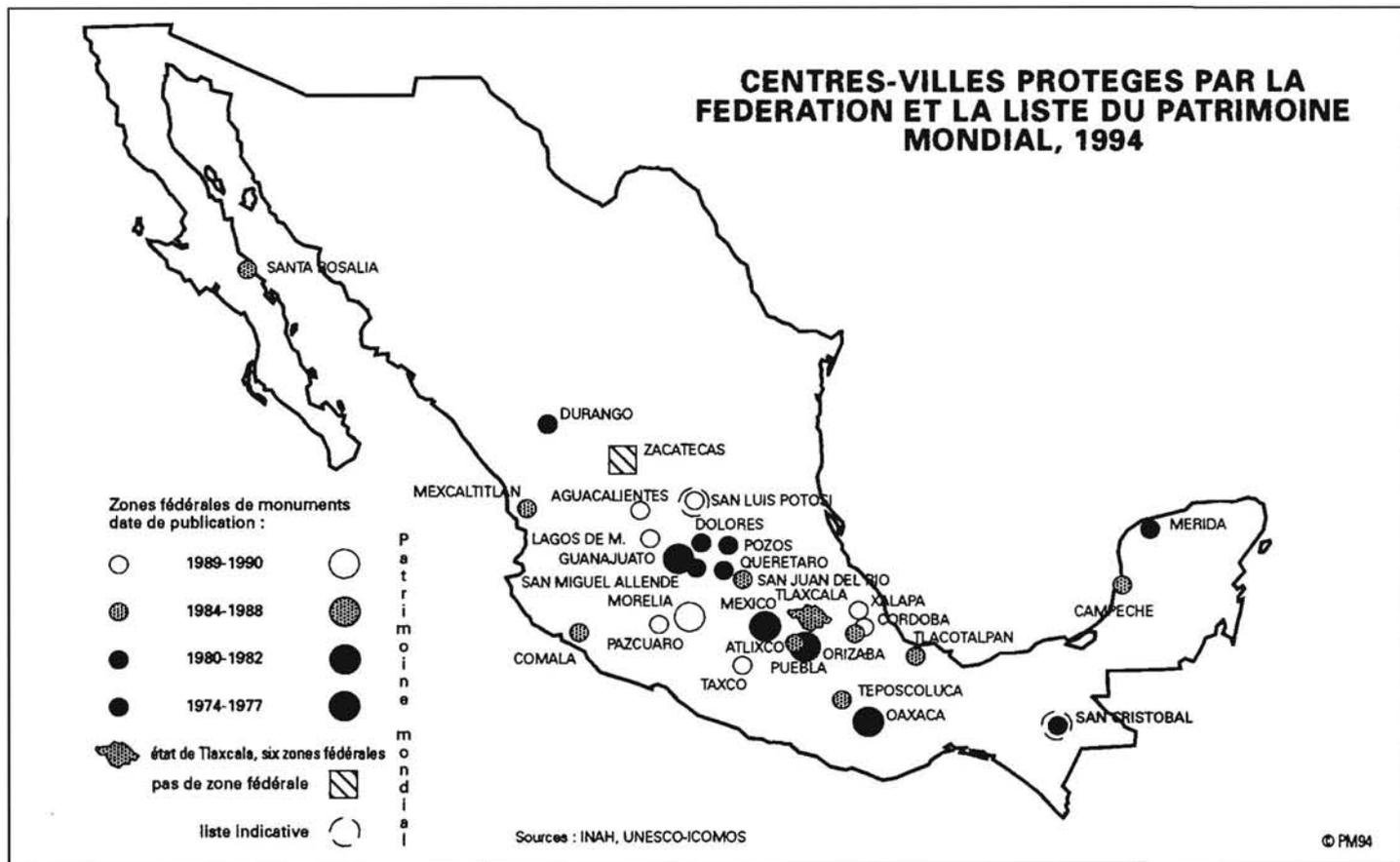
Historic town centres in Latin America correspond to the towns in the initial delimitations of the 16th century. It is in the 19th century only that an increased urban growth, along with a revolution in transportation, led to a spreading-out of the urban environment and, at the same time, to the individualization of the centre as such. There remain the draughtboard plan,

the Plaza Mayor, some colonial civil and religious buildings, as well as the symbol of Power, even if new spaces of centrality are serious challenges to it now. The restoration of those historic centres are problematic due to the fact that they are becoming overcrowded slums.

\*\*\*

Los centros históricos de las ciudades latinoamericanas corresponden a los límites de estas mismas ciudades en el siglo XVI. Es solamente en el siglo XIX cuando un crecimiento urbano acelerado, apoyado en la revolución del transporte produce una expansión del tejido urbano y al mismo tiempo, la individualización del centro histórico. En él permanecen, el plano cuadrado, la Plaza Mayor, los edificios civiles y religiosos de la época colonial como un símbolo de poder, aunque los nuevos espacios de centralidad entren en competencia con él.

La tugurización y la sobrecarga de estos centros históricos plantean el problema de su rehabilitación.



# HISTORICITÉ ET ESPACE URBAIN. PATRIMOINE ET STRATÉGIES D'IMAGE DANS LES CENTRES-VILLES MEXICAINS

---

PATRICE MÉLÉ\*

Les quartiers anciens des villes mexicaines sont souvent assimilés à des espaces paupérisés en crise urbaine. A la suite du départ au début du siècle, des classes aisées, de la délocalisation des principales fonctions centrales (marchés, terminaux d'autocars), de l'émergence en périphérie de nouveaux espaces de centralité commerciale et tertiaire, et malgré le maintien des fonctions administratives et politiques dans le centre, les centres-villes sont devenus des espaces dévalorisés aux yeux de populations dont le mode de vie est essentiellement pavillonnaire. Or, depuis plus de vingt ans, ils sont l'objet d'une active politique fédérale de protection du patrimoine historique, qui instaure un contrôle strict des évolutions des espaces protégés et qui, dans de nombreuses villes, associée aux actions des pouvoirs locaux, s'est traduite par une mutation de l'image des espaces centraux. L'espace central abandonné par la dynamique urbaine récente concentre une série d'actions publiques qui tentent d'impulser un réinvestissement urbain sur la base d'une mise en valeur des espaces historiques.

Ce processus a introduit une série de spécificités de l'action publique dans les centres-villes. Les interventions publiques dans les centres anciens se caractérisent par un droit urbain particulier, un corpus de discours et de techniques et une institution spécialisée dépendant du pouvoir fédéral qui prend en charge l'application de ces procédures.

Par rapport au reste des normes d'urbanisme et à l'état des relations entre société et patrimoine, la législation mexicaine sur le patrimoine historique fut particulièrement précoce. Les périmètres de protection sont d'une remarquable stabilité alors que les plans directeurs urbains sont souvent modifiés pour s'adapter aux modalités de la croissance urbaine, à des changements de réglementation ou d'administration locale.

\* Chargé de recherche de l'Observatoire Européen de Géopolitique, membre du CREDAL

La législation de protection ne prend pas la forme de procédures mobilisables par les instances locales. La compétence sur le patrimoine est attribuée au gouvernement fédéral. La gestion des monuments et des espaces définis comme historiques est confiée à l'Inah<sup>1</sup>, organisme fédéral dépendant du ministère de l'éducation. Le caractère fédéral de la législation lui accorde une efficacité plus grande que celle des normes de construction ou d'usage du sol liées aux plans directeurs contrôlés par les administrations municipales.

Le droit de l'urbanisme peut être défini comme "le droit des atteintes légales à la propriété foncière" (et immobilière)<sup>2</sup>. Au Mexique, dans un contexte où le droit de l'urbanisme est relativement peu contraignant - se limitant le plus souvent à autoriser des usages du sol sans codifier précisément le type de constructions admises - les réglementations introduites par les lois de protection du patrimoine apparaissent comme une des contraintes majeures pesant sur la propriété et son usage.

Cet ensemble de normes et de pratiques d'un corps de spécialistes ayant des références communes contribue à la production d'un espace urbain spécifique, attribut nécessaire pour chaque ville : "le centre ou quartier historique". Même dans des villes sans patrimoine important et qui semblaient avoir nié la valeur des éléments anciens de l'espace urbain, les autorités locales ont impulsé la valorisation d'une zone historique<sup>3</sup>. Les déclarations de zones de monuments historiques constituent le type de zonage qui peut se lire le plus clairement dans l'espace urbain. Pour une part à cause de l'ancienneté du bâti mais aussi de la généralisation d'une série de symboles de l'historicité légitime - résultats de pratiques de restauration et de stratégies d'image - utilisée pour renforcer et quelquefois créer une image historique.

### FIXER LES LIMITES DES CENTRES HISTORIQUES

Au Mexique, l'évolution des lois de protection du patrimoine construit a été similaire à l'évolution de ce type de législation dans de nombreux autres pays et en particulier en France. Les lois passent de la préservation de monuments isolés à la détermination de zones de protection dans les centres historiques<sup>4</sup>.

La "loi fédérale des monuments et zones archéologiques, artistiques et historiques" de 1972 définit les zones de monuments historiques comme des espaces regroupant plusieurs monuments liés à un événement national. Sont considérés comme monuments historiques : les constructions liées à l'histoire de la nation depuis la conquête, tous les immeubles construits entre le XVI<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle à usage public, ainsi que les immeubles "remarquables" de l'architecture "civile" datant de la même période. Les propriétaires ont l'obligation de maintenir en bon état les monuments historiques classés. Tous travaux sur les façades ou à l'intérieur d'un monument, sur un lot voisin ou à l'intérieur d'une zone de monuments doivent faire l'objet d'une autorisation de l'Inah.

Le seul instrument d'incitation à l'entretien ou à la restauration des monuments prévu par la loi est l'exonération de l'impôt foncier pour les propriétaires, exonération réservée aux travaux sur des immeubles à usage non commerciaux.

Le droit de préemption sur les monuments, tel que le prévoyait la loi de 1934, n'existe plus dans la nouvelle législation.

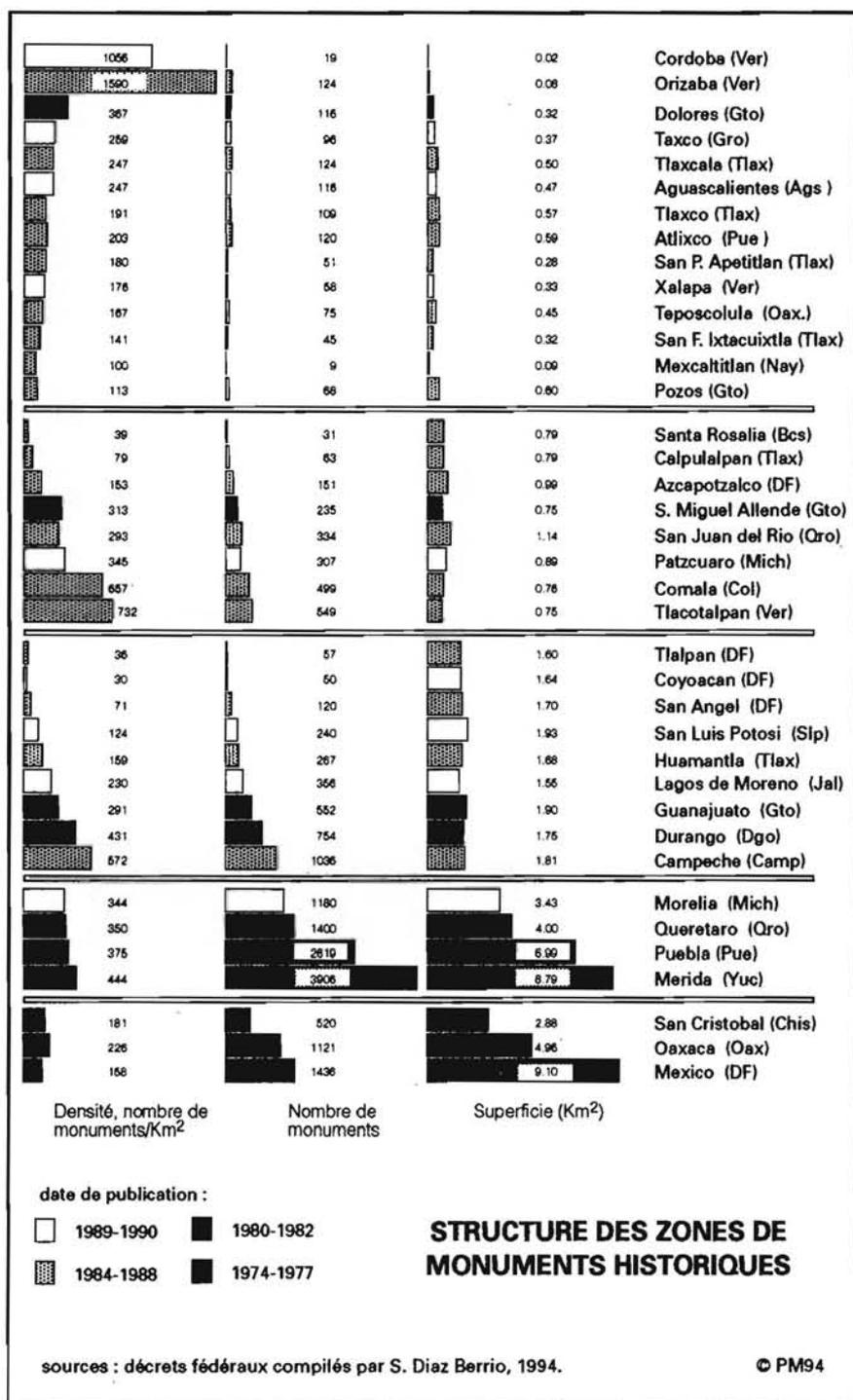
En vingt ans (1974-1994), 41 décrets de zone de monuments historiques furent publiés, couvrant au total une superficie de 68 kilomètres carrés<sup>5</sup> et regroupant près de 19 000 monuments historiques<sup>6</sup>. Lors des travaux préliminaires à la loi de 1972, il avait été envisagé de créer des zones de monuments dans 50 villes<sup>7</sup>, puis, en 1977, 73 zones potentielles ont été délimitées. Cinq zones qui n'apparaissent pas sur cette liste ont été créées : trois petites villes de l'État de Tlaxcala (Calpulalpan, San Felipe Ixtacuixtla, San Pablo Apetitlan), ainsi que Ixcateopan dans l'État de Guerrero et Ayoxuxtla dans l'État de Puebla<sup>8</sup>. Il resterait donc 38 zones à mettre en place, dont celle de nombreuses capitales d'État ou d'importantes villes historiques : Guadalajara, Zacatecas, Pachuca, Veracruz, Mazatlan, Saltillo, Chihuahua, Real de Catorce, Tepotzlan, etc.

Le calendrier de publication des décrets n'a pas suivi la réalisation des études<sup>9</sup>. La première étude réalisée en 1973 et publiée par l'Inah en 1976 a été celle de Real de Catorce (San Luis Potosi), ville qui ne possède toujours pas de décret de zone historique. Le dossier de la ville de Guanajuato était bouclé depuis 1976, mais le décret ne sera publié que six ans plus tard. Dans cette ville où la pression des activités touristiques est particulièrement forte et qui bénéficiait d'un décret local de protection depuis 1953, la négociation entre le pouvoir fédéral et les pouvoirs locaux s'est traduite par une forte réduction de la zone proposée par l'Inah. Les six ans de négociation et de conflit entre les instances fédérales et locales ont rendu possible la réalisation de nombreux travaux incompatibles avec l'existence d'un décret fédéral<sup>10</sup>.

Le rythme de publication des décrets de protection traduit, d'une part, l'importance accordée par chaque nouveau président à la protection du patrimoine et au renforcement du rôle de l'Inah et, d'autre part, l'état des relations entre pouvoir fédéral et autorités locales. La publication d'un décret de zone nécessite l'acceptation des autorités locales. Dans de nombreuses villes, les études existent mais les autorités locales s'opposent à la publication de décrets fédéraux. Certains États au contraire souhaitent que l'ensemble des villes historiques soient protégées par un décret : quatre entités administratives concentrent près de la moitié des zones (Tlaxcala 6, Guanajuato 4, Veracruz 4, D. F. 6).

Le graphique établi à partir de la superficie des zones et du nombre de monuments montre l'hétérogénéité du type de biens protégés, depuis Pozos, ancien centre minier en partie abandonné ne comptant que 300 habitants, jusqu'à l'ensemble du tissu urbain ancien - soit des superficies entre 5 et 10 kilomètres carrés - dans le cas des zones de Queretaro, Oaxaca, Puebla, Merida et Mexico ; entre 2 et 4 kilomètres carrés pour Guanajuato, San Luis Potosi, San Cristobal de las Casas et Morelia. Les zones de monuments ont été créées à la fois dans de petites villes historiques et dans les centres anciens de certaines grandes villes ou capitales d'État.

L'analyse conjointe de trois critères de structure des zones (superficie, nombre et densité de monuments) permet de distinguer quatre principaux groupes de villes historiques. A l'exception de Morelia, toutes les grandes zones



ont été mises en place avant 1982. Au sein de ces grandes zones (plus de 3 kilomètres carrés et plus de 1 000 monuments), Mexico, Oaxaca et San Cristobal s'individualisent par une densité faible ; Merida, Puebla, Queretaro et Morelia présentant une densité plus grande de monuments classés. Dans ces villes l'espace protégé reprend schématiquement l'extension de la ville à la fin du XIXe siècle ; la différence de densité de monuments souligne cependant la diversité des types d'espaces protégés. Le reste des zones peut être classé en fonction de leur superficie. On note dans chaque groupe une hétérogénéité du rapport superficie/nombre de monuments révélée par la variation de la densité de monuments, jusqu'aux cas limites d'Orizaba et de Cordoba où seulement un quartier et quelques immeubles sont protégés.

Il faut toutefois relativiser l'utilisation du nombre ou de la densité de monuments comme critère de l'importance historique d'une zone. Les modalités de classement peuvent être différentes selon les villes. Dans certaines villes, de nombreux immeubles d'architecture "vernaculaire" ou de la fin du XIXe sont classés monuments historiques, dans d'autres, en particulier dans les villes historiques comportant de nombreux monuments plus anciens, ce type d'architecture peut être ignoré. Ces différentes modalités de classement expliquent que la ville de Merida comporte autant d'éléments protégés (3 906) que Mexico et Puebla ensemble (1 436+2 619).

Les cinq premiers décrets, entre 1974 et 1981, montrent une évolution de la procédure vers une plus grande précision des éléments protégés. Après les deux premiers essais de San Cristobal de Las Casas et de Oaxaca, le texte du décret de Puebla en 1978 est considéré comme abouti dans sa formulation et l'ampleur de la zone considérée. Ce modèle sera appliqué dans le cas des villes de Mexico, Queretaro et Merida<sup>11</sup>. Mais à partir de 1982, les textes des déclarations sont plus courts, moins complets et surtout concernent des zones moins étendues. A l'exception de San Luis Potosi et de Morelia, dont la publication a été retardée à cause de l'opposition des pouvoirs locaux, les 10 zones les plus étendues ont été publiées entre 1974 et 1986.

Par rapport aux études préliminaires de l'Inah, de nombreux décrets n'intègrent qu'un nombre réduit de monuments, la différence pouvant être de plusieurs centaines d'immeubles dans certaines villes<sup>12</sup>. Dans cette différence réside vraisemblablement l'adaptation des études à la situation locale au moment de la rédaction du décret, et la capacité des acteurs locaux à peser sur une adaptation fine des limites des zones de protection où des monuments inscrits. Déjà en 1980, avant la publication du décret de la ville de Mexico, il avait été nécessaire de refaire les études préliminaires avant d'arriver à un accord, et le décret du centre historique publié en 1982 comporte une limitation de l'espace concerné<sup>13</sup>, alors que les décrets correspondant aux autres zones historiques du D. F. devront attendre 1986.

Les concepteurs des premières zones proposaient de protéger l'ensemble des tissus urbains anciens, quelle que soit la taille des villes, en délimitant un périmètre A, principale zone protégée, correspondant schématiquement à la ville de la fin de la "colonie" et un périmètre B englobant l'extension de la ville à la fin

du XIXe ou au début du XXe. Dans les périmètres B, qui peuvent intégrer des zones dans lesquelles la densité de monuments est faible, le contrôle des nouvelles constructions et de l'image urbaine est moins stricte. La législation de protection des monuments historiques devait avoir un rôle d'aménagement urbain et permettre de maîtriser les évolutions de l'ensemble des tissus hérités. Les zones plus récentes (1984 et 1990) semblent se concentrer plus précisément sur les centres historiques anciens valorisés, et intégrer des périmètres de protection beaucoup plus petits. La superficie totale des 11 premières zones, 42 kilomètres carrés (1974-1982), est supérieure à la superficie des 27 autres zones publiées entre 1982 et 1990, 26 kilomètres carrés. Ces mêmes onze premières zones concentrent 67% du total des monuments protégés.

Malgré cette évolution, la politique mexicaine du patrimoine se caractérise par la délimitation de grandes zones de protection. En Amérique latine les zones protégées sont en général beaucoup plus petites, et, en France, les 73 périmètres sauvegardés (en 1988) couvrent 43 kilomètres carrés soit une moyenne de 0,58 kilomètre carré<sup>14</sup> par zone, près de trois fois moins que la moyenne mexicaine (1,75 kilomètres carrés).

#### LES CENTRES ANCIENS ÉLEVÉS AU RANG DE PATRIMOINE MONDIAL

Selon les orientations de l'Unesco et la convention du patrimoine mondial adoptée en 1972 l'élaboration d'une liste du patrimoine mondial a pour but de reconnaître et de protéger, en raison de leur qualité exceptionnelle, certains éléments du patrimoine qui ont une valeur universelle<sup>15</sup>.

Six centres historiques de villes mexicaines ont été inscrits sur la liste du patrimoine mondial : Mexico, Oaxaca et Puebla en 1987, Guanajuato en 1988, Morelia en 1991 et Zacatecas en 1993. Le Mexique a demandé l'inscription de quatre villes supplémentaires Tlacotalpan (Ver.), San Cristobal de las Casas (la proposition d'inscription intégrait les localités indigènes proches), San Luis Potosi et Patzcuaro. Le Mexique est le pays qui comporte, avec l'Espagne, le plus de villes inscrites. Six des 19 villes latino-américaines présentes sur la liste du patrimoine mondial sont des villes mexicaines.

Le classement s'effectuant sur la base des propositions des États, le type de biens classés reflète les priorités des politiques nationales de préservation. En fait, la spécificité mexicaine ne réside pas dans le nombre total de biens inscrits mais dans l'utilisation privilégiée de la liste du patrimoine pour protéger des zones urbaines centrales. Les centres historiques sont inscrits en respectant le périmètre des déclarations de zones fédérales qui de ce fait se trouvent d'une certaine façon naturalisées.

La création d'une liste de biens à préserver constitue une nouvelle échelle de normes mise en place sur la base d'accords volontaires entre les États, une fois ratifiés ces accords deviennent obligatoires et stables. Ce processus renforce la légitimité de l'intervention fédérale sur les centres et sacralise les périmètres des zones protégées, mais, en même temps, limite le caractère discrétionnaire des

interventions en octroyant à un organisme international la capacité de se prononcer sur la cohérence entre les politiques nationales et les normes de restauration et interventions considérées comme acceptables. Cette instance internationale renforce aussi le rôle des experts techniques, intermédiaires entre les instances nationales et locales, qui participent activement au processus de coopération internationale.

L'inscription sur la liste du patrimoine mondial constitue une reconnaissance des politiques et législations de protection des États, et une validation internationale de leurs efforts de protection. Mais c'est aussi un engagement de la part de chaque État à assurer la "protection, la conservation et la transmission aux générations futures du patrimoine culturel et naturel". En contrepartie l'Unesco s'engage à faire bénéficier les États d'actions de coopération internationale et d'aides de la part du Fonds du patrimoine mondial. Cependant, en dehors de la possibilité d'une inscription sur la liste du patrimoine mondial en péril, réservé de facto aux États n'ayant pas les moyens de sauvegarder des monuments importants, les aides sont limitées et concernent essentiellement la coopération technique ou la formation de spécialistes de la restauration.

L'inscription sur la liste du patrimoine mondial ne constitue pas une manne financière mais un gain symbolique de prestige, l'accès à une valeur patrimoniale universelle et plus directement une notoriété valorisable dans des actions de développement touristique. Possibilité est laissée aux États de marquer les biens pour informer le visiteur "que le site... a une valeur particulière, reconnue par la communauté internationale". D'autre part, le classement constitue aussi un recours pour les populations ou associations en opposition aux projets publics. Des projets d'aménagement mettant en cause l'intégrité d'un bien ou un changement de législation sont susceptibles de donner lieu à une déclaration de mise en péril ou à une recommandation du centre du patrimoine mondial.

### UNE ACTION PUBLIQUE ESSENTIELLEMENT CONSERVATOIRE

Un certain nombre de grandes villes ou de villes qui furent des centres régionaux importants ont donc une partie de leur espace urbain central inclus dans un périmètre de protection, soumis à un règlement et à l'avis de l'Inah pour toute modification dans des édifices classées et plus généralement pour toute nouvelle construction.

Ce contrôle des travaux des propriétaires privés comme des projets publics, ainsi qu'une fonction de conseil technique pour certains projets de restauration constitue le principal mode d'intervention publique. L'Inah peut ordonner la fermeture de chantiers de restauration ou de construction neuve ne respectant pas les projets approuvés. Mais les sanctions financières, les amendes pour destruction de parties ou de la totalité d'un monument lors d'un chantier sont insuffisantes pour être réellement dissuasives.

L'Inah restaure très peu directement ; dans le cas des immeubles de propriété fédérale, des églises et couvents une autre institution intervient : la direction générale des sites et des monuments du patrimoine culturel de Sedeso<sup>16</sup>. Son

programme 1992-1994 dans les cinq villes inscrites sur la liste du patrimoine mondial sur lesquelles porte le rapport de suivi de 1994 (Oaxaca, Mexico, Puebla, Morelia, Guanajuato) est de près de six millions de dollars dont la moitié pour la ville Mexico.

Si le contrôle des travaux effectués sur les monuments publics ou privés semble s'être généralisé, la réglementation en vigueur et les modalités d'intervention de l'Inah sont incapables de lutter contre le processus de lente dégradation de la grande majorité des édifices historiques utilisés comme *vecindad*<sup>17</sup>. Les propriétaires laissent les immeubles tomber en ruine, le terrain nu ou l'immeuble vide ayant une valeur plus grande que les *vecindades* occupées. Face à ce type de stratégie, les organismes de contrôle et la législation existante sont le plus souvent impuissants. Même si la loi fait obligation aux propriétaires d'entretenir les monuments classés, l'Inah n'a pas réellement les moyens de faire appliquer cette disposition.

Dans plusieurs villes dotées d'une déclaration de zone, des acteurs nationaux ou locaux dénoncent la destruction de nombreux monuments historiques. Par exemple, le conseil pour la culture du Chiapas affirmait, en 1989, que la moitié des monuments de San Cristobal de las Casas recensés en 1972 avaient disparu et demandait l'inscription de la ville sur la liste du patrimoine mondial pour faire prendre conscience aux habitants de la valeur de leur patrimoine<sup>18</sup>. Un responsable de l'Inba<sup>19</sup> soulignait que malgré l'arrêt des travaux décrété par l'Inah, la construction d'un hôtel et d'un cabaret à San Miguel de Allende avait mis gravement en danger l'intégrité d'un monument du XVIII<sup>e</sup> siècle<sup>20</sup>. Dans les villes ne possédant pas de décret de zones de monuments, la loi protège théoriquement les immeubles construits entre le XVI<sup>e</sup> et le XIX<sup>e</sup> siècle classés comme monuments, mais le plus souvent le contrôle des travaux par l'Inah est beaucoup plus difficile. La zone de monuments de Taxco n'a été délimitée qu'en 1990 ; elle comporte 96 monuments alors qu'un recensement effectuée en 1979 en dénombreait 203. Le décret de San Luis Potosi date de 1990, entre 1984 et 1989 une centaine de monuments ont été affectés par des interventions destructrices<sup>21</sup>.

La loi instaurait la possibilité d'une intervention directe subsidiaire de l'Inah. L'Institut peut prendre à sa charge des travaux sur un immeuble et les facturer au propriétaire, cependant ce type d'intervention n'a jamais été utilisé.

Les modalités d'intervention de l'Inah sont essentiellement conservatoires, déterminant en fonction de la loi, des règlements mais surtout d'un savoir technique dont il est le dépositaire, quelles sont les modifications acceptables, les restaurations non destructrices, essentiellement avec un critère de respect de l'image urbaine. Ce type de conservation liée à des politiques locales portant principalement sur l'image urbaine a contribué à constituer dans les centres de nombreuses villes un espace nouveau, avec une image neuve construite à partir de l'accumulation de signes de l'authenticité et l'historicité légitime. Dans la plupart des cas cette construction s'effectue dans une tension conflictuelle entre l'Inah et les administrations locales pour déterminer les critères à prendre en compte pour les autorisations de travaux, les couleurs, le mobilier urbain, le type de publicité acceptable et conforme à l'orthodoxie restauratrice.

## PATRIMOINE DE LA NATION ET AUTONOMIE LOCALE

La loi de 1972 attribue à la fédération la compétence de protection et la conservation des monuments, les décrets de création de zones doivent être signés par le président de la République. Il s'agit donc d'une forte centralisation des compétences sur le patrimoine.

Au Mexique, à la création de l'Inah en 1939, il avait été prévu d'installer dans tous les États des centres locaux mixtes réunissant des représentants de la fédération et des États. Ce type de coopération entre la fédération et les gouvernements des États ne s'est pas réellement concrétisé, même si des bureaux de l'Inah furent installés en province<sup>22</sup>. Jusqu'à la loi de 1972 toute intervention de l'Inah en dehors de la ville de Mexico fut très difficile, de nombreux jugements furent rendus contre les tentatives d'intervention de l'Inah considérées par les pouvoirs locaux comme une ingérence non légitime<sup>23</sup>.

La loi de 1934 sur "la protection, la conservation des monuments archéologiques et historiques" autorisait l'intervention fédérale uniquement pour le District fédéral et les territoires fédéraux, les monuments archéologiques, le contrôle de l'exportation des objets considérés comme monuments et les monuments historiques de propriété nationale. Le premier projet d'une éphémère loi de 1970 sur le patrimoine culturel, rédigé depuis 1964 (loi "Cañuda") fut bloqué pendant la fin de la période présidentielle de Díaz Ordaz à cause de la réticence des gouverneurs à laisser la fédération s'attribuer la compétence exclusive sur les monuments historiques et artistiques<sup>24</sup>.

A la suite de la loi de 1972 qui renforça les compétences de l'Inah et de la fédération, des délégations de l'Inah furent créées dans tous les États. Mais ce n'est qu'en 1985 que les réformes de la loi de l'Inah autorisèrent la mise en place d'actions communes avec les gouvernements des États pour la protection du patrimoine. Une grande partie des interventions de l'Institut dépendent de l'accord et de la participation des pouvoirs locaux, de la construction d'un consensus local ou de la volonté politique des gouverneurs. Les fonctions de directeur régional de l'Inah sont devenues des postes politiques sensibles non seulement au changement d'administration fédérale mais aussi au changement de gouverneurs. Le représentant de l'Inah dépend de l'administration fédérale, mais est très fortement lié au système d'acteurs locaux. Des techniciens de l'Inah signalent des exemples d'accords entre représentants de l'Inah et des groupes politiques locaux qui rendirent possible l'approbation de travaux qui dans un autre contexte auraient pu faire l'objet d'une expertise négative. A l'opposé un recours politique du gouverneur au niveau fédéral peut donner lieu à un accord qui depuis la ville de Mexico oblige à lever des oppositions techniques locales.

Un gouverneur ne peut modifier un décret présidentiel et les techniciens de l'Inah peuvent utiliser cette mesure contre les velléités d'intervention sur les centres des représentants locaux. Pour cette raison, de nombreux gouverneurs se sont opposés à la création de zones fédérales. L'Inah n'est pas en mesure d'imposer à un gouverneur une déclaration de zone de monuments. Chaque décret fait l'objet de négociations avec les pouvoirs locaux et les représentants des nom-

breux secteurs économiques qui s'opposent à cette limitation de leur capacité d'action. Les relations avec les organismes corporatistes représentant les architectes, qui jouent un rôle important dans les administrations locales de l'urbanisme, sont souvent particulièrement difficiles. Une fois le décret de zone publié, les oppositions se reportent sur son règlement qui doit préciser, après consultation des différents acteurs locaux, le type d'interventions acceptables. Certains acteurs locaux tentent de limiter l'impact du règlement ou de retarder sa publication. Ce fut le cas par exemple à Oaxaca, à la suite de l'opposition acharnée du collège d'architectes<sup>25</sup>.

Dans certaines villes, la réalisation d'actions conjointes entre l'Inah et les pouvoirs locaux n'est possible que pendant le mandat d'un gouverneur ou d'un maire qui fait de l'intervention sur les centres une priorité de son mandat. Ce fut le cas à Veracruz, où à partir de 1975, l'Inah, à l'initiative de la mairie, entreprit une étude de délimitation de zone historique et une opération de réhabilitation des espaces publics et de 40 immeubles d'habitations. Ce projet fut abandonné à la fin du mandat du maire et du gouverneur, seule la place centrale (Plaza Mayor) a été réhabilitée et Veracruz ne possède toujours pas de décret de zone.

Entre les années 1930 et la fin des années 1960, les parlements de 15 des 31 États de la fédération ont promulgué une ou plusieurs lois de protection des monuments historiques ; lois que la législation fédérale de 1972 rend caduques. Or, de nombreux États ont maintenu en vigueur, jusqu'à la déclaration de zones fédérales de monuments ou jusqu'au renforcement du rôle des centres de l'Inah à la fin des années 1980, l'application de lois antérieures à la législation fédérale.

Une autre stratégie pour maintenir une capacité d'action locale indépendante dans ce domaine fut de publier des lois de protection de zones typiques et de sites naturels, qui insistent sur la valeur de l'architecture traditionnelle et sur la protection de l'image des villages et petites villes. Par exemple une loi de l'État de Puebla de 1986 rend possible la déclaration, par le gouvernement de l'État, de zones typiques et la protection d'édifices qui "sans être monuments historiques représentent une valeur intrinsèque pour l'État". Cette loi autorise aussi l'État à exproprier des biens privés pour protéger et conserver des immeubles qui sur la base de leur valeur architectonique, culturelle ou typique sont caractéristiques de l'ensemble ou d'une région de l'État. Ce type de législation qui existe dans plusieurs États, consacre un accord informel entre la fédération et les États pour délimiter un champ d'intervention spécifique sur lequel l'intervention locale est possible, correspondant en quelque sorte à des biens et des villes de deuxième catégorie et à un patrimoine local. Il est bien évidemment très difficile de différencier les édifices de valeur locale et ceux à qui l'on peut accorder une valeur historique nationale. La loi fédérale de 1972 ne s'intéressant qu'aux monuments archéologiques, historiques et artistiques, ne considère pas l'aspect "typique" du patrimoine, elle n'interdit donc pas expressément aux États de légiférer dans ce domaine.

Dans certaines villes historiques importantes - Zacatecas, San Luis Potosi et Morelia - les autorités locales choisirent de privilégier leur propre politique de protection. A Morelia et San Luis Potosi, les déclarations de zones de monu-

ments sont récentes (1990) ; jusqu'à cette date a été maintenue une politique locale de protection. Les négociations entre la fédération et les gouvernements des États ont pu se conclure par un décret fédéral - qui dans le cas de Morelia introduit une contractualisation entre l'État et la fédération - grâce à la perspective de l'inscription sur la liste du patrimoine mondial : Morelia est inscrite depuis 1991 et San Luis Potosi a été placée sur la liste indicative proposée par le Mexique. Le cas de Zacatecas est particulier puisque l'inscription sur la liste du patrimoine mondial a été possible (1993) même s'il n'existe toujours pas de décret fédéral de zone à la suite du veto du gouverneur et d'un notable local pionnier de la protection du patrimoine.

En fait, il semble que le degré de prégnance de la législation fédérale soit inversement proportionnel au niveau de la législation locale antérieure à la loi de 1972. Dans des villes historiques importantes, capitales d'État, où le passé de la ville est fortement constitutif de l'identité et de la grandeur locale, la valorisation des principaux monuments mais aussi de l'espace urbain central (traza) dans sa volumétrie et son image est souvent ancienne, les gouverneurs cherchant à s'inscrire dans l'histoire locale comme protecteurs du patrimoine.

Ces modalités complexes de relation entre les États et la fédération, qui tendent vers la spécificité de chaque situation locale ne paraissent pas particulières au fonctionnement de la protection du patrimoine mais constituent bien une caractéristique de la "gestion quotidienne de l'État sur le territoire....combinaison complexe du fonctionnement du gouvernement fédéral et des États, qui est toujours plus éloigné des cadres constitutionnels"<sup>26</sup>. En fait c'est l'hypothèse trop rapidement acceptée d'un pur formalisme du fédéralisme mexicain qui est à remettre en cause : malgré le pouvoir du président et du parti hégémonique, le Mexique n'est pas un État totalement centralisé. La capacité des États à légiférer n'est pas seulement une fiction servant à intégrer des évolutions fédérales dans les lois locales ; c'est un espace de pouvoir qui peut être utilisé par les gouverneurs pour renforcer les compétences des administrations locales face aux représentants du pouvoir fédéral, et accroître leur poids dans les négociations avec la fédération. Mettant en jeu, à la fois, l'identité locale et les symboles de la construction de la nation, la politique du patrimoine constitue un bon révélateur de ce type de relations entre niveaux de pouvoir au Mexique<sup>27</sup>.

## PATRIMOINE ET GESTION URBAINE

Dans les villes qui possèdent un décret de zones de monuments les plans de zones centrales comme les programmes d'action des municipalités et des conseils de centres historiques s'inscrivent dans le périmètre défini par le décret fédéral. Dans certains cas ces plans permettent de mettre en place, en accord avec l'Inah, les règlements des décrets de zones qui définissent des normes d'images urbaines et de nouvelles constructions, les critères de restauration et de travaux dans des monuments restant de la compétence exclusive de l'Inah. Néanmoins, ces plans ont une faible capacité normative et se limitent le plus souvent à reprendre les projets des pouvoirs locaux d'amélioration de l'image

urbaine, de réorganisation des transports ou de redistribution des activités commerciales à l'échelle de l'agglomération.

La généralisation de ce type de plan a néanmoins permis l'intégration des périmètres historiques au sein de la logique et de la rhétorique de l'aménagement urbain et rendu possible une intervention des planificateurs urbains dans un champ qui était réservé aux restaurateurs de l'Inah ou à des projets concrets des directions des travaux publics des municipalités (embellissement des places et jardins etc.). Les commissions mixtes créées dans de nombreuses villes, intègrent des représentants des administrations de l'aménagement urbain, des pouvoirs locaux et de l'Inah, pour la réalisation des études ou du suivi de l'application du plan. Mais l'Inah conserve une position de force, grâce au poids de la législation fédérale et des autorisations de travaux.

Les zones de monuments ont été reprises par les instances locales pour mettre en place des actions urbaines qui contribuent à la création d'un espace urbain spécifique dans le centre des villes. Malgré les négociations et les oppositions entre les techniciens de l'Inah et les pouvoirs locaux pour la définition des périmètres protégés par les décrets, une fois déclarées les zones semblent être considérées par les pouvoirs locaux comme un attribut des villes. Les limites de la zone de monuments qui ne constituent qu'un des périmètres possibles, deviennent des limites validées et renforcées par les actions d'aménagement urbain. Le nouvel espace appelé "centre historique" est donc construit à partir de la législation de protection, périmètre accepté par l'ensemble des acteurs dont les actions d'amélioration de l'image urbaine renforce l'unité et la perception par les populations. Administrations et institutions interagissent d'une manière spécifique sur les "centres historiques", souvent au sein d'un conseil du centre historique, organisme consultatif qui réunit tous les acteurs administratifs et politiques et les représentants d'associations ou d'organisations sectorielles.

Dans certaines villes, la zone de monuments devient le cadre de référence de politiques qui se proposent de réorganiser les flux à l'échelle de la ville : relocalisation des marchés, des terminaux d'autocars, des commerçants ambulants. Un zonage réalisé sur la base de la densité de monuments historiques est donc devenu la référence spatiale de politiques urbaines d'un autre type qui mettent en jeu la réorganisation fonctionnelle de l'ensemble du tissu urbain.

La relocalisation des usages du sol considérés comme illégitimes contribue au changement d'image des rues du centre "libérées" des emprises des marchés, marché de gros, commerçants ambulants, terminaux de bus ; délocalisations liées à des politiques générales de zonage urbain qui ne sont pas spécifiques aux villes historiques. Dans les villes où la réorganisation des flux à l'échelle de l'agglomération est difficile à réaliser à cause de l'opposition d'acteurs et d'usagers des centres, c'est la rhétorique de la protection de l'espace central historique qui permet de convaincre ou de contraindre les acteurs urbains au nom du centre et de sa protection. Les programmes de délocalisation et de réorganisation commerciale réalisés par les autorités locales octroient aux zones de protection une efficacité symbolique qui ne se fonde pas sur la loi ni sur les règlements et qui

permet de renforcer la légitimité de certaines politiques urbaines. La mise en ordre des rues dans lesquelles une série d'usages sont déclarés illégitimes est présentée comme préliminaire à la revitalisation de l'espace central.

C'est dans la ville de Mexico que cette logique de création d'un type d'espace spécifique sur la base du décret de protection a été poussée jusqu'à son terme, celui de la transformation de la zone de protection en instance politico-administrative. La zone de monuments historiques de 9,1 kilomètres carrés décrétée en 1982 transgressait et se superposait à l'organisation politico-administrative de l'espace urbain<sup>28</sup>. A cette échelle se sont mises en place une série d'instances de concertation et de promotion (Patronato del centro historico), de coordination (Consejo del centro historico), de programmation (commission spéciale du centre historique au sein du Coplade-DF), ou d'intervention (Fideicomiso del centro historico) qui cherchent à renforcer la cohérence des interventions publiques et qui instaurent de fait une spécificité des modalités de la gestion administrative et des projets dans le centre historique. En octobre 1993 fut créée une "Administration du centre historique", organisme doté de la responsabilité de l'ensemble des fonctions de gestion urbaine de la délégation Cuauthemoc, dont la compétence s'étend sur le périmètre A de la zone de protection. Cette Administration prend en charge les problèmes de voiries et de gestion urbaine, mais doit surtout faire respecter la décision de relocaliser les commerçants ambulants<sup>29</sup>. Dans le cadre de la réforme administrative du District fédéral, les nouvelles modalités d'élection, du régent et les nouvelles compétences accordées à l'assemblée des représentants entreront en vigueur en 1997. Dès à présent une refonte des périmètres des délégations est envisagée. Une proposition actuellement appuyée par de nombreux intervenants sur le centre historique consiste à créer une nouvelle délégation du centre historique dans les limites du périmètre B. Si ce projet voit le jour, alors sera réalisée "l'institutionnalisation" du centre historique : une délimitation créée pour la protection du patrimoine historique deviendra une échelle de l'organisation administrative du District fédéral. L'Administration du centre historique constitue l'embryon de cette délégation. D'ores et déjà, elle en a toutes les compétences à l'exclusion de la police, de l'ordre public et de la tutelle formelle de la délégation Cuauhtémoc.

### CONSTRUIRE L'IMAGE HISTORIQUE DU CENTRE

Dans les villes qui possèdent une zone de monuments, les zones délimitées par les déclarations présidentielles font l'objet d'une attention spécifique. Souvent les premières actions concrètes ont pour but de marquer le territoire. Il s'agit d'un processus de constitution d'une image urbaine spécifique sur la base de la zone de monuments. Ces travaux sur l'image urbaine, peintures de façades, pavage des rues, changement des plaques de noms de rues, contribuent à créer un espace urbain spécifique construit par l'accumulation d'une série de signes qui ont autant, voire plus, d'impact dans la création d'une image de continuité urbaine et d'unité de l'espace central que l'homogénéité de l'architecture qui est souvent problématique dans une grande partie des zones déclarées.

Cette stratégie d'image est mise en place par les autorités locales avec le concours de l'Inah. Dans les villes inscrites sur la liste du patrimoine mondial, ces éléments acquièrent une importance encore plus grande, des slogans sont peints sur les murs rappelant la date de l'inscription sur la liste du patrimoine mondial. L'ensemble de ces opérations ont pour but d'accroître la lisibilité des éléments du patrimoine légitime, en particulier par des opérations de "baptême" (naming)<sup>30</sup> dans lesquelles les références aux organismes responsables des inscriptions doivent prouver l'authenticité et la valeur patrimoniale du bien.

Les autorités de l'État de Tlaxcala, petit État de 700 000 habitants dans le centre du pays, à proximité de Mexico, impulsèrent une politique que l'on pourrait définir comme une stratégie de construction de centres historiques dans des petites villes sans patrimoine monumental important<sup>31</sup>. En 1986, à l'initiative du gouverneur de l'État, furent publiés des décrets fédéraux de zones de monuments pour la capitale de l'État (50 000 habitants) et cinq petites villes. L'État de Tlaxcala est aujourd'hui l'État qui possède le plus grand nombre de zones fédérales (voir graphique). Il s'agit de zones avec peu d'éléments architecturaux de premier plan, mais beaucoup de constructions d'architecture vernaculaire (adobe) et de nombreuses constructions neuves. Dans ces villes, une politique systématique de peinture des façades, dans des couleurs définies comme "coloniales" entre l'ocre et le carmin, et l'embellissement des jardins et des espaces publics permit la création d'une image de continuité urbaine et d'un espace "historique", même si derrière quelques grands murs peints en "rouge colonial" se trouvent des villas ou des constructions modernes. Le centre de la ville de Tlaxcala, capitale d'État, où une grande partie des immeubles des administrations ont été restaurés, présente un bon exemple de ce phénomène de création d'une ambiance urbaine spécifique. Dans ce cas la législation fédérale a permis de renforcer une politique urbaine locale.

De nombreux spécialistes de la protection et de la restauration sont hostiles à ce type de politique de peinture systématique des façades. La création de centres villes "rouges coloniaux", succède à la vogue du blanc appliqué systématiquement dans les années 1960 et 1970. Salvador Diaz Berrio rappelait à l'époque que l'image urbaine des villes historiques était surtout marquée par la polychromie, et s'indignait que la création d'un Taxco, Quérétraro, San Juan del Rio, Guanajuato blancs ait pu être considérée comme une avancée dans la restauration<sup>32</sup>.

A Morelia, c'est la mise à nue de la pierre rose (trachyte) caractéristique de la ville et la construction d'immeubles récents dans le même matériau qui donne au centre ville une remarquable unité, pratique qui est à l'origine d'une polémique entre les restaurateurs locaux et l'Inah prônant la restitution des crépis sur les édifices coloniaux.

A Mexico, la nécessité de renforcer l'image "historique" du centre de la ville s'est imposée dès les années 1950. Le paysage urbain du centre-ville de Mexico est aujourd'hui le résultat d'une série d'interventions successives qui se proposèrent, avec plus ou moins de réussite, d'unifier l'image du centre de la ville et

d'en renforcer l'historicité. En 1954, l'ensemble des édifices autour du Zocalo furent recouverts de plaques de "tezontle", pierre volcanique, unifiant l'image globale de la place, mélangeant dans une même image d'historicité édifices récents (bureaux du D. F. de 1935), édifices anciens modifiés (ayuntamiento du XVIIIe reconstruit en 1906) et le Mont de Piété dont la dernière transformation date de 1775<sup>33</sup>.

Dans les années 1970, un programme de réaménagement urbain<sup>34</sup> concentra l'essentiel de son activité, d'amélioration des espaces publics, de ravalement et d'homogénéisation de l'image de façades sur une zone entre le Zocalo et l'Alameda. Les auvents en pierres furent remplacés par des auvents en toile verte qui encore aujourd'hui contribuent à donner à cette partie du centre une unité. C'est à cette époque qu'a été construite l'image spécifique de ce sous ensemble du centre historique, qui entre le Zocalo et l'Alameda forme selon les enquêtes commerciales de Jérôme Monnet, "l'hypercentre le plus important du centre historique.... la concentration de commerces, de services et d'administration atteint des niveaux records"<sup>35</sup>. Vingt ans plus tard, c'est aussi sur cette zone que le Fideicomiso du centre historique mit en place, entre 1991 et 1994, son programme d'amélioration de l'image urbaine des rues du centre<sup>36</sup>. Tout se passe comme si, au moins dans le cas de l'intervention intégrale sur l'image des rues, le programme de Fideicomiso, cherchant à mobiliser les investisseurs privés, avait concentré son action sur la zone du centre où les commerçants et les propriétaires des immeubles étaient prêts à investir dans l'amélioration de l'image urbaine.

Sur certaines zones valorisées du centre, les espaces urbains actuels sont le résultat de plusieurs générations de programmes de mise en valeur des façades et de l'image urbaine. La différenciation entre ce type de zone et le reste de l'espace central n'est pas seulement due à un bâti de qualité datant essentiellement du XIXe, à un affinage commercial et à la présence d'activités valorisées. Il existe un double processus cumulatif, l'action publique permet d'adapter l'image urbaine aux activités, l'amélioration de l'image urbaine et des espaces publics a en retour une action positive sur la valorisation de cet espace et sur le type d'activités qui s'y maintiennent ou s'y implantent. Alors que les discours sur la dégradation du centre proposent comme image répulsive la *vecindad* et les quartiers populaires centraux, les investissements en terme d'image se concentrent sur la zone valorisée et dont la valorisation est possible.

#### Une protection limitée aux monuments

Un important projet de rénovation urbaine est en cours dans la ville de Puebla, au sein du périmètre protégé d'une zone de monuments historiques inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'humanité. Il semble caractériser une nouvelle tendance d'intervention publique dans les centres historiques qui tentent de libérer des espaces pour le développement de nouvelles activités touristiques dont l'essor est attendu à la suite de la signature de l'ALENA. En août

1993 fut publié un programme de développement urbain, d'amélioration, conservation et intégration du "Paseo de San Francisco". Sur un périmètre de 27 pâtés de maisons, au sein du périmètre de protection, aux limites de la traza et des barrios, doit être réalisée une zone de développement touristique autour d'une "promenade" du rio San Francisco<sup>37</sup>. La municipalité souhaite acquérir ou exproprier l'ensemble de cette zone. Le premier projet se proposait de réaliser un lac et une rivière artificielle comme axe d'un projet touristique ouvrant des nouveaux espaces pour la construction d'hôtels, de restaurants et de commerces sur le modèle du River Walk de San Antonio (Texas). Le projet de revitalisation du centre de Puebla est présenté par les autorités locales et fédérales, malgré le conflit qu'il a engendré, comme une nouvelle forme d'intervention sur les centres. Malgré l'institutionnalisation de la protection des centres historiques et l'inscription sur la liste du patrimoine mondial, des projets de rénovation urbaine, qui prétendent démolir de nombreux édifices non classés mais qui construisent une ambiance urbaine sont possibles, aujourd'hui, au Mexique. Une première maquette présentait un type d'urbanisation totalement incompatible avec le décret de zone de monuments. La prise en compte des réglementations fédérales comme l'émoi de l'opinion publique et la mobilisation des propriétaires et des habitants a conduit le gouvernement de l'État à limiter ses ambitions, tous les monuments classés seront conservés mais le rachat ou l'expropriation de l'ensemble de la zone et l'expulsion des habitants est toujours prévue<sup>38</sup>.

Pour les habitants et les propriétaires, le décret de zone de monuments ainsi que l'inscription sur la liste du patrimoine mondial constituent des références mobilisées pour faire valoir leur droit à rester sur place. Les mouvements de locataires et les associations de propriétaires tentent de mobiliser les comités locaux et internationaux d'ICOMOS<sup>39</sup> et le centre du patrimoine mondial en demandant l'inscription de la ville de Puebla sur la liste du patrimoine mondial en péril. Cependant, la législation de protection apparaît comme incapable de protéger autre chose que les immeubles inscrits ; les revendications des habitants faisant valoir auprès de l'Inah leur droit à rester sur place se heurtent à une réglementation qui ne prend en compte que les constructions.

Malgré les déclarations répétées de représentants des organismes fédéraux sur la valeur du lien et de la relation entre les habitants et les monuments, sur l'ambiance urbaine, sur la nécessaire réhabilitation des logements et des paysages urbains en cohérence avec la charte internationale pour la sauvegarde des villes historiques de 1987 et de nombreuses réunions internationales d'ICOMOS, dans ce cas, comme dans de nombreux autres ; la loi fédérale n'offre pas d'éléments strictement réglementaires pour protéger autre chose que les monuments dans leur structure et image.

Au Mexique, la loi et les règlements n'incluent aucune procédure pour impulser la réhabilitation des logements dans les centres historiques. Il n'existe pas non plus d'instruments pour permettre la réhabilitation des *vecindades*. Malgré plusieurs tentatives au niveau local et national, en particulier après les tremblements de terre de 1985 et les succès du Programa de reconstrucción habitacional popular qui réussit à reconstruire 40 000 logements dans le centre

après expropriation<sup>40</sup> et à réhabiliter 200 immeubles classés grâce à un accord avec l'Inah permettant des interventions plus flexibles que les critères traditionnels de restauration de l'Institut<sup>41</sup>.

Malgré plusieurs tentatives de reproduire ce type de projet en aidant le rachat des *vecindades* par les locataires et leur réhabilitation, l'action publique de reconstruction est restée très exceptionnelle. Il s'agissait d'une réponse à une situation d'urgence et à la mobilisation de la population et non de l'annonce d'une nouvelle forme d'intervention sur les centres.

Au Mexique, il existe bien une politique du patrimoine ayant un impact de plus en plus important sur l'image des centres, mais il n'y a pas eu de mise en place concomitante d'une politique de l'habitat ancien ni de procédures incitatives ou obligatoires de réhabilitation. Cette logique d'un système de protection construit uniquement autour de l'édifice, peut avoir des effets sociaux renforçant les discours sur le nécessaire changement de type de population du centre de la ville, l'éradication des *vecindades*. Dans cette logique, seuls des usages susceptibles de dégager suffisamment de "bénéfices" pour les bâtiments, en terme de restauration et de conservation, seraient des usages légitimes (administrations, bureaux, commerces, restaurants, autre type de logements etc.). Dans certains cas, les propriétaires utilisant cet intérêt prioritaire pour le bâtiment des organismes de protection, négocient l'appui des autorités locales à l'éviction de locataires contre la mise en place d'un projet modèle de restauration. Ce type de négociation est aussi utilisé par les fonctionnaires de l'Inah lorsqu'ils cherchent à faire pression sur un propriétaire, l'ensemble du système d'acteurs locaux peut être mobilisé pour aider ou sanctionner un propriétaire acceptant ou refusant de restaurer un édifice important.

## CONCLUSIONS : STÉRÉOTYPER LES ESPACES HÉRITÉS

La politique de protection des monuments historiques a été mise en place avant la valorisation du patrimoine par les populations, ou même les oligarchies politiques et intellectuelles. Elle répondait à une demande de groupes restreints de l'appareil d'État ou des universités, en particulier à partir de la gestion des propriétés fédérales, mais aussi d'une volonté de construction d'une identité de la nation ancrée dans l'histoire et l'espace urbain.

Aujourd'hui, la reconnaissance d'une valeur du patrimoine et des centres historiques s'est généralisée sans que les pratiques de la ville, les choix de localisation, de résidence ou d'investissement des entrepreneurs privés, traduisent un réel réinvestissement dans les centres historiques, à l'exception de quelques espaces spécifiques. De nombreux projets urbains cherchent à impulser un réinvestissement privé qui, lorsqu'il existe, ne se fait pas sous la forme attendue d'un changement des pratiques des populations des classes moyennes ou aisées ou des investissements pour la résidence, la consommation ou la diversion de ces populations, mais prend la forme d'une restauration/réhabilitation privée par de petits investisseurs et propriétaires qui suivent les changements impulsés par ces

politiques publiques<sup>42</sup>. La principale caractéristique de ce réinvestissement n'est pas le "retour" tant souhaitée d'investisseurs issus des nouveaux espaces de centralité mais bien la transformation de certains commerçants fortement enracinés dans le centre en promoteurs locaux<sup>43</sup>.

Françoise Choay considère que le "culte des monuments historiques" à l'origine réservé à quelques spécialistes, érudits et collectionneurs ne s'est pas transformé en une "religion du patrimoine" par une série de conversions individuelles et progressives, mais que cette transformation fut préparée par l'État<sup>44</sup>. On pourrait définir ce rôle de l'État comme une construction juridique des centres par la juridicisation des limites des usages du droit de propriété sur les monuments historiques. Au Mexique, ce sont les lois et les institutions spécialisées qui ont fondé la généralisation d'un discours sur le patrimoine et l'institutionnalisation d'un corps de spécialistes avec une forte légitimité liée au pouvoir fédéral. L'efficacité du corpus juridique et réglementaire est aussi pédagogique, elle réside autant dans la constitution d'une légitimité pour une intervention publique limitant l'usage du droit de propriété que dans la mise en place d'un dispositif opérationnel<sup>45</sup>.

L'espace qui est aujourd'hui considéré comme "centre historique" est un type d'espace nouveau, qui n'a jamais existé comme tel : le centre historique n'était pas le centre mais l'ensemble de la ville et ne fut jamais totalement "historique" car il est, et était, constitué de couches différentes d'historicité. Dans la genèse de ce type d'espace nouveau dans sa structure, image et relation avec le reste de la ville et avec l'ensemble des politiques urbaines, la juridicisation de la protection des monuments et les pratiques de restauration et stratégies d'images qu'elles ont impulsées ont un rôle autant ou plus important que l'histoire de la ville inscrite dans les édifices. C'est ce type d'espace nouveau, qui se marque aujourd'hui par des façades restaurées, repeintes, qui créent ce qu'Alain Bourdin nomme une sorte de surréalisme historique : "Des maisons d'âges très différents retrouvent leur jeunesse en même temps, restituant un passé qui n'a jamais existé"<sup>46</sup>. Des strates différentes de la production urbaine apparaissent pour la première fois, unifiées en une même image d'historicité "rutilante" et de dignité retrouvée.

Ce processus de marquage n'est pas spécifique au Mexique, c'est une constante des interventions sur les zones protégées et sur le patrimoine, qui doivent pouvoir constituer pour les acteurs politiques ou économiques une "valeur ajoutée irremplaçable"<sup>47</sup>, mobilisable dans leurs pratiques et relation avec les populations. Tout semble indiquer qu'une stratégie d'image est nécessaire pour que les centres anciens soient instrumentés, par ceux qu'Alain Bourdin nomme les "entrepreneurs de localisation" (pouvoirs locaux), et pour rendre une localisation désirable, ou simplement pour créer de nouveaux flux de visiteurs et une image positive de l'action publique sur la ville. La diffusion des raisons historiographiques ou d'histoire de l'art permettant d'accorder à un monument ou une zone urbaine une valeur artistique ou de remémoration exceptionnelle ou simplement précise est moins importante que la simple valeur d'antiquité remplaçant le monument dans une historicité difficile à définir. La stratégie d'image et l'usage de marqueurs de restauration légitime permettent de créer une série de codes

attestant de la valeur et la rendant lisible immédiatement ; on assiste à une mise en scène du patrimoine, un "conditionnement qui rend les biens patrimoniaux plus facile à percevoir" sur la base de codes les plus universels possible<sup>48</sup>. Ces stratégies d'image peuvent aller jusqu'à la reconstitution d'ambiances "coloniales" et historiques, pavage de place, peinture de façade, reconstruction dans un style colonial, pratiques aujourd'hui dénoncées par les spécialistes de la protection mais qui constituent le plus souvent les instruments de base des interventions des pouvoirs locaux. Ce processus de construction d'un espace historique n'est pas nouveau, les images des centres actuels sont souvent le résultat de plusieurs couches successives de marquage de l'historicité.

Il s'agit de la construction de stéréotypes, clichés évoquant l'image du passé, mais l'espace urbain central est aussi, comme le souligne Marc Guillaume, stéréotypé au sens de la typographie : convertir en planches solides d'un seul bloc des pages préalablement mobiles - : "Il n'importe pas, dans cette perspective de savoir dater tel vieil immeuble ou tel monument ; il suffit qu'ils stéréotypent le passé en formant, en bloc, un texte qui le symbolise. Dans ce texte ils sont relativement interchangeables, c'est la répétition de la même valeur symbolique - présence du passé - qui est signifiante"<sup>49</sup>.

## NOTES

<sup>1</sup> INAH, *Instituto Nacional de Antropología e Historia*, Institut National d'Anthropologie et d'Histoire

<sup>2</sup> Conseil d'État, *L'urbanisme pour un droit plus efficace*, Paris, La documentation française, 1992, 202 p., p. 6.

<sup>3</sup> Ce fut le cas par exemple pour le "quartier ancien de Monterrey".

<sup>4</sup> La notion de zone de monuments est apparue pour la première fois au Mexique dans deux textes des années 1930 (1930 et 1934).

<sup>5</sup> 157 Km<sup>2</sup> si l'on inclut la zone un peu particulière de Xochimilco qui intègre une grande superficie (89 km<sup>2</sup>) de *chinampas*, jardins sur l'eau d'origine préhispanique.

<sup>6</sup> cf. Salvador Diaz Berrio, acteur de la mise en place de la législation mexicaine et un des principaux chercheurs sur le patrimoine historique : "Las declaraciones de zonas de monumentos en Mexico (1974-1990)", *suplemento revista INAH* 39, juillet-septembre 1992 (révisé et diffusé en 1994), 24 p.

<sup>7</sup> Salvador Diaz-Berrio, "Bases para la rehabilitación de poblaciones y ciudades historicas en Mexico", dans, *1° seminario regional latinoamericano de conservación y restauración*, Mexico, INAH, 1973, 16 p.

<sup>8</sup> La publication de ces zones relèvent uniquement d'une valeur de remémoration de personages historiques, Cuauhtémoc dans le cas d'Ixcateopan et Zapata dans celui de Ayoxuxtila, ces localités qui ne comportent que très peu de monuments n'ont pas été prises en compte dans le graphique de la structure des zones de monuments.

<sup>9</sup> cf. Ramon Bonfil Castro et all, "Documento Base de la presentación mexicana", dans, *Réhabilitation de viviendas en zonas historicas, ciudad de Mexico-La Habana*, 1987, INAH, Habitat, p. 9-35, p. 25-26.

<sup>10</sup> Salvador Diaz Berrio, entretien, août 1994.

<sup>11</sup> Salvador Diaz Berrio, *Protección del Patrimonio Cultural urbano*, Mexico, INAH, 1986,

263 p., p. 165.

<sup>12</sup> Ramon Bonfil Castro, *op. cit.*, p. 12.

<sup>13</sup> Julio César Olivé Negrete, Augusto Urteaga Castro-Pozos, *INAH, una historia*, Mexico, INAH, 1988, 464 p., p. 158.

<sup>14</sup> cf., Claude Soucy, "Bilan de la loi Malraux", dans, STU, *Forum des villes à secteurs sauvegardés*, Paris, DAU, Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer, 1989, 77 p., p. 25-56.

<sup>15</sup> cf. Léon Presouyre, *La convention du patrimoine mondial, vingt ans après*, Paris, Editions de l'Unesco, 1993, 65 p.

<sup>16</sup> SEDESOS : *Secretaria de Desarrollo Social*, ministère du développement social

<sup>17</sup> *Vecindad* : subdivision en plusieurs appartements d'immeubles anciens délaissés par les familles aisées qui les occupaient sur le mode de l'hôtel particulier ou du palais, ou immeubles de rapport pour logement populaire généralisés à partir de la seconde moitié du XIXe, une série d'appartements souvent limités à une seule pièce autour d'un patio ou couloir central.

<sup>18</sup> cf. *La Jornada*, 31/08/89, le cas de San Cristobal de las Casas est toutefois particulier puisque, le premier décret publié en 1974 ne comportait pas de liste d'immeubles classés monuments historiques, celle-ci ne fut publiée que dans la deuxième version du décret en 1986.

<sup>19</sup> INBA : *Instituto Nacional de Bellas Artes*, Institut National des Beaux-Arts, organisme fédéral ayant la responsabilité des monuments artistiques.

<sup>20</sup> cf. *La Jornada*, 14/06/86

<sup>21</sup> cf. Gastón García Cantú, *La Jornada*, 29/06/89

<sup>22</sup> les premiers centres de l'INAH en province furent: Puebla, Merida, Veracruz et Jalisco.

<sup>23</sup> cf. Julio César Olivé Negrete, Augusto Urteaga Castro-Pozo coord, *op. cit.*, p. 21.

<sup>24</sup> cf. Luiz Ortiz Macedo, "La ley federal del Patrimonio cultural de la nación de 1970", dans, *Segunda reunión para definir una política nacional de conservación de monumentos*, *op. cit.*, p. 82-93.

<sup>25</sup> Selon Manuel Esparza, directeur du centre régional de l'INAH de 1973 à 1980, *Proceso*, 8/09/86.

<sup>26</sup> Antonio Azuela, "Políticas ambientales e instituciones territoriales en Mexico", dans, *Desarrollo Sustentable, Hacia una política ambiental*, Mexico, UNAM, 1993, 176 p., p. 83-104.

<sup>27</sup> aspect développé dans Patrice Melé, "La construcción jurídica de los centros históricos, patrimonio y políticas urbanas en Mexico", Seminario "*Espacio urbano y derecho*", Instituto Internacional de Sociología Jurídica de Oñati, Euskadi, Espagne, 27-29 avril 1994. Texte à paraître dans la Revue Mexicaine de Sociologie de l'UNAM.

<sup>28</sup> Le périmètre A et la plus grande partie du périmètre B se trouve dans la délégation Cuauhtémoc, une petite partie du périmètre B à l'ouest (autour du nouveau Palais Législatif, zone Candelaria-Merced) étant intégrée à la délégation Venustiano Carranza. Les délégations constituent une échelle de déconcentration administrative au sein du District fédéral.

<sup>29</sup> En juillet 1993, l'assemblée des représentants du District fédéral a décidé d'interdire toute forme de ventes ambulantes dans le centre sur un périmètre correspondant approximativement au périmètre A du décret de zone de protection. 10 000 vendeurs ambulants des rues du centre furent déplacés vers 24 nouveaux marchés ou centres commerciaux construits dans les limites de la zone de monuments.

<sup>30</sup> Marc Laplante, "Le patrimoine en tant qu'attraction touristique: histoire, possibilités et limites, dans, *Le patrimoine atout du développement*, Lyon, PUL, Centre Jacques Cartier, 1992, 156 p., p. 49-61, p. 56.

<sup>31</sup> cf. Gilberto Reyes Zepeda, "Remodelación de edificios y conservación de pueblos y ciu-

dades en Tlaxcala", *VII symposium internacional de conservación del patrimonio monumental*, Puebla, UAP, ICOMOS, 1987.

<sup>32</sup> cf. Salvador Diaz Berrio, "Limites de las operaciones de restauración", dans, *1° seminario regional latinoamericano de conservación y restauración*, Mexico, INAH, 1973, 11 p., p. 8.

<sup>33</sup> cf. Salvador Diaz Berrio, *Conservación del patrimonio cultural en Mexico*, Mexico, INAH, Consejo nacional para la cultura y las artes, 1990, 436 p.

<sup>34</sup> DDF, *Remodelación urbana ciudad de Mexico, 1971-1976*, Mexico, Dirección general de obras publica, 157 p.

<sup>35</sup> Jérôme Monnet, *La ville et son double, la parabole de Mexico*, Paris, Nathan, 1993, p. 127.

<sup>36</sup> cf. bilan non publié de l'action du *Fideicomiso*, juillet 1994.

<sup>37</sup> rivière transformée en élément du système de drainage et recouverte par une voie rapide.

<sup>38</sup> cf. Socorro Santin Nieto, série d'articles de *la Jornada de Oriente* et, "El programa parcial de Desarrollo Urbano del Paseo del Rio de San Francisco y los habitantes de esta zona", *XIV Encuentro de la Red Nacional de Investigación urbana, Turismo, utilización del tiempo libre y desarrollo urbano*, Acapulco, 1994. .

<sup>39</sup> ICOMOS : Conseil international des monuments et des sites, organisme international lié à l'UNESCO et à l'application de la Convention du patrimoine mondial.

<sup>40</sup> cf Priscilla Connolly, René Coulomb, Emilio Duhau, *Cambiar de casa pero no de barrio, Estudios sobre la reconstrucción en la ciudad de Mexico*, Mexico, UAM, CENVI, 1990, 465 p. et François Tomas, "Estrategias socio-espaciales en los barrios centricos de Mexico- los decretos de expropiación de octubre de 1985", *TRACE*, N°11, mai 1987, CEMCA-IFAL, p. 7-27.

<sup>41</sup> Pedro Paz Arellano (coord.) , *La rehabilitación de vivienda : una alternativa para la conservación de los centros historicos*, Mexico, INAH, 1988, 88 p.

<sup>42</sup> cf. Patrice Melé, "Pratiques de la ville et modèles culturels au Mexique", *Actes du colloque international grandes métropoles d'Afrique et d'Amérique latine, Equipements urbains et pratiques culturelles*, Université de Toulouse le Mirail, 1991.

<sup>43</sup> Un phénomène du même type est décrit par Hélène Deslauriers dans le cas du programme "rues principales" impulsé par la fondation Héritage Canada, cf. "Le patrimoine, outil de développement de l'entrepreneurship local", dans, *Le patrimoine atout du développement*", Lyon, PUL, Centre Jacques Cartier, 1992, 156 p., p. 37-44.

<sup>44</sup> Françoise Choay, *L'allégorie du patrimoine*, Paris, Seuil, 1992, 267 p., p. 160.

<sup>45</sup> cf. R. Ballain et Cl. Jacquier, "Les nouveaux territoires de l'action publique", *DAEI, 40 ans de Réhabilitation de l'habitat en France*, Paris, Economica, 1989, 406 pages.

<sup>46</sup> Alain Bourdin, *Le patrimoine réinventé*, Paris, PUF, 1984, 239 p, p. 104.

<sup>47</sup> cf. Régis Neyret, "Le patrimoine, valeur ajoutée", dans, *Le patrimoine atout du développement*, op. cit, p. 7-17.

<sup>48</sup> cf. Alain Bourdin, "Patrimoine et demande sociale", *ibid*, p. 21-25.

<sup>49</sup> Marc Guillaume, "Mémoires de la ville", *Traverses*, 36, janvier 1986, Paris, p. 134-140, p. 140.

*RÉSUMÉ - RESUMEN*  
*ABSTRACT*

La politique mexicaine de valorisation des centres-villes a permis en une vingtaine d'années de classer 19.000 monuments historiques dans des zones de protection relativement étendues et de faire inscrire 6 centres anciens, dont celui de Mexico, sur la liste du patrimoine mondial. Dirigée par la capitale, cette action de protection est devenue un enjeu politique entre la Fédération et les Etats. Elle vise à améliorer l'image des centres et à intégrer les périmètres historiques dans la logique de l'aménagement urbain.

\*\*\*

Within about twenty years, the Mexican policy of the town centres development enabled to classify 19 000 historic buildings in rather large protection areas and to register six ancient centres, among which the centre of Mexico, on the world heritage list. Directed by the capital, this

protection action has become a political stake between the Federation and the States. It aims at improving the centres images and at incorporating historic areas into the logic of urban development.

\*\*\*

La política mexicana de valorización de los centros históricos urbanos ha permitido durante los últimos 20 años clasificar 19 mil monumentos históricos en las zonas de protección relativamente extendidas y hacer inscribir seis antiguos centros, entre ellos el de México, en la lista del patrimonio mundial. Dirigida por la capital esta acción de protección se ha transformado en un reto político entre la Federación y los Estados La acción pretende mejorar la imagen de los centros históricos e integrar los perímetros históricos en la lógica del ordenamiento territorial urbano.

# NÉOLIBÉRALISME ET SÉGRÉGATION SOCIO-SPATIALE À SANTIAGO DU CHILI\*

---

PATRICIO LARRAIN\*\*

Le coup d'État militaire de septembre 1973 a mis fin au modèle de substitution des importations en vigueur au Chili depuis la dépression économique des années trente ; il a fait place à une économie de caractère néolibéral centrée sur le marché, comme principal mécanisme d'allocation des ressources, et sur l'ouverture du Chili aux marchés mondiaux. Le nouveau modèle impulsé par le gouvernement Pinochet ne comportait pas de préoccupation spatiale puisqu'il s'opposait à favoriser, par des mécanismes autres que le libre fonctionnement du marché, la concentration des investissements dans des régions spécifiques. Pourtant les politiques néolibérales ont entraîné une nouvelle organisation de l'espace chilien dans ses différentes expressions territoriales : nationale, régionale, urbaine, rurale et locale.

Quel a été l'impact des politiques néolibérales du Gouvernement militaire (1973-1990) sur l'organisation spatiale du Grand Santiago (4,7 millions d'habitants en 1993) ? Tel est le problème ici traité : on analysera en particulier, le développement géographique de la ville et les formes de la ségrégation socio-spatiale.

## LE MODÈLE NÉOLIBÉRAL ET LA POLITIQUE DE DÉVELOPPEMENT URBAIN (1979)

C'est à partir de 1979, avec la promulgation d'une nouvelle Politique Nationale de Développement Urbain (Pndu) que le modèle néolibéral se déploie avec une force particulière dans les villes du Chili. La toute-puissance du marché

\* Cet article est l'état d'avancement d'une recherche : "Les effets des politiques néolibérales sur l'espace urbain au Chili" qui fait partie du programme franco-chilien "Le Nouvel espace géographique chilien (Geonech)".

\*\*Institut de Géographie, Université Catholique du Chili

comme mécanisme d'assignation des ressources renvoie au second plan la fonction planificatrice de l'État et son rôle direct dans la préservation du bien public. Dans le chapitre intitulé "Déclarations", la Pndu de 1979 affirme que le sol urbain n'est pas une ressource limitée et qu'en conséquence il revient au marché de définir et la taille optimale de la ville et l'usage de son sol : les limites de la ville ne sont plus intangibles et l'usage du sol se détermine en fonction de sa rentabilité, l'espace urbain devenant une marchandise librement commercialisable. En ce qui concerne l'État, la Pndu de 1979 lui reconnaît le rôle de garant de l'intérêt collectif, rôle exercé par des "politiques d'orientation des mécanismes du marché urbain". Elle établit aussi que les villes se développeront selon, "un système de planification flexible qui réduira au maximum les interventions de l'État".

### LA CROISSANCE DE SANTIAGO ET SES CONSÉQUENCES

La PNDU, qui allait durer de 1979 à 1985, a stimulé la croissance de l'aire de Santiago en laissant les seules forces du marché déterminer la superficie de la zone urbaine et définir l'usage de son sol. Santiago, dont l'expansion a été ainsi accélérée, a atteint, en 1980, une superficie de 38 000 hectares. On estime qu'entre 1980 et 1985, Santiago s'est développé au rythme annuel de 1200 hectares alors que la moyenne entre 1955 et 1980 était de 1000 ha par an. Pourtant, une forte crise économique frappait alors le pays tandis qu'étaient suspendues, dans la périphérie, les occupations de terres qui se pratiquaient sur une large échelle entre 1960 et 1973. Une telle croissance a fortement augmenté les coûts de maintenance de la ville en étendant les zones de faible densité ; elle a accentué la détérioration de l'environnement en multipliant les causes de pollution et favorisé l'occupation de zones à risques ; elle a enfin aggravé les conditions de vie de la population qui voit s'allonger les distances entre lieux de vie et lieux de travail. La figure 1 montre l'ampleur et le sens de l'expansion de Santiago entre 1970 et 1990, période qui a vu la superficie totale de la ville croître de 20 000 hectares environ, surtout en direction du sud et du sud-est où la valeur du sol était relativement basse.

Outre la valeur de la terre, un autre facteur conjoncturel a joué un rôle important dans la rapide expansion territoriale de Santiago entre 1979 et 1986 : l'État s'est montré moins vigilant dans le respect des normes afin de créer une relance dans le secteur de la construction, et réduire ainsi le taux de chômage particulièrement élevé (près de 40% des actifs en 1982-1983), et afin de pallier l'aggravation du déficit en logements. Ce déficit a en effet augmenté de façon alarmante dans la seconde moitié des années soixante-dix parce que l'État a peu construit alors et que le secteur privé n'intervient guère dans ce domaine : entre 1974 et 1978, les logements ont été construits à une moyenne annuelle de 8 000 unités environ alors qu'elle était de 20 000 par an entre 1970 et 1973 et de près de 100 000 dans la période 1990-1994.

FIGURE 1  
EXPANSION DE SANTIAGO DU CHILI ENTRE 1970 ET 1990

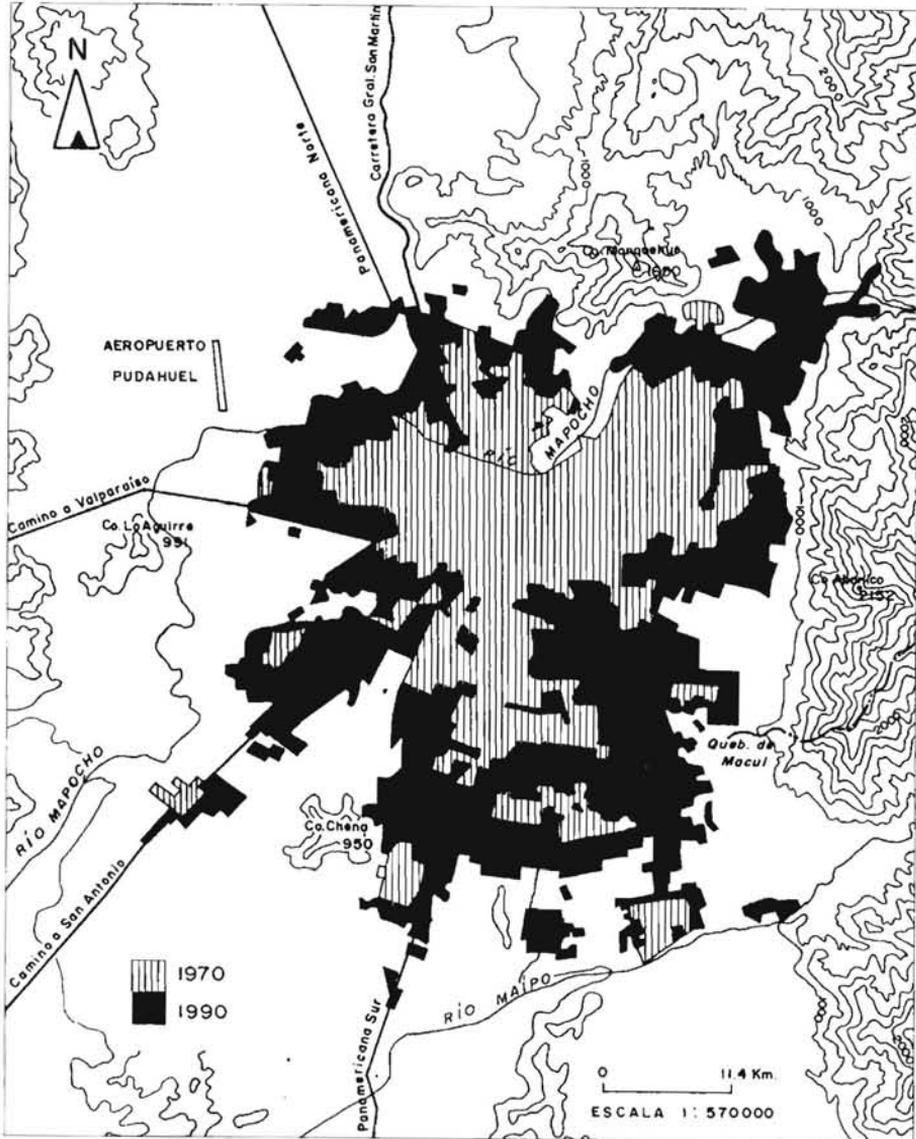
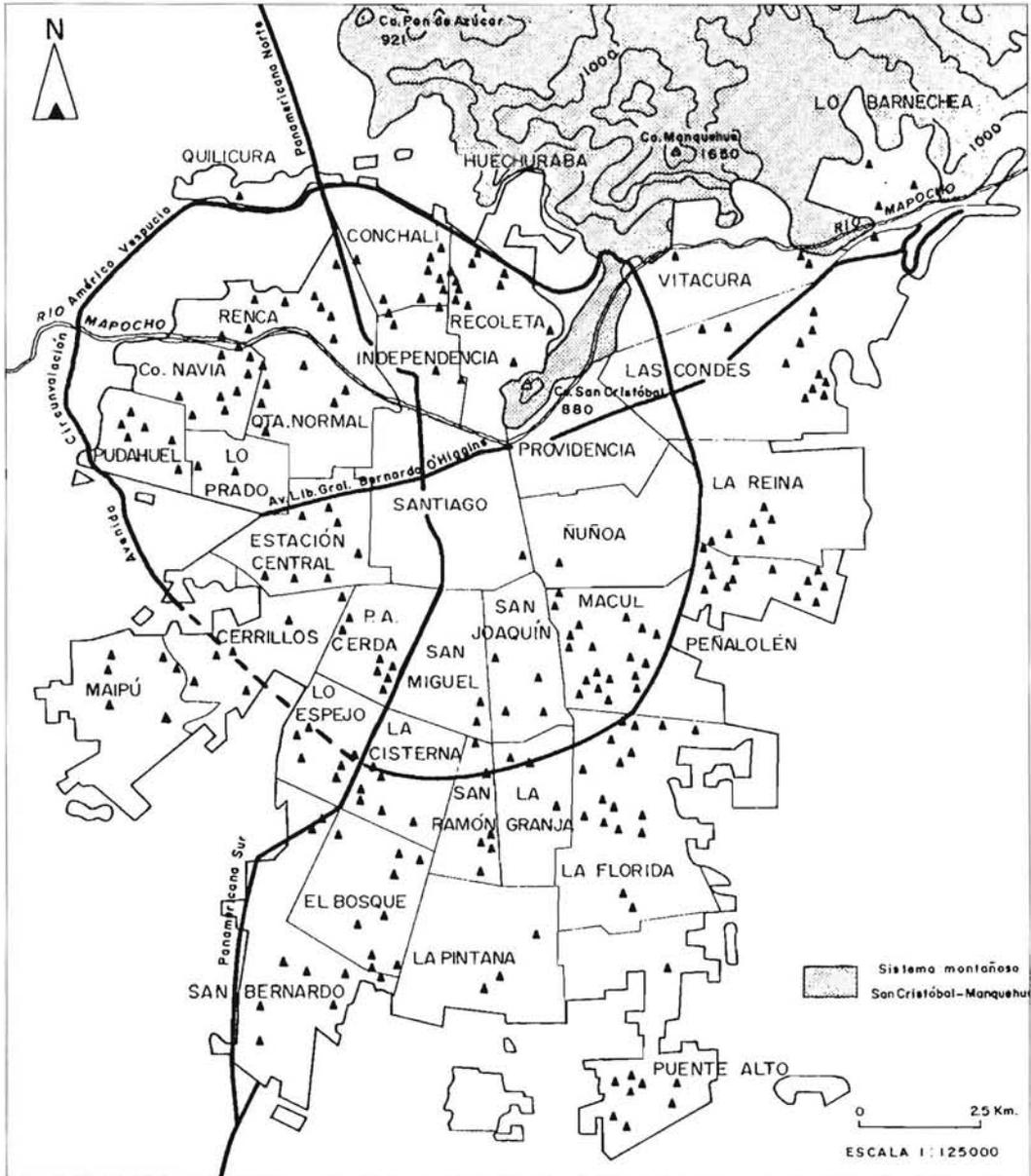


FIGURE 2  
 DISTRIBUTION SPATIALE DES BIDONVILLES À SANTIAGO DU CHILI, 1979.



## LE RENFORCEMENT DE LA SÉGRÉGATION SOCIO-SPATIALE

La mise en œuvre des politiques néolibérales a aggravé la ségrégation socio-spatiale de Santiago en laissant aux forces du marché la détermination de l'usage du sol. Elle a aussi réduit au minimum l'action directe de l'État dans la question de l'habitat. En particulier, on a commencé à construire les logements prévus pour les couches les plus pauvres de la population dans les municipes où le sol a une très faible valeur, qui ont des budgets déficients, des carences en équipement et en infrastructure, qui offrent peu d'emplois et n'ont qu'une faible capacité d'investissements.

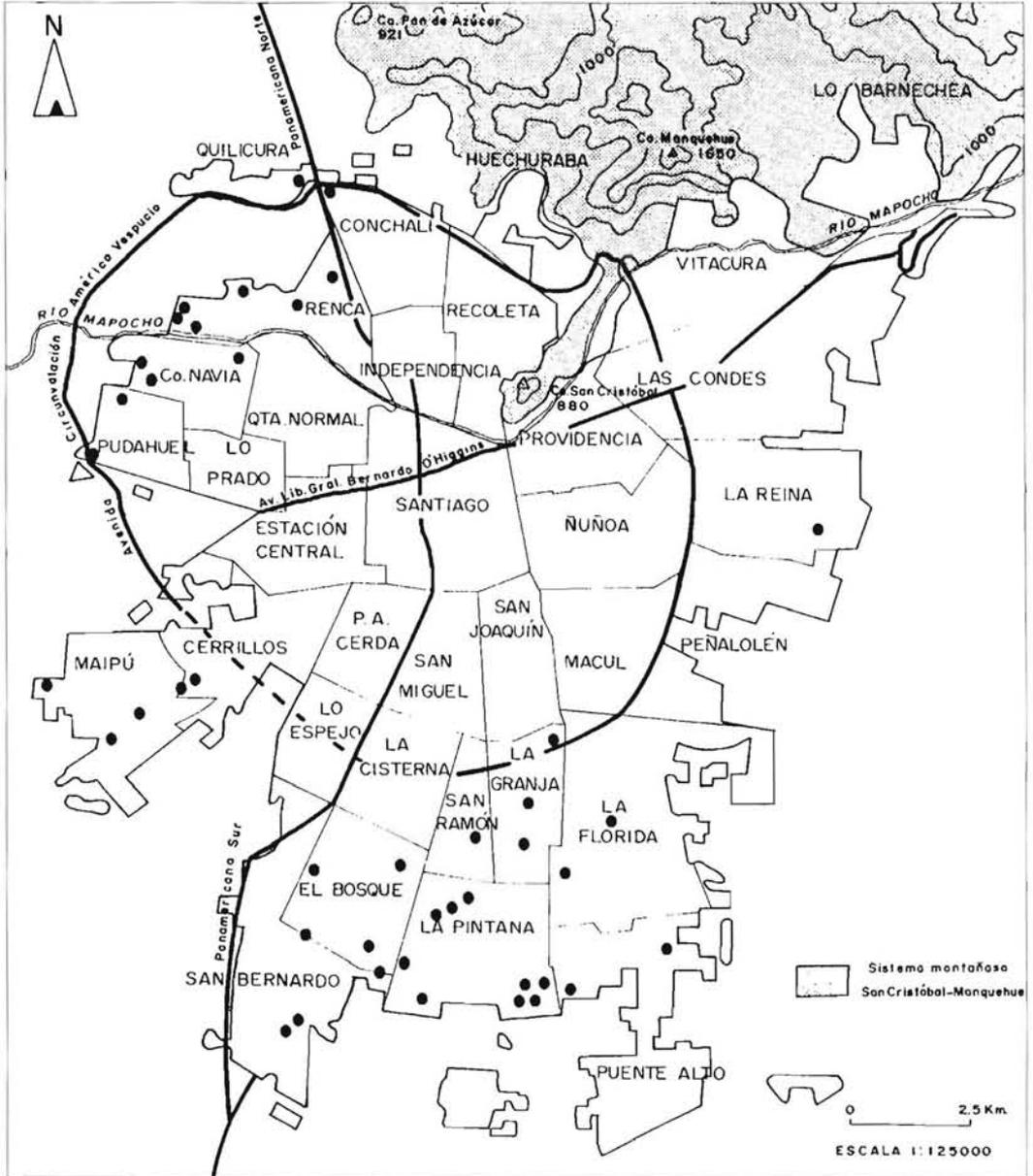
La médiocrité des ressources des municipes d'accueil s'est fait d'autant plus sentir que le moment où se mettaient en place ces programmes de logement, à la fin des années soixante-dix, a coïncidé avec le démarrage du processus de décentralisation. Processus qui permettait au gouvernement central de transférer de nouvelles compétences aux municipes, dans le domaine de la santé et de l'éducation entre autre, sans leur attribuer les ressources financières nécessaires.

## LA NATURE DISCRIMINATOIRE DES PROGRAMMES DE LOGEMENT

La Pndu de 1979 a servi de cadre de référence à la mise en place entre 1979 et 1985 des principaux programmes de construction de logements sous l'impulsion de l'État. Pendant cette période, l'État s'est surtout préoccupé de résoudre les problèmes que posaient les *campamentos*. Ces zones d'habitat précaire résultant d'une occupation illégale de terrains n'ont pas accès à l'eau potable, au système d'égout ni à l'électricité ; les habitations y sont construites en matériel léger. Dans ce contexte, ont été élaborés deux programmes importants : le Programme d'éradication des bidonvilles et le Programme d'assainissement des bidonvilles. Au moment du démarrage de ces deux programmes Santiago comptaient 294 *campamentos* ainsi occupées où vivaient 44 790 familles soit près de 224 000 personnes.

La répartition spatiale des bidonvilles en 1979 illustre bien le type de ségrégation que connaissait Santiago lors de la mise en œuvre de ces programmes d'habitat. Comme le montre la figure 2, pratiquement toutes les communes de Santiago étaient, à des degrés divers, concernées par le phénomène des bidonvilles. La partie la moins touchée correspond à l'axe Sud-Ouest/Nord-Est qui passe par les communes actuelles de Santiago et de Lo Barnechea, qui sont des quartiers résidentiels où se concentrent les services de meilleure qualité. Il est évident que les occupations de terrain ne pouvaient que difficilement se concrétiser dans ces endroits, en partie à cause du petit nombre de terrains "disponibles" et de l'importance de la présence policière dans les communes les plus centrales comme Santiago, Provincia et Muñoa, en partie à cause de l'éloignement relatif des zones résidentielles du Nord-Est et de leur inaccessibilité. Les bidonvilles existant dans ce secteur en 1979 étaient surtout concentrés près du rio Mapocho, des zones inondables donc, et à Las Conces et Lo Barnechea qui constituaient alors la périphérie de la zone urbaine

FIGURE 3  
 LOCALISATION DES LOGEMENTS SOCIAUX TRANSPLANTÉS  
 (POBLACIONES DE ERRADICACION), 1979-1986.



consolidée. Ce plan montre aussi que le système montagneux San Cristóbal-Manquehue, ce contrefort de la Cordillère des Andes qui divise réellement Santiago en deux, a eu un effet de "barrière". Les bidonvilles se répartissent de façon assez homogène sur tout le reste du territoire, principalement aux alentours du boulevard circulaire Américo Vespucio qui actuellement se trouve en bordure du centre de la ville mais qui, au début des années soixante, en dessinait la périphérie.

### LE PROGRAMME D'ÉRADICATION DES BIDONVILLES

Le Programme d'éradication des bidonvilles avait pour objectif le déplacement en masse et obligatoire de leurs habitants et pour justification deux types d'arguments : les risques d'inondation près des lits des cours d'eau, (particulièrement le rio Mapocho dans le secteur Vitacura-Lo Barnecha et dans le Zanjón de la Aguada) et la décision de rendre à leurs propriétaires les terrains occupés illégalement. Le plus généralement, on proposait comme solution alternative, une maison classique en matériau dur d'une superficie de 30 mètres carrés environ sur un terrain de 100 mètres carrés, avec accès à l'eau potable, l'électricité et un système d'élimination des ordures.

Entre 1979 et 1986, dans la ville de Santiago, près de 246 bidonvilles ont été détruits. Ils abritaient 28 500 familles, soit 63,6% de l'ensemble des unités familiales vivant dans des bidonvilles en 1979, ce qui représente près de 142 500 personnes, autrement dit l'équivalent de la population de villes comme Rancagua ou Talca qui sont respectivement les capitales de O'Higgins et du Maule.

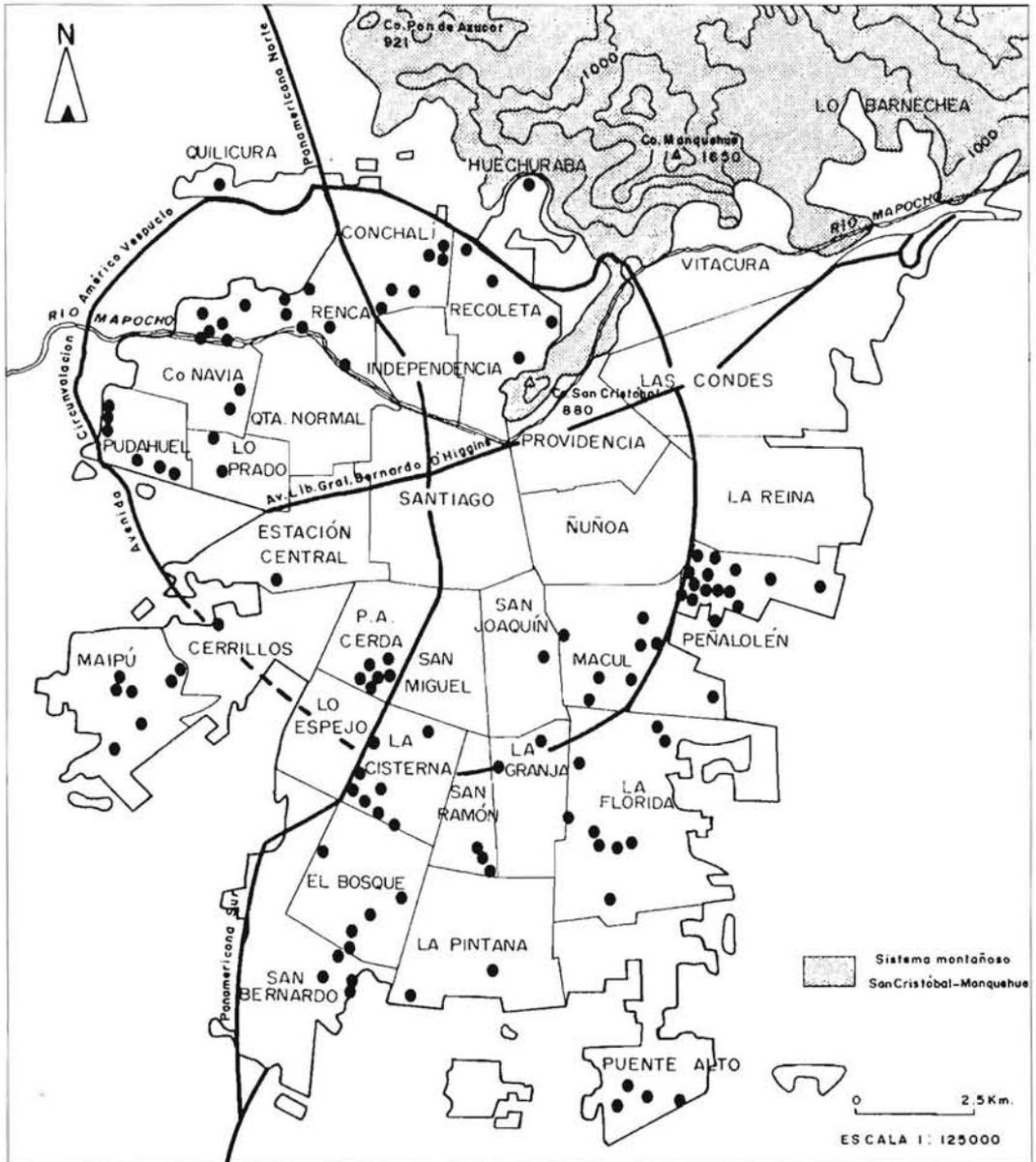
La figure 3 indique la localisation des ensembles construits dans le cadre du Programme d'éradication des bidonvilles. Comme nous l'avons dit plus haut, les lieux d'accueil pour les familles transférées se situaient tous dans les communes où le sol était bon marché comme La Pintada, Renca, Puente Alto, Cerro Navia, La Granja et San Bernardo. Elles présentaient toutes un indice de pauvreté élevé, et un budget trop faible pour satisfaire les nouvelles demandes. Par ailleurs, les communes regroupant les hauts revenus se sont vus débarrassés de leurs bidonvilles, ce qui a aggravé la ségrégation socio-spatiale antérieure à ce programme de logements. Ce processus de "nettoyage" a eu pour résultat visible, entre autres, la plus-value foncière des municipes "nettoyés" ; il a donc rendu plus difficile, pour les revenus bas et moyens, l'accès aux communes du Nord Est de Santiago. C'est ainsi que le degré de ségrégation va s'aggravant.

### LE PROGRAMME D'ASSAINISSEMENT DES BIDONVILLES

Le Programme d'assainissement des bidonvilles a consisté en l'octroi d'un titre de propriété et en la réalisation d'une infrastructure sanitaire (eau potable, électricité et système d'égouts) d'où cette appellation produite *in situ* de "*poblaciones de casetas sanitarias*". Entre 1979 et 1986, l'on a fourni, à Santiago, près de

FIGURE 4

LOCALISATION DES BIDONVILLES POURVUS D'UNE INFRASTRUCTURE SANITAIRE DE BASE  
(POBLACIONES SANEADAS), 1979-1986.



22.400 unités sanitaires, ces "*casetas*" selon la terminologie chilienne, dont ont bénéficié 112 000 personnes. Leur installation sur le lieu même des bidonvilles a favorisé une solution sans pour autant contribuer à l'expansion de la ville et permis d'éviter les problèmes de déracinement consécutifs à une relocalisation forcée des habitants. Toutefois, à l'échelle de la ville, ce programme a aussi contribué à renforcer les modes de ségrégation socio-spatiale suscités par les déguerpissements dans la mesure où il concernait les communes les plus pauvres de Santiago. Comme le montre la figure 3, entre 1979 et 1986, aucune commune à revenus élevés (Vitacura, Las Condes et Lo Barnechea) ne s'est ouverte à ce type d'habitat.

### LE PROCESSUS DE RÉGIONALISATION ET LA SÉGRÉGATION SOCIO-SPATIALE

Le modèle néolibéral, sous l'impulsion du gouvernement du Général Pinochet, s'est fortement appuyé sur ce qu'on a appelé le "Processus de régionalisation" qui visait à décentraliser la prise de décision et à promouvoir un développement équilibré du territoire. Pour ce faire, on mit en place une nouvelle division politico-administrative qui créait 13 régions subdivisées en 51 provinces et 335 communes.

Dans le cas de la ville de Santiago, les changements politico-administratifs ont suivi l'orientation du Processus de réforme communale, qui, en 1981, a créé dans la Province de Santiago, soit grosso modo la ville elle-même, 12 nouvelles communes à partir de la sous-division des territoires communaux préexistants.

La réforme communale mise en place à Santiago est devenue un facteur important de ségrégation socio-spatiale dès lors que l'un des critères adoptés explicitement pour la nouvelle délimitation a précisément été l'homogénéité socio-économique de la population. Santiago se divisait ainsi en communes riches et en communes pauvres. Le fait que les logements construits par l'État durant la première moitié des années quatre-vingt aient été localisés dans les communes les plus pauvres de Santiago est tout à fait conforme à l'esprit discriminatoire de la réforme communale.

*RÉSUMÉ - RESUMEN*  
*ABSTRACT*

La mise en pratique de politiques néolibérales depuis 1975, a signifié des changements importants dans la dynamique et dans l'organisation du territoire chilien. Dans le domaine urbain, l'un des aspects les plus graves de l'implantation du modèle néolibéral a été le renforcement de la ségrégation spatiale. Ce phénomène est spécialement aigu dans la capitale nationale, Santiago.

\*\*\*

The implementation of neoliberal policies since 1975, has generated deep changes in the structure and dynamic of

the Chilean territory. in the urban context, these policies have contributed to accentuate the levels of socio-spatial segregation, particularly in the national capital Santiago.

\*\*\*

La implementación de las políticas neoliberales de 1975, ha generado profundos cambios en la estructura y dinámica del territorio chileno. En el ámbito urbano, estas políticas han contribuido a acentuar los niveles de segregación socio-espacial, especialmente en la capital nacional, Santiago.

# À LA RECHERCHE D'UN NOUVEAU MODÈLE DE SERVICE PUBLIC : LE VENEZUELA

---

HENRI COING\*

Le début des années quatre-vingt-dix a vu se multiplier en Amérique latine des programmes massifs de privatisation des entreprises publiques du "secteur concurrentiel", mais aussi des entreprises de service public : le téléphone, l'électricité, l'eau et l'assainissement, les déchets sont à leur tour entrés dans l'ère des grands chambardements. Observant dans cet article ce qui s'est passé au Venezuela sous la Présidence de Carlos Andrés Pérez (1989-1993), nous ne pouvons l'isoler de ce qui s'est passé au même moment dans la plupart des pays voisins, et qui est très similaire : même crise profonde du modèle antérieur d'entreprises publiques, même effondrement du système de financement des services urbains, mêmes orientations vers la décentralisation et la privatisation, dans le cadre de programmes d'ajustement dont on connaît la commune inspiration (Coing 1993).

Pourtant, le résultat des politiques menées varie considérablement d'un pays à l'autre. Prenons le cas de l'Argentine et du Venezuela: les gouvernements de ces deux pays ont défini à la même époque des programmes d'inspiration voisine. Cinq ans plus tard, les services urbains argentins ont connu une mutation radicale, par privatisation, désintégration verticale et rupture des monopoles, et C. Menem est encore solidement installé au pouvoir; au Venezuela, par contre, l'essentiel de l'ancien modèle de gestion des services est toujours en place, tandis que C. A. Pérez n'a pas pu terminer son mandat.

Nous ne tenterons pas ici de faire une évaluation des effets de ces politiques, mais plutôt d'analyser le processus de transformation lui-même, qui agit comme révélateur d'une société.

Le modèle vénézuélien de gestion des services urbains était tout à fait similaire au modèle dominant en Amérique latine:

\* Université de Paris-Val de Marne (Paris XII).

- gestion publique, gestion nationale (souvent sur la base de nationalisation des concessionnaires étrangers antérieurs), gestion centralisée.
- financement mixte, par le tarif, et par des apports substantiels du budget de l'État, soit au titre du financement des investissements, soit au titre du comblement des déficits. Fortes subventions croisées entre consommation industrielle ou commerciale, et consommation domestique; ou du moins fortes différences tarifaires entre les deux.
- accès très inégal aux services; des classes moyennes privilégiées, des quartiers populaires avec des déficits élevés en services publics (accès, et surtout niveau de service)
- des entreprises publiques, symboles de l'État-Providence, et piliers du pacte entre l'État et ses fonctionnaires.

Cependant, le modèle vénézuélien avait certaines caractéristiques spécifiques, provenant de la structure rentière de l'économie et de l'appareil d'État. La dimension "développementiste" de l'État latino-américain était moins marquée ici, le rythme d'investissement en infrastructures était moindre (sauf en ce qui concerne la mise en valeur des ressources hydroélectriques), et l'on ne vit jamais surgir, comme au Brésil par exemple, une stratégie pour développer une capacité industrielle propre dans les branches concernant les services publics. En outre, le pays avait vécu une longue période sans inflation, et manquait de tout mécanisme d'indexation (qu'il s'agisse des salaires ou des tarifs), ce qui aggrava beaucoup la crise financière des services publics lorsque se déclencha l'inflation dans les années quatre-vingt.

Sous l'impact de la crise des années quatre-vingt, le modèle s'était déjà modifié. Le boom de la rente pétrolière, dans les années soixante-dix, avait profondément déformé l'économie et la société, favorisant un développement accéléré de la consommation intérieure au détriment de la production nationale. La chute des prix du pétrole asphyxia les finances publiques et aggrava jusqu'à la caricature les tendances rentières de la société: chute de l'investissement privé et public, distorsions dans les structures des coûts (y compris ceux des services publics), appauvrissement massif des classes populaires, impossibilité politique des réajustements de tarifs, explosion de la corruption: les entreprises publiques commencèrent à se décapitaliser, à se désorganiser, et la qualité des services régressa jusqu'à des niveaux inconnus auparavant...

Le modèle rentier était en pièces, épuisé par ses propres excès, et transformé en un système prédateur. Dès lors s'enchaînent inexorablement l'explosion de l'endettement public interne et externe, l'épuisement du système redistributif, la crise de la société politique, des partis, des syndicats (qui redistribuaient, cooptaient, médiatisaient les conflits), la perte de toute "crédibilité" de la part des milieux dirigeants, et à la fin, les entreprises publiques qui s'effondrent et deviennent indéfendables (les enquêtes d'opinion démontraient l'affaiblissement de leur légitimité dans l'opinion).

Le degré élevé de méfiance envers les services publics ouvrit le chemin à une critique radicale du modèle antérieur. La politique définie par le gouvernement de Carlos Andres Perez faisait partie d'un "paquet économique" incluant la libération

des prix, la réunification du taux de change, la suppression des subventions aux produits de base, la réduction de 80 à 20% de la protection douanière maximum : la privatisation des entreprises publiques ne renvoie donc pas seulement à la vente de quelques actifs de l'État, mais bien à une redéfinition du rôle de l'État lui-même.

L'ampleur du virage peut être illustrée par l'histoire du Fonds d'Investissement du Venezuela (FIV). Cet organisme avait été créé en 1974, pendant le premier mandat présidentiel de Carlos Andrés Pérez, après le premier boom pétrolier; son objectif essentiel était de recueillir les excédents financiers provenant des exportations pétrolières et de les canaliser vers le développement de l'appareil industriel, spécialement dans les secteurs appelés stratégiques. En 1989, le FIV, organe d'investissement, devient désormais l'outil du désinvestissement de l'État, puisque c'est lui qui est chargé de la restructuration des entreprises publiques, de leur privatisation, et de la création des nouveaux cadres juridiques et réglementaires (*marco regulatorio*). Pour mener à bien ces missions, il reçoit chaque année un apport du budget correspondant à 5% de tous les revenus pétroliers de l'État.

Il s'agit donc de bien autre chose que d'un simple désinvestissement, et on le voit dans l'intense activité législative qui l'accompagne. Les entreprises publiques chargées du téléphone, de l'énergie électrique, de l'eau, avaient été créées par la loi, et la privatisation ne pouvait se faire que par d'autres lois. Mais la dimension légale du projet va bien au-delà : il implique une séparation entre le fournisseur du service et l'autorité politique responsable de sa définition, de son orientation, de sa régulation. Pour chaque secteur, par conséquent, on devra créer un organisme régulateur et un ensemble de normes. Sont également nécessaires les instruments requis pour éliminer les monopoles et pour favoriser et réguler la concurrence. Cet objectif ne s'applique pas seulement aux entreprises privatisables, mais bien à l'ensemble du secteur auquel elles appartiennent, ce qui rend nécessaire un diagnostic global, l'élaboration d'une stratégie de réorganisation et de développement, ainsi que la réforme institutionnelle et légale correspondante. Enfin, tout ceci implique une transformation complète du modèle de financement de ces services, qui doivent désormais s'autofinancer.

Quatre ans après, lorsque se termine la période présidentielle, le bilan est assez mince : si les télécommunications ont bien été privatisées et partiellement démonopolisées, la réforme des secteurs de l'électricité, de l'eau, des déchets, des transports urbains est, elle, à peine commencée, ou bien a été bloquée. Le programme de privatisation est stoppé, tout comme le programme de décentralisation. On voulait opérer un changement radical dans le mode de gestion des services publics, dans la manière dont la société prenait en charge ces fonctions collectives, et ceci ne s'est pas produit.

Pour tenter d'en comprendre les raisons, il ne suffit certes pas de raconter les événements. Le récit des péripéties et de l'enchaînement des circonstances est cependant un révélateur puissant des processus sociaux qui sont à l'oeuvre. Parmi leurs multiples dimensions, nous en privilégierons ici trois : la redéfinition du modèle de financement des services publics, les avatars de la décentralisation, la recomposition des alliances sociales<sup>1</sup>.

## LA REDÉFINITION DU MODÈLE DE FINANCEMENT

L'objectif de la nouvelle politique est clair : l'autosuffisance économique des services. Ce qui représente une rupture complète avec le modèle antérieur, dans lequel le gros de l'investissement était financé par des apports budgétaires, et où les tarifs ne couvraient même pas les coûts de fonctionnement. Dans le cas de l'eau par exemple, le premier projet de contrat de concession pour l'agglomération de Caracas, élaboré en 1992, prévoyait non seulement l'absence de toute subvention et la prise en charge de la totalité du coût par l'utilisateur, mais en outre le paiement initial par le concessionnaire d'un "droit de concession", puis le versement chaque mois à la collectivité de 5% des recettes. Les services doivent être rentables.

Pour cette même raison, les tarifs du téléphone furent fortement relevés : entre décembre 1991 et décembre 1993, le prix des appels internationaux augmenta de 400% pendant que l'inflation était de 90%. Le prix de l'abonnement passa de 45 bolívares (Bs) par mois (avec 200 unités gratuites) à 214 Bs par mois (avec 30 unités gratuites). Dans les téléphones publics, l'appel passa de 0,25 Bs à 2 Bs.

Dans le domaine de l'électricité, une politique de "vérité des prix" fut mise en place à partir de 1989, maintenue avec continuité sauf durant l'année 1992. En 1993 par exemple, le prix de vente de l'électricité aux entreprises de distribution augmenta de 100%, le prix au consommateur fixé par Enelbar (un des distributeurs) augmenta de 106% alors que l'inflation s'élevait à 37%. Il s'agit d'une véritable révolution, tant pour les utilisateurs (pour un gros consommateur comme le Métro de Caracas, le poids de l'électricité dans ses coûts d'exploitation passa de 15 à 25% du total en 3 ans), que pour les producteurs (Edelca calculait que la rentabilité de l'entreprise, passée de 1,2% en 1991 à 2,8% en 1993, atteindrait 10% en 1995).

Pourtant, la situation n'est pas aussi simple qu'il y paraît. Détaillons par exemple le cas de l'eau potable, et replaçons le problème des tarifs dans son contexte:

L'organisation traditionnelle du service de l'eau au Venezuela est très semblable à celle existant dans d'autres pays de la région : une entreprise publique nationale, l'Instituto Nacional de Obras Sanitarias (Inos), est chargée de l'ensemble des services d'eau et d'assainissement dans tout le pays, depuis sa création en 1943.

Appliquer au secteur de l'eau la nouvelle logique de gestion des services urbains signifierait, selon les responsables du FIV, décentraliser la gestion du service aux niveaux régional et local, séparer la production (régionale), et la distribution (locale), en créant des entreprises distinctes pour chacune des fonctions, privatiser le service, soit par la création d'entreprises mixtes dans lesquelles entreraient des capitaux privés, soit par délégation du service sous forme de concession, réorienter la politique tarifaire pour générer des ressources suffisantes, et couvrir les coûts d'investissement comme de fonctionnement, et créer enfin un nouveau cadre réglementaire et un organisme régulateur distinct des opérateurs.

Quelle est la situation à la fin de la période ?

L'Inos a disparu, remplacé par un autre organisme, Hidroven. Dix entreprises régionales ont été créées, filiales d'Hidroven. Les tarifs ont été redéfinis, tant dans leur structure que dans leur niveau.

Il ne faut pas sous-estimer l'importance, et la valeur symbolique, de la disparition de l'Inos, qui peut se comparer à ce que fut en Argentine la suppression de OSN, car ces entreprises étaient l'image même du service public tel qu'il avait été défini à l'époque de la Seconde Guerre mondiale. Leur disparition signifie la fin d'une période.

En outre, le contrat imposé par le FIV à l'Inos puis à Hidroven comportait un certain nombre d'exigences complètement nouvelles : autonomie financière - pour les coûts d'exploitation- dans un délai de trois ans, grâce à la réduction des subventions et à une nouvelle structure des tarifs basée sur les coûts (calculés pour chaque région); généralisation du service (programme d'incorporation des "zones marginales"); amélioration de l'efficacité (objectif de 4 employés pour 100 abonnés).

Les objectifs de la nouvelle politique pour le secteur de l'eau sont très similaires à ceux définis pour les autres services. Cependant, à la différence de ce qui s'est passé dans les autres domaines, il ne fut réalisé aucune étude préalable à la restructuration du secteur ni aucun texte officiel définissant les lignes directrices. Tout ce qui s'est fait a été réalisé au jour le jour, sans stratégie explicite, ni analyse approfondie. Et ceci dans un contexte de crise aiguë du service et de l'entreprise Inos (Marcano 1993, Marcano 1984) : pénurie d'eau et interruptions répétées du service, décapitalisation rapide de l'entreprise, désorganisation et corruption croissante; l'Inos était en train de perdre sa crédibilité, et même sa légitimité, tandis que le niveau de service se détériorait.

La première tentative pour changer la situation remonte à 1974, lorsque le gouvernement décida de supprimer les subventions que faisait le budget de l'État à l'Inos pour couvrir une partie des coûts de fonctionnement, et pour obliger ce dernier à atteindre l'équilibre financier de l'exploitation (mais pas de l'investissement).

Cet équilibre ne fut jamais atteint, et les déficits s'accumulèrent. Au début des années quatre-vingt, fut élaboré un projet de régionalisation du service de l'eau, impliquant un démantèlement de l'Inos et la création d'entreprises régionales, avec participation financière du secteur privé. Le projet resta dans les tiroirs. En 1986 fut décidée une réorganisation de l'Inos, une déconcentration interne (on créa des "organismes déconcentrés") qui n'avaient encore que peu d'autonomie par rapport au siège. En 1989, fut prise la décision d'éliminer l'Inos et de le remplacer par une nouvelle entreprise, Hidroven S. A., qui serait à son tour une holding, la maison mère de dix entreprises régionales, chargées de gérer les systèmes locaux d'eau et d'assainissement. L'accord signé entre le FIV et l'Inos indiquait les objectifs à atteindre. Cependant, en 1993, l'Inos existe encore, de même que la nouvelle entreprise Hidroven, qui n'est rien qu'un autre nom pour la même structure; les entreprises régionales existent juridiquement, mais n'ont pas d'autonomie réelle, ce sont "des entreprises de papier" comme nous le disait un haut fonctionnaire. En outre, leur territoire coïncide rarement avec des circonscriptions administratives ou politiques; elles ne correspondent donc pas à une décentralisation du service.

Une condition préalable à quelque décentralisation ou privatisation que ce soit était la définition d'un nouveau mécanisme de financement. Le gouvernement ne voulait plus mettre de l'argent dans le système Inos, boucher les trous, ou finan-

cer comme auparavant le plus gros de l'investissement. Il fallait redéfinir le système tarifaire.

Or, il y avait une longue tradition de prix bas, et plus difficile encore, de prix stable, sans réajustement périodique; durant la longue période d'inflation quasi nulle, ce n'était pas très grave; mais déjà durant les années soixante-dix, cela signifia une baisse du tarif réel; dans les années quatre-vingt, avec un taux d'inflation supérieur à 30% par an, la situation devint dramatique. Cependant, le tarif resta inchangé entre 1981 et 1988 (inflation de 348%). En 1988, à Caracas le seul coût de fonctionnement atteignait 6,5 Bs/m<sup>3</sup>, tandis que l'utilisateur payait 1,03 en cas de tarif forfaitaire, et 2,40 en cas de consommation mesurée. Le gouvernement augmenta les tarifs en 1988, 1991, et 1993 ; cette fois, l'objectif était en fait une redéfinition complète du système tarifaire, dont le prix moyen de référence, "pour chaque localité, reflétera le coût de fonctionnement", et "lorsque les conditions socio-économiques le permettront, il pourra être réajusté de manière à inclure aussi les coûts d'investissement" (Resolución Fomento-Marnr del 24.2.93). Le tarif inclut aussi le coût de collecte et de traitement des eaux usées (10% + 10% de la facture d'eau).

C'est un changement qui paraîtrait modeste en d'autres régions du monde (un tarif ajusté sur les seuls coûts de fonctionnement), mais qui, dans le contexte vénézuélien rompt avec l'idée que chacun a droit aux services sans relation avec leurs coûts. La Résolution que nous citons indique aussi la formule qui doit permettre le réajustement périodique des tarifs. Auparavant, il existait un tarif, mais pas de règle indiquant la manière de le calculer ni de le réajuster. Cependant, il faut noter que la Résolution dit : "le prix moyen de référence pourra être réajusté périodiquement" mais n'indique aucune périodicité obligatoire (alors qu'actuellement, le tarif du téléphone est réajusté chaque trimestre, par obligation incluse dans le contrat passé avec l'entreprise).

Pourtant, observons bien l'évolution : l'énoncé général de la nouvelle politique, en 1989, implique que les tarifs couvrent les coûts et que les services ne soient plus subventionnés; le projet de concession élaboré en 1992 pour Caracas prévoit même que le service produise un excédent, reversé aux collectivités locales. En 1993, par contre, le décret fixant les nouveaux tarifs n'envisage que la couverture des coûts d'exploitation et, "lorsque les conditions le permettront", les coûts d'investissement. Quant au Megaprojet social présenté en 1992 et alimenté par le produit des privatisations, il inclut un apport de 17 milliards de Bs pour les investissements des entreprises régionales d'eau et 800 millions de \$ pour les infrastructures dans les quartiers populaires. Dans le même temps, le gouvernement crée la notion de tarif social : pour le groupe-cible, le montant de la facture d'électricité ne peut excéder 1% du salaire minimum, celle d'eau, 3%; les salariés reçoivent en outre un "bon de transport" de 900 Bs par mois.

Chacune de ces décisions correspond en fait à un modèle différent de financement du service: elles se juxtaposent, se succèdent, se contredisent. L'ampleur des variations de politique sur une si courte période montre bien l'instabilité des règles du jeu, l'absence d'un compromis stable sur le financement du service.

Il est vrai que l'enjeu est considérable et la situation très difficile. En 1993, le prix réel de l'eau à Caracas était de 8 Bs, tandis que l'année précédente le projet de

privatisation tablait sur un tarif de 36 Bs (équivalant à 50 en Bs de l'année 1993), prix jugé beaucoup trop bas par les entreprises candidates à la concession (alors qu'il comprenait encore une subvention indirecte importante à travers un bas prix d'achat de l'énergie électrique nécessaire). L'ampleur des hausses envisagées (de 8 à 50 Bs) explique à elle seule la difficulté politique de leur mise en oeuvre. L'augmentation réellement décidée en 1993 limitera le prix à 25 Bs : selon le point de vue, on dira que prix a triplé, ou que le nouveau prix est encore de deux à cinq fois inférieur au coût complet du service. En outre, le discours sur des "tarifs couvrant les coûts" était fragilisé par l'ignorance des coûts réels. Fallait-il ajuster les prix sur les coûts actuels? Que signifient ces derniers, lorsqu'on lit par exemple (*El Diario* 5.7.93) que les coûts de fonctionnement de l'usine de traitement de l'eau se montaient à 300 millions par an en frais de personnel seulement, tandis qu'après "privatisation" (contrat de service), le coût total de fonctionnement de l'usine fut réduit à 70 millions ? La réputation de gaspillage, d'inefficience, des entreprises publiques, jointe à un niveau de service très bas, faisait obstacle aux tentatives pour relever les tarifs.

Mais le résultat en est l'impossibilité de maintenir la cohérence d'une politique; va-t-on vers l'auto-financement par les tarifs, vers un investissement pris en charge par le budget général, vers des subventions spécifiques aux groupes défavorisés? Cette période est caractérisée par une oscillation entre plusieurs conceptions radicalement différentes du service public. On trouverait les mêmes caractéristiques dans le domaine du transport urbain, où la période voit coexister : les tentatives pour aligner les tarifs sur les coûts, les programmes de subvention au renouvellement des flottes de véhicules, le programme de subvention au "tarif scolaire", les programmes municipaux de "lignes populaires" très fortement subventionnées, etc. d'où l'échec complet de l'organisme nouvellement créé (Fontur) à donner cohérence à ces tendances contradictoires et à modifier réellement la logique économique des entreprises de transport (Coing 1994).

On comprend dès lors pourquoi, durant cette période de politique affichée de privatisation, on observe aussi peu de changements dans l'implication du secteur privé, qu'il soit national ou étranger, à l'exception du téléphone. La comparaison avec l'Argentine est instructive: là-bas, on observe l'entrée massive dans les services urbains argentins des grands groupes nord-américains ou européens, et la ruée des grands groupes industriels et financiers nationaux vers l'électricité, l'eau, les déchets ou les transports. A l'inverse, au Venezuela, c'est leur abstention qui est notable: les grands groupes nationaux sont absents (sauf des services de télécommunications à valeur ajoutée)<sup>2</sup>, les groupes étrangers ne s'intéressent qu'au téléphone (et au traitement des déchets industriels), ils refusent de s'engager dans des concessions du service d'eau, et se retirent de la collecte municipale des déchets; cela signifie qu'ils ne croient pas encore dans une possible rentabilité des services publics, parce qu'aucun modèle stable de financement n'a encore émergé<sup>3</sup>.

## L'ÉCHEC DE LA CONCESSION DU SERVICE D'EAU POTABLE À CARACAS

1987: La crise financière de l'Inos exige non seulement d'augmenter les tarifs, mais aussi de facturer la consommation réelle, et de diminuer les impayés. Au début des années quatre-vingt, 25% du total facturé à l'échelle nationale restait impayé. Pour la région métropolitaine de Caracas, on ne facturait même pas la moitié de l'eau produite (au niveau national, le taux n'atteignait que 37%, soit un taux record de 63% de "pertes")<sup>4</sup>. Outre le vol d'eau par les branchements clandestins provenant de toutes les catégories de consommateurs, l'existence d'abonnés non enregistrés, la facturation se faisait dans de larges proportions sur la base d'un tarif forfaitaire -tarifa plana-, ou d'une "consommation estimée" sans comptage (faute de compteur, ou faute d'entretien du compteur, ou faute enfin de relevé), ce qui entraînait souvent une facturation très inférieure à la consommation réelle. Enfin, la base tarifaire restait très en-dessous des coûts réels : au total, l'usager moyen ne payait qu'une petite partie des coûts. Le gouvernement demande à l'entreprise privée Electricidad de Caracas, qui distribue l'énergie électrique dans presque toute l'agglomération, d'assumer le recouvrement des factures des services d'eau, et des déchets. L'entreprise accepte la seconde proposition, et refuse la première.

1989: Le gouvernement revient à la charge, et oblige toutes les entreprises électriques du pays à se charger du recouvrement pour ces deux services. Electricidad de Caracas commence à élaborer une proposition pour prendre en charge toute la partie commerciale de l'eau.

1990 : la situation du service de l'eau à Caracas se détériore encore davantage, à cause de la sécheresse. Le gouvernement demande à Electricidad de Caracas de prendre la responsabilité complète du service dans la capitale. L'entreprise, en collaboration avec l'Inos et le Ministère de l'Environnement, élabore une proposition. Des conversations informelles s'établissent avec les partis politiques, les conseils municipaux concernés, les organismes chargés de la réforme de l'État.

21.6.1990 : Le Président de l'Inos déclare qu'on envisage la concession à des groupes étrangers de la construction et de l'exploitation des installations de production et de transport de l'eau, et la concession du traitement et de la distribution à Electricidad de Caracas

9.7.1990 : Le projet de Electricidad de Caracas est présenté au Cabinet Économique (Conseil des Ministres restreint): "Le Cabinet Économique a approuvé hier l'attribution à Electricidad de Caracas de contrats pour la gestion du service dans toutes ses phases, depuis la distribution jusqu'à la facturation". On prévoit le début des opérations pour janvier 1991. Le projet se réfère non seulement au réseau de l'Acueducto Metropolitano, mais aussi à l'ensemble des réseaux voisins (Litoral, Panamericano, Ciudad Losada, etc) (BCV 1991)

La Electricidad de Caracas crée une entreprise nommée Aguas de Caracas, avec un capital de 100 millions de Bs, qui serait porté à 2 milliards au début de 1991

lorsqu'elle entrerait en fonctionnement. Elle inclurait la participation "d'entreprises étrangères de haute technologie". Le groupe s'engage à conserver tout le personnel actuel. La solution choisie est la concession, mais le vaste programme de renouvellement des canalisations serait financé par un prêt de la Banque mondiale, dont l'État assumerait la charge financière. Les tarifs augmenteraient progressivement, sur une période de 7 ans, tandis que décroîtrait la subvention accordée par l'État.

Le Bulletin du FIV présente la chose comme faite : "La Electricidad de Caracas assume la gestion intégrale de l'Acueducto Metropolitano" Cependant, ce projet de contrat direct, sans appel d'offres, ne se concrétise pas. Soudain, c'est le silence. 1991 commence sans que rien ne se produise.

Que s'est-il passé entre temps? Plusieurs groupes étrangers présentaient des offres alternatives. L'entreprise anglaise Biwater s'intéressait beaucoup à la construction d'une nouvelle adduction, le Tuy 4. Siemens suivait de près le programme de réhabilitation du réseau. Les Eaux de Marseille -filiale des sociétés françaises la Lyonnaise des Eaux et la Générale des Eaux, partenaire de l'Acueducto Metropolitano, étaient bien sûr intéressées au premier chef par la concession. Par ailleurs, plusieurs Ministres, dont celui de Cordiplan, craignaient qu'attribuer la concession à la Electricidad de Caracas ne donne trop de pouvoir à cette entreprise, qui contrôle la distribution électrique, est présente dans les télécommunications -actionnaire de la Cantv-, et est chargée du recouvrement du service des déchets. Mais à l'inverse Electricidad de Caracas, qui venait de s'engager dans les télécommunications, hésitait soudain à s'engager, d'autant que le gouvernement venait de supprimer le taux de change préférentiel accordé aux entreprises pour rembourser leur dette extérieure, et celle de Electricidad de Caracas était très lourde.

Quelques mois plus tard, le processus redémarre, mais sous une forme différente, et avec une toute autre philosophie du financement du service: cette fois, il s'agit d'un appel d'offres international, pour une concession au sens strict, où l'entreprise privée doit assumer l'intégralité de l'investissement. La concession ira au groupe qui proposera le prix de l'eau le plus bas.

Juillet 1992 : 5 groupements d'entreprises présentent leur candidature : Soraguas (SAUR, Aguas de Valencia, Viccler de Venezuela), Biwater-Thames, Compagnie Générale des Eaux (CGE, OTV, Sogesur de Espana, Precomprimido de Venezuela), Aguas de Caracas (Electricidad de Caracas, Lyonnaise des Eaux-Dumez Aguas de Barcelona, Anglian Water), et Canalven (Canal Isabel II, Focsa de España, Biwater). Durant les négociations sur le texte du futur contrat de concession, les responsables vénézuéliens fixent à 36 Bs/M3 le prix maximum de l'eau acceptable, et les entreprises candidates tentent en vain de faire relever ce plafond, qu'elles jugent impossible à respecter.

8.8.92. L'appel d'offres est déclaré infructueux. Au cours d'une session agitée, marquée par les protestations d'opposants (militants du MAS et de la Causa R), les cinq groupements déclarent qu'ils ne feront pas d'offre. Leur argument essentiel est que le prix-plafond est insuffisant pour couvrir les coûts, dans le cas d'une concession pure.

L'échec du processus de privatisation des services publics s'explique en bonne partie par l'absence d'un modèle alternatif de financement. Mais on voit bien que cette absence ferait échouer de la même manière toute autre politique, et n'importe quel modèle de gestion, y compris des tentatives de réformes des entreprises publiques existantes. Dans le cas de l'eau, il explique aussi bien l'échec du projet de concession à Caracas que l'absence de réelle autonomie des nouvelles entreprises publiques régionales d'eau.

## LES AVATARS DE LA DÉCENTRALISATION

On ne peut parler de la privatisation des services urbains sans parler en même temps de leur décentralisation: ce sont deux processus contemporains, et étroitement liés l'un à l'autre.

La décentralisation ne commence pas avec le gouvernement de C. A. Perez en 1989, il vient de beaucoup plus loin. Pour ne citer qu'un antécédent récent, la Commission Présidentielle pour la Réforme de l'État (Copre), qui jouera un rôle décisif dans la décentralisation sous le gouvernement de C. A. Perez, avait été créée en 1985. Cependant, le processus reçoit une impulsion décisive du nouveau gouvernement<sup>5</sup>.

La Loi de décentralisation, dans son chapitre II sur les compétences concurrentes entre les niveaux des pouvoirs publics, article 5, stipule ce qui suit: "la prestation des services publics d'eau, d'électricité, de téléphone, de transport et de distribution de gaz pourra être réalisée par des entreprises vénézuéliennes de caractère mixte, qu'elles soient régionales, estatales, ou municipales".

Or jusque là, les télécommunications étaient de compétence nationale; le transport urbain, théoriquement de compétence municipale, était géré de fait de manière très centralisée par le Ministère des Transports. Quant à l'eau et à l'électricité, c'étaient traditionnellement des services de compétence municipale (article 36 de la Lorm), mais de gestion totalement nationale (par Inos et Cadafé). Les anciennes compagnies privées d'électricité, une fois nationalisées, gardèrent elles-mêmes une grande autonomie de gestion par rapport aux collectivités locales (Enelven, Enelbar). Même dans le service des déchets, normalement géré par les municipalités, il existait une entreprise publique nationale chargée du service dans la capitale. Le changement imposé par la loi est donc profond. Comment s'est-il combiné avec l'objectif de privatisation ?

Une fois encore, la question des tarifs des services publics est un bon lieu d'observation des dynamiques déclenchées. Regardons de nouveau le service de l'eau potable

Le lecteur aura peut-être été étonné de lire ci-dessus que la hausse du tarif de l'eau de février 1993 avait été décidée par décret par le gouvernement national: en effet, la Constitution assigne clairement aux municipalités la compétence dans ce domaine. Durant les cinquante dernières années, l'Inos et le gouvernement central exerçaient de fait la responsabilité intégrale du service, de sa planification, de son financement, de sa gestion. La figure juridique qui le permettait était une concession accordée à l'Inos par les municipalités, mais il n'existait pas entre l'Inos et celles-là une relation réelle de concédant à concessionnaire; la municipalité acceptait de laisser la responsabilité à l'Inos (elle pouvait dès lors lui imputer les défaillances du service), et l'Inos ne partageait avec personne sa "responsabilité". Du contrat de

concession ne se maintenait qu'un seul aspect: la détermination des tarifs. L'Inos (et/ou le gouvernement) proposaient les réajustements tarifaires, et la municipalité avait le droit de les rejeter. Ce qui ouvrait la porte à un jeu populiste classique: la municipalité, défendant "les intérêts de la population", rejetait les hausses de tarif, mais n'avait en aucune manière à assumer les conséquences de ce refus, ni à chercher des solutions alternatives. D'où l'impasse et les tentatives réitérées d'augmentation qui ne se concrétisaient jamais, ainsi que les longues périodes sans réajustement. Ironiquement, c'est au moment où se réalise la décentralisation, et que se renforce l'autonomie municipale, que le gouvernement pour la première fois crée un mécanisme pour enlever aux municipalités la responsabilité des tarifs d'eau. Il publie un Décret (n° 2786 du 27.1.93), déclarant "comme de première nécessité les services d'eau et de collecte et traitement des eaux usées, sur tout le territoire national", ce qui, en référence à la Loi de protection du Consommateur, donne au Ministère compétent le droit de fixer les prix. La seconde étape est alors la publication, un mois plus tard, de la Résolution mentionnée ci-dessus, du 24.2.93, qui définit le nouveau système tarifaire. On imagine qu'une telle méthode n'était pas de nature à supprimer l'opposition des municipalités : en août 1993, seuls les États de Falcon, de Guarico, et la région capitale, avaient modifié leurs tarifs en conformité avec la dite Résolution.

Le même scénario se reproduisit dans le domaine très sensible des transports urbains (décret du 4.2.93, déclarant "de première nécessité" ce service de compétence municipal, et donnant donc au gouvernement la capacité à fixer ses tarifs; mais le gouvernement n'utilisa pas cette faculté), et ensuite dans le domaine des déchets : pour surmonter l'opposition des municipalités à la hausse des taxes d'enlèvement des ordures ménagères, le gouvernement décréta que le service des déchets était lui aussi un service de première nécessité (décret 3062 du 8 /7/93); ceci créa une situation étrange : tandis que les municipalités préparaient de nouveaux appels d'offres, et négociaient avec les entreprises, le gouvernement réglementait le service et le plaçait sous la Loi de protection du consommateur, ce qui donnait à ce service un caractère social: "Si le Président décide que c'est lui qui va fixer les tarifs pour les déchets, il devra être conscient qu'à partir de l'année prochaine, c'est le gouvernement qui devra trouver les ressources pour faire fonctionner ce service" déclarait alors le maire de Baruta. "De l'avis des élus locaux, le seul élément dont ils disposent pour négocier les concessions est le niveau tarifaire. Si on en fait un service social, dorénavant réglementé par le gouvernement national, les entreprises privées ne vont plus faire d'offre de service. Pour terminer, les maires soulignèrent qu'il s'agit également d'une violation absolue de l'autonomie municipale "(*El Nacional*, 24.7.93). Cette fois encore, l'intention du gouvernement était de contraindre les municipalités à relever les tarifs, mais le résultat était contraire à la fois à la logique de la décentralisation et à l'établissement de critères économiques pour le financement des services.

La relation entre décentralisation et privatisation est clairement indiquée dans de nombreux documents officiels et commentaires: "comment décentraliser adéquatement le service électrique ? Il est nécessaire de parvenir à ce qu'un certain pourcentage des budgets des États et des municipalités aille au secteur électrique. De même, pour financer les investissements, on doit permettre un endettement justifié des États et des municipalités. Il faut rendre effective la participation des États et des municipalités dans la distribution et la vente de l'électricité, par des fondations, des entreprises mixtes, ou des concessions de service, entre autres". (de la Cruz, 1992).

Du point de vue de la Commission Présidentielle pour la réforme de l'État (Copre) et du gouvernement, privatisation et décentralisation font partie de la même stratégie, comme les deux faces d'une même monnaie.

Mais dans la pratique, il en va autrement; la privatisation se présente souvent comme une alternative à une décentralisation redoutée. En 1990, par exemple, le gouvernement décida d'un seul mouvement l'élimination de l'Institut National des Ports, et la privatisation de la gestion des ports. Or la Loi de décentralisation donnait aux États la compétence exclusive sur les ports; quelques gouverneurs tentèrent de définir leur propre politique dans ce domaine. L'Institut National des Ports accéléra alors le processus de privatisation, pour contrecarrer leurs efforts. La Copre dû intervenir pour obliger l'INP à négocier avec eux.

C'est tout le programme de privatisation qui se déroulait de manière très centralisée, avec une vision sectorielle (restructuration par branche), un biais en faveur des grandes entreprises, et des opérateurs extérieurs (beaucoup plus qu'en faveur de la mobilisation du capital régional); le programme était géré de manière à éviter quelque "interférence politique" que ce soit, tant nationale que locale, tentant de court-circuiter le milieu politique et de créer des faits accomplis. Les manoeuvres du gouvernement central pour décider seul des tarifs de services publics n'étaient que la conséquence de cette attitude. La concession de l'eau à Caracas, ou la suppression de l'Imau en sont d'autres exemples typiques:

Pour les déchets, le gouvernement décida la suppression de l'entreprise publique nationale chargée du service à Caracas (Imau, puis Fundaseo) et le transfert de la responsabilité aux communes. En fait, le service était depuis des années délégué à des entreprises privées, et les contrats arrivaient à leur terme au moment même où devait s'opérer le transfert. On vit alors Fundaseo négocier directement avec les entreprises privées et tenter de placer les municipalités devant le fait accompli de nouveaux contrats. Dans le cas de l'eau, ce fut encore plus spectaculaire. Le schéma institutionnel envisagé était la création, entre les municipalités concernées, d'une "mancomunidad" (nous dirions un syndicat inter-communal) : celle-ci serait l'autorité concédante, c'est elle qui signerait le contrat avec les entreprises, et qui en assurerait la gestion. C'est ce qui figure en toutes lettres dans les projets de contrat. Pourtant, les municipalités sont tenues à l'écart de la négociation, ne participent ni à l'élaboration du cahier des charges, ni à l'établissement des clauses du contrat, ni à la fixation du prix-plafond. Mieux, la création de la "mancomunidad" elle-même est sans cesse repoussée, et au jour fixé pour l'ouverture des plis de l'appel d'offre, elle n'existe toujours pas. A la réunion en question, deux maires sur trois sont absents.

En fait, l'idée que les municipalités soient l'autorité concédante était tout à fait étrangère aux responsables de l'entreprise publique. Quant au gouvernement, il redoutait le surgissement d'une structure inter-municipale trop puissante.

On peut dire globalement que le programme de privatisation des services urbains fut décidé et géré d'en haut, avec le souci permanent de gagner de vitesse les États et les municipalités. En ce sens, la stratégie choisie diffère de celle adoptée dans d'autres pays, où l'on voit se multiplier les programmes nationaux d'assistance technique et financière aux collectivités locales, leur imposant l'obtention de résultats économiques et financiers. Le seul exemple de ce type au Venezuela est celui des transports urbains (Fontur) et c'est un échec. Mais on n'a pas davantage vu (sauf pour les télécommunications) se mettre en place d'organes nationaux de régulation sectorielle, de type anglo-saxon, pourtant souhaités par le programme de pri-

atisation. Le contraste est grand avec la stratégie choisie par la Colombie, qui a créé des organes régulateurs nationaux pour chaque service, dont l'objectif et les moyens sont clairement destinés à obliger les gestionnaires des services (qu'il s'agisse d'entreprises privées ou de collectivités territoriales) à transformer leur mode d'organisation, de gestion, de financement, et à atteindre des niveaux déterminés d'efficacité (voir la Loi 142, de juillet 1994).

Au Venezuela, le gouvernement voulait transférer la responsabilité et la charge des services, il manifestait parfois une envie si visible de se défaire des services et de leur charge financière, qu'il éveillait la méfiance des régions et des municipalités; mais en même temps, il se méfiait d'elles, craignait leurs traditions "populistes", leur tendance à geler les tarifs des services; il craignait aussi qu'elles ne conquissent un trop grand pouvoir. Cela faisait obstacle à la création de nouvelles régulations, et de relations contractuelles entre les acteurs. Le programme de privatisation a souvent été guidé par la défiance envers les États et les municipalités, et se présentait dès lors comme une alternative à la décentralisation, ou un contre-feu, à l'inverse de ce qui était proclamé.

Du côté des États et des municipalités, cependant, on ne note pas non plus un grand enthousiasme pour reprendre le contrôle direct des services urbains de base. On le voit aux demandes de transfert de compétences présentées par les États fin 1992. S'ils furent nombreux à demander, et avec insistance, le transfert des services de santé et d'éducation, ou encore, quoiqu'en moindre nombre, celui de l'agriculture ou du logement. en revanche, pour les services urbains, on note peu d'enthousiasme: pour les télécommunications ne se manifestèrent que trois États, deux pour la distribution électrique, et quatre pour l'eau. (Copro 1992). Si les élus souhaitent "récupérer le contrôle que l'étatisation avait ôté aux municipalités", comme le disait le Maire de Maracaibo (*Economía Hoy*, 8.7.93), leur préoccupation principale est en fait le niveau des tarifs. ils ne sont "ni pour ni contre la privatisation". Les maires de Zulia "promeuvent la formation d'une *mancomunidad* pour redéfinir les conditions imposées à Enlven pour l'exploitation du service électrique dans la région" : Les maires souhaitent aussi redéfinir les termes de la concession du service électrique (fiscalité locale, droit de concession, tarifs pour l'éclairage public). Peu d'entre eux sont partisans d'une participation de leur commune au capital de la nouvelle entreprise, "parce que financièrement, nous n'en avons pas la capacité" : "ce qui a motivé ce mouvement des municipalités du Zulia, ce n'est pas tant la privatisation, que la hausse actuelle des tarifs": elles affirment que les entreprises électriques doivent "contenir leur soif de recettes", et "maintenir dans la formulation des tarifs un équilibre entre les motifs économiques et les motifs sociaux". Aveci (l'Association vénézuélienne de coopération inter municipale, contrôlée par le parti au pouvoir), demanda au Président de la République, lors de son congrès de 1993, "de stopper immédiatement la hausse des tarifs électriques" (*Diario de Caracas*, 5.8.93). Une fois encore, l'absence de consensus, et de négociation, autour du modèle de financement, bloque la redéfinition des rapports entre État central et collectivités locales.

Le gouvernement par la suite reprit le chemin de la décentralisation du service de l'eau. Mais ce n'est pas non plus un chemin facile. Lorsqu'il proposa le transfert du service aux États, aucun d'eux ne l'accepta, sauf celui de Monagas, qui envisage la création d'une entreprise, et les États de Carabobo, Lara et Zulia, qui débutèrent en 1992 "des études pour demander éventuellement le transfert". En 1993, s'ouvrirent de nouvelles négociations, à l'initiative du gouvernement, par exemple dans l'île Margarita, où le Ministre de l'Environnement propose la création d'une

entreprise mixte État-municipalité. Dans l'État de Bolivar, des négociations ont commencé entre la CVG et le Gouverneur pour le transfert des services et la création d'entreprises mixtes.

La caractéristique de la nouvelle situation est que l'on recherche des solutions progressives, souvent mixtes, avec la participation de l'État central, des États, et des municipalités. Ce qui d'ailleurs correspond à la situation actuelle : l'incapacité de l'Inos à résoudre les problèmes avait provoqué, au long des années, l'intervention dans le domaine de l'eau des gouverneurs et des maires, soit par leur participation dans le financement des infrastructures, soit par la construction directe de celles-ci, soit en créant des services de distribution d'eau par camion-citerne. Ainsi, dans de nombreuses régions, l'eau était devenue de fait une responsabilité partagée, mais avec des conflits et beaucoup de confusion sur le rôle de chacun (Marcano 1991).

Peut-être sommes-nous en présence d'un processus progressif de réajustement, et d'un retour des municipalités, qui étaient exclues des premiers projets de régionalisation : à Caracas, après l'échec du projet de concession, "la responsabilité du service de l'eau est en cours de transfert aux municipalités, selon un calendrier de travail à trois ans qui a commencé au début de 1993" (*El Nacional* 21.6.93). Le FIV redéfinit sa politique, et l'axe sur la décentralisation et sur les orientations de la Copre, en envisageant des solutions très différenciées en fonction des conditions locales. Il envisage la séparation de la production (incluant le transport et le traitement), de la distribution; la production serait à la charge d'entreprises régionales, ou mixtes, ou serait concédée au secteur privé. La distribution pourrait s'organiser sous une grande variété de formes, dont celle de l'entreprise municipale, "qui sera probablement la solution la plus courante", de l'avis des fonctionnaires chargés du programme. Le thème de la privatisation pourra ainsi resurgir, mais dans un cadre complètement différent, et en l'inscrivant dans le temps long de la décentralisation et des transformations de la gestion urbaine. Car le chemin sera difficile, dans un pays où les rares expériences d'entreprises publiques municipales (transport, déchets, distribution de gaz) ont été des échecs retentissants, et où l'expérience plus récente de délégation de services, notamment dans les déchets, a été très problématique. La Colombie, avec sa longue tradition d'entreprises municipales, et l'Argentine avec sa structure fédérale, ont de toutes autres bases pour combiner la décentralisation et la privatisation/délégation.

## LA RECOMPOSITION DES ALLIANCES SOCIALES

Le blocage du programme de privatisation ne peut donc être expliqué par des raisons techniques, ou sectorielles. Ce qui est en jeu, c'est plus profondément la redéfinition des alliances sociales autour des thèmes du service public.

Pour mieux le comprendre, nous allons observer le contraste entre le secteur des télécommunications et celui de l'électricité.

Les télécommunications, c'était le domaine de l'entreprise publique Cantv, qui avait le monopole des services téléphoniques dans tout le pays. Le gouvernement, aussi bien que les usagers, connaissaient la situation très précaire de ce service à la fin des années quatre-vingt : taux de couverture de seulement 7,7 lignes pour 100 habitants (Argentine 9,9, France 45), sans progression durant les dernières années (1987 : 7,7).

Cette stagnation reflétait notamment la chute profonde du taux d'investissement. L'investissement dans les services téléphoniques était passé de 0,36% du PIB en 1980 à 0,08% en 1991, alors que l'objectif serait de 3% (ce qui est l'objectif actuel pour 1996).

Le niveau de service était bas : il fallait attendre longtemps pour obtenir une ligne (temps d'installation du service : standard, moins d'un mois; Venezuela, 8 ans), ou pour établir une communication (temps d'attente pour la tonalité : standard, moins d'une seconde. Venezuela, plus de dix secondes). Et ainsi de suite :

.pourcentage d'appels locaux réussis : standard, plus de 70%. Venezuela, 49,8%

.pannes réparées en moins de 24 heures : standard, plus de 90%. Venezuela 41,7%

Taux de digitalisation du service : 25% en 1991.

En revanche, l'entreprise connaissait un excédent de personnel : 13,6 travailleurs pour 1000 abonnés (France, 6,6, mais Pérou 33), et ceci empirait chaque année (12,2 en 1987).

La vérité, c'est que l'entreprise avait subi au cours des dernières années un processus accéléré de détérioration technique, financière, organisationnelle, et un niveau de corruption élevé jusque dans ses plus hautes sphères.

Face à cette situation, la solution choisie ne fut pas la restructuration de l'entreprise, mais sa privatisation, incluse dans un changement radical de l'organisation du secteur des télécommunications: séparation entre régulateur et opérateur, par la création d'une Commission Nationale des Télécommunications (Conatel), introduction de la concurrence pour les téléphones publics, le téléphone mobile cellulaire, et pour l'ensemble des services à valeur ajoutée, et enfin vente des actifs de l'entreprise publique, par appel d'offres ( 40% du capital dans un premier temps, et le solde au bout de quelques années) : aujourd'hui, le service est assuré par un consortium réunissant GTE, ATT, Telefonica de España, Electricidad de Caracas et Cima. Comme nous l'avons vu, les tarifs furent fortement relevés, et le schéma de financement complètement bouleversé. Manque encore l'élimination de la subvention croisée (entre tarif local et tarifs interurbains et international), et du monopole provisoirement maintenu pour la téléphonie de base, pour une période transitoire de 9 ans. Mais on voit que la transformation du secteur des télécommunications s'est produite de manière progressive, et passablement rapide et cohérente, en conformité avec le projet initial. C'est un processus "très réussi", selon les responsables du FIV, sans conflits majeurs, "sans interférences" : ce qui veut dire que de sa conception à sa gestion quotidienne, il y eut un niveau suffisant de "consensus" aussi bien au sein de l'appareil d'État que dans le milieu politique dominant, pour que l'équipe chargée de la privatisation puisse la mettre en oeuvre sans distorsion majeure. L'organisation et la régulation de ce secteur ont désormais peu de rapports avec la situation antérieure.

Le secteur des télécommunications est une parfaite illustration de la stratégie de privatisation conçue par l'équipe du FIV. La très mauvaise situation dans laquelle se trouvait la Cantv se devait en partie à des facteurs conjoncturels : la mauvaise gestion du gouvernement antérieur, et de la Direction antérieure, avec un niveau jamais vu auparavant de corruption qui s'étendit du haut jusqu'en bas, avait converti cette entreprise rentable et raisonnablement efficace en un organisme décapitalisé et désorganisé. Une restructuration au sein du secteur public aurait été possible (en 1992 la Cantv avait déjà récupéré un niveau de rentabilité acceptable : bénéfices de 14,2 milliards de Bs, pour un C. A. de 68 milliards). Ce ne fut pas la route choisie,

pour deux raisons : d'abord la crise financière de l'État rendait difficile la mobilisation des capitaux nécessaires pour l'investissement; ensuite, le gouvernement désirait accélérer l'évolution technologique des services de télécommunications, et privilégiait pour cela la participation directe d'entreprises étrangères.

C'était à l'évidence une décision stratégique : les télécommunications n'étaient plus perçues comme un simple service de base, mais devenaient un facteur crucial du développement national, parce que c'était un secteur à forte croissance, rentable, mais aussi un secteur de pointe, stratégique : "Le gouvernement national a décidé de donner une nouvelle orientation au développement des télécommunications en vertu de son impact important sur la compétitivité de l'économie et sur la société vénézuélienne. Dans ce contexte, nous organisons l'ouverture de ce secteur à de nouveaux capitaux, de nouvelles technologies et de nouvelles techniques de gestion, pour promouvoir la concurrence dans la fourniture de services de télécommunications" (Privatización n° 4).

"Le Venezuela doit se préparer au maximum de compétitivité pour la fin des années quatre-vingt-dix, dans tous types de services". "Le Venezuela s'est défini comme le centre, ou la porte d'entrée internationale par excellence pour les télécommunications dans le continent, depuis et vers le reste du monde, et dans cette affirmation, il n'y a aucune trace d'exagération" (interview déjà citée au Président de Conatel).

Cette stratégie a un rapport direct avec la position géographique du pays, ce qui concerne la zone Caraïbes et l'Amérique du Sud. Elle est orientée vers les entreprises multinationales qui veulent entrer dans le marché du sous-continent et qui peuvent utiliser le Venezuela comme plate-forme opérationnelle. Elle se réfère en outre aux grands opérateurs multinationaux de télécommunications, qui veulent contrôler l'éventail complet de services internationaux. Depuis qu'ATT contrôle le téléphone mexicain, le Venezuela est devenu beaucoup plus que l'Argentine, l'opportunité stratégique pour ses concurrents, notamment pour GTE,. C'est ce qui explique le succès de l'appel d'offres (prix de base 858 millions, prix de vente 1.885 millions) : "un grand succès, sans précédent en comparaison avec d'autres privatisations d'entreprises de télécommunications en Amérique latine. Le prix payé pour chaque ligne en service de la Cantv a dépassé de plus de 40% le prix payé pour Telmex (Mexique), et de plus de 100% celui payé pour les compagnies de téléphone d'Argentine et du Chili" (*Informe FIV 1993*).

On comprend l'importance accordée à la négociation de nouveaux accords bilatéraux pour l'harmonisation des normes, par exemple au sein du Comité Andin des Autorités responsables des Télécommunications. De même, le pays participe à deux grands projets de câbles sous-marins, America I, des États-Unis au Venezuela, et Columbus II, d'Europe vers l'Amérique latine. Il a son propre projet de satellite. Il installe des fibres optiques sur les grandes liaisons.

A l'évidence, beaucoup plus que le trafic local, les communications internationales intéressaient les groupes candidats à la reprise de la Cantv à tel point que le Venezuela a dû résister aux pressions de la Banque mondiale, qui voulait diviser la Cantv en trois entreprises distinctes : locale, interurbaine, et internationale, en les vendant séparément. Le FIV savait qu'il existait un fort intérêt chez les entreprises privées pour la partie internationale de la Cantv et que le reste ne trouverait pas preneur, et resterait sans ressources et sans issue. C'est pour cela qu'il maintint l'unité de la Cantv, vendue en bloc avec un monopole provisoire de 9 ans, et que la subvention croisée entre appels internationaux, interurbains et locaux ne fut pas suppri-

mée quitte à se réduire mais se réduira progressivement à partir de 1994. Et pour le téléphone public, dans lequel l'ouverture du marché à de nouvelles entreprises pouvait provoquer une concentration de l'offre sur les zones rentables et l'abandon du reste du territoire, les nouvelles concessions furent accordées sur la base de grandes régions définies pour obtenir "un équilibre raisonnable entre la couverture sociale et la rentabilité" (article 26 Du Décret 1875 Du 3.10.91), avec l'obligation d'installer des téléphones dans des localités nommément désignées dans la concession<sup>6</sup>.

Comment expliquer qu'une telle transformation se soit effectuée si facilement? Le faible niveau de pénétration du service (7 abonnés pour 100 habitants) limitait le nombre des acteurs impliqués dans le débat: d'une part les entreprises et les usagers professionnels, très désireux de disposer d'un service efficace et moderne, d'autre part une fraction restreinte de la population, la plus apte à payer pour un service à condition qu'il soit de qualité. Rien à voir avec les services d'eau ou d'électricité, qui concernaient toute la population.

La corruption ouverte de la dernière équipe dirigeante de la Cantv et du Ministère avait créé une crise profonde dans l'entreprise elle-même et considérablement affaibli les syndicats, qui ne parvinrent à mobiliser ni à l'intérieur ni à l'extérieur de l'entreprise. A la même époque, en Colombie, les syndicats des télécommunications déclenchaient une grève dure contre les projets similaires de leur gouvernement, réussissaient à mobiliser tous les travailleurs des entreprises publiques du téléphone et à trouver un appui chez les syndicats des autres branches de l'économie, ce qui provoqua le retrait d'un projet gouvernemental de réforme et la démission du Ministre. Même en Argentine, la résistance syndicale fut plus forte qu'au Venezuela.

En outre, en prolongeant le monopole sur la téléphonie de base pour 9 ans, on esquivaient le problème de la décentralisation. Au terme de cette période, la concurrence signifiera de nouvelles concessions, qui pourront être "d'échelle nationale, estatale ou municipale" (R. de la Cruz, 1992). Mais la concession accordée lors de la privatisation a une durée de 35 ans, et la nouvelle loi des Télécommunications en préparation ne fait pas une seule fois allusion à la loi de décentralisation, qui donne compétence aux États et municipalités dans ce domaine.

Ainsi, la réforme des télécommunications put se faire à la hussarde, avec l'appui du petit nombre d'acteurs réellement impliqués. Tout autre était la situation dans le domaine électrique.

Le secteur électrique s'organisait autour de trois pôles. Edelca d'abord entreprise publique, appartient à la Corporación Venezolana de Guyana; elle contrôle l'énorme capacité hydroélectrique du fleuve Caroní, alimente l'industrie lourde de la région (fer, aluminium) et vend de l'énergie aux autres entreprises distributrices. Ensuite Cadafé, entreprise publique également, qui a une certaine capacité de production thermique (16% de la production totale), et distribue l'électricité sur 90% du territoire national, avant tout dans les zones rurales et les régions peu peuplées. Les autres entreprises, enfin, soit publiques (Enelven, Edelco dans l'État de Zulia, Enelbar, à Barquisimeto), ou privées (Electricidad de Caracas et six autres entreprises à Caracas, Valencia, Cd Bolivar, etc.), ont une modeste production thermoélectrique, et contrôlent la distribution dans les zones urbaines les plus importantes du pays; elles ont autant d'abonnés que Cadafé. La transmission est partagée entre Edelca et Cadafé, par un système d'interconnexion national, planifié et contrôlé par un organisme public, OPSIS.

C'est donc un système majoritairement public, dans lequel jusqu'à présent la

tendance avait été davantage de nationalisation que de privatisation. Enelven, qui est actuellement en cours de privatisation, avait été nationalisée en 1976.

Le secteur électrique a besoin de gros investissements : entre 1980 et 1990, ce secteur a représenté 8% de l'investissement national, et 10% de la dette extérieure de l'État. Le gouvernement justifie la privatisation par l'incapacité de l'État à mobiliser les 9 milliards de dollars nécessaires pour l'investissement au cours des prochaines années; si celui-ci n'a pas lieu, on peut prévoir un déséquilibre entre l'offre et la demande à la fin de la décennie, et peut-être dès 1997.

Le plan de privatisation publié par le FIV en octobre 1992 définissait la stratégie suivante:

- Transformer le rôle de l'État, d'entrepreneur en agent régulateur.
- Privatiser la production thermique, et stimuler la concurrence.
- Accorder des concessions pour les développements hydrauliques de petite et moyenne taille, sous le schéma COR (équivalent en espagnol au BOT nord-américain : construire, exploiter, restituer en fin de concession )
- Construire les grands barrages hydrauliques soit directement, par Edelca, soit par des entreprises privées sous le modèle COR, comme le projet Uribante-Caparo.
- Créer une entreprise publique chargée de l'extension et de l'entretien du système de transmission.
- Décentraliser et privatiser la distribution (dans les zones de très basse densité, comme en Amazonie, on utilisera des contrats de gestion).

En 1993, la situation est la suivante: une commission régulatrice de l'énergie électrique a été créée; une nouvelle politique tarifaire a été mise en oeuvre; l'activité de distribution de CADAFE a été déconcentrée, avec la création d'entreprises régionales (Eleorienté; Eleandes, etc.) ; a été amorcé le processus de privatisation de deux entreprises publiques de distribution: Enelven-Enelco, et Enelbar, par un appel d'offres international pour la vente d'actifs, et l'on affirme que les autres entreprises seront privatisées petit à petit, lorsqu'elles seront prêtes; la privatisation de Planta Centro, la plus importante usine thermoélectrique de Cadafé, est en préparation. Le programme était-il en passe de réussir?

Cependant, une des personnes chargées de ce secteur au FIV nous disait que la tentative de réforme commencée à la fin de 1990 avait échoué : "Rien n'a été fait... Nous n'avons rien pu faire". Selon lui, l'organe régulateur ne fonctionne pas, parce qu'il n'y a pas d'accord entre ses membres, et qu'il n'y a pas non plus d'arbitrage politique; la décentralisation de Cadafé est fictive, les entreprises régionales qui ont été créées n'ont aucune autonomie, elles continuent à être régies par le parrainage politique (compadrazgo), et leur création n'a aucunement modifié le fonctionnement excessivement centralisé de Cadafé. En ce qui concerne la privatisation en cours des entreprises de distribution, elle s'opère sans restructuration préalable du secteur, et devient une simple vente d'actifs comme on vend des hôtels ou des usines, cela ne contribue pas à la réforme du secteur mais se substitue plutôt à elle, et la rend plus difficile. Ces ventes, d'ailleurs ne se réaliseront pas.

Pourtant, la nécessité d'un changement profond n'est mis en cause par personne. La crise fiscale restreint la capacité de l'État à faire face à la fois aux besoins d'investissement et aux subventions d'exploitation; le déficit financier structurel de ce secteur oblige à mettre en question ses caractéristiques les plus problématiques:

- sa faible efficience: les études de coûts réalisés par le FIV ont montré une très faible efficacité dans toutes les entreprises, y compris les entreprises privées [malgré le mythe développé par la Banque mondiale sur l'efficacité du secteur privé, à partir de l'exemple de l'Electricidad de Caracas (Roth, 1987)].

- L'importance des pertes sur les réseaux, dont nous avons déjà parlé;

- L'importance des impayés non seulement ceux des ménages, les consommateurs finaux, mais aussi les dettes massives qui existent tout au long de la chaîne de production et de distribution. Par exemple, le distributeur d'eau de Caracas, El Acueducto Metropolitano, ne paie pas ses factures d'électricité - qui sont énormes - à l'Electricidad de Caracas; celle-ci, à son tour, maintient des dettes importantes envers Cadafé chargé de la transmission, et Cadafé, enfin, ne paie pas Edelca, le producteur (sa dette envers lui est estimée à 222 millions de \$ à la mi-93). Par ailleurs, les grands consommateurs comme la sidérurgie ou l'aluminium, ne paient pas davantage leurs factures d'électricité. Ainsi, les déséquilibres structurels du service de l'eau, des entreprises publiques d'industrie lourde, ou de Cadafé, se "résolvent" par cette accumulation de dettes qui, à la fin, retombent sur Edelca. Et ces débiteurs n'ont pas de quoi payer ces factures accumulées. La restructuration du secteur en devient d'autant plus difficile.

- Lorsque l'État ne peut plus couvrir les déficits générés par les "pertes", par les impayés, par les tarifs trop bas, c'est la capacité d'investissement du secteur qui en danger (concrètement, les nouveaux barrages prévus par Edelca sont retardés, et les programmes d'investissement des distributeurs ne trouvent pas de financement). Les déficits cumulés (ou l'endettement correspondant, par exemple à Cadafé ou à Electricidad de Caracas) deviennent à leur tour des obstacles importants à la privatisation.

Pourquoi le secteur électrique résiste tant à se réformer ? Il faut décrire, au moins rapidement, le système complexe de relations entre les acteurs impliqués, pour comprendre ce que signifierait sa transformation.

C'est un secteur très capitalistique, qui, au Venezuela comme dans nombre d'autres pays, a crû très rapidement au cours des décennies précédentes, sur la base d'énormes investissements publics en production, transmission et interconnexion selon une logique privilégiant la croissance de la capacité installée beaucoup plus que l'efficacité ou l'abaissement des coûts. Ce type de développement a donné un poids décisif à Edelca, chargé des développements hydroélectriques et de la transmission à très haute tension; cette entreprise dépend de la Corporación Venezolana de Guyana (CVG), organisme chargé du développement de la région la plus riche en ressources naturelles, et propriétaire de l'industrie lourde (fer, aluminium): cela suffit pour comprendre le poids économique, institutionnel, et politique très spécifique de cet organisme public, et son rôle dans la politique électrique. Le Président de la CVG a rang de ministre, et celui qui occupait le poste entre 1989 et 1993 avait en outre un poids politique propre qui lui valut le surnom de "tsar de la Guyane"

Cadafé, de son côté, est une entreprise nationale typique chargée d'un service public de base. Son importance tient au rôle de la distribution d'énergie électrique dans tout le pays, et en particulier dans les zones rurales et les régions peu peuplées, où le service est très coûteux, et en même temps très crucial en termes de stratégie territoriale et sociale. D'où sa légitimité impossible à mettre en question. Sa logique fondamentale est la couverture du territoire, non l'efficacité ni les coûts. L'entrepri-

se joue également un rôle important dans la transmission en 400 kw, et sert donc d'intermédiaires auprès des autres distributeurs. Elle détient une capacité de production thermoélectrique et a également réussi à s'insérer dans la production hydroélectrique, dans les Andes: c'est elle qui est responsable du gigantesque "éléphant blanc" qu'est le barrage Uribante-Caparo. En production et transmission, Edelca et Cadafé sont en compétition, et luttent pour obtenir un plus grand contrôle sur le secteur électrique.

Une entreprise privée, Électricité de Caracas, contrôle la distribution dans la capitale, depuis de nombreuses années; ce leader du secteur privé jouit d'un poids significatif.

Cette structure du secteur électrique explique peut-être le mode particulier de régulation du secteur. D'un côté, les orientations stratégiques (investissements, prix) dépendent de multiples organismes aux intérêts parfois divergents. D'un autre côté, les entreprises sont nombreuses, et les trois principales ont, par leur position institutionnelle et leurs fonctions, des logiques très différentes et autonomes. Depuis trente ans, les gouvernements successifs ont affirmé la nécessité d'une réorganisation, et d'une nouvelle loi pour le secteur électrique; mais cela n'a jamais dépassé le stade des discours. Durant les années de vaches grasses, l'État avait les ressources suffisantes pour satisfaire tout le monde et obtint au cours des années soixante-dix, un accord minimum suffisant entre les parties, moyennant l'interconnexion, pour que le système fonctionne. Aujourd'hui, il n'a plus de quoi boucher tous les trous; mais il n'a pas eu pour autant jusqu'ici, la capacité politique d'imposer une autre logique aux différents acteurs; le secteur électrique "est le secteur où la lutte politique est la plus forte". Dans le cadre du modèle en vigueur, le conflit le plus important oppose Edelca (c'est-à-dire la CVG) et Cadafé, qui se battent pour obtenir le leadership; aucune des deux, en conséquences, ne veut se défaire de son rôle dans la transmission; Cadafé se bat en outre pour participer aux grands développements hydroélectriques<sup>7</sup>. Quant à la distribution, la régionalisation de Cadafé aurait anéanti la stratégie de cette dernière; aussi fut-elle vidée de son contenu aussitôt que mise en oeuvre. Pendant les années 1992 et 1993, la restructuration du secteur fut totalement bloquée par l'opposition entre ces deux entreprises publiques, et il n'y eut aucun arbitrage politique. Une conséquence symbolique de ceci est que le holding prévu pour regrouper toutes les entreprises publiques électriques n'existe pas encore. Mais la décentralisation n'a pas progressé, pas plus que la déconcentration et la régionalisation de la distribution, les programmes de privatisation partielle ont été stoppés, les projets de "BOT" (concession pour la construction et l'exploitation d'une centrale électrique) sont restés dans les cartons, à la différence de ce qui se passe en Argentine, en Colombie, et presque partout ailleurs.

Mais il faut dépasser l'anecdote. Pendant les années soixante et soixante-dix, l'électricité fut perçue comme une priorité nationale, au sein de la stratégie de développement (énergie hydroélectrique bon marché, pour la valorisation des ressources minières et le développement de la nouvelle industrie nationale de l'acier et de l'aluminium); d'où la création d'Edelca, au sein de la CVG, chargée du nouveau pôle de développement. Par ailleurs, l'électricité était un service public, devant couvrir tout le territoire national et tous les groupes sociaux: cela, c'était Cadafé. C'est l'ensemble de ce modèle qui entre en crise au cours des années quatre-vingt: crise du modèle développementiste de la CVG (acier, aluminium), crise du modèle de service public universel et quasi gratuit de Cadafé, par son inefficacité et ses déficits

considérables. Et les caisses de l'État sont vides. Il faut de nouveaux objectifs, donc de nouvelles alliances.

Pour le secteur de l'eau, l'échec survint apparemment parce qu'au dernier moment les entreprises privées refusèrent d'assumer le risque du contrat de concession. Cependant, cela ne faisait que révéler au grand jour l'absence de règles du jeu claires et fiables: conflits autour du mécanisme de fixation des prix (la fameuse loi de protection du consommateur), problèmes non résolus autour de la création du syndicat inter-communal, et conflits entre gouvernement et municipalités, rendant incertaine l'identité du concédant; il n'y avait ni visibilité ni stabilité de l'ensemble des "règles du jeu", c'est-à-dire du cadre juridique et normatif, des mécanismes financiers, du système institutionnel, de la définition des relations entre les acteurs, des mécanismes de règlement des conflits; en peu de mots, il manquait les éléments de base pour que n'importe quel "modèle" de gestion puisse fonctionner. Comme le disait un fonctionnaire de la Banque mondiale à propos du secteur de l'eau, "plusieurs points cruciaux du cadre légal et de la régulation, qui constituent les règles du jeu dans les secteurs restructurés, ne sont pas clairs, et les projets pour les clarifier sont mal définis. Cela affectera la crédibilité attribuée à la décentralisation par les autorités locales, et la perception de la situation par le secteur privé, qu'il s'agisse d'investissement ou de prestation de services".

De ce point de vue, l'expérience de l'Imau dans le domaine des déchets est parlante; lorsque l'État, au début des années 80, reprit en charge la collecte des déchets dans l'agglomération de Caracas, il créa une entreprise publique, l'Imau, laquelle délégua le services à des prestataires privés. Dix ans après, le bilan est désastreux, et l'État restitue piteusement le service aux municipalités. Là encore, c'est l'absence de règles du jeu, et de moyens de contrôle, qui sont en cause: "L'Imau manque des moindres éléments d'information nécessaires pour évaluer l'accomplissement des objectifs fixés" aux entreprises prestataires de service. (...) L'État perpétue dans ses relations avec le secteur privé, sous de nouveaux schémas de gestion qui sont en eux-mêmes prometteurs, un concept et une logique sur autonomie/responsabilité qui est celle qu'il applique à ses propres entreprises publiques : grande autonomie, faible responsabilité; inexistence d'objectifs réels et effectifs. Les contrats d'exploitation et de gestion sont des instruments adéquats pour augmenter l'efficacité et l'efficience de l'État, mais ils impliquent de forts coûts de transaction, tels que la négociation du contrat qui régit les relations entre les parties, et les activités de coordination et de contrôle tout au long de la vie du contrat. Si, comme c'est le cas de l'Imau, il existe une grande asymétrie dans les relations entre l'État et les entreprises privées, la solution à moyen terme est instable tant pour l'État que pour le secteur privé" (Copre 1989).

Il est certain qu'il y eut un grand retard dans la définition de "règles du jeu" claires. Malgré la production massive, durant ces quatre ans, de lois, de décrets, de règlements, de nouvelles institutions, nous avons remarqué dans l'analyse de chacun des secteurs concernés de nombreuses indéfinitions, qui rendaient problématiques les relations entre l'État central et les municipalités, tout comme celles entre les pouvoirs publics et les entreprises privées: indéfinition dans la répartition des compétences, dans la division du travail, dans les mécanismes de financement et de tarification, dans les instruments de régulation.

Cependant, il reste à expliquer l'absence de ces règles du jeu.

La nouvelle politique de services urbains n'était pas une simple modification

des instruments de cette politique, mais bien de ses objectifs, un changement complet du système de référence et des normes qui la déterminaient, et même de la définition des problèmes à résoudre. C'était donc un changement de modèle, avec ses trois niveaux : nouvelle architecture institutionnelle, nouvelles règles du jeu, mais aussi nouveaux objectifs, donc nouveaux compromis sociaux, nouvelle "culture" politique.

Cela impliquait d'abord la décomposition du modèle antérieur. Le modèle de l'État développeur et de services publics a toujours eu en Amérique latine des traits spécifiques, à travers ce que A. Touraine appelle le "national-populisme". Au Venezuela, la rente pétrolière lui a donné en outre des caractéristiques propres, qui apparaissent par exemple dans le modèle de financement et de recouvrement des services, dans la gestion des entreprises publiques, etc.

Le processus de déstabilisation y connut donc une forme particulière : similaire à celle des pays voisins, en ce qui concerne l'épuisement du modèle de substitution des importations, mais spécifique en ce que les deux booms pétroliers successifs des années soixante-dix renforcèrent jusqu'à la caricature les traits rentiers de la société vénézuélienne; la chute des prix du pétrole des années quatre-vingt la trouva désarticulée et sans défense, jusqu'à la débandade de la période du Président J. Lusinchi.

Instituer le marché comme mécanisme alternatif de régulation suppose, et c'est quelque chose de paradoxal, une restauration de l'autorité de l'État. Il ne suffit pas de se retirer de la prestation directe des services, il faut intervenir pour restructurer des branches entières de l'économie, créer les règles qui remplacent le marché dans les situations de monopole, redéfinir complètement les règles de la redistribution sociale, etc. Au Venezuela, le processus se déclenche au moment où l'État est en train de se défaire !

Le premier défi était la redéfinition du modèle antérieur de redistribution. La forte subvention aux services de base renvoyait non pas tant à une logique de développement qu'à une logique de redistribution de la rente pétrolière: le pacte social incluait une quasi gratuité des services (tarif peu élevé, et faible taux de recouvrement). Or, l'accès inégal aux services et à leurs usages produisait une redistribution massive en faveur de la classe moyenne; mais celle-ci ne provoquait pas l'opposition des classes populaires, ni une critique du modèle redistributif, elle les poussait à revendiquer l'extension du "droit au service". De la sorte, face à n'importe quelle hausse des tarifs, se constituait immédiatement une union sacrée, poly-classiste. Le cas du prix de l'essence est le plus remarquable. A la mi-93, le litre d'essence coûtait 5 centimes de dollar, très au-dessous des coûts de production (depuis lors l'inflation, l'a fait encore considérablement baisser). Une telle subvention profite en priorité aux usagers des véhicules particuliers : pour un ménage, l'essence ne représentait plus en 1993 que 1,5% du coût total annuel de sa voiture! Et sur 100 Bs de subvention aux carburants, 57 allaient à l'essence super, 36 à l'ordinaire (dite "essence populaire"), et 7 seulement au diesel. Pourtant, l'argument constamment utilisé pour empêcher la hausse de son prix était l'impact désastreux qu'elle aurait sur le coût des transports collectifs. Argument sensible s'il en est, puisqu'au cours des dix dernières années, presque toutes les crises politiques eurent pour détonateur une hausse du tarif des transports en commun. Ce sont donc les possesseurs d'une voiture individuelle qui profitent de la subvention, et les usagers des transports collectifs qui descendent dans la rue pour s'opposer à la hausse de l'essence! Or durant

la période 1989-1993, on n'observe aucune rupture de ce front, aucune réorganisation des alliances sociales.

Le "paquet économique" provoqua une baisse dramatique du pouvoir d'achat réel des travailleurs : entre mars 89 et juillet 93, le pouvoir d'achat du salaire minimum baissa de 45% (selon les données de la Banque centrale du Venezuela). L'inflation et la libération des prix des produits de base (par exemple le lait, les médicaments) eut sur les budgets populaires un impact beaucoup plus fort que la hausse des services publics; cependant, cette dernière fut perçue comme la goutte d'eau qui faisait déborder le vase. La classe moyenne, et moyenne-basse, qui fut, par contre, durement affectée par cette hausse des tarifs, reconstitua le front sacré<sup>8</sup>

Le second défi qu'impliquait le programme de privatisation était donc une recomposition des alliances sociales et politiques. En fait, paradoxalement, il ne déclencha guère d'opposition frontale : pas de consensus autour de la position du gouvernement, mais pas non plus contre elle; le degré de détérioration était tel que presque personne ne pensait que le système existant pouvait être sauvé<sup>9</sup>; la vérité, c'est qu'il était déjà mort. Même les syndicalistes ne s'opposèrent pas de front à la privatisation, cherchant plutôt à négocier les conditions de transfert (Cantv) ou de licenciement (Inos) des personnels des entreprises publiques<sup>10</sup>. Rien à voir avec les réformes des "prestations sociales", qui firent naître des conflits et des débats très vifs. On est même frappé par la quasi absence de véritable débat public autour de la privatisation. Ni le gouvernement, ni l'opposition, ni la presse, ni les milieux intellectuels, n'animèrent un débat de fond, et public, sur ces options pourtant cruciales. Commentaires et prises de position, mouvements ou luttes, restèrent ponctuelles, isolées, marginales, sans influence<sup>11</sup>. Il n'y eut ni coalition, ni changement d'alliances.

La politique de privatisation fut un processus technocratique, sans base sociale. S'il y avait bien un quasi consensus autour du constat de décès du modèle antérieur, il n'y avait ni consensus, ni débat national, sur les solutions alternatives. La politique de décentralisation, elle, impliquait par définition un processus permanent de négociation entre le gouvernement, l'administration centrale, les États, les municipalités, au moins pendant la période de mise en oeuvre. La politique de privatisation, au contraire, fut gérée par une équipe restreinte, cohérente, efficace, dotée de toutes les ressources financières nécessaires, mais passablement isolée. Le Président avait été élu sur la base d'une orientation sensiblement différente, et il ne chercha pas à mobiliser, ni à négocier des alliances autour de sa nouvelle orientation. Lorsque sa politique économique lui ôta l'appui populaire, lorsque commença à baisser sa popularité et que sa légitimité même fut mise en cause, jusqu'à sa destitution ultérieure, le projet privatisateur se trouva complètement isolé dans sa sphère bureaucratique. Il fut mis en cause au niveau des principes que bloqué par la convergence de deux forces opposées : d'une part ceux qui refusaient la hausse des tarifs des services publics (la réforme aurait exigé une légitimité forte, une claire définition des alliances autour d'un autre modèle de financement et de redistribution; elle se convertit au contraire en talon d'Achille du programme lorsque la légitimité fit défaut), et d'autre part la résistance de ceux dont le pouvoir et les intérêts étaient mis en cause, ce qui se traduisait par les multiples blocages et conflits provoqués par la mise en oeuvre du projet, sans qu'intervint le nécessaire arbitrage politique<sup>12</sup>. Le cas de l'électricité l'illustre bien : l'impossibilité de surmonter le conflit entre Cadafé et Edelca, c'est-à-dire entre des barons très puissants à l'intérieur du

système, symbolisait la résistance de tout l'appareil politique, économique et syndical lié au secteur public; l'opposition politique la plus résolue et la plus efficace venait paradoxalement de l'intérieur même du Parti du Président, Action Démocratique, et ses organisations satellites (en y incluant les syndicats): majoritairement au Congrès, le Parti bloqua longtemps les projets de loi nécessaires à la cohérence de la politique de restructuration du secteur. Il luttait pour le statu quo, c'est-à-dire pour le maintien du contrôle obtenu au fil des ans sur l'essentiel des rouages de la redistribution et de la légitimation. Durant les dernières années du mandat de C. A. Perez, son action ressembla à la lutte acharnée menée au Mexique par le PRI pour se maintenir.

La relation entre privatisation et mise en question du fonctionnement des partis politiques était très consciente chez plusieurs acteurs de la nouvelle politique. Cette manière de voir peut être illustrée par le texte suivant : "Le règne des partis dans la société vénézuélienne s'est appuyé sur plusieurs facteurs clés : le monopole des fonctions de participation et de représentation populaire, et la centralisation du processus de prise de décision; le monopole dans l'administration de la dépense publique (...) le clientélisme en lequel se résume de manière très éloquente l'attachement matériel de la population aux machines politiques chargées de ces contrôles monopoliques"

"Notre système politique a été organisé de manière oligopolique par deux organisations (A. D. et Copei. NDR.), sous la forme d'une tutelle populiste, de conciliation par les partis; précisément l'alternance au pouvoir des deux partis a contribué puissamment à maintenir vivante la notion de client. Le clientélisme se nourrit de la discontinuité administrative. Les militants d'un parti attendent leur tour quinquennal". Pour "en finir avec la notion de client des partis, avec laquelle les machines politiques contrôlent de manière monopoliste le lien du citoyen aux pouvoirs publics", il faut combiner trois actions : "privatiser" les fonctions de participation et de représentation populaire (élection directe des gouverneurs et des maires, élections uninominales, et non plus par liste); professionnaliser l'administration; privatiser et décentraliser. "Il faut en finir avec la source première du clientélisme, et avec les pratiques qui le reproduisent. D'où l'importance de la privatisation des entreprises publiques, car cela supprime la pratique d'embauche comme contrepartie d'une fidélité à un parti. La force du clientélisme est telle que le processus de décentralisation n'est pas à lui seul suffisant pour en finir avec lui." (A. J. Herrera, Los clientes del partido, *El Nacional* 31.7.93).

Privée de cette dynamique politique, la privatisation devint alors un processus purement bureaucratique, sans base sociale; la population, immergée dans la crise sociale, et sans perspective politique, ne voyait dans ces projets que le prétexte à une augmentation des tarifs; les régions et les municipalités se sentaient marginalisées, et encore trop faibles pour avoir un poids déterminant et une attitude résolue. Et le Président lui-même n'imposait aucun arbitrage politique. Un symptôme mérite d'être observé : si le programme initial était très proche des solutions proposées par la Banque mondiale, sa mise en oeuvre fut faite sans elle, avec parfois un refus vigoureux de son intervention et des conditions qui lui sont liées, comme dans le cas de l'eau.

1989-1993 est une période très contradictoire, de profonde transformation sociale et en même temps de blocage. En 1993, se termine une période historique. Le Venezuela d'autrefois n'existe déjà plus. Il n'y a pas de retour en arrière possible

et la faillite des finances publiques est encore plus grave qu'en 1989. Au niveau politique, la décomposition du système politique en vigueur (alternance entre A.D. et Copei) paraît irréversible, sans qu'émerge une nouvelle hégémonie. Le projet privatisateur, dans la cohérence de sa conception néolibérale, n'a pas abouti, même s'il a vu certaines de ses propositions réalisées. Mais on n'a pas davantage vu émerger d'alternative à ce projet, ni au modèle ancien.

Certes, la situation diffère selon le service concerné. Chacun possède ses caractéristiques technico-économiques (les facteurs qui révolutionnent le monde des télécommunications ne sont pas les mêmes que ceux qui modifient le secteur des déchets). Chacun génère une configuration particulière d'acteurs et d'intérêts, et la déstabilisation du modèle antérieur ne s'y produira pas au même rythme. Au Venezuela, les deux secteurs les moins affectés par le changement furent le secteur électrique, et celui des transports urbains, où le degré de cohésion des acteurs dominants (très différents bien sûr d'un secteur à l'autre) a été peu érodé, et où les régulations antérieures ont continué à fonctionner (l'équilibre conflictuel entre Cadafé et Edelca dans le secteur électrique, l'autorégulation de la corporation des transporteurs). L'eau et les déchets ont souffert d'une déstructuration prononcée, mais sans possibilité de reconstruire un nouveau compromis, et partent à la dérive. Les télécommunications sont le seul secteur où a été opérée une redéfinition du modèle.

Mais l'enjeu dépassait les réformes sectorielles. C'est la conception globale du service public qui est en cause, au Venezuela comme dans toute la région. Pourtant, le processus est très différent d'un pays à l'autre, et les solutions concrètes diffèrent aussi, parce que diffère le compromis social qui les soutient, le pacte négocié entre les différentes forces, et la forme même de la négociation. Ces différences de processus, d'étapes, de reconfiguration des arrangements institutionnels, traduisent des différences dans les trajectoires de déstabilisation du modèle antérieur, et dans les modèles nationaux de construction du compromis social. c'est pour cela que le cas vénézuélien diffère grandement de celui des pays voisins, Colombie ou Brésil par exemple.

La chute de C. A. Perez signifie la mort d'un projet de restructuration de la société vénézuélienne, mais ce n'est pas pour autant le triomphe d'une autre conception; on constate plutôt l'absence d'une alternative crédible en matière de services publics. Des indices de changement apparaissent, mais semblent emprunter des chemins assez différents de ceux présentés dans le programme de 1989, et renvoient au temps long des mutations de la gestion urbaine et de la décentralisation. La coalition hétéroclite qui soutient le nouveau Président n'est pas porteuse d'un projet cohérent, mais pas davantage d'une impossible restauration. Il faudra encore du temps pour qu'émerge le minimum de consensus nécessaire à l'établissement de règles du jeu stables : le Venezuela n'a pas encore élaboré de nouveau modèle de gestion de ses services urbains.

#### BIBLIOGRAPHIE

- BCV, 1991, *La privatización, un diálogo necesario*, FIV, Caracas, 286p.  
 COING, H, 1993, *la transnacionalisation des services urbains en Amérique latine*, mimeo (à paraître dans un ouvrage collectif)  
 COING, H, 1994, *Les services urbains et la privatisation au Venezuela, 1989-1993*,

- mimeo, LATTTS, 74p.
- COING, H, MONTANO, I. 1985, *Villes et Déchets dans le Tiers-Monde*, mimeo LATTTS 1985, 3e partie : la gestion des ordures ménagères à Caracas, pp. 172-269
- COPRE 1989, *El rol del Estado Venezolano, en una nueva estrategia económica*, volumen 7.
- DE LA CRUZ, R. coord., 1992, *Descentralización, gobernabilidad, democracia*, COPRE-PNUD, Edit. Nueva Sociedad, Caracas
- MARCANO, E., *La crisis del agua en Caracas*, UCV, Caracas 1993
- MARCANO, E., COING, H., MEURANT, P., *Infraestructura de servicios de agua, cloacas y alcantarillado en el Area Metropolitana de Caracas*, UCV, 1984, 5 vol.
- MARCANO, E., *Los servicios urbanos en las ciudades venezolanas, la etapa-Barquisimeto*, mimeo Instituto de Urbanismo, UCV Caracas 1991
- OCANA, R., 1993, *La réorganisation du système de transport collectif de surface à Caracas à partir de la mise en service du métro*, thèse, Institut d'Urbanisme de Paris, 1993
- ROTH, G. 1987, *The private provision of public services in developing countries*, Oxford University Press

Un livre sur le programme de privatisation vient de paraître, écrit par un Ministre de cette époque. Nous n'avons pu encore le consulter.

## NOTES

<sup>1</sup> Ces trois aspects n'épuisent évidemment pas l'analyse. Pour une approche plus complète, et pour une présentation plus détaillée du corpus d'informations utilisé par cette recherche, voir (Coing H., 1994). Cette recherche a été menée en collaboration avec l'Institut d'Urbanisme de l'UCV, précisément avec E. E. Marcano et A.M. Benaïges, que je remercie ici.

<sup>2</sup> Par contre on observe dans le domaine de l'eau une évolution qui peut être significative pour l'avenir : la multiplication de contrats de service partiels, concernant l'exploitation d'éléments du système (usines de traitement, stations de pompage), avec des entreprises vénézuéliennes petites ou moyennes, qui furent souvent créées par d'anciens salariés de l'INOS, licenciés, qui reprennent donc du travail sous cette forme et constituent un milieu d'entreprises privées qui n'existait pas auparavant.

<sup>3</sup> Dans le domaine des déchets, on observe une tendance nouvelle à la concession, en lieu et place de simples contrats de service ; l'entreprise serait chargée non seulement de réaliser le service, mais de le facturer à l'utilisateur et d'assumer le risque commercial. La municipalité recevrait de l'entreprise une somme initiale pour l'obtention de la concession, puis une participation (par exemple 5%) sur les revenus bruts de l'entreprise. Le service des déchets, jusque là très fortement subventionné, deviendrait un service rentable pour la municipalité... Baruta, Chacao, Sucre, El Hatillo, amorcèrent en 1993 un processus d'appel d'offres sur la base de cette nouvelle conception. Va-t-on vers un divorce entre un modèle libéral dans les municipalités riches, et une crise rémanente dans les autres communes ?

<sup>4</sup> La situation est pire dans le domaine électrique. Cadafé avait en 1991 des ventes de 17 milliards de kw et des pertes de 7, milliards. Si dans l'État de Lara ces pertes n'atteignaient que 15% elles montaient jusqu'à 61% dans l'état de Monagas et 70% dans l'état de Zulia. La consommation "clandestine" par toutes les classes de consommateurs est donc massive.

<sup>5</sup> Rappelons quelques décisions-clé :

- Réforme de la loi organique du pouvoir municipal (créé la figure de l'Alcalde, élu au suffrage universel direct, et sépare les pouvoirs exécutif et législatif au niveau local) 15.6.89.

- Loi sur l'élection au suffrage universel direct des Gouverneurs des états, autrefois nommés (1988)

- Réforme de la loi organique du suffrage, qui rend uninominales les élections législatives (nationales et locales), accroissant la responsabilité et la légitimité personnelle de l'élu, là où régnait uniquement la logique nationale de parti (scrutins de liste).

- Loi de décentralisation (1989). Création d'un Ministère de la décentralisation (1993).

<sup>6</sup> Cependant, pour obtenir un bon prix de la vente de la Cantv, le gouvernement a dû étendre la période de monopole à neuf ans, et permettre un niveau tarifaire passablement élevé : la nécessité de combler le déficit fiscal entre en conflit avec la volonté de faire du téléphone un instrument de développement économique et un service compétitif au niveau international.

<sup>7</sup> Le gouvernement a pris la décision d'enlever à Cadafé le projet Uribante-Caparo ; cette décision n'a jamais été mise en oeuvre, malgré l'évidente inefficacité dans la gestion du projet, et malgré les graves accusations de corruption qui l'entourent.

<sup>8</sup> On doit aussi ajouter un autre facteur explicatif : l'observation quotidienne de la corruption, jusqu'aux plus hauts niveaux, développait le sentiment que les ressources étaient gaspillées : pourquoi le salarié, la famille aux revenus modestes, devrait-elle seule payer - par la hausse des tarifs- le prix de la gabegie ? Nous retombons encore une fois sur l'affaiblissement de la légitimité de l'État, qu'il soit régalien ou marchand.

<sup>9</sup> "Le pays s'était mis dans une impasse à la fin des années quatre-vingt" (R. Haussmann, Ministre de Cordiplan).

<sup>10</sup> Le secrétaire exécutif du syndicat de la Cantv déclarait le 22.5.91 : "la privatisation est le chemin le plus clair pour garantir la stabilité et le développement des 20.000 employés qui appartiennent actuellement à la Cantv. Mais si on ne prenait pas des mesures, l'entreprise irait à la faillite, et nous perdrons dès lors notre travail" (*Diario La Columna*). Au sein de la Cantv, l'opposition venait plutôt du parti Copei : "La fraction démocrate-chrétienne de la Cantv s'oppose à la privatisation, à l'affermage, ou à quelque autre manière d'aliéner l'entreprise, parce qu'elle considère que le contrôle des télécommunications est un des éléments essentiels pour la sauvegarde de la souveraineté nationale" (*Ultimas Noticias*, 24.05.91)

<sup>11</sup> Le contraste est total avec ce qui se passe à la même époque en Colombie, autour de la nouvelle Constitution, de la nouvelle loi sur les services publics, où le débat collectif fut nourri, et eut de l'influence sur les décisions, ou autour de la privatisation des télécommunications, comme nous l'avons dit plus haut.

<sup>12</sup> J. T. Hardy prétend que "le problème fondamental de C. A. Perez fut qu'il ne crût pas lui-même en son propre "paquet" (de mesures économiques). Il appliqua une série de mesures qu'il n'expliqua jamais personnellement, peut-être parce qu'il n'était pas d'accord avec la raison d'être de ces mesures. La seule chose qu'il comprenait, c'était qu'elles étaient inévitables, et c'est pour cela qu'il les appliqua. Mais comme profondément il ne les acceptait pas, il ne leur donna pas la base politique nécessaire pour qu'elles réussissent" (*Economía Hoy*, 16.8.93). Si cette interprétation était exacte, elle manifesterait l'ampleur du fossé existant entre une formulation en termes d'ajustement conjoncturel, acceptée par les dirigeants politiques, et un projet de changement structurel, supporté par une équipe de technocrates, une fraction des milieux économiques, et la Banque mondiale. Ou du moins l'écart, chez les hommes politiques, entre l'acceptation du bout des lèvres de mesures ayant pour effet de démanteler un modèle, et l'attachement à ce modèle qui restait le leur et celui de l'opinion.

*RÉSUMÉ - RESUMEN*  
*ABSTRACT*

Le programme de privatisations engagé en 1989 au Venezuela rompt avec un modèle traditionnel de gestion des services publics qui fonctionnait par la redistribution de la rente pétrolière. Il entraîne une nouvelle définition du rôle de l'État, appelé à réduire sa fonction d'entrepreneur au profit d'une fonction de régulateur d'une économie de marché. Celle-ci implique dans les services urbains modernisation, gain de productivité et hausse des tarifs. Mais, le point d'équilibre est difficile à trouver entre la couverture des services publics de première nécessité et la vérité des prix. La privatisation a été réussie dans les télécommunications; elle demeure inachevée dans d'autres services.

\*\*\*

In 1989, Venezuela started a programme of privatizations which breaks completely with the traditional model of public services management based upon the redistribution of the oil income. In the main the plan has failed; in this article, this failure is shown as revealing the present difficulty of the venezuelian society to redefine a

coherent and accepted financing policy of these services, to institute a new mode of relationship between the State and the local administrative units, finally to form new social alliances.

\*\*\*

El programa de privatizaciones comenzado en 1989 en Venezuela, rompe con un modelo tradicional de gestión de servicios públicos que funcionaba gracias a la redistribución de la rentas del petróleo. El conlleva una nueva definición del papel del Estado, llamado a reducir su función de empresario en beneficio de una función reguladora de una economía de mercado. Esto implica una modernización de los servicios urbanos, beneficios de producción y alza de tarifas. Pero el punto de equilibrio entre la cobertura de los servicios públicos de primera necesidad y la verdad de los precios, es difícil de encontrar. La privatización ha triunfado en el campo de las telecomunicaciones, pero en otros servicios se encuentra a mitad de camino.

# LA DÉCENTRALISATION INFRA-MUNICIPALE COMME OUTIL DE GESTION URBAINE : L'EXEMPLE DE BOGOTA EN COLOMBIE\*

---

NICOLE CHAMBRON\*\*  
LUIS DE LA TORRE\*\*\*

Le regain d'intérêt pour les questions touchant au gouvernement local en Amérique latine peut d'abord être considéré à l'aune de cette "réinvention de la démocratie" dans le sous-continent, qui constitue le trait marquant de l'évolution des régimes politiques au cours de la précédente décennie. La mise en oeuvre de profondes réformes de décentralisation qui est un des aspects le plus généralement repéré de cette "réinvention", entretient dans ces pays une rhétorique de la "débu-reaucratization", de la réaction contre le centralisme corporatiste ou contre le clientélisme, de la reconsidération du rôle de la société civile et de la reconnaissance des inégalités régionales en termes d'identités ethniques ou de développement<sup>1</sup>. Ces thèmes coïncident peu ou prou avec ceux qui sont évoqués pour justifier l'engagement de réformes similaires dans d'autres pays en développement ou en Europe.

Doit-on pour autant considérer qu'il n'y aurait que des différences de niveau ou d'ampleur dans ce qui est volontiers présenté comme le mouvement général qui active la modernisation de l'État-Nation de Paris à Santiago du Chili ou de Madrid à Brasilia, dans cette fin de siècle ? Rien n'est moins sûr. Nous formulons l'hypothèse déjà avancée dans le travail précédemment mentionné<sup>2</sup>, que les réformes de décentralisation ne résultent pas des mêmes logiques institutionnelles et ne recouvrent pas les mêmes enjeux politiques, si l'on considère chacune des trois échelles territoriales où s'appliquent les processus de décentralisation, à savoir la décentralisation au niveau national ou régionalisation, la décentralisation infra-régionale et la

\*Á partir de la communication présentée à la section 4, thème 4-2 du Colloque PIR - Villes et IFRESI - CNRS "Villes, entreprises et société à la veille du XXI<sup>e</sup> siècle"

\*\* Directeur du CERF Centre européen de recherche et de formation

\*\*\* Chercheur associé au Centre comparatif d'études des politiques publiques et des espaces locaux, Université de Montpellier I, URA CNRS 1267.

décentralisation à l'intérieur des grands ensembles urbains.

Notre propos ici est d'illustrer la question de la décentralisation infra-municipale à travers l'exemple du processus engagé à Santa Fé de Bogota, la capitale de la Colombie, pendant l'administration de l'ancien maire Jaime Castro de 1992 à 1994.

Le cas de Bogota s'inscrit dans l'évolution sur la longue durée du système politique colombien, qui vit depuis 1991 des bouleversements considérables. Il témoigne aussi des modalités particulières que revêt la crise urbaine dans certaines métropoles du tiers monde et particulièrement dans les "agglomérations capitales latino-américaines". Au même moment où l'ampleur de la crise des finances municipales résultant du surendettement est révélée, les sollicitations pour une action publique renforcée dans le domaine social se font jour. Les crises politiques qui peuvent se déclencher ont alors des conséquences imprévisibles.

A Bogota, la réforme de décentralisation infra-municipale est l'occasion d'une intervention politique originale dans ce domaine. Elle s'appuie, non sans contradictions et blocages, sur une double stratégie, gestionnaire et politique, qui montre les enjeux d'un traitement social de l'urbain.

#### RÉGIONALISME, CLIENTÉLISME, BIPARTISME : AUX SOURCES DU SYSTÈME POLITIQUE COLOMBIEN

Avant d'aborder le cas de Bogota, il convient de rappeler quelques éléments de référence sur les institutions politiques colombiennes.

D'abord, il n'est sans doute pas inutile de rappeler que la forme étatique dont est issu l'État colombien et qui apparaît en 1819 avec l'indépendance de la puissance coloniale espagnole, prend le relais d'une structure administrative coloniale centralisée, qui s'est toujours heurtée à l'hétérogénéité des espaces régionaux qu'elle avait à gérer. À la relative "insularité géographique" des principaux centres économiques de la vice-royauté de la Nouvelle Grenade pendant la période coloniale<sup>3</sup>, s'ajoute ce que l'on peut appeler une "insularité sociale" résultant de l'organisation territoriale de l'économie coloniale, qui était basée sur des exploitations individuelles (la *encomienda*, la *hacienda*, et les "resguardos indigenas" sous contrôle ecclésiastique) axées sur la petite production parcellaire et la surexploitation de la main d'oeuvre servile indigène<sup>4</sup>. Le carcan des institutions verticales coloniales, tout comme le poids de la charge fiscale perçue par les représentants de la royauté espagnole, généreront d'ailleurs bien avant la période des Guerres d'indépendance, des révoltes civiles et des émeutes anti-fiscales qui entretiennent un climat de tension entre l'administration coloniale et les "Créoles" espagnols<sup>5</sup>.

Le profil des institutions du nouvel État indépendant va prendre plusieurs décennies à se consolider. En fait, l'hétérogénéité de la classe dominante "créole" indépendantiste est manifeste. Les intérêts économiques et les logiques d'intervention des différentes composantes de ce groupe, ne convergent pas toujours entre la base des propriétaires terriens et les différents acteurs concernés par les activités commerciales propres au système productif en vigueur<sup>6</sup>, pas plus d'ailleurs qu'au sein de chacun de ces agrégats sociaux. Dans la pratique des échanges économiques

et des rapports sociaux, les singularités territoriales s'affirment dans des régionalismes relativement forts, avec une tendance à l'autonomie que l'élite militaire, qui a "fait" la guerre d'indépendance, a parfois intérêt à accentuer<sup>7</sup>.

La conséquence de cette configuration contradictoire d'intérêts est que le projet idéologico-politique de nationalité qui s'était forgé pendant les guerres d'Indépendance, et qui trouve sa dimension la plus ambitieuse dans le rêve avorté d'unité bolivarienne<sup>8</sup>, ne résistera au XIX<sup>e</sup> siècle que dans la tension engendrée par la coexistence de deux polarités de signe opposé : la structuration centralisatrice de l'État et la dynamique autonomiste des régions. L'instabilité du référentiel institutionnel colombien pendant les soixante-dix premières années de vie indépendante montre l'acuité de cette contradiction.

D'abord entre 1819 et 1830, dans la continuité du projet bolivarien, c'est la Grande Colombie qui reprend le cadre territorial de la vice-royauté coloniale, mais qui ne réussit pas à stabiliser les contours d'une nation unitaire soumise comme elle l'était, aux incertitudes d'une situation militaire insuffisamment consolidée.

Par la suite, de 1830 à 1886, se déroule une phase où, après le chaos qui suit le démembrement de la Grande Colombie, se consolide progressivement un projet fédéraliste qui aura son expression la plus affirmée dans l'expérience radicale de 1867-1886.

Enfin, à partir de 1886, la reprise en main conservatrice va permettre l'avènement de la République de la Colombie actuelle<sup>9</sup> fondée sur une Constitution très centraliste.

Pendant cette période, en marge des compromis institutionnels successifs, on peut déjà discerner les fondements d'un système politique dont il faut considérer à la fois la précarité et la persistance structurelle, à travers deux éléments caractéristiques, facteurs d'un mode singulier de socialisation politique :

— d'une part, la reconnaissance de cette polarité "centralisme-régionalisme"<sup>10</sup> va permettre une forme particulière de "division du travail" dans les élites dirigeantes. Très tôt, au cours des premières années de vie indépendante, des groupes bien identifiés se consacrent quasi exclusivement à l'activité politique : "après avoir défini les suprématies individuelles au plan local, définition très agitée et conflictuelle déterminée par les particularismes régionaux, ils se lancent à la lutte nationale pour gagner la représentation d'un projet régional diffus d'organisation politique nationale"<sup>11</sup>. La figure politique régionale du *caudillo*, militaire de l'Indépendance et des premiers temps de la République, laissera la place au *cacique*, grand propriétaire terrien ou acteur économique local dominant, autour duquel se structurent des clientèles politiques stables, mais toujours dans le respect de cette logique de représentation au niveau national d'un pouvoir (économique, social) qui vaut parce qu'il est exercé localement<sup>12</sup>. Les différents niveaux territoriaux sont ainsi intimement liés par le clientélisme qui devient la forme régionale légitime du fonctionnement politique national.

— d'autre part, les clientèles politiques de ces *caciques* régionaux vont très rapidement constituer deux ensembles partisans qui domineront jusqu'à nos jours les institutions politiques colombiennes : le parti libéral dont le premier programme est publié en 1848 et le parti conservateur dont la plate-forme politique apparaît en

1849. Il est inutile de s'attarder sur les différences idéologiques qui justifient à l'origine l'appartenance à chacun des partis. Le projet cléricaliste et le centralisme conservateur qui font front à l'anticléricanisme et au radicalisme libéral, se côtoient et se complètent, constituant, selon l'exacte expression de F. Leal, "Le langage commun d'un monde séparé régionalement"<sup>13</sup>. Il faut d'ailleurs signaler la force de structuration des conflits sociaux que possède le système bipartite colombien. C'est ce que l'on observe dans l'histoire récente et notamment dans la décennie de violence politique qui, de 1948 à 1957, sur fond d'affrontement entre les deux partis, fait 300 000 morts dans les campagnes colombiennes. Cette cruelle guerre civile, que les Colombiens désignent avec la gravité du concept (la violence), avait débouché entre 1953 et 1957 sur le seul coup d'État militaire de ce siècle dans l'histoire colombienne. Le général Rojas Pinilla qui en est le principal protagoniste, laissera la place en 1957 après le "pacte de Benidorm" conclu entre les leaders libéraux et conservateurs, à un gouvernement d'union nationale qui inaugure la période dite du Frente Nacional.

Le mécanisme institutionnel qui s'instaure alors, justifie pleinement l'expression récemment utilisée de "parti unique du genre siamois"<sup>14</sup>. Les deux partis se sont, en effet, engagés à se répartir pour moitié, pendant seize ans (1958-1974), tous les emplois publics, des ministères en passant par les postes de l'administration territoriale et jusqu'aux emplois administratifs du bas de l'échelle. Pendant cette période, les deux partis ont présenté un candidat unique aux élections présidentielles, ce qui a permis que deux présidents libéraux alternent avec deux présidents conservateurs, dans le respect pacifique de la règle de l'équilibre bipartite.

Ces seize années de partage régulé du pouvoir entre les deux partis traditionnels, ont ramené (partiellement) la paix civile dans le pays. Mais elles ont aussi contribué à maintenir le blocage des différentes voies de développement du processus démocratique colombien. Le système politique est resté crispé sur les contradictions qu'engendre le bipartisme dominant, dont l'expression régionale est le clientélisme. C'est à ces éléments structurants qui prennent racine dans l'histoire politique colombienne, que s'attaque (et se heurte) la réforme institutionnelle en cours.

#### STATUT TERRITORIAL ET STATUT POLITIQUE : LA CRISE D'UNE AGGLOMÉRATION MÉTROPOLITAINE

Essayons maintenant de cerner les particularités de l'organisation territoriale colombienne et de son système régional, qui rendent compte du contexte politico-institutionnel évoqué et du positionnement singulier de Bogota.

Il est désormais bien établi que l'Amérique latine est un continent essentiellement urbain<sup>15</sup>. Mais par contraste avec d'autres pays latino-américains comme l'Argentine, l'Uruguay et le Mexique et de façon moins marquée le Chili ou le Pérou, où l'on voit très tôt se concentrer de façon catégorique dans un centre urbain -la capitale- la majorité de la population urbaine et les principales activités économiques, la Colombie est un pays de régions avec des villes d'importance économique et démographique plus ou moins comparable.

L'existence de ce système régional est pendant très longtemps marquée par l'hétérogénéité géographique et par l'orographie propres du pays. En cela la configuration régionale ne se définit pas, comme ailleurs, par des dichotomies qui déterminent des systèmes territoriaux clivés : sierra-costa (Pérou) ; Andes-Llanos (Venezuela) ; pampa-puerto (Argentine). L'existence d'une vingtaine de villes qui dépassent les 100 000 habitants en 1973, mais qui restent surtout un noyau quasiment inchangé du point de vue de l'importance démographique et économique relatives depuis le début du siècle, peut être pris comme référence de ce système régional singulier<sup>16</sup>.

L'évolution socio-économique des quatre dernières décennies a accentué les déséquilibres régionaux entre les centres urbains, et on a pu observer des phénomènes de concentration de la population et de localisation préférentielle des activités économiques autour des quatre principales villes qui dépassent aujourd'hui le million d'habitants : Bogota (6,3 millions), Cali (1,7), Medellin (1,6) et Barranquilla (1,3)<sup>17</sup>. Tous les indices du développement économique (investissement, implantations industrielles, valeur ajoutée industrielle, emplois industriels, part du PNB...) tournent autour de 70% du total national, lorsqu'on ajoute les résultats de ces quatre agglomérations<sup>18</sup>.

Au centre de ce processus d'urbanisation accélérée, on a repéré l'émergence d'un "Triangle d'Or" de la croissance colombienne formé par Bogota, Medellin et Cali, qui est le coeur du système d'organisation du territoire<sup>19</sup> et au sein duquel le poids relatif de Bogota est devenu progressivement prépondérant.

En matière démographique d'abord, la population de la capitale a plus que sextuplé en quarante ans<sup>20</sup> et elle représente désormais plus de 21% de la population de l'ensemble du pays. L'emploi et l'activité économique, tous secteurs confondus, augmentent aussi plus rapidement à Bogota que dans le reste du pays dans un mouvement qui se fait au détriment de Medellin, le principal site industriel de la Colombie pendant les soixante premières années de ce siècle et de Cali, pôle agro-industriel et de services dominant de l'occident colombien<sup>21</sup>. Enfin, si on considère le niveau de couverture des services publics, de la santé et de l'éducation, le même type de constat pourrait être fait.

Cependant l'agglomération capitale, qui a tendance à structurer une "région nucléaire" sur un des angles du "triangle" de la croissance colombienne, vit une grave crise dont on peut distinguer les aspects social, financier et politique.

Sur le plan social, la ville de Bogota possède les plus forts indices de paupérisation du pays. Les différents indicateurs élaborés pour l'étude sur "L'ampleur de la pauvreté en Colombie"<sup>22</sup>, montrent que la capitale concentre le plus grand nombre de logements avec des "besoins de base insatisfaits"<sup>23</sup>, soit 20% du total des logements de la ville. De fait, les pointes de croissance démographique de la ville qui sont principalement le fait d'une forte migration paysanne de proximité, correspondent à la période des années 1960-1970 où le dynamisme du secteur de la construction a permis de créer simultanément des emplois pour les nouveaux arrivants et les conditions pour les loger. Mais la crise économique de la précédente décennie a ralenti l'ensemble de l'activité économique et notamment celle du bâtiment qui, dans la période antérieure, jouait ce rôle particulier d'accueil et d'insertion.

tion des migrants<sup>24</sup>. Les indices de précarisation de la population la plus défavorisée se développent et le chômage qui, en 1981, était de 5,8% passe à 12,2% en 1984<sup>25</sup>, alors que les diverses formes de "sous emploi" liées à l'économie informelle occupent autour d'un quart de la population active.

En ce qui concerne les finances municipales, elles sont dans une situation des plus préoccupantes. Le défaut structurel des finances de la capitale provient de ce que certains observateurs n'ont pas hésité à qualifier de "paresse fiscale"<sup>26</sup> : selon une récente évaluation, les habitants de Bogota payent aujourd'hui moins d'impôts, en valeur constante, qu'en 1961... Aux phénomènes de fraude fiscale ou de corruption qui ont accompagné le développement urbanistique incontrôlé de la ville, il faut ajouter les insuffisances de l'administration municipale dans la perception des recettes qui relèvent de la fiscalité locale. C'est le cas de l'impôt "predial", équivalent de la taxe foncière française, pour lequel le cadastre n'a enregistré que la moitié des propriétés réellement existantes. Thème sensible par excellence, toutes les récentes tentatives d'actualisation cadastrale ou d'augmentation de la base d'imposition<sup>27</sup> ont échoué.

Cette stagnation tendancielle des recettes est parallèle à une augmentation spectaculaire des dépenses. Pour saisir la nature de ce phénomène, il faut d'abord signaler que l'administration municipale de Bogota est divisée en deux secteurs indépendants : l'administration centrale qui, avec ses cinq secrétariats<sup>28</sup> et ses cinq départements techniques<sup>29</sup>, remplit les fonctions de gestion administrative sur la commune ; et les entités dites "décentralisées", en tout vingt structures avec personnalité juridique propre, qui interviennent dans les secteurs culturel, du logement, de la planification et des services publics. Parmi ces structures, il faut distinguer les quatre entreprises qui gèrent les "services publics domiciliaires" : électricité<sup>30</sup>, eau<sup>31</sup>, télécommunications<sup>32</sup> et ramassage des ordures<sup>33</sup>.

Dans la pratique, le poids relatif des dépenses des deux secteurs est sans commune mesure : alors que les investissements de l'administration centrale, où se concentrent les dépenses sociales (éducation, santé, prestations sociales) et de travaux publics, étaient de 74,14 millions de dollars en 1986, les investissements des quatre entreprises de service public ont atteint cette même année 269, 264 millions de dollars<sup>34</sup>.

Cette disproportion n'a pas seulement valeur d'anecdote. Les choix d'investissement faits par les quatre entreprises municipales et notamment ceux réalisés en matière d'électricité et d'eau, souvent critiqués par leur gigantisme, leur insuffisante cohérence technique et la corruption qu'ils ont engendrée, se sont appuyés sur un appel aux crédits externes. Le niveau d'endettement des finances municipales a ainsi atteint des proportions qui rendent la marge de manoeuvre de ces entreprises très faible. On peut considérer que le seul service de la dette compromet 50% des revenus propres des entreprises municipales de service public, avec des situations franchement inextricables comme celle de l'entreprise d'Électricité de Bogota (EEEEB) dont la dette externe était en 1988 de 1 500 millions de dollars, c'est-à-dire 15% de la dette externe du pays et 76,2% de celle de Bogota<sup>35</sup>.

L'engagement des coûteux programmes de développement de ces entreprises a donc très fortement hypothéqué la capacité d'investissement de l'administration

municipale dans d'autres secteurs d'intérêt général et notamment l'investissement social, pris au sens large du terme, c'est-à-dire y compris les investissements "matériels" qui concernent les équipements collectifs et les infrastructures de transport. Dans ce dernier domaine, l'administration actuelle évalue à 25 ans le retard pris par le réseau de voirie urbaine et considère comme une grave erreur que la ville ne se soit pas encore dotée d'un système de transport collectif complémentaire au bus<sup>36</sup>.

Dans ce contexte, la composante politique de la crise que vit l'agglomération-capitale, revêt un caractère particulier. Il semble important de distinguer deux problématiques qui interagissent et rendent compte de la complexité des phénomènes ici abordés : d'une part la problématique de la transformation des institutions municipales dans la phase actuelle de réorganisation institutionnelle engagée par l'entrée en vigueur de la nouvelle Constitution de 1991, et d'autre part la problématique de la gestion urbaine directement liée à la crise des finances municipales.

#### DE LA RÉFORME MUNICIPALE À LA CONSTITUTION DE 1991 : LE NOUVEAU CADRE INSTITUTIONNEL

L'organisation municipale colombienne a suivi, pendant les quinze dernières années, une évolution d'une telle ampleur qu'on peut parler sans exagération de révolution culturelle. L'auteur de la réforme municipale de 1986, l'actuel maire de Bogota, Jaime Castro, annonçait d'ailleurs à l'époque une "perestroïka colombienne"<sup>37</sup>.

En effet, les 1024 communes colombiennes d'avant 1986 pouvaient apparaître, à juste titre, comme des entités publiques cumulant les facteurs d'illégitimité et les dysfonctionnements.

Sur le plan politique d'abord, le maire était désigné par le gouverneur qui est le chef de l'exécutif départemental<sup>38</sup>. À ce titre, il possédait un double statut d'"agent du gouverneur" et de "chef de l'administration municipale", qui pouvait s'avérer source de contradictions. Ses décisions pouvaient être révoquées par le gouverneur, laissant souvent la collectivité municipale sous la tutelle de l'autorité départementale. Ajoutons que les Chambres délibérantes, Conseil municipal et Assemblée départementale, étaient elles issues du suffrage universel et, procédant d'une autre forme de légitimité politique, pouvaient se trouver en situation de conflit vis à vis du maire. Dans le cas de Bogota, la formule qui a permis de gérer les conséquences de cette opposition plus que virtuelle, est ce qu'on a appelé le "système de co-gouvernement", terme qui désigne l'intervention du Conseil Municipal dans la gestion administrative municipale, notamment par l'usage résolument stratégique qui a été fait du vote du budget ou de la présence statutaire de conseillers municipaux dans les Conseils d'administration des entreprises municipales décentralisées.

Sur le plan de la gestion administrative, le processus de centralisation des fonctions et des services dans les seules mains de l'État, avait atteint au début des années quatre-vingt des proportions extrêmes. L'édition de 1983 du très officiel "Manuel d'organisation de la branche exécutive du pouvoir public" énumérait

parmi les secteurs d'activité confiés à des établissements publics de niveau national, l'éducation (primaire et secondaire) ; la maîtrise d'oeuvre de travaux réalisés pour l'adduction d'eau, les abattoirs, les marchés de plein vent et le ramassage des ordures ; la construction et l'entretien de routes et chemins communaux ; l'exécution des plans de logements sociaux ; l'aménagement des zones à urbaniser ; la résorption des bidonvilles ; la construction et la gestion de crèches, garderies et centres d'hébergement d'enfants ; la construction et la gestion des équipements sportifs ; la construction et l'entretien des équipements scolaires<sup>39</sup>. Cette rémunération montre bien le niveau de dessaisissement des affaires locales qu'instaurait le centralisme administratif colombien. Il va de soi qu'une telle pratique institutionnelle encourageait des comportements d'irresponsabilité au sein de l'administration municipale qui contribuaient grandement au maintien du clientélisme dans la gestion des affaires municipales.

Enfin en matière de ressources financières, la concentration des moyens par le niveau national est particulièrement forte. Le processus s'est accéléré à un tel point dans les trois dernières décennies qu'il a atteint à la fin des années soixante-dix les proportions suivantes : la part municipale perçue sur l'ensemble des recettes fiscales était en 1978 de 7%, alors que la part nationale était de 81,9%, les départements ayant perçu 11,1% ; quant à la "distribution du crédit public" (en fait l'accès au crédit interne ou externe), entre les trois niveaux territoriaux, elle était en 1979 de 93,8% pour le national, de 4,7% pour le départemental et seulement 1,5% pour le municipal.

L'ensemble de ces facteurs avait contribué, selon le constat très sévère de J. Castro, au développement du "gigantisme étatique" et à la "disparition des communes en tant qu'entités administratives"<sup>40</sup>. Dans un même mouvement, l'image des collectivités municipales s'était à tel point dégradée auprès des citoyens, qu'elles n'étaient perçues que comme un rouage du système clientéliste, jouant un rôle d'appoint dans la mécanique politicienne du bipartisme que le régime du *Frente Nacional* avait contribué à institutionnaliser.

Les différentes initiatives législatives prises par le gouvernement Betancur<sup>41</sup> au milieu des années quatre-vingt, vont permettre de faire évoluer le cadre de référence en mettant en place plusieurs mécanismes qui vont dans le sens de la modernisation et la démocratisation de l'administration et de la vie politique municipales :

- 1 — L'élection au suffrage universel du maire<sup>42</sup>.
- 2 — La possibilité offerte à l'exécutif municipal d'organiser des "consultations populaires", référendum local ou plébiscite municipal.
- 3 — La relance du concept de "Juntas administradoras locales", des instances infra-municipales décentralisées, issues de la représentation locale, qui avaient été ébauchées dans la réforme constitutionnelle de 1968<sup>43</sup>.
- 4 — La cession de différentes recettes fiscales au profit des trésoreries municipales.

La mise en application de la nouvelle Constitution adoptée en juillet 1991, dans la seconde année du gouvernement de César Gaviria, est sans doute un fait majeur de l'histoire politique colombienne. La procédure de réunion d'une Assemblée constituante élue par la représentation nationale, qui a été choisie pour

la production du nouveau texte constitutionnel, a sans doute contribué à faire en sorte que l'initiative présidentielle intervienne autant comme un instrument de "réconciliation nationale"<sup>44</sup> que comme un outil d'actualisation du projet politico-idéologique. C'est sur ce second type d'objectif que joue l'effet de rupture produit par certaines transformations adoptées dans le nouveau texte telles que le nouveau régime juridique<sup>45</sup>, le renforcement du rôle du Parlement, le développement des droits fondamentaux<sup>46</sup> et l'organisation territoriale de la nation.

Sur cette dernière question, la nouvelle Constitution confirme l'évolution engagée par la décentralisation des années quatre-vingt. L'esprit de la réforme antérieure, dont on a surtout observé le caractère "municipaliste", est maintenu. Mais en matière d'organisation territoriale, le nouveau texte ébauche d'autres pistes de travail qu'amorcent de véritables transformations institutionnelles. Le renforcement de l'assise démocratique des départements à travers l'élection au suffrage universel des gouverneurs, la possibilité de création de "régions administratives et de planification avec personnalité juridique, autonomie et patrimoine propres" (art. 306) et la constitution de "territoires communautaires" (Indiens et communautés noires) jouissant d'une certaine autonomie, attendent encore parfois les modalités de mise en oeuvre législative et réglementaire.

C'est sur les mécanismes de participation des citoyens que la nouvelle Constitution apporte sans doute les développements les plus importants. Un chapitre (Titre IV, chap. 1) lui est consacré. La procédure de référendum (consulta popular) est élargie, pouvant désormais être engagée aux niveaux départemental et national. D'autre part, l'article 133 ébauche la possibilité de révocation des mandats, et dans l'article 103 on envisage diverses modalités d'initiative normative des citoyens<sup>47</sup>.

Dans la pratique, ces divers mécanismes semblent davantage adaptés pour une application locale et l'article 106 privilégie plus particulièrement cette modalité de participation.

La territorialisation des mécanismes de la participation des citoyens trace ainsi un trait d'union entre le projet de développement des droits des citoyens et la réforme territoriale, mettant à l'ordre du jour sous un angle nouveau les perspectives d'une réorganisation de l'État et des collectivités territoriales.

## DÉCENTRALISATION INFRA-MUNICIPALE ET GESTION URBAINE : LES DEUX STRATÉGIES

La nouvelle Constitution consacre l'existence de deux types de "régimes territoriaux spéciaux" : les districts urbains et les territoires communautaires indigènes. Parmi les premiers, trois districts sont créés : le "District Capital de Santa Fé de Bogota", le "District touristique et culturel de Cartagena de Indias" et le "District touristique, culturel et historique de Santa Marta".

L'agglomération urbaine de Bogota représente un territoire de 1300 kilomètres carrés (25 kilomètres sur 60 dans ses plus grandes dimensions). Elle reprend avec ce texte son appellation historique (Santa Fé de Bogota), mais il faut signaler

qu'elle jouissait déjà d'un statut particulier. L'aire métropolitaine formée par dix communes situées à l'ouest du "Plateau de Santa Fé de Bogota", constituait déjà une entité appelée "District spécial de Bogota"<sup>48</sup>. Dans la pratique, ce type de statut avait un caractère particulier mais non dérogoatoire du régime municipal auquel sont soumises toutes les communes. C'est-à-dire qu'il permettait la reconnaissance d'une conurbation résultant de l'association de plusieurs communes, ayant au fond une vocation de gestion administrative des affaires qui touchent l'ensemble du tissu urbain de l'agglomération, sans pour autant constituer une collectivité autonome. Ce "District spécial" restait ainsi tributaire du département de Cundinamarca dont il était (et reste toujours) la "capitale" (chef-lieu), en matière d'organisation électorale, de distribution des fonctions administratives et de répartition des recettes fiscales, nationales et locales.

La nouvelle Constitution reconnaît désormais le District Capital comme collectivité territoriale à part entière, au même titre par exemple que le Département, ayant les mêmes droits fondamentaux que toutes les collectivités territoriales de la nation, à savoir :

- 1 — Se gouverner par des autorités propres ;
- 2 — Exercer les compétences qui lui sont dévolues ;
- 3 — Gérer ses ressources et établir les prélèvements fiscaux nécessaires à la réalisation de ses fonctions ;
- 4 — Participer aux ressources publiques nationales<sup>49</sup>.

La conséquence de l'entrée en vigueur de ce nouveau statut n'est pas seulement l'émancipation de la capitale du pays de la tutelle du département de Cundinamarca, phénomène qui s'était déjà vérifié pour des raisons de poids politique relatif des deux collectivités et de spécialisation urbaine. Sur le plan institutionnel, la nouvelle Constitution a poussé à la reconnaissance de la fonction particulière de la capitale dans le système territorial national et à sa normalisation, consignée dans le "Statut Organique de Santa Fé de Bogota, District Capital"<sup>50</sup>.

Ce texte constitue l'aboutissement formel de cette évolution vers l'autonomie municipale dont nous avons signalé les principales étapes dans le passé récent. Il contient notamment une disposition qui nous intéresse particulièrement : le statut confirme l'existence d'une représentation infra-municipale à travers les *Juntas Administradoras Locales* (JAL). Ces instances collégiales formées d'un nombre variable de "conseillers d'arrondissement" (édiles), selon l'importance démographique de la zone, sont élues pour chacun des vingt "arrondissements" (*localidades*) qui composent le territoire du District<sup>51</sup>, par les habitants de l'arrondissement, pour une période de trois ans. Elles sont présidées par "un maire local" (*alcalde local*) désigné par le "maire majeur" (*alcalde mayor*) à partir d'une liste de trois candidats présentée par la JAL.

Les JAL et les maires locaux sont considérés comme des autorités à part entière du gouvernement et de l'administration du District Capital. Leurs attributions sont très larges. On peut les résumer en trois grandes fonctions :

— Programmation et mise en oeuvre du développement local. Les JAL doivent concevoir et adopter un "Plan local de développement" pour l'arrondissement (pour trois ans) qui, en cohérence avec le "Plan général de développement du district" de

l'équipe municipale en place, utilisera les ressources d'un "Fonds de développement local". Les réalisations concernent des projets couvrant une très large gamme d'interventions qui vont de la construction d'infrastructures et d'équipements collectifs à la mise en oeuvre d'actions d'animation culturelle ou sociale. Le principe adopté est de lancer des programmes spécifiques répondant aux besoins locaux, et d'agir en concertation avec les entreprises de service public et l'administration districale, en suscitant leur intervention en cas de mauvais fonctionnement de celles-ci<sup>52</sup>. Les "Fonds de développement local" sont alimentés par le budget du District, qui y a consacré, dès 1994, 10% de l'ensemble des finances, cette contribution pouvant augmenter ensuite un rythme annuel de 2% jusqu'à atteindre le plafond de 20%.

— Représentation des instances districales pour la surveillance et l'application des normes et réglementation en vigueur. Cette fonction ne relève pas d'un simple affichage local de l'autorité districale, mais elle conduit à une réelle délégation de responsabilité en matière d'application, par exemple, des règles de construction et d'urbanisme. Il s'agit d'une question extrêmement délicate car la croissance urbaine de Bogota s'est faite dans la violation flagrante et permanente du code de l'urbanisme. En effet, la construction de logements sur des sites à risque, suite à l'occupation sauvage de terrains (*invasiones*), l'aménagement de terrains agricoles non constructibles et notamment l'appropriation du foncier public municipal par des promoteurs véreux (*urbanizaciones piratas*)<sup>53</sup>, y sont monnaie courante.

Les JAL sont également mobilisées pour surveiller et contrôler la prestation des services publics, ce qui constitue un autre défi de taille. Il s'agit d'abord de contribuer à l'"efficacité" des entreprises publiques qui, pour certaines, atteignent des niveaux d'inefficacité extrême. C'est le cas par exemple d'EDIS, l'entreprise de ramassage des ordures aujourd'hui en voie de privatisation<sup>54</sup>. Mais les JAL sont également sollicitées pour tenter de résorber les "pertes noires" des entreprises de service public. Il s'agit en l'occurrence des branchements illégaux des usagers sur les réseaux d'eau et d'électricité ou des fraudes sur les compteurs. Selon un rapport de parution récente, l'impact financier des "pertes noires" du seul service d'eau serait trois ou quatre fois supérieur aux effets enregistrés des taux d'intérêt et de la dévaluation. C'est une situation dramatique compte tenu de la santé déjà chancelante des finances municipales. Cela voudrait dire, en effet, comme le fait remarquer Luis Mauricio Cuervo, que "les conditions d'exploitation des entreprises colombiennes (de service public) génèrent des coûts financiers supérieurs à ceux générés par l'endettement externe"<sup>55</sup>.

— Le développement de la participation des citoyens. Le rôle des instances de représentation locale que sont les JAL apparaît ici dans une dimension moins "classique". Relais d'information pour l'administration districale, canal de remontée des besoins et des projets exprimés localement, organisateur de la modernisation sociale à la base, par le biais d'"associations" repérables qui puissent être des interlocuteurs des pouvoirs publics, ces différentes fonctions décrivent la gamme complète des interventions d'un acteur institutionnel qui adopte un rôle dynamique dans la médiation sociale.

Nous avons déjà signalé à ce propos comment la nouvelle Constitution

consacre, avec une certaine emphase, le principe de la participation des citoyens. Si les JAL semblent être le véhicule privilégié pour l'expression de cette participation, ce n'est pas un hasard.

Avant le lancement de la réforme municipale des années 1980, la Colombie avait assisté à une forte croissance des mouvements revendicatifs urbains. Ces mobilisations d'habitants plus ou moins spontanées<sup>56</sup> avaient pris la forme de *paros civicos*<sup>57</sup>, et selon une analyse portant sur les 128 mouvements de ce type enregistrés entre 1971 et 1980, 60% avaient pour origine des revendications concernant les services d'eau et d'électricité, 12,6% les transports urbains et inter urbains, 7,8% les infrastructures et le fonctionnement des établissements scolaires, et 5,6% des problèmes liés spécifiquement à la voirie d'accès aux quartiers isolés<sup>58</sup>. Ce qui frappe également dans ces mobilisations, c'est que la revendication populaire ne concerne pas seulement la prestation des services en elle-même, mais également leur mode de gestion. Elles mettent systématiquement l'accent sur la participation des habitants dans l'organisation de la prestation du service comme condition d'une plus grande efficacité. Le gouvernement de Belisario Betancur (1982-1986) va d'ailleurs en prendre acte en appliquant le principe de la participation dans la mise en oeuvre du "Plan national de réhabilitation" PNR<sup>59</sup> qui était en quelque sorte le volet "accompagnement social" de la tentative (finalement avortée) de démobilisation de la guérilla.

Les premières JAL ont été élues pour la période 1992-1994 en même temps que le "maire majeur" de Bogota, Jaime Castro. Leur action est donc à mettre en relation avec le programme de gouvernement de cet élu qui se trouve associé au processus de modernisation institutionnelle de la ville d'abord en tant que Ministre de l'Intérieur, initiateur de la réforme municipale, puis en tant que maire ayant oeuvré pour la difficile approbation du "Statut organique du DC" Il est encore difficile de tirer un bilan définitif de ce mandat qui s'est achevé le 31 décembre 1994. Mais son programme de gouvernement consigné dans le "Plan de développement pour le DC", qui avait pour titre "Priorité sociale", était sans doute porté, en ce qui concerne les thèmes sensibles de la participation et du développement social, par une démarche qui allie deux formes stratégiques de l'action publique.

Il y a d'abord une stratégie qu'on pourrait appeler "managériale" qui est fondée sur la territorialisation des méthodes de gestion appliquées aux entreprises de service public et aux organisations complexes. L'exemple même de ce type d'intervention est le dispositif des "CADE" (*Centros de Atención del Distrito Especial*, devenu maintenant "Capital" comme on l'a vu) instaurés sous le précédent maire, Juan Martin Caicedo Ferrer, mais repris et développé par l'actuelle administration. Ces centres administratifs décentralisés, au nombre de quinze fin 1992 mais devant atteindre le chiffre de vingt (un par "arrondissement"), sont des "guichets uniques" d'accueil des usagers des services publics municipaux : on y trouve des permanences de l'ensemble des entreprises de service public et des principaux départements et secrétariats administratifs. D'autres expériences de localisation de proximité avaient précédé ce système<sup>60</sup>. La territorialisation des services municipaux est donc réalisée en grande partie par la présence dans les CADE de guichets pour les services publics fournis par des entreprises publiques (eau, téléphone, énergie,

assainissement) et pour certains, des services municipaux (éducation, santé, permis de construire, information sur les droits, ou *personería*, permanence juridique...). Cependant, les prestations concernent essentiellement la perception des taxes ou le recouvrement des factures, l'enregistrement des demandes et réclamations, et la fourniture d'informations. Chaque guichet est relié par un système informatique centralisé au système d'information central de l'entité dont il dépend. Une réelle décongestion des services centraux est donc ainsi assurée. Mais avec l'instauration des JAL, le système prend une toute autre ampleur.

Les CADE doivent réunir chaque semaine un comité interinstitutionnel, composé des représentants des diverses entités publiques présentes localement, afin de s'informer mutuellement des projets de chacune, et afin d'élaborer des projets communs qui, par ailleurs, doivent s'appuyer sur un partenariat local (exemple : projet en faveur du troisième âge avec la participation du Département administratif du bien-être social (DABS), du Secrétariat de la Santé, de celui de l'Éducation, et s'appuyant sur des médecins et psychologues de l'hôpital local). Ce fonctionnement transversal est rendu difficile non seulement par la nouveauté de la démarche mais également par le fait que chacune des entités a son propre rythme et ses propres modalités de décentralisation (l'entreprise d'eau et d'assainissement est la seule à être totalement décentralisée). Il existe ainsi de réelles disparités entre les situations des différents fonctionnaires qui travaillent dans un même CADE.

Par ailleurs, les méthodes d'élaboration des projets n'associent pas toujours assez tôt les partenaires. Enfin, la société civile est censée être représentée par des associations ou fondations ONG (locales et internationales), qui sont souvent des organisations puissantes et expérimentées dont les projets dépassent en ampleur ceux des CADE, au sein desquels ils sont censés s'inscrire. Pour ces derniers, ces mécanismes de coopération peuvent apparaître comme un frein à l'action (lourdeurs administratives...).

Les JAL ont une fonction de coordination du travail administratif municipal et de surveillance du bon fonctionnement local de chaque instance décentralisée du type CADE. Pour cela, elles sont amenées à utiliser sur chaque zone divers types de données qui alimentent un "tableau de bord" des besoins sociaux de chaque localité, destiné à actualiser en permanence les programmes d'action qui sont l'application du "Plan local de développement" triennuel. Un dispositif d'"observatoires sociaux locaux" par arrondissement est donc aujourd'hui en train d'être mis en place<sup>61</sup>.

On peut également souligner la mise en oeuvre parallèle d'une stratégie participative qui cherche à capitaliser politiquement la dynamique sociale des mouvements urbains des années 1970 et 1980 au profit de ces nouvelles instances de la représentation locale que sont les JAL. Il s'agit finalement d'occuper institutionnellement le terrain, laissé libre autrefois aux mouvements sociaux ou à d'autres acteurs de la politique (voire de l'économie) informelle. Des exemples particulièrement significatifs apparaissent dans la conduite volontariste d'une politique de la jeunesse, qui cherche à créer des instances de médiation auprès des bandes de jeunes des quartiers populaires (*pandillas* ou *parches* dans l'argot des rues colombien) voués à la délinquance et à la toxicomanie, cibles privilégiées de milices privées<sup>62</sup>. Les accords conclus avec des groupes de jeunes des arrondissements "sen-

sibles” comme Ciudad Bolívar, ou plus calmes comme Suba, cherchent à orienter vers des activités d'utilité collective la mobilisation des jeunes.

Notons également, dans le cadre de la mise en route de la vaste réforme nationale de l'appareil de justice, la création de *Comisarias de familia* qui jouent le rôle de “Maisons de Justice” de quartier, où sont traités dans une démarche de médiation sociale et de prévention, différents conflits interindividuels qui participent au climat de violence généralisée que vit le pays.

L'importance de cette stratégie participative est apparue dans la fonction qu'a rempli depuis de début du mandat de Jaime Castro une instance administrative sui generis, la *Consejería para Asuntos Sociales y Participacion Comunitaria*, directement rattachée au maire et donc échappant à l'autorité d'un des départements ou secrétariats administratifs. Cette cellule d'une dizaine de fonctionnaires a joué un rôle de premier plan dans l'installation et la légitimation des JAL. Elle a été l'interlocuteur entre celles-ci et le maire majeur. Elle a été particulièrement présente dans l'élaboration des “Plans locaux de développement”, animant des réunions de concertation sur le terrain entre “ediles” et groupements d'habitants, et offrant une aide matérielle et méthodologique non négligeable pour leur bouclage. Du contact avec le “terrain” que les responsables de cette cellule de fonctionnaire et animateurs sociaux hors cadre ont pu établir, on retiendra enfin le rôle que certains parmi eux ont été obligés de jouer dans la résolution de certains “paros civicos” des années 1993 et 1994 motivés par les conditions particulièrement précaires de la prestation des services publics et de transport, dans des arrondissements comme Ciudad Bolívar.

\*\*\*

Au-delà de tout parti pris univoque qui pourrait conduire à lire les processus de décentralisation infra-municipale d'une façon partielle en mettant en avant soit une interprétation trop “instrumentale” (la déconcentration “désincarnée” des moyens de l'action publique), soit une compréhension trop “angéliste” (une percée de la démocratisation de la vie publique), l'exemple de Bogota dans son évolution actuelle nous invite à plus de prudence.

La décentralisation infra-municipale y apparaît principalement comme un outil de gestion urbaine qui tente de combiner la territorialisation managériale de l'action publique et le contrôle politique de la participation communautaire et citoyenne.

Il s'agit en l'occurrence de deux modes d'action politique qui trouvent leur explication dans l'histoire récente de la question urbaine à Bogota, marquée par la dégradation de la prestation des services publics et par l'impasse d'un système politique bloqué dans un face à face perçu aujourd'hui comme insurmontable : celui qui oppose la pratique du clientélisme bipartisan et les moyens et les méthodes de la contestation “civique”, qui refuse (ou n'atteint pas) le combat dans “l'arène politique” à travers les institutions représentatives (nouvelles ou anciennes).

D'autres exemples d'intervention politique locale, qui s'appuient sur des ressources politiques différentes comme le partenariat des milieux économiques

locaux dans la mise en oeuvre de l'action sanitaire et sociale, ou la captation des moyens de la coopération internationale dans des "para-administrations" souples, sont aujourd'hui à l'oeuvre dans d'autres métropoles colombiennes (respectivement Cali et Medellin pour ce qui est des mécanismes précédemment évoqués).

Cependant, au-delà de cette genèse immédiate et sans chercher d'extrapolations hasardeuses, on peut relever qu'avec ce type d'intervention des autorités locales, se fait jour manifestement l'ébauche d'une politique publique nouvelle repérable également ailleurs, au Sud et au Nord de l'Équateur. Cette politique a pris le développement social urbain pour objet. Elle a révélé la ville comme problème, pas seulement d'urbanisme ou de gestion urbaine, mais principalement de gestion sociale. Pour certains auteurs, cette nouvelle problématique s'affirme comme le paradigme, en passe de devenir dominant ou stratégique, de la "nouvelle question sociale"<sup>63</sup>. C'est notamment ce que l'on retiendra par exemple de l'émergence progressive en France dans les quinze dernières années de la "politique de la ville".

En Colombie, où l'évolution institutionnelle a pris depuis 1991 un rythme accéléré, la création en décembre 1992 d'un vice-ministère du Logement, du Développement urbain et de l'eau potable peut s'avérer l'instrument adapté de la conduite d'une politique nationale. Le nouveau Président Ernesto Samper, entré en fonction en août 1994, a d'ailleurs affirmé dès le début la priorité faite à une politique sociale ambitieuse, néo-keynésienne et participative comme en témoignent les initiatives de la "Red Nacional de Solidaridad".

Mais la réactivation à Santa Fé de Bogota en 1993 de "mouvements civiques" localisés à l'échelle des arrondissements, ou la campagne plus générale pour la révocation du maire majeur Jaime Castro, accusé d'immobilisme mais surtout "victime" de la grave situation des finances locales, montrent que la tâche, là comme ailleurs, réunit aux yeux des habitants et tout particulièrement des plus démunis l'exigence de l'urgence et l'ampleur de l'action de fond.

C'est le défi majeur auquel devra faire face le nouveau maire de Bogota, Antanas Mockus, élu au terme d'une "anti-campagne" politique qui révéla l'acuité de cette demande sociale.

## NOTES

(1) Hélène Rivière d'Arc, "La décentralisation de l'État" in *Réinventer la démocratie. Le défi latino-américain* sous la direction de Georges Couffignal, pp. 297-312, Presses de la Fondation des Sciences Politiques, Paris, 1992.

(2) Cf. H. Rivière d'Arc, *op cit.*

(3) On peut considérer que le territoire de la vice-royauté de la Nouvelle Grenade, (qui a sa capitale à Santa Fé de Bogota), constituée en 1717 avec la réforme de l'administration coloniale engagée par la dynastie des Bourbon (qui remplace les Habsbourg au trône d'Espagne), correspond à l'ensemble des territoires actuels de la Colombie, du Panama, du Venezuela, de l'Équateur, et du Nord ainsi que de l'Amazonie péruvienne.

- (4) Francisco Leal Buitrago, *Estado y Política en Colombia*, p. 54, Cerec & Siglo XXI Editores, Bogota, 1984.
- (5) C'est le cas en particulier du soulèvement des "Comuneros" del Socorro (commune à quelques 400 kms au nord-est de Bogota) en 1781, en réponse aux augmentations de taxes et d'impôts décidés par le représentant royal. Ce soulèvement débouche sur un vaste mouvement contestataire qui mobilisera 20 000 personnes aux portes de Santa Fé de Bogota où, après une négociation marquée (selon de nombreux historiens) par la trahison d'un des leaders, s'en suivra une brutale répression. Les "Capitulaciones de Zipaquirá" qui marquent la fin de la révolte, aboutissent cependant au retrait d'une partie des mesures contestées. Cf. Antonio Garcia *Los Comuneros*, Plaza Janes, Bogota, 1981.
- (6) Exploitation minière, usure, exportation-importation, distribution et échange de marchandises dans le naissant marché intérieur national.
- (7) Voir la "guerilla" permanente qu'entretiennent entre 1819 et 1830 des généraux des armées indépendantistes comme Paez au Venezuela, ou Obando au sud de la Colombie actuelle, qui sont directement à l'origine de la dissolution de la première forme étatique indépendante. Cf. *infra*.
- (8) Simon Bolivar est le principal protagoniste des indépendances nationales de six pays de l'aire caribéenne et andine. Au cours de ce que les historiens appellent la "Campagne libératrice", les armées de "Créoles" Espagnols, d'Indiens, de Métis et de Noirs, dirigées (directement ou indirectement) par ce républicain "caraqueño" vont battre successivement les armées espagnoles dans plusieurs batailles qui marquent la fin de la présence coloniale au Venezuela (1821), en Colombie (1819), qui incluait alors l'Équateur (1822), le Pérou (1824) et la Bolivie (1824). L'unité politique de ces territoires indépendants devait permettre la construction d'une puissante nation, que le "Libertador" voyait comme un pôle d'équilibre face aux États-Unis d'Amérique. Cf. notamment sa "Lettre aux gouvernements de la Colombie, Mexique, Rio de la Plata, Chili et Guatemala" du 7 décembre 1824, in Simon Bolivar, *Escritos políticos*, Alianza Éditorial, Madrid, 1971, pp. 143-146.
- (9) Elle inclut au début le Panama qui fera scission de la Colombie en 1903 sous la pression du gouvernement Nord-américain, opérateur stratégique du Canal qui sera achevé en 1914.
- (10) Ce qui n'échappe pas au constituant conservateur de 1886, qui brouille astucieusement les cartes, en proclamant parmi les principes organisateurs de l'État la formule "centralisation politique, décentralisation administrative".
- (11) F. Leal, *Op. cit.* p. 55.
- (12) Ce registre d'interventions correspond bien à la définition classique du "power broker" chez Adams qui caractérise ce type d'agents comme exerçant leur pouvoir sur plusieurs niveaux, le succès de leur pouvoir sur l'un de ces niveaux dépendant directement de son action dans l'autre. Richard Adams "Brokers and Career Mobility Systems in the structure of Complex Societies" in *Southwestern Journal of Anthropology*, Vol. 26, n° 4, 1970, pp. 315-327.
- (13) F. Léal, *op. cit.* p. 90.
- (14) J. Pierre Minaudier, *Histoire de la Colombie*, l'Harmattan, Paris, 1992.
- (15) O. Dollfus en introduction du récent numéro de *Problèmes d'Amérique latine* consacré à "La Ville et l'Amérique latine" (n° 14 - juillet-sept. 1994), signale que 350 des 500 millions de Latino-américains habitent en ville, et que 85% du PIB continental provient des villes.
- (16) Sur ce sujet, cf. le chapitre consacré aux caractéristiques régionales de la Colombie

(Chapt III) de "Descentralizacion y centralismo en Colombia" de Alvaro Tirado Mejia, Ed. Oveja Negra, Bogota, 1983.

(17) D'après les premières projections du recensement de 1993 (*Semana*, juillet 1994). 3 autres villes ont plus de 500 000 habitants (Bucaramanga, Cartagena et Santa Marta) ; 18 sont comprises entre 500 000 et 100 000 h., 32 entre 100 000 et 30 000 h. et 458 ont moins de 2 500 habitants.

(18) W. Stollbrock, *Los desequilibrios en el desarrollo municipal en Colombia*, Banco Central Hipotecario, Bogota, 1989.

(19) Cf. Jean-Paul Deler, "Improbable Colombie" in *Geographie Universelle*, Hachette & GIP Reclus, Paris, 1991.

(20) 648 000 habitants en 1951 et 3 983 000 d'après le recensement de 1985 (DANE : Département Administratif de Statistique).

(21) "Entre 1960 et 1975 le PIB de Bogota a augmenté à un rythme annuel de 8,1% contre 5,7% pour l'ensemble du pays. De même entre 1970-1971 et 1981-1982 l'industrie a crû à un rythme de 5,2% à la capitale pour 4,1% dans le reste du pays". Même écart dans la croissance des licences de construction. Cf. Jean Diaz-Arbelaez : "Gobierno Local y finanzas distritales en Bogota", *Bulletin de l'IFEA*, Lima, 1988, Vol. XVII, n° 1, p. 125.

(22) DANE, Bogota, 1987, cité par J. Diaz-Arbelaez, *op. cit.* p. 126.

(23) En espagnol : "Necesidades Basicas Insatisfechas", NBI

(24) Thierry Lulle, "Un aiguillage ambigu : Le rôle de l'emploi dans le bâtiment dans l'insertion des migrants à Bogota", *Cahiers des Sciences Humaines*, ORSTOM, Paris, Vol. 28, n° 3, 1992.

(25) Thierry Lulle, *op. cit.* p. 395.

(26) "El hueco de Bogota", *Revista Semana*, 18 mai 1993, pp. 46-49.

(27) Par le système de "valorisation générale" pour le financement de nouvelles infrastructures, ou les essais d'instauration d'un impôt inspiré de la taxe d'habitation française.

(28) Gouvernement, finances, éducation, santé, travaux publics.

(29) Planification, circulation et transports, "bien-être social", action communale, cadastre.

(30) Empresa de Energia Electrica de Bogota - EEEB.

(31) Empresa de Acueducto y Alcantarillado de Bogota - EAAB.

(32) Empresa de Telefonos de Bogota - ETB.

(33) Empresa Distrital de Servicios - EDIS.

(34) Avec 217,123 millions. de dollars pour la seule EEEB, c'est-à-dire 80,63% du secteur et 57,44% de l'ensemble des dépenses municipales.

(35) J. Diaz-Arbelaez, *op. cit.* p. 123.

(36) "Via Libre" *Revista Semana*, Nov. 16-1993, pp. 52-55.

(37) C'est le titre d'un recueil d'articles (*La reforma municipal : perestroïka colombiana*, Ed. Oveja Negra, Bogota, 1989) de cet homme politique qui, à la tête du ministère de l'Intérieur de 1984 à 1986, a initié les divers actes législatifs qui constituent la base de la "décentralisation colombienne" des années quatre-vingt.

(38) et qui était lui-même désigné par le Président de la République.

(39) Cité par J. Castro, *op.cit.* p. 103.

(40) J. Castro, *op.cit.* pp. 109-110.

(41) Loi 50 de déc. 1984 sur les finances municipales ; Loi 55 de juin 1985 sur les finances de l'État ; Loi 130 de déc. 1985 sur le logement social dans les communes ; Loi 11 de janv.

- 1986 sur le régime municipal et l'élection au suffrage universel des maires ; Loi 12 de janv. 1986 sur la cession de l'IVA (l'équivalent de la TVA) aux finances locales.
- (42) Pour une période de 2 ans, plus tard prolongée à 3 ans, non rééligible immédiatement.
- (43) On pourrait parler de "Mairies d'arrondissement" dans le cas des grandes villes.
- (44) En ouvrant la voie à la participation de secteurs exclus du jeu politique (la guerrilla, les communautés indiennes et divers secteurs de la société civile) par la rigidité du carcan bipartiste et la force d'inertie des intérêts acquis. Cf. J. Michel Blanquer : "Colombie : La Nouvelle Constitution" *Problèmes d'Amérique latine*, La Documentation française, Paris, n° 7, oct.-déc. 1992.
- (45) Outre la nouvelle organisation du pouvoir judiciaire, on passe d'un système inquisitoire à un système accusatoire.
- (46) Aux droits civils et politiques fondamentaux, s'ajoutent les "droits sociaux" et les "droits collectifs et à l'environnement" dits de troisième génération. Parmi ceux-ci, la figure la plus marquante et la plus controversée est sans doute le "droit de recours" (*acción de tutela*). Cf. Rodrigo Uprimny "Los derechos en serio : el ciudadano como usuario frente a la administración pública" in *Apuntes para la modernización institucional de Santa Fé de Bogota*, Alcaldía de Bogota, juin 1993.
- (47) "5% des citoyens inscrits (ou 30% des conseillers ou députés du pays) peuvent présenter devant le congrès un projet de loi et même une réforme constitutionnelle (...). Les citoyens disposent aussi d'un moyen d'empêcher l'application d'une loi : 10% des électeurs inscrits peuvent demander la tenue d'un référendum contre une loi (...)", J. M. Blanquer, *op. cit.* p. 93.
- (48) Bogota DE (pour "Distrito Especial"). La norme constitutionnelle qui créait cette entité a été édictée en 1945.
- (49) Art. 287 de la Constitution de 1991.
- (50) Décret-Loi 1421 du 21 juillet 1993.
- (51) Par un curieux retournement de l'histoire, que d'aucuns qualifieraient de lapsus, certaines de ces localités reprennent les noms des anciennes communes qui ont été "assemblées" dans le District... C'est le cas de Usaquen, Bosa, Suba ou Usme.
- (52) La possibilité de contractualisation de "programmes d'objectifs" spécifiques avec certaines entreprises publiques ou services administratifs donnant lieu à la cession de ressources financières aux JAL, est explicitement envisagée.
- (53) Quand on sait que plusieurs de ces opérateurs urbains "informels" ont occupé de hautes fonctions comme conseillers districaux ou fonctionnaires municipaux, on comprend la difficulté de la tâche qui attend les JAL.
- (54) Un audit interne a révélé qu'en 1988, 35% du parc automobile de collecte des ordures ménagères est resté paralysé dans les ateliers d'EDIS, avec les conséquences que l'on imagine en matière d'hygiène. Luis Mauricio Cuervo "Estructura y composición de los servicios públicos y sociales domiciliarios que ofrece el Distrito Capital" in *Apuntes para la modernización... op. cit.* p. 73.
- (55) Certaines des procédures de connexion illégale sur les réseaux sont, en effet, le résultat de "systèmes informels" de branchement et de captation des tarifs, dans lesquels seraient impliqués des fonctionnaires, qui anticipent (à leur façon...) sur une privatisation de ces services. Cuervo, *op. cit.* p. 72.
- (56) Il faut considérer, à la lumière de recoupements qui peuvent être faits aujourd'hui, le

rôle qu'ont pu jouer dans le déclenchement de ces conflits sociaux, les membres des groupes de guérilla, essentiellement rurale en Colombie, cherchant à prendre position dans les centres urbains, sur la base d'une stratégie concertée.

(57) Littéralement en français "grève civile" correspondant, sur la forme, aux "opérations ville-morte".

(58) Pedro Santana "Perfil regional de paros civicos" cité par J. Castro, *op. cit.* pp. 111-112.

(59) "Habrà futuro ?", *Revue Semana*, nov. 30, 1993. Un bilan du PNR depuis son lancement en 1983.

(60) Les CAI "Centros de Asistencia Inmediata" qui réunissent des forces de police.

(61) C'est un des axes d'un programme de coopération décentralisé, initié en 1992 entre le ministère des Affaires Étrangères et la Délégation Interministérielle à la Ville pour la France et la Mairie de Bogota (cf. Camilo Montoya "Sistemas de informacion y seguimiento de planes de desarrollo" in "Apuntes para la modernizacion...", *op. cit.* pp. 159-165).

(62) Armées parfois par les commerçants ou par des "organisations de voisins", elles bénéficient souvent de la complicité (voire de la participation) des forces de police. On a pris l'habitude en Colombie de parler de ces jeunes désœuvrés et d'autres marginaux (prostitués, travestis ou simples vagabonds) comme des "desechables" c'est-à-dire des "jetables"...

(63) Jacques Donzelot parle pour la France d'un "social du troisième type" (Jacques Donzelot, "Le social du troisième type" in *Face à l'exclusion, le modèle français*, sous sa direction, Ed. Esprit, Paris, 1991).

Cf. également J. P. Gaudin, *Les nouvelles politiques urbaines*, PUF, 1994.

*RÉSUMÉ - RESUMEN*  
*ABSTRACT*

L'agglomération de Bogota a connu une croissance rapide au cours des quarante dernières années et se trouve confrontée à une crise sociale, financière et politique. La réforme municipale de 1986 et la nouvelle Constitution de 1991 ont permis que la ville s'émancipe de la tutelle auparavant exercée par le département, et que, à l'échelle infra-municipale, des conseils d'arrondissement aient en charge le développement local et certains services publics, et permettent la participation des citoyens. La décentralisation municipale montre donc que la gestion urbaine est aussi une gestion sociale.

\*\*\*

Bogota built-up area has known a rapid growth throughout the last forty years and is facing a social, financial and political crisis. The 1986 local reform and the 1991 new Constitution enabled the town to get rid of the supervision previously exercised by the department, with an inner

division in district councils to deal with local development and some public services, and enable citizens participation. Local decentralization shows thus that urban management is social management too.

\*\*\*

La aglomeración en Bogotá ha tenido un gran crecimiento en los últimos cuarenta años y se encuentra confrontado a una crisis social, financiera y política. La reforma municipal de 1986 y la nueva Constitución de 1991 han permitido que la ciudad se libere de la tutela anteriormente ejercida por el departamento, y que a escala infra-municipal, los consejos de barrios tengan a su cargo el desarrollo local y algunos servicios públicos, permitiendo la participación ciudadana. La descentralización municipal muestra de esta manera, que la gestión urbana es también una gestión social.

# INFORMATION SCIENTIFIQUE

## LES MOTS DE LA VILLE AU BRÉSIL UN EXEMPLE : LA NOTION DE "FRAGMENTATION"

---

LAURENT VIDAL\*

"Bref, les espaces se sont multipliés, morcelés et diversifiés (...).  
Vivre, c'est passer d'un espace à un autre en essayant le plus possible de ne pas se cogner"

G. Perec, *Espèces d'espaces*

### DES MUTATIONS DE LA VILLE AUX MUTATIONS DU REGARD SUR LA VILLE

Les grandes métropoles ont connu, au cours des quinze dernières années, des mutations profondes, et ce tant dans les pays développés que dans les pays en développement. Ces mutations, d'ordre physique et sémantique, tendent à remettre en cause le modèle de la "ville industrielle", apparu en Europe dès la deuxième moitié du XIXe siècle et généralisé ensuite à la majeure partie du globe. Les logiques récentes d'implantation humaine et d'implantation des activités, comme les pratiques urbaines, peuvent difficilement être expliquées dans le cadre de ce modèle. De même, la difficulté des dirigeants politiques, de l'échelon national à l'échelon local, à répondre aux crises et convulsions urbaines (des banlieues aux *favelas*), indique-t-elle combien les outils traditionnels pour penser la ville semblent inadaptés à ces situations nouvelles.

Ceci constitue un défi fondamental pour les chercheurs : assiste-t-on à l'émergence d'un nouveau modèle de ville ? Ou s'agit-il d'une nouvelle crise d'adap-

\* Historien (Université de La Rochelle). Ce texte a été rédigé dans le cadre d'une mission réalisée, sous la coordination du GDR Interurba, pour le PIR-Villes du CNRS (N° d'ordre : 001292) de septembre 1992 à juin 1993. Les opinions émises dans cet article n'engagent que leur auteur.

tation, aux contours cependant difficilement compréhensibles ? Les outils et concepts traditionnels pour penser la ville doivent-ils être simplement améliorés ? Ou convient-il d'en définir de nouveaux, plus à même de décrire et expliquer les processus en cours ?

Dans le cadre de cette réflexion, une notion revient fréquemment dans les discours sur la ville depuis quelques années : la notion de "fragmentation"<sup>1</sup>. De l'"espace fragmenté" à la "fragmentation du tissu urbain", en passant par des "fragments de ville", le mot issu du latin *fragmentum* est sans cesse décliné (participe passé, nom commun, adjectif : une vision "fragmentaire", substantif même : "fragmentarité") pour qualifier la situation de crise des grandes métropoles. Il semble ainsi que l'utilisation — parfois abusive — de ce terme corresponde à une volonté de compréhension des processus d'urbanisation en cours. Or, nous possédons assez peu d'éléments théoriques sur cette notion de "fragmentation". Quelles sont ses utilisations ? ses implications méthodologiques et idéologiques ? son emploi signifie-t-il une rupture dans la forme d'urbanisation issue de la révolution industrielle ? de quelle problématique procède-t-elle ? Comment se traduit-elle concrètement dans le tissu urbain ?

L'objet de cet article est justement, à partir de l'exemple concret de la communauté scientifique brésilienne, d'apporter un éclairage sur la prise en compte de cette notion dans les recherches sur la ville, et sur ses diverses utilisations. S'agit-il d'une simple hypothèse de travail ? Ou d'un concept à valeur paradigmatique, permettant de dépasser le modèle d'analyse de la "ville industrielle" ?

Parmi l'ensemble des communautés nationales de scientifiques travaillant sur la ville, celle du Brésil est remarquable par son dynamisme intellectuel et sa forte curiosité pour les processus urbains en cours, qu'elle s'empresse de transformer en objet de réflexion<sup>2</sup>. La notion de "fragmentation" est ainsi fréquemment utilisée par les chercheurs brésiliens. L'enjeu est alors de comprendre comment cette notion, et au delà, les thèmes qu'elle met en avant ou laisse de côté, ainsi que les méthodes qu'elle suggère, se sont peu à peu "intégrés" au sein du paradigme de la recherche brésilienne sur la ville. Ce milieu scientifique, dont le nombre de chercheurs est important, constitue donc un bon indicateur pour une telle étude, d'autant plus qu'il est sensible tant à la réflexion européenne que nord-américaine. Une autre caractéristique de cette communauté scientifique est son intérêt essentiellement, pour ne pas dire totalement, centré sur les villes brésiliennes. Il s'agit donc d'une communauté réfléchissant sur l'évolution de sa propre société. Ce qui, par jeu de miroirs, renvoie ce milieu scientifique à l'observation de sa propre évolution<sup>3</sup>.

## ÉTAPES DE LA PENSÉE SCIENTIFIQUE BRÉSILIENNE SUR LA VILLE : LA PRISE EN COMPTE DE LA "FRAGMENTATION"

Notre objectif initial était de partir d'un concept, la "fragmentation urbaine", et d'en délimiter ses utilisations au sein d'une communauté scientifique précise : le milieu brésilien de recherche sur la ville. Or, au terme de notre recherche, après nous être entretenu avec une quinzaine de personnes ressources, après avoir analysé la bibliographie spécialisée, il ne nous semble pas que ce terme ("fragmentation")

ait, au Brésil du moins, atteint le stade de la conceptualisation, dans l'acception sociologique du terme "concept"<sup>4</sup>.

Cela ne signifie pas pour autant qu'il soit absent des réflexions de la communauté scientifique brésilienne qui travaille sur la ville. Bien au contraire. Il apparaît de plus en plus dans les travaux consacrés à la compréhension des nouvelles formes d'urbanisation, à l'analyse des crises urbaines, ... Il est remarquable que la plupart des textes brésiliens qui cherchent à décrire, analyser et comprendre les enjeux des crises urbaines, utilisent comme notion, à la fois descriptive et explicative, le terme "fragmentation". Et il est encore plus remarquable que cette notion apparaisse, avec une certaine fréquence, dans les travaux de réflexion épistémologique, sur les outils pour penser la ville en crise.

### Les formes de la crise urbaine au Brésil : une inquiétude épistémologique

L'adoption de la notion de "fragmentation" dans les études sur la ville, découle essentiellement d'un double constat dressé par la communauté scientifique brésilienne : celui d'une rupture dans le processus d'urbanisation et, conséquence de ce phénomène, une inadaptation des outils traditionnels de réflexion sur la ville.

En premier lieu, l'accent est mis sur l'existence d'une rupture dans le modèle d'urbanisation des grandes métropoles brésiliennes. Cette, ou plutôt ces ruptures se caractérisent par une nouvelle ségrégation socio-spatiale. Tel est du moins le constat des auteurs du plan directeur de São Paulo (*O plano diretor de São Paulo...* - 1991). L'augmentation du phénomène des *cortiços*<sup>5</sup>, la diminution de l'auto-construction (responsable, en grande partie, de l'expansion horizontale des grandes métropoles) conduisent à une situation où l'espace urbanisé ne s'étend plus, alors qu'augmente la pauvreté en ville : certains parlent de "périphérisation du centre" (L. C. de Queiroz Ribeiro, *O novo mapa do mundo* - 1992), d'autres d'"involution urbaine" d'où découle la fragmentation (M. Santos, *Metropolização e rede urbana* - 1990). Ainsi la mortalité infantile de certains quartiers du centre de São Paulo est-elle aussi élevée que celle de la périphérie éloignée : la pollution de l'eau et la détérioration des conditions d'habitation en sont les raisons principales. Cette "diminution perverse de la ségrégation socio-spatiale" remet en cause le modèle d'organisation centre-périphérie. Les auteurs du plan directeur de São Paulo préfèrent ainsi parler de tissu urbain éclaté.

L'accélération des processus de qualification/déqualification des sites urbains constitue une autre rupture dans le processus d'urbanisation. On peut noter comme symptômes, la multiplication des vides urbains (terrains urbains qui ne sont ni détériorés, ni verticalisés), la verticalisation de certains quartiers. On peut également relever la restructuration de certains quartiers autour des fonctions financières et internationales, dans le cadre de l'insertion des grandes métropoles au sein du réseau urbain mondial.

Le deuxième constat est relatif à la crise de la pensée sur la ville. Ces nouvelles formes d'urbanisation conduisent à une inquiétude épistémologique : l'outillage classique de lecture de la ville ne paraît plus adapté pour décrire et comprendre la situation actuelle. Par exemple, une approche sectorialisée ne permet plus

de comprendre les enjeux des crises urbaines : il convient d'introduire une approche plus globale.

Ce constat s'applique d'ailleurs également à l'ensemble de l'outillage des sciences sociales pour lire les nouveaux modes d'organisation de la société. L'ouvrage de O. Ianni, *A sociedade global*, tente de poser clairement les termes de ce débat. Le stade du national ou de l'international est dépassé : nous entrons dans l'ère de la société globale, affirme l'auteur. La globalisation des structures économiques, la réorganisation du marché du travail à l'échelle mondiale conduisent à une "déterritorialisation des choses, des sens et des idées" (1992 : 93)<sup>6</sup>. C'est dans ce cadre qu'il faut repenser les approches de la société et de la ville. Tels sont les enjeux des colloques organisés par l'ANPUR en septembre 1992 (*O novo mapa do mundo*) et mai 1993 (*Território : globalização e fragmentação*).

La recherche brésilienne sur la ville, à l'aube des années 1990, est ainsi engagée dans une double réflexion : une analyse de la réalité brésilienne et la recherche d'un nouveau paradigme. D'où l'interrogation de Maria A. de Souza : "existe-t-il une spécificité dans la formation socio-spatiale des villes brésiliennes qui nécessite la construction d'une réflexion théorique spécifique?"<sup>7</sup>.

#### Les apports de la sociologie nord-américaine

Une partie de la communauté scientifique brésilienne a trouvé un début de réponse à ces interrogations dans la littérature nord-américaine, sur la globalisation des structures économiques, le post-fordisme (flexibilité du travail, production "just in time" : type de production qui nécessite une réorganisation des voies de communication et de circulation dans la ville), le postmodernisme<sup>8</sup>, ... Économistes et sociologues, s'interrogent en effet sur le phénomène de la dispersion spatiale de la production dans le cadre d'activités économiques globalement intégrées, c'est à dire organisées autour de "noeuds de services centralisés pour le management et la régulation du nouvel espace économique" (Sassen - 1991 : 324).

C'est dans le cadre de cette littérature nord-américaine qu'est empruntée la notion de "fragmentation". Ce n'est pas à l'origine une notion spatiale, même si elle a des répercussions spatiales. C'est avant tout une notion qui concerne les transformations du marché du travail, dans le cadre de la globalisation des structures économiques. Cette notion est ainsi au centre de l'ouvrage de E. Mingione, *Fragmented society*, qui tente de comprendre les conséquences sociales de ce nouveau mode de production. La notion de fragmentation est ainsi employée dans le cadre d'une réflexion dialectique : "globalisation/fragmentation". La sociologie française emploie quant à elle plutôt le terme de mondialisation<sup>9</sup>. Il faut donc voir dans le choix du couple "globalisation/fragmentation", l'influence "nouvelle", de plus en plus forte, de la sociologie nord-américaine, parmi le milieu scientifique brésilien.

En ce qui concerne plus particulièrement la ville, les ouvrages de Crist-Jencks et Peterson, *A global city, the urban under-class work*, et de S. Sassen, *The global city : New-York, London, Tokyo*, analysent, comme conséquence du développement de ces nouvelles activités économiques, l'émergence d'un nouveau type de ville : la ville globale. Saskia Sassen explique ainsi le thème de son étude : "Ce livre a examiné les conséquences pour les villes d'une économie globale. Au-delà de leur

longue histoire de centres mondiaux d'échanges et de finance, certaines villes fonctionnent maintenant comme points de commande dans l'organisation de l'économie mondiale, comme lieux pour la production d'innovations en matière de finance et de services avancés pour les entreprises, comme places de marchés clés pour le capital. Dans la littérature sur l'urbanisme et la politique économique, il existe d'importantes lacunes dans notre connaissance de la régulation, du management et de l'entretien d'activités économiques spatialement dispersées mais globalement intégrées. Ce livre a tenté de combler ces vides en montrant comment certaines villes fonctionnent de concert pour accomplir ces tâches." (Sassen- 1991 : 338)

L'ouvrage de S. Sassen est le premier à lancer des pistes de réflexion pour saisir le lien entre la nouvelle organisation économique mondiale et la production physique de la ville. Toutefois ses travaux ne concernent que trois grandes métropoles (New York, Londres et Tokyo) dont la place dans l'économie actuelle est fondamentale, mais n'ont pas la prétention d'être applicables à d'autres centres urbains, notamment ceux situés à la périphérie des principaux réseaux d'échanges économiques et financiers. Sa problématique ne concerne ainsi que "les villes qui fonctionnent comme postes de commandement dans l'organisation de l'économie mondiale (...). Ces villes ont fini par créer la possibilité d'un nouveau type d'urbanisation, d'une nouvelle ville : ce que j'appelle la ville globale. (...). Un nombre limité de villes émerge comme points internationaux" (Sassen - 1993 : 190). Autant dire que, selon cet auteur, les villes globales auxquelles on peut appliquer une réflexion en termes de "globalisation/fragmentation" sont extrêmement peu nombreuses : ce sont essentiellement les grandes métropoles des pays développés.

Il s'agit ainsi pour la sociologie nord-américaine d'expérimenter une nouvelle problématique, une série d'interrogations autour d'une situation analysée comme centralisée et dispersée à la fois, globale et fragmentée, et que les concepts traditionnels des sciences sociales ne permettent plus de comprendre. L'objet "urbain", "ville", a changé sous la pression des transformations des activités économiques et du capitalisme mondial.

### L'organisation du débat brésilien autour de la notion de fragmentation

Si la sociologie nord-américaine pose des conditions très contraignantes à l'emploi des notions de globalisation et fragmentation, il n'en demeure pas moins vrai que ces dernières se sont retrouvées très rapidement au cœur des réflexions sur la ville et l'urbain de très nombreuses communautés scientifiques nationales. Il n'est donc pas étonnant, étant donnée la brutalité du mouvement d'urbanisation au Brésil, de constater la rapidité avec laquelle cette notion a été "adoptée" dans le langage des sciences sociales brésiliennes.

#### *La diffusion de la notion de "fragmentation" par les séminaires de l'ANPUR*

Il existe donc un débat important dans la communauté scientifique brésilienne, sur la notion de fragmentation. Cette notion est au cœur de deux séminaires internationaux de l'ANPUR (association nationale de recherche en planification urbaine et régionale) :

— *O novo mapa do mundo* (“la nouvelle carte du monde”), organisé en septembre 1992. Notons par exemple la commission “globalisation et fragmentation : statut méthodologique de la région et du lieu” ; le symposium “globalisation et fragmentation : le rôle de la culture et de l’information” ; les tables-rondes “métropolisation et modernité”, “lieux mondiaux et villes internationales”, “l’urbanisation brésilienne”, “société globale, espace global”.

— La problématique de ce séminaire a été reprise et affinée dans celui de mai 1993 : *Território : globalização e fragmentação* (“Territoire : globalisation et fragmentation”). On peut relever les symposiums “métropoles et métropolisation : les nouvelles logiques du peuplement”, “transnationalisation de l’économie et de l’information, fragmentation du territoire et de la cohésion nationale”, “Qui répond au citoyen/citadin : l’Union, les États ou la Ville ? Planification stratégique et réforme de la constitution”.

Ces deux séminaires ont été réalisés à São Paulo, et il est vrai, comme le souligne Lícia Valladares, que l’étude de la notion de fragmentation, comme préoccupation d’une communauté scientifique, est très localisée à São Paulo. Ce qui ne signifie pas que des chercheurs de Rio de Janeiro ou d’autres universités ne travaillent pas, individuellement, sur cette notion.

Ces deux séminaires partent de l’hypothèse que “le processus de globalisation actuellement en cours rend indispensable une profonde révision de la problématique du territoire”, et notamment celles de l’urbanisation et de la métropolisation. Ils proposent donc d’analyser les nouveaux découpages du territoire (urbain, régional, national, international) à partir d’une problématique de globalisation/fragmentation. Le point de vue qui oriente ces deux séminaires est essentiellement comparatif, sur le plan thématique, disciplinaire et géographique : il s’agit d’aborder de très nombreux thèmes (habitat, transport, gestion urbaine, foncier, violence urbaine, citadinité, réseaux d’information, ...) à travers le prisme globalisation/fragmentation; des géographes, des sociologues, des historiens, des économistes, des architectes, des urbanistes, ... et d’une façon pluridisciplinaire associant Brésiliens et non-Brésiliens.

*La notion de fragmentation, comme source de polémique dans les sciences sociales*

Cette adoption rapide et relativement consensuelle, ne signifie pas cependant un point de vue et une utilisation unitaires. Cette notion de fragmentation est ainsi à la base d’une polémique importante qui traverse l’ensemble des sciences de la ville au Brésil. Outre quelques discussions sur le sens à donner au mot, sur l’abus de langage dont il est parfois porteur, sur ses différentes utilisations, un débat s’est établi sur les présupposés et les implications théoriques et idéologiques de cette notion. Certains chercheurs mettent ainsi en garde sur l’utilisation abusive d’une notion, par ailleurs fortement contrainte du point de vue sémantique dans les sciences sociales nord-américaines. D’autres placent cette notion au cœur d’une réflexion sur l’obsolescence des outils de lecture de la ville : la fragmentation est-elle à l’origine des crises urbaines ? une conséquence ? une étape ? est-ce le début d’un nouveau paradigme ?

Nous tenterons ainsi de proposer quelques éléments de ces débats et polémiques lors de notre présentation des hypothèses et systèmes d'explication de la notion de fragmentation.

## LES HYPOTHÈSES ET LES SYSTÈMES D'EXPLICATION

Il n'existe donc pas, parmi la communauté scientifique brésilienne, un système explicatif unique de la notion de fragmentation. Cette dernière est à la base d'études parfois divergentes. Toutefois, tous les travaux brésiliens qui analysent la situation actuelle de l'urbanisation à l'aide de la notion de fragmentation, s'accordent pour reconnaître que celle-ci ne s'oppose ni à quelque chose d'unitaire, ni ne découle forcément d'une situation urbaine préalablement unifiée. Cette notion doit être analysée à travers le jeu globalisation / fragmentation.

### La fragmentation comme notion descriptive et explicative

*La notion de fragmentation est utilisée en premier lieu pour décrire un nouveau type d'organisation socio-spatiale de la ville.*

Ce type d'étude émet pour hypothèse que le changement de nature du capitalisme mondial va modifier l'organisation interne de la ville. Il s'agirait donc dans cette optique d'une "fragmentation de la ville". Il s'agit d'une lecture des mutations physiques et sociales de l'espace urbain, qui s'appuie sur toute la littérature, principalement nord-américaine, concernant la globalisation des structures économiques, la réorganisation des procédés de production/distribution (flexibilité) et du marché du travail.

Cette situation de fragmentation est abordée à partir de différentes approches, qui se rejoignent toutefois sur une constatation : l'analyse doit couvrir la ville dans son ensemble et intégrer la problématique de la région métropolitaine. Ces études proposent donc un changement d'échelle : sortir du local pour tendre au global, afin de mieux appréhender la nature des fragments de la ville (Souza - 1991). Ce type d'analyse s'appuie sur une lecture critique des théories de la post-modernité (Harvey - 1992 ; Soja - 1989). Ainsi, pour le sociologue Otávio Ianni, "c'est précisément quand on imagine que la pensée est entrée à l'époque de la post-modernité, que les défis de la société globale ouvrent de nouvelles perspectives pour la modernité. En résumé, la post-modernité introduit la fragmentation de l'histoire, la discontinuité, la reconnaissance que la raison ne recouvre pas, si elle n'est pas partitionnée, le réel, alors que ce dernier est déjà imprégné de dimensions néo-rationnelles, irrationnelles ou inintelligibles par les catégories logiques et théoriques disponibles" (1992 : 180). De même, pour Nadia Somekh, le postmodernisme a pour mérite d'avoir introduit la perspective de différentes villes dans la ville ; la critique du postmodernisme, en revanche, réintroduit la globalité par rapport à la "fragmentarité".

Parmi ces différentes approches, on peut noter plusieurs types d'études.

Des études sur les nouveaux modes d'urbanisation, qui prennent en compte

par exemple les problèmes de l'habitat. Ces études privilégient deux formes particulières prises par le processus d'urbanisation au Brésil : la verticalisation et les *cortiços*. La verticalisation a toujours été en majorité destinée à l'habitation, ce qui n'est pas le cas des autres pays où elle s'est diversifiée plus tardivement vers l'habitation. Il existe donc, explique Maria Adélia A. de Souza, une spécificité brésilienne qui implique une théorisation propre : ce processus est en effet révélateur d'une situation de "segmentation sociale". "La verticalisation implique un même espace avec des temps différents" (Souza - 1991).

Quant au phénomène des *cortiços* à São Paulo, qui s'étend sur l'ensemble du tissu urbain, il remet en cause le modèle centre-périphérie. L. C. Q. Ribeiro parle de "périphérisation du centre" ; Milton Santos qualifie la situation à l'aide du concept d'"involution urbaine" : "Pour le cas de la région métropolitaine de São Paulo, il faut utiliser avec précaution le modèle centre/périphérie : il ne correspond plus à l'opposition ville visible/ville invisible (40% de la population vit dans des *cortiços*) ; chaque municipalité a son centre et sa périphérie ; les municipalités non centraux répètent ce même modèle, dans la mesure où ils disposent de leur propre bourgeoisie et d'une segmentation professionnelle qui induit une ségrégation socio-spatiale et une valorisation différenciée des terrains" (1990 : 63). Les auteurs du Plan Directeur de São Paulo (1991) sont partis de la constatation d'un changement dans la spatialisation de la pauvreté, et de l'inexistence de quartiers exclusifs par niveau de revenu, à l'intérieur de la ville. Raquel Rolnik explique ainsi que le problème majeur de São Paulo, en tant que ville fragmentée, ne relève ni du manque d'espace, ni du manque d'aire urbanisée, ni du manque d'infrastructures, mais découle de la distribution des usages et des formes d'occupation dans cet espace urbanisé et dans cette infrastructure déjà consolidée (1991).

L'évolution de l'économie vers un modèle post-fordiste a amené à une spécialisation de certains quartiers (zone d'habitat, zone de finances, zone de commerce, zone de production, ...), non plus en fonction d'un modèle centre-périphérie, mais par rapport à la proximité des réseaux de communication (Lencioni - 1993). Avant et après ces réseaux, il y a ce que M. Santos (1993) appelle, par référence à F. Perroux, l'"espace banal". Selon Luis Cesar de Queiroz Ribeiro et Orlando Alves dos Santos Jr, "le scénario des grandes villes brésiliennes sera marqué, probablement, par la fragmentation urbaine. La totale insertion du Brésil dans le mouvement de globalisation consolide notre adhésion au mouvement international de consommation urbaine avec ses conséquences connues sur l'organisation des villes. À côté d'espaces de pauvreté, des espaces commerciaux et résidentiels sont organisés selon des normes internationales. Les différentes conditions de vie dans la ville ne peuvent plus être attribuées à la spoliation urbaine, responsable de l'urbanisation périphérique, dont la logique était la politique urbaine pratiquée par l'État autoritaire. Notre insertion dans le nouveau modèle de productivité et de politique publique, gère la fragmentation de l'espace en morceaux qui concentrent les activités et les personnes, qui concentrent les activités incluses/excluses dans le nouvel ordre social et économique" (Ribeiro, Santos Jr - 1993 : 64-65).

Un autre phénomène typique de ce modèle brésilien d'urbanisation est l'existence de vides urbains : 26% du sol urbain de São Paulo est en friches, équipées

pour la plupart, et attendant une opération immobilière ; et seulement 1,5% de ces vides sont des terrains publics (O Plano Director de São Paulo - 1991). L'existence de vides urbains n'est cependant pas un phénomène récent : ils sont constitutifs de la généalogie urbaine de São Paulo. Ainsi près de la moitié des terres inoccupées disposent-elles de tous les services urbains (Santos - 1990). La présence de ces vides urbains ne constitue donc pas en soi un symptôme de fragmentation. Il s'agit d'un phénomène ancien, lié à l'évolution historique des villes occidentales : développement radial des villes selon les axes de circulation ; spéculation foncière. La ville est une, rappelle Milton Santos, elle n'est pas fragmentée dans sa matérialité. Néanmoins, expliquent Nádia Somekh et Ana Fani A. Carlos, ces vides participent de la fragmentation de la ville, non point du fait de leur "valeur d'usage", mais du fait de leur "valeur d'échange" (les auteurs reprennent ici la distinction opérée par Henri Lefebvre) : "La fragmentation concerne les formes d'appropriation qui rendent l'espace parcellaire, libéré pour l'échange et la vente, une marchandise et également le support du pouvoir politique qui divise et sépare pour régner. La fragmentation nous place face au violent conflit qui se développe dans le monde moderne entre la valeur d'usage et la valeur d'échange, et qui apparaît visiblement dans l'espace, produisant des lieux strictement soumis à la domination de l'échange" (Carlos - 1992 : 15).

Des études sur les transports, ont également abordé cette notion de fragmentation. Milton Santos consacre un chapitre de son ouvrage, *Metrópole corporativa fragmentada* (1990), à l'"immobilité relative et la fragmentation de la métropole : l'exemple des transports" : "L'immobilité, causée par la pauvreté et les bas salaires, résulte également des conditions du lieu qui, en ville, revient aux plus pauvres. Comme les pauvres deviennent pratiquement isolés où ils vivent, on peut parler de l'existence d'une métropole véritablement fragmentée. S'il ne fait aucun doute que certains quittent leur propre secteur et vont travailler dans d'autres quartiers, beaucoup, toutefois, sont prisonniers de l'espace local, alors que d'autres se déplacent seulement pour travailler au centre de la ville, faire des courses ou utiliser les services quand ils en ont la possibilité et les moyens. L'immobilité d'un nombre aussi important de personnes conduit la ville à devenir un ensemble de ghettos et transforme sa fragmentation en désintégration" (1990 : 89). Cette disparition de certains liens unissant l'ensemble de l'espace urbain, induit un morcellement de la ville : morceaux sans relations économiques ou sociales ; intégrés/non-intégrés dans le cadre de la nouvelle modernité, ...

Des études sur la déchirure du tissu social dans les villes brésiliennes, se sont également appuyées sur la notion de fragmentation. "Nous travaillons avec la possibilité d'une société qui exclut une partie de la population du processus économique, du processus de distribution, du processus culturel, etc., non pour une cause ponctuelle ou conjoncturelle, mais pour une raison structurelle. Bien évidemment cela a des conséquences sur l'organisation socio-spatiale de la ville : ceci serait le thème de la fragmentation, morceaux de ville non intégrés, dont les relations ne sont plus économiques, mais idéologiques et culturelles. Néanmoins, le fait de penser à un tissu social fragmenté ne signifie pas qu'il n'y ait pas de communication entre les divers fragments. On peut penser que la communication existe, mais malgré cela,

cette communication a les traits spécifiques d'exclusion/inclusion." (L.C. de Queiroz Ribeiro). Il ne s'agit donc plus de ségrégation sociale, au sens strict du terme. Même si, de fait, cela recouvre des réalités socio-économiques identiques, il convient toutefois de distinguer deux processus différents d'exclusion. Milton Santos s'interroge ainsi de savoir dans quelle mesure la ville est le propre facteur de la non-intégration, une donnée de la non-intégration. Les travaux sur la violence urbaine (L. Kowarick - 1990 ; G. Velho - 1987) sont un bon indicateur de la façon dont se répercute cette nouvelle exclusion. Un processus de "modernité excluante" est en jeu dans les métropoles brésiliennes : la fragmentation serait alors une nouvelle forme de "civilisation ou barbarie" (A. C. Torres Ribeiro).

Certaines de ces analyses, sur les nouvelles formes d'organisation socio-spatiale des métropoles brésiliennes, sur leur situation fragmentée, ont été reprises lors de l'élaboration des plans directeurs de certaines municipalités. En effet, la recherche brésilienne est marquée par la professionnalisation d'une partie de ses membres. Quelques chercheurs ou universitaires participent à la définition et à la mise place de politiques publiques, dans le cadre d'expériences de gestion municipale démocratique. Les exemples les plus marquants sont les mairies de São Paulo, Curitiba et Santo André (N. Somekh, P. Jacobi, L. Kowarick, ...). Certains chercheurs travaillent sur une reformulation des principes de la réforme urbaine, prévue dans la Constitution de 1988. Cette réforme urbaine s'appuie sur des fondements qui ne correspondent plus à la réalité. Il convient d'intégrer notamment la question de l'insertion du Brésil dans un système économique global et les conséquences socio-spatiales que cette insertion entraîne : fragmentation du territoire et plus particulièrement des grandes métropoles ayant des secteurs d'activités liés au marché mondial (L. C. de Queiroz Ribeiro). Pour Pedro Jacobi le plus important c'est que le mot "fragmentation" renvoie à un discours sur un type d'intervention possible. Quelles sont les caractéristiques de l'exclusion ? Quelle est la portée et quelles sont les limites des propositions progressistes en matière de gestion urbaine ?

*La notion de fragmentation est également utilisée pour décrire et expliquer les transformations du comportement social des citoyens.*

La perspective est différente : il s'agit d'analyser, dans le cadre de ces grands processus macro-économiques, le comportement du citoyen. Quelles sont les modifications que cette nouvelle modernité entraîne dans la pratique de la ville ? la perception de l'espace ? comment définir dès lors la citoyenneté ?

L'historien N. Sevcenko, parle de "simultanéité, discontinuité et fragmentation" dans la perception du temps et de l'espace, par le citoyen, dans la métropole moderne. Selon lui, trois processus de fragmentation sont en jeu dans la ville moderne : la fragmentation de l'individu, la fragmentation du temps, et la fragmentation de la perception de l'espace (1991 : 20). M. A. de Souza (1991) s'appuie sur les travaux de P. Virillo, J. Derrida, P. George et F. Braudel, pour présenter la ville comme lieu de temps distincts (long et court, du travail, de la mobilité, du loisir) et

d'espaces socio-culturellement différenciés. Temps et espace, extrêmement fragmentés, singularisent et totalisent les lieux.

A. Fani A. Carlos (1993) explique que le processus de fragmentation doit être compris comme une construction urbaine qui transcende la ville comme lieu. La fragmentation engendre (ou est engendrée par ?) différents modes d'appropriation de l'espace. "Le processus de fragmentation dissimule la conscience urbaine". La perte de références dans la ville vient de l'absence de mémoire ("mimésie") : celle-ci ne s'identifie plus à un lieu. La fragmentation est ainsi, pour reprendre la théorie de H. Lefebvre, la victoire achevée de l'échange sur l'usage.

Bien que formulant de nombreuses réticences sur l'utilisation de la notion de fragmentation, notamment lorsqu'elle est définie *ex-ante*, A. Clara Torres Ribeiro, aborde la question de la spectacularisation et la superficialisation du tissu urbain. Comment peut-on, dans ce contexte, comprendre l'identification du citoyen avec la ville, lieu même de définition de la citoyenneté ? La mémoire du citoyen est fragmentée.

#### Une hypothèse heuristique : la fragmentation comme nouveau paradigme

Au-delà de son utilisation comme notion descriptive et explicative, le terme de fragmentation est utilisé dans les réflexions concernant les outils de lecture de la ville, et leur inaptitude à rendre compte des mutations en cours dans les métropoles. Les paradigmes définis pour rendre compte de l'organisation de la ville industrielle sont dans l'incapacité de saisir les nouveaux modèles d'urbanisation en cours. Ce qui renvoie à la nécessité de rénover le cadre théorique du débat urbain. Cette préoccupation a été à la base des deux séminaires de l'ANPUR cités précédemment, du colloque NEUR-CEAM de juin 1988 traitant de "la question épistémologique de la recherche urbaine et régionale", et du séminaire transdisciplinaire de l'USP : "Nouveau pacte de la science : la crise des paradigmes" (1991). Lors de ces différentes manifestations les principales disciplines des sciences sociales ont été conviées à prendre la parole.

"Le terme de la fragmentation est à peine le commencement d'un nouveau paradigme, ce n'est pas un concept, mais un élément qui apparaît comme le paradigme nouveau de la discussion sur la société, sur la question urbaine. Il s'agit plus d'une métaphore que d'un concept, mais je crois qu'il a une valeur heuristique importante" (L. C. de Queiroz Ribeiro). Au Brésil, le débat sur l'urbain a été marqué par deux paradigmes : celui de la dualité de la société brésilienne, selon la lecture de J. Lambert (*Les deux Brésil* - 1959), postulant l'existence d'une partie intégrée et d'une partie non-intégrée. A l'intérieur de ce paradigme, la pauvreté urbaine est envisagée à travers le concept de la marginalité. Le deuxième paradigme, qui remet en cause celui de la dualité, est le paradigme de l'intégration, mis en valeur par l'ouvrage de F. de Oliveira, *Critique de la raison dualiste* (1981). Cet ouvrage montre comment des secteurs qui apparaissent dans une société comme marginalisés (comme les revendeurs de coin de rue) s'intègrent en fait dans une économie unique, dans une économie fordiste périphérique. Ce qui suppose que cette popula-

tion a une fonction économique. C'est ce paradigme, spécifiquement brésilien, qui est aujourd'hui remis en cause.

En effet il ne permet pas de comprendre le fait qu'une partie de la population n'a plus de fonction économique, ni du côté de la production, ni du côté de la consommation (P. Gunn, L. C. de Queiroz Ribeiro). De même, il n'existe plus un élément fort qui organise la ville comme un tout (la relation particulière ville/campagne est ainsi révolue) : ce sont divers éléments, qu'il convient de délimiter. La manière d'aborder l'urbain au Brésil doit donc changer. Il faut passer de l'optique de la ségrégation à l'optique de la fragmentation. "L'idée de fragmentation est importante parce qu'elle génère une manière de penser, un mouvement interdisciplinaire qui est une manière de rénover le paradigme lié à l'intégration" (L. C. de Queiroz Ribeiro).

Lúcio Kowarick (1993) propose d'aborder cette question à travers le thème de la citoyenneté/citadinité : droit des personnes à un certain mode de vie, recherche d'une citoyenneté active (citoyenneté qui vient du conflit - ce qui suppose que le conflit ne soit pas marginalisé). "Le thème de la citoyenneté possède la particularité de pouvoir réagglutiner le fragmenté en fonction du discours"

La ville est également présentée comme le lieu de lecture privilégié des mutations de la société. Même dans cette perspective, force est de reconnaître la "nécessité d'un nouveau paradigme ajusté à cette nouvelle période historique où le temps et l'espace, extrêmement fragmentés, singularisent et totalisent les lieux. La ville devient le chemin privilégié pour la définition de ce nouveau paradigme" (M. Adélia A. de Souza - 1991). La recherche de ce paradigme place le chercheur face à une épistémologie de la complexité. Toutefois, ces réflexions philosophiques sont à peine esquissées et se demeurent encore à un stade interrogatif.

## EN CONCLUSION. LA NOTION DE FRAGMENTATION : NOUVEAUTÉ OU EFFET DE MODE ?

La notion de fragmentation, comme nous venons de le voir, est ainsi utilisée dans un double registre. Elle sert d'une part, dans des recherches de terrains, à qualifier des dimensions "nouvelles" de l'urbanisation, des processus en cours ; elle est également le support d'interrogations philosophiques sur le sens de la ville moderne. Son emploi, et tel est bien un des mérites de cette notion, renvoie constamment les chercheurs dans l'un et l'autre de ces registres. Néanmoins, cette présentation sur l'adoption du terme fragmentation par la communauté scientifique brésilienne et sur ses utilisations multiples soulève un certain nombre d'interrogations, que ne manquent pas d'ailleurs de se poser les chercheurs brésiliens.

La première, et peut-être la plus importante, est celle formulée par Milton Santos — reprise d'ailleurs par de très nombreux chercheurs — : cette notion de fragmentation exprime-t-elle des faits réellement nouveaux ou s'intègre-t-elle simplement dans la longue série des concepts à vie courte, agissant finalement comme des "complicateurs". Le danger qui guette alors le chercheur est de partir d'un mot et de chercher à l'emboîter dans la ville : "aujourd'hui, c'est une question dangereu-

se, parce qu'elle est à la mode. Il y a une course à la nouveauté qui est préjudiciable à la réflexion. Toutefois, je pense que c'est une voie de réflexion intéressante, mais à prendre avec précaution" (Milton Santos). Ana Clara Torres Ribeiro formule le même doute : "je pense que nommer rapidement un processus n'aide pas à sa compréhension". Une inquiétude similaire est perceptible chez Mauricio Abreu : "l'abordage est nouveau, mais la thématique n'est pas nouvelle. Je vois plutôt ce phénomène à travers l'optique de flux d'idées qui à un moment donné rencontrent un terrain propice pour s'exprimer".

De fait, aucun chercheur brésilien ne se hasarde à considérer le terme de fragmentation comme un concept : tout au plus est-il présenté comme une métaphore, une notion descriptive, une hypothèse de travail, ... un mot qui "sonne bien", et dont l'intérêt méthodologique est d'introduire au cœur de la globalité l'analyse de l'individuel, du fragment. Ses implications méthodologiques (interdisciplinarité, le rapport entre le global et le local) permettent la mise en évidence de certains concepts : involution urbaine, citadinité/citoyenneté, globalisation, mémoire/mimésie, modernité excluante, valeur d'échange/valeur d'usage.

Encore une fois, cette vertu paradigmatique de la notion de fragmentation est prise avec extrêmement de précaution par les chercheurs brésiliens. Nádia Somekh s'appuie ainsi sur les remarques du sociologue français Christian Topalov qui, s'interrogeant sur le changement de paradigme mondial (du "plan" au "milieu ambiant"), montre comment ce dernier ne propose en réalité que des solutions traditionnelles issues du paradigme antérieur : "cette mise au point permet donc de relativiser le débat philosophique autour de la question de la fragmentation urbaine". Lícia Valladares formule les mêmes réserves : "Nous sommes dans un moment de crise et l'on cherche le paradigme à utiliser pour expliquer tel ou tel cas. C'est le problème de tous mes élèves qui pour aller au delà de l'explication du cas cherchent un paradigme pour se rassurer. Moi aussi, je subis la crise des paradigmes. Cela m'atteint aussi, et j'ai peur que le terme de fragmentation soit un sauvetage, car les Brésiliens ont beaucoup d'imagination".

La fréquence du terme fragmentation dans les recherches brésiliennes est ainsi symptomatique d'une inquiétude ; inquiétude d'autant plus vive que le mouvement d'urbanisation est de perception brutale. Ce qui explique que la réflexion autour de cette notion soit dans ce pays plus avancée qu'en Europe (Milton Santos).

Que la multiplicité des pistes de réflexion définies à partir ou à l'aide du terme fragmentation, convergent un jour vers un système explicatif unique et cohérent paraît peu probable. Tel ne semble d'ailleurs pas être l'objectif des sciences sociales brésiliennes. Néanmoins ce parcours au cœur des interrogations de la communauté brésilienne, ne nous montre-t-il pas la nécessité, pour penser la ville d'aujourd'hui, de défricher des chemins nouveaux, et ce, même aux prix "d'errements" — mais les "errements" ne sont-ils pas à la source de la méthode scientifique ?

## NOTES

<sup>1</sup> - Nous songeons notamment aux deux séminaires européens organisés par Françoise

Navez-Bouchanine, Emile Le Bris et Marcello Balbo : le premier en mars 1989 à l'ORS-TOM (Bondy) sur le thème "fragmentation spatiale et fractionnement social" ; le second organisé à Venise en mars 1990 autour du thème : "la ville fragmentée dans les pays en développement" (les interventions et rapports de synthèse peuvent être consultés à Interurba). De même, la revue *Villes en parallèles*, a consacré un numéro spécial à "la ville fragmentée" (n°14, juin 1989). La revue suisse *Architecture et comportement* a également réalisé un numéro sur le thème "fragmentation et articulation urbaines" (Lausanne, vol.7, n°4, 1991).

<sup>2</sup> - Voir par exemple, sur les thèmes et méthodes de recherche de la communauté scientifique brésilienne, l'étude de Licia Valladares : *La recherche urbaine au Brésil : état de la question*, Bordeaux, Interurba "Pratiques urbaines n°7", 1989, 52p. et annexes. Voir également l'étude de Etienne Henry et Céline Sachs : *Vingt ans de recherche urbaine latino-américaine. Réflexion sur sa trajectoire et ses perspectives*, Paris, Inrets, 1989, 81p. (rapport à la DRI du Ministère de l'équipement). Par ailleurs, le Pir-Villes (CNRS) a organisé en novembre 1994 un séminaire international consacré à "la recherche sur la ville au Brésil".

<sup>3</sup> - Pour cette étude, nous avons travaillé à partir d'entretiens réalisés auprès de personnes possédant une bonne connaissance du dispositif brésilien de recherche à São Paulo et Rio de Janeiro, deux villes qui regroupent à peu près 70% du potentiel brésilien de chercheurs en sciences sociales sur la ville et sur des recherches bibliographiques, dans les bibliothèques des instituts d'enseignement et de recherche, ainsi que dans les bases de données de l'IUPERJ (Urbandata) et du CNPq. Chaque ouvrage sélectionné a donné lieu à la rédaction de quelques notes de résumé critique. Nous avons également participé au séminaire international de l'ANPUR de mai 1993 : *Territoire, globalisation et fragmentation*.

<sup>4</sup> - Sur la différence entre "concept" et "notion" dans les recherches sur la ville, voir l'article de Marcel Roncayollo : "chantiers urbains", in *Villes en parallèle*, n°17-18, avril 1991, pp.24-30 ; et François Leimdorfer, Laurent Vidal : *Les thèses françaises sur les villes des pays en développement*, Paris, Interurba, "Pratiques urbaines n°10", 1992, 159p.

<sup>5</sup> - Taudis (chambres pièces) dans des constructions non conformes aux normes souvent subdivisées, avec un équipement sanitaire insuffisant. Il s'agit de la principale alternative de logement pour ceux qui n'ont pu obtenir un lot dans un lotissement irrégulier ou une favela. Cette forme d'irrégularité, éparpillée sur l'ensemble de la ville, est la plus fréquente dans les zones centrales.

<sup>6</sup> - "C'est précisément quand on imagine que la pensée est entrée à l'époque de la post-modernité, que les défis de la société globale réouvrent de nouvelles perspectives pour la modernité. En résumé, la post-modernité introduit la fragmentation de l'histoire, la discontinuité, la reconnaissance que la raison ne recouvre pas, si elle n'est pas partitionnée, le réel, alors que ce dernier est déjà imprégné de dimensions néo-rationnelles, irrationnelles ou inintelligibles par les catégories logiques et théoriques disponibles" (Janni - 1992 : 180).

<sup>7</sup> - Les citations repérées simplement par le nom de l'auteur, et sans indication de date et de pagination, renvoient aux entretiens que nous avons effectués avec ces personnes.

<sup>8</sup> - Parmi les ouvrages sur le post-modernisme, ceux de D. Harvey, *A condição Pós-moderna*, et de E. Soja, *Geografia pós-moderna*, proposent une réflexion sur les implications théoriques du post-modernisme, notamment dans la perspective disciplinaire de la géographie. D. Harvey propose une critique marxiste du post-modernisme : selon l'auteur, le post-modernisme a introduit une rupture dans la vision globalisante (portée par le modernisme) de la société capitaliste, en révélant sa composition fragmentée. Or la compréhension de cette fragmentation passe nécessairement par une critique du post-modernisme ; critique qui réintroduit la notion de globalisation dans une vision dialectique "globalisation/fragmentation".

<sup>9</sup> - "la mondialisation économique prolonge des tendances apparues dès le XVII<sup>e</sup> siècle, les "économies-monde", mais elle inverse désormais les conditions internes et externes de l'acti-

vité économique" (J. Chesnaux)

BIBLIOGRAPHIE CRITIQUE

Nous marquons d'un astérisque (\*) les auteurs non-brésiliens, cités dans les entretiens ou utilisés comme référence dans les travaux sur la fragmentation.

ABLAS, Luis Gustavo de Queiros ; RIZZIERI, Juarez. 1988. "Funcionalidade da rede de cidades mundiais a nível internacional" in : *Estudos econômicos*. São Paulo : vol.18, n°3, sept.-déc. 1988. pp. 417-432.

Analyse de la fonctionnalité du réseau urbain au niveau international, travaillant avec l'idée de "ville mondiale". L'article élabore un modèle économétrique qui teste le degré d'articulation du système au niveau international, utilisant comme variables explicatives le commerce des entreprises et le degré relatif d'urbanisation des 25 pays sélectionnés.

CARLOS, Ana Fani Alessandri - 1993. "A mundialidade do espaço". miméo, 21p.

Géographe (USP). L'auteur suggère, à partir d'une lecture des œuvres de Henri Lefebvre, de nouvelles pistes de réflexion pour comprendre les effets de la mondialisation sur l'espace (urbain, régional, national).

"La fragmentation concerne les formes d'appropriation qui rendent l'espace parcellaire, libéré pour l'échange et la vente, une marchandise et également un support du pouvoir politique qui divise et sépare pour régner. La fragmentation nous place face au violent conflit qui se développe dans le monde moderne entre la valeur d'usage et la valeur d'échange, et qui apparaît visiblement dans l'espace, produisant des lieux strictement soumis à la domination de l'échange" (p. 15).

\* CASTELLS, M. - 1989. *The informational city : informational technology, economic restructuring and the urban-regional process*. Oxford : Basil Blackwell, 400p.

\* CHRIST-JENCKS ; PETERSON, Paul E. - 1991. *A global city. The urban under-class work*. 490p.

FURTADO, Celso - 1993. "A globalização da economia" in : *Revista de política externa*.

Mars/mai 1993.

\* HARVEY, David - 1992. *Condição pós-moderna. Uma pesquisa sobre as origens da mudança cultural*. São Paulo, Edições Loyola, 349p. (éd. originale - 1989. *The condition of postmodernity. An inquiry into the origins of cultural change*).

Géographe (Oxford). Ouvrage fréquemment cité comme référence théorique sur l'idée de fragmentation. Une critique marxiste du post-modernisme.

Thèse principale du livre : le post-modernisme a introduit une rupture dans la vision globalisante (portée par le modernisme) de la société capitaliste, en révélant sa composition fragmentée. Or, la composition de cette fragmentation (du temps et de l'espace) passe nécessairement par une critique du post-modernisme ; critique qui réintroduit la notion de globalisation, dans une vision dialectique "fragmentation/globalisation".

IANNI, Octavio - 1992. *A sociedade global*. São Paulo, Editora civilização brasileira, 194 p.

Sociologue (USP, Unicamp). A participé à deux commissions du colloque "Novo mapa do mundo" : "globalisation et fragmentation : le rôle de la culture et de l'information" ; "société globale, espace global".

S'interroge sur le problème de la globalisation à l'époque du post-modernisme, c'est à dire de la fragmentation.

p.92-93 : "La globalisation tend à déraciner les choses, les sens et les idées (...). Ainsi se développe le nouveau et surprenant processus de déterritorialisation, une caractéristique essentielle de la société globale en formation"

p.104 : "C'est ainsi que la déterritorialisation apparaît comme un moment essentiel de la post-modernité, une façon d'être absent des espaces et des temps, dans lequel émergent des espaces et des temps imaginaires" - p.180 : "C'est précisément quand on imagine que la pensée est entrée à l'époque de la post-modernité, que les

défis de la société globale réouvrent de nouvelles perspectives pour la modernité. En résumé, la post-modernité introduit la fragmentation de l'histoire, la discontinuité, la reconnaissance que la raison ne recouvre pas, si elle n'est pas partitionnée, le réel, alors que ce dernier est déjà imprégné de dimensions néo-rationnelles, irrationnelles ou inintelligibles par les catégories logiques et théoriques disponibles"

KOWARICK, Lucio (org<sup>o</sup>) - 1988. *A lutas sociais e a cidade*. São Paulo : Paz e Terra.

L'ensemble des textes présente les différents types de violences urbaines, comme les stigmates d'une déchirure du tissu social.

\* MINGIONE, Enzo - ?. *Fragmented society*. Basil Lakwell. 512p.

MOREIRA, M.S. 1988. "A violência nos grandes centros urbanos" in : *Instituto de investigaciones sociales/UNAM*. Rio de Janeiro : XLVI, n<sup>o</sup>4, sept.-déc. 1991. pp.179-184.

L'auteur trace un parallèle entre la violence et la non-observation des règles de la territorialité, le ressentiment social et la désorganisation sociale dans les grandes villes.

"O plano diretor de São Paulo por seus autores e criticos" - 1991. Seminário Sinduscon/SP, 63p.

Séminaire traitant du plan directeur de São Paulo ("une rupture conceptuelle"), et réunissant agents publics et privés responsables du développement de la ville.

L. KOWARICK rappelle qu'une des bases du Plan Directeur a été la constatation d'un changement dans la spatialisation de la pauvreté. Dans la dernière décennie, en pourcentage, la pauvreté augmenta dans les aires centrales et diminua dans les périphéries. Ce phénomène est dû à la fois à la diminution du processus d'auto-construction et à une augmentation des cortijos.

N. SOMEKH explique certains fondements du Plan Directeur : (a) l'inexistence de quartiers exclusifs, par niveau de revenu, à l'intérieur de la ville. La pauvreté est parsemée dans la ville entière et plus seulement dans la périphérie. (b) la constatation que 26% de la surface de São Paulo est vide. Seulement 1,5% de ces vides sont publics,

d'où les problèmes d'implantation d'équipements pour la ville.

R. ROLNIK analyse le problème majeur de São Paulo. Celui-ci ne relève ni du manque d'espace, ni du manque d'aire urbanisée, ni du manque d'infrastructures, mais découle de la distribution des usages et des formes d'occupation dans cet espace urbanisé et dans cette infrastructure déjà consolidée. Ceci est le point de départ du Plan Directeur : promouvoir une forme d'utilisation et d'occupation du sol qui valorise tout ce que la société a déjà investi et payé en termes d'infrastructures.

RIBEIRO, Ana Clara Torres (org<sup>o</sup>) - 1991. *Metropolização e rede urbana. : perspectivas dos anos 90..* Rio de Janeiro : UFRJ-IPPUR. 263p.

M. SANTOS. "Involução metropolitana e economia segmentada, o caso de São Paulo"

Marcus André B.C. MELO. "Transformações sócio-econômicas e implicações espaciais - uma síntese".

RIBEIRO, Luis Cesar de Q. ; SANTOS Jr, Orlando Alves dos - 1993. "Reforma urbana : desigualdade e exclusão" in : *Teoria e debate*. n<sup>o</sup>20 : 1<sup>o</sup> trimestre 1993. pp. 61-64.

Sociologue (IPPUR - Rio de Janeiro). Un article important qui pose le problème de la fragmentation des grandes métropoles brésiliennes avant de réfléchir à ce que pourrait être le contenu et l'orientation d'une réforme urbaine.

Les auteurs observent l'émergence d'une crise métropolitaine, produite par les effets conjugués de la restructuration économique mondiale, du nouveau modèle de production et de la crise de l'Etat développementaliste.

"Le scénario des grandes villes brésiliennes sera marqué, probablement, par la fragmentation". "A côté d'espaces de pauvreté, des espaces commerciaux et résidentiels sont organisés selon des normes internationales. Les différentes conditions de vie dans la ville ne peuvent plus être attribuées à la spoliation urbaine, responsable de l'urbanisation périphérique, dont la logique était la politique urbaine pratiquée par l'Etat autoritaire. Notre insertion dans

le nouveau modèle de productivité et de politique publique, gère la fragmentation de l'espace en morceaux qui concentrent les activités et les personnes qui concentrent les activités incluses/exclues dans le nouvel ordre social et économique".

SANTOS, Milton - 1990. *Metrópole corporativa e fragmentada. O caso de São Paulo*. São Paulo, Nobel, Secretaria de Estado da Cultura, 117p.

Géographe (USP). Lie la fragmentation à l'immobilité d'une partie croissante des citadins. Les vides urbains, ne sont en rien révélateurs d'une situation de fragmentation.

Quelques idées du livre :

1 - La globalisation s'impose sur le processus séculaire d'internationalisation. En même temps, tendance à un renforcement des spécificités locales, d'une ville, d'un quartier, d'un pâté de maisons...

2 - São Paulo est révélateur d'une situation de modernité incomplète.

3 - La situation de vides urbains, n'est pas une chose récente. 40% à 45% des terres inoccupées dans la région métropolitaine de São Paulo, stockées à des fins spéculatives, et disposant, du moins pour celles localisées dans le centre et les anneaux intermédiaires, de tous les services urbains.

4 - Pour le cas de la région métropolitaine de São Paulo, il faut utiliser avec précaution le modèle centre/périphérie : (a) il ne correspond plus à l'opposition ville visible/ville invisible (40% de la population vit dans des *cortiços*) ; (b) chaque munícipes a son centre et sa périphérie ; (c) les munícipes non centraux répètent ce même modèle, dans la mesure où ils disposent de leur propre bourgeoisie et d'une segmentation professionnelle qui induit une ségrégation socio-spatiale et une valorisation différenciée des terrains (p.63)

5 - Immobilité relative et fragmentation de la métropole. L'exemple des transports.

"L'immobilité, causée par la pauvreté et les bas-salaires, résulte également des conditions du lieu qui, en ville, revient aux plus pauvres. Comme les pauvres deviennent pratiquement isolés où ils vivent, on peut

parler de l'existence d'une métropole véritablement fragmentée. S'il ne fait aucun doute que certains quittent leur propre secteur et vont travailler dans d'autres quartiers, beaucoup, toutefois, sont prisonniers de l'espace local, alors que d'autres se déplacent seulement pour travailler au centre de la ville, faire des courses ou utiliser les services quand ils en ont la possibilité et les moyens. L'immobilité d'un nombre aussi important de personnes conduit la ville à devenir un ensemble de ghettos et transforme sa fragmentation en désintégration" (p.89).

"Le modèle économique et le modèle territorial brésiliens créent le phénomène de l'immobilité relative, qui atteint les plus pauvres, de telle façon que (...) beaucoup finissent par ne plus avoir besoin régulièrement des transports" (p.90).

"Le modèle radial, amenant les villes à s'étendre selon les axes de circulation régional et interrégional, conduit spontanément à la formation d'espaces vides dans les pays d'économie libérale. Ceci est encore plus fort lorsque le pouvoir public est incapable d'attribuer les services essentiels à la totalité de la population. Ceci conduit à une redistribution de la population. La ville est le théâtre d'un système de pressions où les classes hautes et moyennes cherchent à occuper les lieux déjà consolidés ou en voie de consolidation en matière de services et préalablement occupés par les plus pauvres, pendant que ces derniers, sous la pression de la consommation, se laissent séduire par la perspective d'une amélioration financière, seulement momentanée, et abandonnent les lieux qu'ils ont aidé à valoriser, allant se localiser plus en avant, dans des fractions de la ville qui possèdent moins de charme." (p.93).

D'où, formation de métropoles corporatives. "Dans la ville corporative, l'essentiel de l'effort de l'équipement est primordialement réalisé pour le service des entreprises hégémoniques ; ce qui est relatif aux autres entreprises et au gros de la population est pratiquement le résiduel dans l'élaboration des budgets publics" (p.95).

\* SASSEN, Saskia. 1991. *The global city : New York, London, Tokyo*. Princeton University Press, 397p.

L'auteur analyse, comme conséquence du développement de nouvelles activités économiques, l'émergence d'un nouveau type

de ville : la ville globale. Saskia SASSEN explique ainsi le thème de son étude : "Ce livre a examiné les conséquences pour les villes d'une économie globale. Au-delà de leur longue histoire de centres mondiaux d'échanges et de finance, certaines villes fonctionnent maintenant comme points de commande dans l'organisation de l'économie mondiale, comme lieux pour la production d'innovations en matière de finance et de services avancés pour les entreprises, comme places de marchés clés pour le capital. Dans la littérature sur l'urbanisme et la politique économique, il existe d'importantes lacunes dans notre connaissance de la régulation, du management et de l'entretien d'activités économiques spatialement dispersées mais globalement intégrées. Ce livre a tenté de combler ces vides en montrant comment certaines villes fonctionnent de concert pour accomplir ces tâches." (p.338)

\* SASSEN, Saskia. 1993. "A cidade global" in : LEVINAS, Lena ; CARLEIAL, Liana Maria da Frota ; NABUCO, Maria Regina (org.). *Reestruturação do espaço urbano e regional no Brasil*. São Paulo : ANPUR, Editora Hucitec. pp. 187-202.

Thèse principale : la combinaison de la dispersion spatiale des activités économiques et de l'intégration mondiale de l'économie de marché, a favorisé le développement d'un secteur stratégique dans les principales villes mondiales.

"Ces villes fonctionnent aujourd'hui comme postes de commandement dans l'organisation de l'économie mondiale ; comme lieux clés et places de marché pour les industries de pointe ; comme place financières et de services spécialisés pour les entreprises ; et comme champs pour la production d'innovations dans les industries. (...). Ces villes ont fini par créer la possibilité d'un nouveau type d'urbanisation, d'une nouvelle ville. Ce que j'appelle la ville globale. (...). Un nombre limité de villes émerge comme points internationaux."

SCHACHAR, A. 1983. *A cidade mundial e sua articulação ao sistema econômico global : abordagens políticas de espacialidade*. Rio de Janeiro : IUFRRJ

SEVCENKO, Nicolau - 1991. "Fragmentação, simultaneidade, sincronização : o tempo, o espaço e a metrópole moderna" in : *Espaço e debates*, ano XI, n°34 ("cidade e história"), pp.18-22

Historien (USP). Trois processus de fragmentation sont en jeu dans la ville moderne : la fragmentation de l'individu ; la fragmentation du temps ; la fragmentation de la perception de l'espace.

Discontinuité/simultanéité/fragmentation, caractérisent la perception du temps et de l'espace, par le citoyen.

\* SOJA, Edward - 1989. *Geografia pós-moderna*

Architecte (Graduate School of architecture and urban planning - University of California, Los Angeles). A participé à la commission : "globalisation et fragmentation : le rôle de la culture et de l'information", du colloque "Novo mapa do mundo".

L'auteur propose une nouvelle division du travail académique par une relecture des relations entre espace et temps. Soja prétend spatialiser la narrative historique.

SOUZA, Maria Adélia A. de - 1991. "Cidade : espaço e tempo - uma reflexão sobre a epistemologia da complexidade (uma intrigância)". Departamento de Geografia - USP, 12p. (mimeo).

Géographe (USP). Présente la ville comme lieu de temps distincts (long et court, du travail, de la mobilité, du loisir) et d'espaces socio-culturellement différenciés.

"Aujourd'hui, plus que jamais, l'étude de la ville exige une vision holistique" (p.10)

"Nécessité d'un nouveau paradigme ajusté à cette nouvelle période historique où le temps et l'espace, extrêmement fragmentés, singularisent et totalisent les lieux. La ville devient le chemin privilégié pour la définition de ce nouveau paradigme" (p.11).

VALLADARES, Lícia - 1989. *La recherche urbaine au Brésil : un état de la question*. Bordeaux : Interurba (Pratiques urbaines n°7).

VELHO, Gilberto. 1987. "O cotidiano da violência : identidade e sobrevivência" in : *Boletim do museu nacional*. Rio de Janeiro : n°56. p.1-10.

L'article constate le changement de coutumes et de valeurs associés aux transformations de la vie urbaine et réfléchit sur sur l'idéologie de la survie comme adapta-

tion à une société discontinue et anémique. L'auteur conclut que notre société vit un cas limite de fragmentation, qui assume des aspects particulièrement aigus et dramatiques.

## COLLOQUES

1. *A questão epistemológica da pesquisa urbana e regional* (la question épistémologique de la recherche urbaine et régionale) - 1988. Brasília, NEUR - CEAM - UnB. Juin 1988.

2. *Novo pacto da ciência. A crise dos paradigmas* (Nouveau pacte de la science. La crise des paradigmes) - 1991. 1<sup>o</sup> séminaire transdisciplinaire, ECA-USP, São Paulo, MEDINA, Cremilda (org<sup>o</sup>).

3. *O novo mapa do mundo* (la nouvelle carte du monde) - 1992. São Paulo, Séminaire international, USP - ANPUR, 01-05 septembre.

LENCIONI, Sandra. "A Reestruturação da Metrópole de São Paulo"

Géographe (Depto. de Geografia - USP)  
La production industrielle au Brésil se concentre de plus en plus à São Paulo. Cette évolution modifie la structure de la ville qui est devenue une immense agglomération de 150 Km de long, avec au centre São Paulo. Création d'un phénomène socio-spatial nouveau avec la création et la réitération d'une région métropolitaine plus complexe, fragmentée et hiérarchisée.

OLIVEIRA, Patricia E.. "Reestructuración del Estado y Nueva Frontera en Mexico"

(Facultad Filosofía y Letras - Universidade Nacional Autónoma de México).

La restructuration du capitalisme mondial, la désagrégation des positions néolibérales et toutes les évolutions actuelles diminuent la participation de l'Etat pour le contrôle économique et politique. Les facteurs productifs conduisent à la formation d'agglomérations (pivot de la modernisation) et à de nouvelles formes de fragmentation de l'espace productif.

Le schéma antérieur d'occupation des sols est modifié et des frontières stratégiques supranationales se créent. Des

zones de spécialisation se créent : chimie, métallurgie, tourisme dans les anciennes zones portuaires en désagrégation, ...

ORTES (Groupe de Travail "Organisation du Territoire, Ecologie et Droits Sociaux"). "Territórios Marginais: Expressões da Totalidade Social na Fragmentação Territorial"

IPURR - UFRJ / Il n'est pas suffisant d'observer les déterminations internes pour analyser les spécificités de chaque groupe social dans son territoire. L'hypothèse est que les spécificités mentionnées ne peuvent être comprises qu'à travers la totalité dialectique de la société capitaliste contemporaine, qui se manifeste aujourd'hui en tant que relation, soit complémentaire, soit contradictoire, avec les actions des groupes sociaux marginalisés, isolés à l'intérieur des groupes structurés par ces mêmes agents.

Cette argumentation est développée à travers une critique des modèles traditionnels de marginalisation sociale et la récente perspective post-moderne d'une fragmentation homogène des sociétés actuelles.

RIBEIRO, Luiz Cesar de Queiroz. "Crise e Mudanças nas Metrópoles Brasileiras : a periferização em questão"

Instituto de Pesquisa e Planejamento Urbano e Regional.

Les métropoles brésiliennes se sont construites sur le modèle "centre / périphérie", de 1940 à 1980. Aujourd'hui, ce schéma subit des modifications importantes : démétropolisation, diversification des zones périphériques, reproduction de structures "centre / périphérie" à l'intérieur même de la ville, diffusion de la pauvreté à l'intérieur du tissu métropolitain, apparition de nouvelles formes de ségrégation des couches moyennes, conflits pour la propriété de la terre, expansion de l'habitat précaire.

SILVEIRA, Maria Laura, "Totalidade e Fragmentação : o Espaço Global, o Lugar e a Questão Metodológica, um Exemplo Argentino"

Géographe (USP ; Universidade Nacional del Comahue - Argentine) - Le lieu est-il une fragmentation de la réalité qui s'explique par lui-même, ou est-il une condition pour la matérialisation de l'événement ? Le lieu doit être compris à travers l'espace global.

VIANA Junior, Hélio. "A Internacionalização do Urbano : Alegrias e Tristezas"

Le rôle de la ville comme lieu de rencontre a été modifié par l'apparition de nouveaux médias. Des personnes de préoccupation semblable peuvent travailler ensemble, échanger des informations, sans se rencontrer physiquement. Cette évolution a contribué à la fragmentation de la ville. Cette fragmentation est d'autant plus importante au Brésil et dans les pays en voie de développement que la ville souffre de plus, d'insécurité, de précarité, de marginalité.

4. *Território : globalização e fragmentação.* (Territoire : globalisation et fragmentation) 1993 : São Paulo : ANPUR. Mai 1993.

Le processus de globalisation actuellement en cours, rend indispensable une profonde révision de la problématique du territoire. La problématique urbaine constitue un des axes de réflexion important (voir le programme en annexe).

CARLOS, Ana Fani Alessandri. "A natureza do espaço fragmentado"

Le processus de fragmentation doit être compris comme une construction urbaine qui transcende la ville en tant que lieu. Les problèmes actuels posés par l'urbanisation viennent de la redimensionnement de la société à un niveau mondial. Derrière la fragmentation, il y a différents modes d'appropriation de l'espace. Il y a deux types de fragmentation : la fragmentation de l'espace et la fragmentation de l'individu. La fragmentation est la victoire achevée de l'échange sur l'usage.

IANNI, Octávio. "Transnacionalização da economia, da informação, fragmentação do território e da coesão nacional"

Le paradigme des sciences sociales

classiques (l'Etat national) a changé. Il est aujourd'hui recouvert par un autre paradigme : la société mondiale. Mais nous n'avons pas d'instruments conceptuels, seulement des notions : déterritorialisation, fédération mondiale, fabrique globale, fragmentation, ...

LENCIONI, Sandra. "Expansão e fragmentação na reestruturação da metrópole de São Paulo"

PACHECO, Regina Silva ; DANIEL, Celso. "Segmentação e fragmentação : identidades locais em espaços metropolitanos"

RIBEIRO, Luis Cesar Queiroz. "Metrópoles e metropolização - as novas lógicas do povoamento"

L'auteur propose de réfléchir sur les concepts de métropole et démétropolisation. Que signifie ce dernier : sortie de population pour raisons économiques ou réorganisation de la métropole ? Un nouveau type de pauvreté au Brésil : la pauvreté métropolitaine (ceux qui n'ont pas réussi à atteindre les mécanismes de reproduction sociale). - Parmi ces nouveaux concepts, il faut prendre en compte celui de la fragmentation : plus qu'un concept, il s'agit d'un nouveau paradigme qui remet en cause notre vision sociologique de la société brésilienne. Il faut s'interroger sur les conséquences théoriques et conceptuelles : de quoi parlent-on ? une société qui se fragmente en espace ? La fragmentation est-elle une tendance séculaire ? ... Il faut peut-être un peu moins d'empressément dans l'utilisation de ce concept.

SANTOS, Milton. "O retorno do território"

Ce qu'il y a avant, pendant et après les réseaux, c'est "l'espace banal" (F. PERROUX). Le territoire transnationalisé s'affirme par les lieux fragmentés. Question : la globalisation et la fragmentation sont-elles antagoniques ou complémentaires ?

SOUZA, Maria Adélia. "Globalização e fragmentação : geografias das desigualdades"

La géographie des inégalités est un produit du système monde.

*RÉSUMÉ - RESUMEN*

*ABSTRACT*

La notion de "fragmentation" est de plus en plus utilisée au Brésil pour rendre compte des nouvelles formes d'éclatement du tissu urbain et de la société urbaine. Empruntée aux travaux de la sociologie nord-américaine, cette approche établit un lien entre la nouvelle organisation économique du monde (la globalisation) et la production physique de la ville (la fragmentation). L'aggravation de la pauvreté dans les quartiers centraux, les vides urbains, les espaces résidentiels aisés, les phénomènes d'exclusion transforment la ville en un ensemble de ghettos et remettent en cause la notion d'intégration. Ces faits, même si la notion de fragmentation n'a pas encore acquis la validité d'un concept, appellent à repenser la ville avec de nouveaux outils intellectuels.

\*\*\*

The notion of "fragmentation" is increasingly used in Brazil to account for the new forms of breaking up of urban environment and urban society. Borrowed to the work of North-American sociology, this approach establishes a link between the new economic organization of the world (globalization) and the physical production of the city (fragmentation). The increasing poverty in the centre districts,

the urban empty spaces, the exclusive and well-off neighbourhoods and the phenomena of exclusion transform the city in a multitude of ghettos and reopen the whole question of the notion of integration. These facts, even if the notion of fragmentation has not gained the validity of a concept so far, call for a rethinking of the city with new intellectual tools.

\*\*\*

La noción de "fragmentación" es cada día más utilizada en el Brasil para dar cuenta de las nuevas formas de estallidos del tejido urbano y de la sociedad urbana. Tomando como ejemplo los trabajos de la sociología norte-americana este enfoque establece un lazo entre la nueva organización económica del mundo (la globalización) y la producción física de la ciudad (la fragmentación). El agravamiento de la pobreza en los barrios céntricos, los vacíos urbanos, los espacios residenciales de lujo, los fenómenos de exclusión transforman la ciudad en un conjunto de gethos y ponen en entredicho la noción de integración. Aunque la noción de fragmentación aún no haya adquirido la validez como concepto, estos hechos despiertan la atención para re-pensar la ciudad utilizando nuevos útiles intelectuales de análisis.

Vient de paraître

# REDIAL

*Revista Europea de Información y Documentación sobre América Latina*

## LÍNEAS DE INVESTIGACIÓN

URSULA PRUTSCH — Acerca de la continuidad de la investigación austro-brasileña

## DOSSIER

### MEDIO AMBIENTE Y CIENCIAS SOCIALES

MARTINE DROULERS — Meio Ambiente e ciências sociais. Questões para uma reflexão

CARLOS MILANI — Meio ambiente e relações internacionais. Pesquisa e referência em ciências sociais

MARTINE DROULERS, CARLOS MILANI — A proteção do meio ambiente e a promoção de desenvolvimento sustentável como tema de pesquisa no Brasil

## FONDOS DOCUMENTALES

MATILDE VILARROIG AROCA, CARMEN SIERRA, CARMEN CARO — Medio Ambiente y pueblos indígenas de América Latina. Visión del problema a través de la cartografía

CARMEN CARO, GUILLERMO DEMA, ISABEL RUIZ — Colecciones audiovisuales sobre Medio Ambiente producidas por España

## ESTUDIO BIBLIOGRÁFICO

YOLANDA GONZALO BALMISA — El Medio Ambiente y los pueblos indígenas. Reflejo en la prensa española durante los 90

CÉSAR A. MÁCIAS-CHAPULA — Análisis informétrico de la producción científica y técnica en México sobre contaminación ambiental y salud

## FUENTES Y REFERENCIAS

FRÉDÉRIQUE LANGUE — la historia de las mentalidades y la América colonial. Selección bibliográfica

Ce fascicule (n°4, 1994), constitue le premier volet consacré aux questions environnementales. Le n°5 de la revue (sous presse) accueillera des communications de France, d'Espagne et du Royaume Uni. Prix : 150 francs, frais d'envoi inclus.

Secrétariat général de REDIAL, 28 rue Saint-Guillaume, 75007 Paris - France

# LECTURES

François CHEVALIER (avec la collaboration de Yves Saint-Geours), *L'Amérique latine, de l'indépendance à nos jours*, Paris, PUF, coll. Nouvelle Cléo, 2e édition, 1993, 725 p., 248 F.

De combien d'ouvrages de synthèse disposait-on à ce jour en français dans les rayonnages de nos librairies (ou même épuisés !) sur l'histoire contemporaine de l'Amérique latine ? S'il n'était qu'un mérite majeur à cette seconde édition de l'ouvrage de François Chevalier, ce serait assurément celui-là. Soyons clairs. Combien de chercheurs compétents acceptent de passer plusieurs années de leur temps à rédiger un tel livre encyclopédique, essentiel pour l'initiation à la recherche, en sachant que certains esprits critiques ou peu honnêtes ne manqueront pas de souligner que, sur leur domaine pointu de recherche, il manque tel ou tel titre dans l'immense bibliographie (1427 titres) ou que tel aspect jugé important n'a pas été -évidemment- traité ? Si un tel ouvrage était inutile sur plus d'une vingtaine de pays, pourquoi penserait-on tant aujourd'hui à écrire ainsi des histoires de l'Europe ?

Non, cet ouvrage n'est pas "*vain from the start*" comme on avait pu l'écrire de la première édition ! Comment résumer en quelques 725 pages presque deux siècles d'histoire du sous-continent latino-américain ? En ne les résumant pas. Le principe de la collection n'est pas de s'adresser à un public complètement néophyte. Certes le lecteur y trouvera les repères élémentaires, mais pourquoi les auteurs auraient-ils fait ce que, par exemple, sous la direction de Leslie Bethell, *The Cambridge History of Latin America*, fait peu à peu et très utilement, en de nombreux volumes ? A l'évidence, résumer n'a été l'intention ni de François Chevalier, professeur émérite de l'université de Paris I,

modèle d'intégrité scientifique pour tous ceux qui l'ont connu ou le connaissent, ni le projet d'Yves Saint-Geours, nouvellement élu directeur d'études à l'EHESS après une déjà longue et brillante carrière administrative, qui a collaboré à cette refonte (le mot n'est pas vain) de la première édition de 1977. Car il s'agit bien d'une édition complètement revue et considérablement augmentée (de près de 200 pages, sans compter l'augmentation du format) de ce qui fut un volume bien connu des étudiants mais trop vite épuisé.

Quel livre d'histoire peut de toutes façons se targuer sans biaiser, sur un sujet aussi vaste, de faire "le tour de la question" ?

Bien sûr, chacun pourra trouver que la somme pêche par telle ou telle absence de développement, par telle problématique jugée vieillie maintenue d'une édition à l'autre ou parce que telle nouvelle problématique n'est pas abordée ou (assez) développée. Que si le "psychique" disparaît, la priorité des "paramètres économiques" demeure... Que les relations internationales sont, conclusion exceptée, portées dans un plan très second assez représentatif de la considération extérieure de ce champ de recherche (à l'heure où, pourtant, le Brésil et l'Argentine pilotent la création d'une prometteuse Association latino-américaine d'histoire des relations internationales)... Mais à l'ère où "l'histoire du politique", avec en particulier une vague de travaux sur la modernité, a clairement reconquis le terrain universitaire, où l'ethno-histoire a très nettement institutionnalisé son existence, l'écho de nombreuses nouvelles directions de recherche développées depuis les années 1970 est visible.

Bien sûr, à l'heure discrète, semble-t-il, du resserrement disciplinaire en France, dans le champ des études latino-américanistes, de l'histoire, François Chevalier, en

continuant à se faire le promoteur de l'idée du décloisonnement de l'histoire au sein des sciences sociales, se démarque de courants actuels pour le moins désormais peu enclins à l'interdisciplinarité. Mais, et la remarque vaut aussi pour le paragraphe précédent, le but de l'ouvrage est bien de transcrire les nouveaux "problèmes" du domaine abordé, non de montrer nécessairement l'adhésion à ce qui peut aussi n'être -nul ne dispose du recul nécessaire- que réajustement voire phénomène de mode.

Bien sûr, la présence de l'andiniste Yves Saint-Geours ne masque pas tout à fait la spécificité mexicaniste des travaux de François Chevalier (et de son successeur, François-Xavier Guerra, au Centre de recherche sur l'Amérique latine à la Sorbonne). Mais la collaboration fructueuse des deux auteurs et de deux générations d'historiens aussi a clairement permis d'élargir encore d'une édition à l'autre les horizons géographiques et problématiques du livre.

Bien sûr aussi, on pourra trouver qu'une refonte complète de la numérotation de la bibliographie aurait simplifié certaines identifications... Mais à ce fastidieux et délicat travail auquel l'éditeur n'a sans doute pas souhaité affecter le personnel adéquat, on peut objecter que, sauf à faire un autre livre et non une seconde édition, le coup de ciseau déjà visible (référence n°291) aurait sans doute plus immédiatement mis en danger l'ensemble qu'engendré de bénéfices pour le lecteur-utilisateur.

Bien sûr l'éditeur n'a pas été très heureux lorsqu'il a établi la quatrième de couverture, ni lorsqu'il intercale la signature d'un auteur au milieu du texte...

Il reste qu'au delà de ce jeu petit qui consiste à mesurer les déficits subjectifs d'un tel travail, ce livre s'impose dans le registre de l'excellence comme un outil de travail, de réflexion et de mise en perspective de sujets plus étroits. Un ouvrage qui, comme la plupart des ouvrages de cette collection, Nouvelle Clío, est bien plus qu'une référence pour quelques générations d'étudiants et qu'un passage obligé pour les jeunes

chercheurs. Un cadre qui évitera bien du temps perdu et des recherches peu fructueuses. Une somme qui fournit matière à penser à ceux, plus chevronnés, qui depuis longtemps suivent les voies de l'histoire latino-américaine, ou les croisent. Un livre qui est, enfin, la preuve, s'il la fallait encore, de l'exceptionnelle ouverture d'esprit de ses auteurs.

Denis ROLLAND

\*\*\*

**Guy MARTINIERE, *Le Portugal à la rencontre de "trois mondes" (Afrique, Asie, Amérique aux XV-XVIe siècles, Paris, Éditions de l'Institut des hautes études de l'Amérique latine, 1994.***

En 125 pages réparties sur 12 chapitres, l'auteur nous livre un récit attachant de l'aventure maritime portugaise aux XVe et XVIe siècles, depuis la conquête de la ville de Ceuta en 1415 jusqu'à la désastreuse campagne d'Alcacer-Kébir en 1578. L'ouvrage est précédé d'une carte et suivi d'une impressionnante chronologie de 44 pages sur deux colonnes.

L'auteur nous entraîne, à la suite des navigateurs portugais, en Afrique, en Asie et au Brésil. Il reconstitue patiemment les étapes et les vicissitudes des implantations, notant les difficultés techniques ou politiques auxquelles se heurtent les entreprises, dégageant le rôle respectif du prince Henri (le Navigateur), des rois du Portugal, des chefs d'escadres ou des administrateurs. Il tente de faire la part des mobiles politiques, économiques ou religieux. La recherche du royaume mythique du Prêtre Jean, que les Occidentaux situaient alors en Éthiopie, est particulièrement bien évoquée. Les deux principales phases de la "rencontre", la phase pacifique, celle des Découvertes proprement dites, et la phase militaire, voire terroriste, celle de la conquête, sont bien analysées. par ailleurs, le lien entre expansion maritime, d'une part, et, de l'autre, imprimerie et humanisme, est esquissé à plusieurs

reprises.

Bref, un petit livre de lecture facile, par moment passionnante, un récit à la fois vivant et sobre, au service de l'une des plus grandes aventures nationales de l'histoire mondiale. Un récit sans équivalent en langue française et qui rendra d'immenses services, notamment à un public d'étudiants des universités.

On peut néanmoins regretter quelques insuffisances. La plus frappante concerne la cartographie : une seule carte, dressée à l'échelle du monde, difficilement lisible et nécessairement lacunaire. Le lecteur devra recourir à d'autres outils pour situer Cannanore ou Berbera. Cela est d'autant plus regrettable que l'auteur insiste à plusieurs reprises et avec bonheur sur l'apport des cartographes aux navigateurs : une cartographie plus élaborée eût permis, non seulement d'opérer les localisations nécessaires, mais aussi de mieux expliquer le mécanisme local des vents et des courants et, partant, certains piétinements des Découvertes. D'une manière générale, d'ailleurs, les problèmes techniques sont trop peu évoqués : si la "nave" est décrite, curieusement l'outil (mythique, il est vrai) des Découvertes qu'est la caravelle n'est jamais présenté, pas plus que le galion.

Tout en restant dans un volume de texte identique, il eût, semble-t-il, été plus convaincant de sacrifier quelques faits et quelques dates pour rendre compte davantage des facteurs explicatifs, en rapprochant, par exemple, les choix, en faveur du Maroc ou de l'Asie, des luttes d'influence à l'intérieur de la société portugaise.

On dira pour résumer que, si la chronologie de la "rencontre des trois mondes" est parfaitement établie, ses implications ne sont pas suffisamment dégagées. Le choc en retour, notamment, sur la société portugaise, reste à analyser : pas un mot sur les incidences de la traite ; presque rien sur l'art : il faut attendre la toute dernière page, en conclusion, pour que soit mentionné l'art manuelin. On sait comment la jonction des "trois mondes" s'est opérée, mais leur "rencontre" reste à illustrer.

R. DURAND,

Université de Nantes

**Philippe LABURTHE-TOLRA (sous la dir.), *Roger Bastide ou le réjouissement de l'abîme*, Paris, L'Harmattan, 1994, 280 p.**

On ne peut que se réjouir que la pensée et l'oeuvre de Roger Bastide, grande figure de la recherche américaniste française, nourrisse de nouveau la réflexion des chercheurs et fasse l'objet de débats stimulants. À l'initiative de Philippe Laburthe-Tolra, s'est tenu à Cerisy-La-Salle en septembre 1992 le colloque international "Roger Bastide et le multiple : cultures, inter cultures, hétérocultures". Les actes viennent d'en être publiés. Les différentes communications éclairent nombre d'aspects du parcours et de la production de cet auteur qui fut un remarquable initiateur de voies nouvelles. Car le multiple, c'est d'abord Roger Bastide lui-même, aux curiosités intellectuelles innombrables : sociologie religieuse, anthropologie afro-américaniste, sociologie des relations inter ethniques et anthropologie des contacts culturels, ethnopsychiatrie et sociologie des maladies mentales, les principaux domaines de son oeuvre sont ici revisités et ses intuitions apparaissent aujourd'hui bien souvent aussi pertinentes qu'hier. Chez Bastide, le lien entre ces champs d'investigation, apparemment éloignés les uns des autres, c'est le Brésil noir. Arrivé au Brésil en 1938, comme professeur à l'Université de São Paulo, Bastide y restera treize ans. Orientant d'emblée ses recherches sur les cultes de possession afro-brésiliens, il prendra conscience rapidement que l'analyse de la culture noire brésilienne implique une sociologie des relations inter ethniques de la société brésilienne dans son ensemble. De même l'étude de la transe mystique du *candomblé* de Bahia le conduira vers l'ethnopsychologie et l'ethnopsychiatrie.

L'ouvrage qui vient de paraître ne constitue pas seulement une "redécouverte" de Roger Bastide vingt ans après sa disparition, ce qui en soi est déjà très salutaire. Il permet aussi une "découverte" de certains côtés ignorés jusqu'alors, et parfois inatten-

dus, de l'itinéraire de ce chercheur. Ainsi, Françoise Morin, à travers les "inédits et la correspondance de Roger Bastide", fait des révélations quelquefois surprenantes. Pierre Simon, qui étudie le rapport de "Roger Bastide et l'histoire de la sociologie", éclaire d'un jour nouveau la construction progressive de sa pensée, peu soucieuse d'orthodoxie durkheimienne. Les américanistes trouveront un intérêt particulier à lire les contributions des chercheurs brésiliens, Maria Isaura Pereira de Queiroz, Roberto Motta et Renato Ortiz, qui, s'ils reconnaissent ce que les sciences sociales brésiliennes doivent à Bastide, font apparaître de façon tout à fait neuve pour le lecteur français tout ce que Bastide doit intellectuellement au Brésil, à ses chercheurs bien sûr, mais aussi à ses poètes et à ses artistes.

L'intérêt renaissant pour l'héritage toujours actuel de Roger Bastide - qui se manifeste également par la création récente d'une revue, *Bastidiana, Cahiers d'études bastidiennes*, vient à point au moment où l'on assiste en France à un renouveau des recherches sociologiques et anthropologiques sur les Amériques noires, comme en témoignent la publication du numéro 125 (1992) des *Cahiers d'études africaines* consacré aux Noirs du Brésil, ainsi que la tenue en mars 1994, sous l'impulsion du GDR "Amérique latine", d'un colloque "Reconstruction de l'identité ethnique"<sup>1</sup> dont l'une des journées concernait plus spécialement les identités noires en Amérique latine et aux Antilles : là aussi l'écho de la voix de Roger Bastide était bien perceptible.

Denys CUCHE, Paris V - Sorbonne

\*\*\*

**María Justina SARABIA VIEJO, *La grana y el añil. Técnicas tintóreas en México y América Central*, Séville, Escuela de Estudios Hispano-americanos/Fundación El Monte, 1994, 222 p.**

Périodiquement, les colorants, les plantes tinctoriales voire les techniques commerciales qui leur furent associées à l'âge moderne font l'objet de travaux monographiques, mais peu de synthèses existent en fait sur ce sujet, si ce n'est sous forme d'articles parfois très pointus. Cet ouvrage remédie donc à cette absence, en présentant un panorama d'ensemble de cette thématique pour une aire économique et culturelle, celle de la Mésio-Amérique, en d'autres termes de la Nouvelle-Espagne et de l'Amérique Centrale. Pas de surprises certes mais une étude solide, bien documentée, s'appuyant sur une bibliographie détaillée — agrémentée de reproductions de planches de l'époque, localisées aux Archives des Indes ainsi que la plupart des documents manuscrits cités — et une présentation intelligente des principaux textes de la période coloniales et des débats engagés sur le thème des colorants et de leur mise en valeur, commerciale s'entend. Précisons que l'auteur s'était déjà aventurée à plusieurs reprises sur ce terrain, par le biais de communications ou d'articles consacrés à ces productions américaines, voire à leur acclimatation en Espagne.

Deux colorants retiennent plus particulièrement son attention. Il est vrai qu'il s'agit des plus connus et des plus utilisés, même si une liste détaillée et d'un intérêt descriptif certain — notamment avec ses équivalents préhispaniques — nous est proposée: l'*añil* (indigo) d'ailleurs d'origine asiatique, rival du pastel créateur de la couleur bleue alors répandu en Europe, et la *grana cochinilla* (cochenille), produit cette fois non d'une plante mais d'un insecte séché puis réduit en poudre produisant la couleur rouge. L'auteur prête d'ailleurs, et à

<sup>1</sup> Le dossier coordonné par Christian Gros dans le numéro 17 des *Cahiers des Amériques Latines*, 1994, intitulé "Identité et couleurs en Amérique latine" était composé de plusieurs de ces communications

juste titre, une attention particulière aux observations faites sur ce thème par certains chroniqueurs, ainsi fray Bernardino de Sahagún, dans son *Historia general de las cosas de Nueva España*, qui permet notamment de dégager la signification hiérarchisante associée à l'usage des colorants dans le monde préhispanique. Il reste toutefois difficile de connaître les circuits commerciaux qui présidèrent aux destinées des colorants à cette période, d'autant que les études spécialisées, archéologiques en particulier, ne semblent pas avoir jusqu'à présent abordé ce sujet avec précision et se signalent de toute évidence par leur rareté.

Les premières informations relatives à la production de colorants pendant la période coloniale traitent en revanche et sans restriction aucune de l'indigo. Les premiers résultats obtenus à cet égard furent cependant négatifs, en raison de conditions climatiques et pédologiques peu adaptées. D'où l'initiative prise par le président de la Deuxième Audience de Mexico en 1530 de développer la culture du pastel (cette production fera l'objet d'*asientos*, contrats conclus avec des particuliers dès le règne de Charles Quint), plus facile à acclimater et qui disposait de marchés certains en Europe. A noter d'ailleurs les "transferts de technologie" et de connaissances qui se produisirent à cette occasion: des Allemands mais aussi des français, des pasteliers toulousains, passèrent alors en Nouvelle-Espagne. La production d'indigo se développa essentiellement dans la péninsule du Yucatán comme l'attestent nombre de descriptions, ainsi celle du dominicain fray Francisco Ximénez.

Quant à la cochenille, sa production s'établit presque exclusivement dans les régions riches en *nopales* et *tunales* de Oaxaca et de Puebla. d'après l'auteur, son importance fut telle que les indigènes en vinrent à acquitter le *tributo* en cochenille. En 1550 furent publiées les premières ordonnances destinées à réglementer la qualité et la vente de la cochenille. Elles servirent d'ailleurs de modèles à la plupart des textes élaborés ultérieurement, en particulier

au cours du XVIII<sup>e</sup> siècle. A la fin du XVI<sup>e</sup> siècle, le développement des colorants était tel que le médecin Francisco Hernández, envoyé par Philippe II en Nouvelle-Espagne afin d'y réaliser des études de sciences naturelles, en fit une description détaillée dans sa remarquable *Historia de las plantas de Nueva España*.

Au cours des XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, les deux colorants connurent des destinées variables mais en tout état de cause, une expansion notable et une diversification des zones de production. L'indigo, toujours confronté à des problèmes de commercialisation en Europe (les pasteliers français obtinrent l'interdiction de son importation), déclina quelque peu au Yucatán, progressant en revanche en Amérique Centrale (à partir de 1723 l'utilisation de la main d'oeuvre indigène y est autorisée dans les exploitations mixtes, à la fois agricoles et *añileras*) au point qu'il fut soumis — fait significatif — à l'*alcabala* à partir de 1602. Quant à la cochenille, sa production s'était désormais étendue à l'ensemble de la Nouvelle-Espagne.

Les réformes des Bourbons tentèrent de favoriser et de stimuler les deux productions, et de remédier à leur irrégularité au moyen d'une réorganisation localisée au Guatemala, et officialisée par les *Reglamentos de Cosecheros* de 1782 et du *Repartimiento de trabajadores* de 1784. Dans le même ordre d'idée est reprise l'initiative de Philippe II (suggérée par Francisco Hernández) d'acclimater cette fois l'indigo non de Yucatán mais du Guatemala, dans la péninsule et aux Philippines, tâche qui échet en particulier au responsable des Jardins Royaux d'Aranjuez et au Directeur du Laboratoire Royal de Chimie. Nombres d'études et de traités lui furent également consacrés: ainsi la *Rusticatio mexicana*, du jésuite guatémaltèque Rafael Landívar (étude rédigée depuis son exil italien), ou encore dans la *Gaceta de Guatemala*. La modernisation des cultures se posa paradoxalement au Yucatán à partir de 1776, où un projet de machine, dont on estimait

qu'elle contribuait à la protection de la main d'oeuvre indigène, fut alors approuvé.

Contrebande et fraudes affectèrent toutefois la commercialisation de la cochenille, malgré les nouvelles ordonnances promulguées en 1756 et 1773. Certains pays européens, tels la France, firent preuve d'un certain intérêt pour les techniques appliquées à la cochenille, d'où l'envoi à Oaxaca en 1777, du botaniste et naturaliste Thierry de Menouville, chargé de développer — mais l'entreprise échoua — la production à Saint-Domingue. Bien que répandue dans l'ensemble de la vice-royauté voire en Amérique centrale, la cochenille avait traditionnellement pour principale zone de production la région de Oaxaca. Nombres de producteurs et commerçants locaux, ainsi que les frères dominicains, installés dans la région depuis plus de deux siècles, furent d'ailleurs à l'origine, et ce dès les années 1750, de rapports et documents divers traitant des problèmes de production, des terres les plus appropriées et des variétés de *nopales* utilisées pour ce faire, des obstacles à son développement voire des différentes qualités de colorant obtenues. Tous documents qui parvinrent entre les mains d'Alzate, qui en inclut certains dans sa *Memoria sobre la grana cochinilla*. L'intérêt scientifique et économique pour ce colorant devint également manifeste dans les publications périodiques, ainsi la *Gaceta de México* ou la *Gazeta de literatura de México*, publiée par Alzate précisément.

Les textes sélectionnés dans ce qui est également une anthologie incluent une bonne partie de ces réflexions demeurées jusqu'alors inédites: la *Memoria en que se trata del insecto grana o cochinilla ...*, écrite en 1777 par l'érudit Joseph de Alzate y Ramírez, traité extrêmement fourni qui reflète l'ample connaissance que l'auteur avait des ouvrages européens du moment ainsi que des rapports locaux; puis le très officiel et pratique *Informe sobre el cultivo de la grana o cochinilla*, présenté par le député (créole) d'Oaxaca aux Cortes consti-

tutionnelles de 1821, José María Murguía y Galardi.

Quant à l'indigo, il fait l'objet d'un traitement légèrement distinct, de par le caractère beaucoup plus pratique des publications recueillies. Au nombre des écrits le concernant figure en effet un document relativement original, le *Manual para uso de tejedores de paños y tintoreros*, plus connu sous le nom de *Puntero*, et qui apparut pour la première fois au Guatemala en 1774. Ce document reflète en effet le délicat travail — et les différentes étapes du processus de production — qui était celui des contremaîtres d'haciendas *añileras* chargés d'obtenir la teinture idéale (d'où son titre). Plus pratique que scientifique également nous apparaît le *Tratado del xiquilite y añil de Guatemala*, publié en 1797 par le botaniste mexicain José Mariano Mociño Suárez de Figueroa, membre de l'expédition scientifique en Nouvelle-Espagne et en Amérique centrale (1787-1803). Là encore, et de même que Alzate, Mociño allie connaissances théoriques issues de la lecture des traités européens et mexicains (de l'histoire de l'indigo à ses vertus médicinales), et informations pratiques apportées par des propriétaires d'haciendas ou d'ateliers de tissage (*obrajes* spécialisés). A noter d'ailleurs que des biographies fort utiles sont consacrées à ces deux érudits dans cet ouvrage.

On ne pourra donc que se réjouir de la publication de cet ouvrage, à la fois synthèse des études réalisées sur le sujet et judicieuse anthologie. Espérons toutefois qu'elle ne sera qu'une étape vers la réalisation de travaux d'ensemble qui prendront en compte non seulement l'aire méso-américaine, jusqu'alors privilégiée par ce type d'analyses, mais également d'autres régions d'Amérique espagnole, où la diffusion des colorants en termes culturels et économiques, fut peut-être plus tardive mais pas point décisive.

Frédérique LANGUE

\*\*\*

**Nelly SCHMIDT, *Victor Schoelcher et l'abolition de l'esclavage*, Paris, Fayard, 1994, 440 p.**

Personnage au parcours contrasté, Victor Schoelcher n'avait pas, jusqu'à présent, fait l'objet d'une étude fouillée et critique à la fois, prenant en compte aussi bien son itinéraire personnel que l'action menée — entre autre — pour la défense de la République et dans le domaine des colonies et plus particulièrement en faveur de l'abolition de l'esclavage. Un siècle après sa disparition, cet ouvrage de Nelly Schmidt fait le point sur cette personnalité contradictoire à bien des titres, qui prit fait et cause pour les luttes sociales de son temps, et dont les écrits conservent aujourd'hui encore une actualité brûlante mais malgré tout insoupçonnée.

S'il est vrai qu'aux Antilles, le souvenir de Schoelcher (1804-1893) reste associé de manière systématique à la mémoire républicaine — il fut représentant (occasionnellement contesté) des colonies à l'Assemblée Nationale, à l'origine de l'abolition de l'esclavage en 1848 — et objet de références constantes, il reste auréolé dans la métropole d'un "halo mythique" comme le souligne l'auteur. Une situation qui conduit nécessairement à de nouvelles interrogations. Homme politique et écrivain, critique d'art également, autodidacte, ce grand bourgeois n'est en définitive que peu connu pour ses premiers écrits, relations de voyage relatives à l'Amérique centrale et aux Caraïbes (y compris Haïti, objet d'un surprenant voyage: il fut d'ailleurs le premier abolitionniste européen à se rendre dans l'ancienne colonie française depuis son indépendance), qu'il visita attentivement de 1830 à 1848, y observant dans un autre contexte le fonctionnement du système esclavagiste colonial.

Homme de son siècle, pionnier y compris dans les cercles abolitionnistes (en fait, Schoelcher puisa l'essentiel de ses

idées hors de la très élitiste Société française pour l'abolition de l'esclavage), il recueillit de ce fait l'héritage philosophique et politique de certains penseurs. Au nombre d'entre eux, l'abbé Grégoire, Charles Fourier (l'auteur évoque d'ailleurs le "fouririérisme colonial" de Schoelcher, fondé sur une sorte d'association "capital-travail" entre ouvriers et usiniers du sucre, projet dont l'un de ses héritiers politiques, Legitimus, se fera l'apôtre), Tocqueville, Humboldt ou le *Libertador* Simon Bolivar.

Plusieurs phases peuvent en effet être dégagées en ce qui concerne le processus d'abolition de l'esclavage. Au cours de chacune d'entre elles, Schoelcher joua un rôle déterminant: outre cette période d'accumulation d'"expériences coloniales" et par conséquent d'arguments puis d'engagement personnel, il convient de distinguer celle de l'abolition de l'esclavage juridiquement parlant et de la mise au point d'un projet de réforme de l'administration des colonies. Contrairement aux abolitionnistes européens et britanniques en particulier, il put en effet exercer une influence notable sur la préparation puis la promulgation du décret d'émancipation et, fait important, sur le suivi de ces mesures, en tant que sous-secrétaire d'État aux Colonies notamment. Très proche des Républicains d'extrême-gauche, il est contraint de s'exiler sous le Second Empire, notamment à Londres (cet exil sera pour lui l'occasion de nouer une solide amitié avec Victor Hugo et d'observer parallèlement l'évolution du mouvement républicain français).

Nelly Schmidt montre ainsi comment il devint ensuite un conseiller écouté bien qu'officieux et influença dans une très large mesure la politique coloniale française aux Caraïbes. En ce sens, et c'est là une hypothèse fondamentale de cet ouvrage, voire l'une de ses lignes directrices, son projet pour les colonies, tout en tenant compte des contraintes économiques existantes, fut peut-être l'un des "rares modèles de réforme sociale émis au XIXe siècle à avoir reçu une application".

En 1875, ce sénateur inamovible, intransigeant entre les intransigeants, "vieux républicain" voire "quarante-huitard" se trouve isolé (l'attitude conciliatrice qu'il choisit d'adopter pendant la Commune en est en partie à l'origine), isolement qui explique vraisemblablement son oubli par l'historiographie spécialisée. De même le caractère "marginal" de ses engagements: il apparaît ainsi que "le schoelchérisme, synonyme d'"assimilation coloniale", était porteur des ambiguïtés et des contradictions de l'idéologie républicaine face à l'expansion coloniales et au statut civique des populations soumises".

Il serait toutefois par trop rapide de clore cette présentation sans évoquer les sources extrêmement riches et novatrices utilisées par l'auteur: la bibliothèque de Schoelcher lui-même, les archives des sociétés abolitionnistes avec lesquelles il entretient une correspondance: un parcours on ne peut plus complet, des Archives d'outre-mer aux Archives nationales, Bibliothèque Nationale, Archives de la Marine, Archives du Grand Orient de France, Bibliothèque de l'École nationale supérieure des beaux-arts etc. en passant par des fonds privés (Victor Schoelcher, Gaston Monnerville) et étrangers. Un ensemble de documents ainsi que des repères chronologiques complètent avantageusement cette étude. Ajoutons à cela une "orientation bibliographique" tout aussi exhaustive, recensement des écrits de Schoelcher lui-même, de la bibliographie schoelchérienne ainsi que des revues et journaux du moment.

Le genre biographique donne fréquemment lieu à des épanchements descriptifs qui se limitent aux états d'âme et au parcours le plus immédiat de son objet. Nous nous trouvons ici devant une biographie dans le meilleur sens du terme, qui fait la part du mythe et de l'histoire, qui non seulement précise nombre de facettes de la riche personnalité de ce militant solitaire, de ce "fondateur oublié de la République", et de son temps (un contexte analysé avec une minutie certaine), mais qui sait conserver

une distance critique à l'égard d'un personnage moderne de par son engagement et dont la démarche constitue par là-même une mise en garde aux yeux d'un observateur de cette fin de XXe siècle.

Frédérique LANGUE

\*\*\*

*Xalisco, la voz de un pueblo en el siglo XVI, Mexico, CIESAS-CEMCA, 1993, textes réunis, traduits, présentés et annotés par Th. CALVO, E. CELESTINO, M. GOMEZ, J. MEYER et R. XOCHITEMOL, 213 p.*

On sait combien les historiens guettent avidement l'apparition de sources documentaires nouvelles. Séduits par l'originalité des documents que renferme ce recueil, ils l'accueilleront comme un fruit goûté. Le titre de l'ouvrage le suggère: ces textes, dont les originaux sont pour la plupart en nahuatl, émanent des représentants de la communauté indigène de Xalisco et datent du début de la période coloniale. Troisième particularité, ils décrivent la situation d'une région mexicaine périphérique et permettent donc d'élargir géographiquement le champ de nos connaissances au-delà du Mexique central. En livrant au public un témoignage original et précieux, les promoteurs de cette publication, ont également voulu assurer la sauvegarde d'informations menacées puisque leur source est constitué d'un manuscrit mal conservé, aujourd'hui en grand péril (manuscrit n°14 de la Bibliothèque publique de Jalisco).

À vrai dire, ces quatre documents forment un ensemble hétérogène et lacunaire: il a en revanche l'avantage de nous placer au plus près des préoccupations quotidiennes d'un village amérindien, de nous faire entrevoir ses profonds déchirements, ses petites peines, ses grandes colères et ses espérances timidement dévoilées. On trouve là, en premier lieu, un groupe de suppliques adressées autour de 1590 à une assemblée provinciale franciscaine; puis vient une

longue dénonciation des excès de l'*encomienda* datant probablement (selon Th. Calvo) du milieu du siècle ; celle-ci se trouve suivie de la virulante critique par des porte-paroles de la communauté des excès du gouverneur indigène. Le recueil s'achève par un court fragment de comptes communautaires. Quoique d'inégales valeurs, ces archives présentent un intérêt clairement souligné par Thomas Calvo. Ces paroles sont si rares que le plus mince de leurs filets attire l'oreille. A l'exception du quatrième texte, versé ici comme contribution à l'élaboration d'un corpus plus significatif, ces documents reflètent avant tout la complexité des enjeux de pouvoir, souvent abusivement simplifié par les chercheurs trop pressés. Ainsi le premier texte montre-t-il les relations ambiguës qu'entretiennent les fidèles avec leur pasteur : d'un côté ils pétitionnent afin d'obtenir la reconduction dans ses fonctions du gardien de leur couvent (pression réelle ou simple lettre de soutien sollicitée par l'impétrant ?) et de l'autre, ils luttent pour éviter la partition de la mission dont ils dépendent... car les religieux d'un couvent représentent un lourd fardeau qu'il importe de partager entre le plus grand nombre possible de villages.

Les deux documents suivants nous parlent encore de pouvoir. Les *tequitlatos*, tout à la fois partenaires indigènes des Espagnols, intermédiaires culturels et nouvelle élite dénoncent en termes connus les exactions d'un *encomendero*, trop avide, trop puissant, trop entreprenant aussi. Si les faits évoqués ne surprennent pas, la complexité des relations vécues, la puissance des liens de dépendance et leur ambiguïté, les fractures de la communauté indigène et l'importance des sentiments vécus apparaissent ici dans toute leur nudité.

Ces tensions multiples expliquent le reclassement qui a lieu avant la fin du siècle, où l'on voit désormais les *tequitlatos* s'opposer à leurs chefs traditionnels et dénoncer la corruption des *caciques* qui ont su faire leur profit du nouveau système d'exploitation (troisième document).

Faisant alterner les témoignages émouvants des archives brutes et l'analyse historique soucieuse d'ouvrir des perspectives de recherche, ce recueil séduit, intéresse et questionne. L'édition, soignée, offre la transcription des textes nahuatl et leur traduction.

Pierre RAGON

\*\*\*

**Francisco de SOLANO, *Las voces de la ciudad de Mexico a través de sus impresos (1539-1821)*, Madrid, CSIC, 1994, LXX et 330 p.**

F. de Solano nous livre là tout à la fois une étude sur la vie urbaine et un inventaire thématique des publications anciennes ayant trait à la ville de Mexico. Elaboré à partir des grands catalogues bibliographiques existants et de recherches originales en bibliothèque, l'ouvrage est pour l'essentiel consacré à la présentation des livres anciens (330 pages) ; il est précédé d'une courte étude (55 pages) où l'auteur se propose d'esquisser l'histoire vécue par les habitants de Mexico au rythme de leurs affaires quotidiennes comme à celui des événements extraordinaires. D'une partie à l'autre, les mêmes rubriques reviennent. La première touche à la vie quotidienne et F. de Solano y rassemble les références des ordonnances, des statuts, des règlements municipaux et ceux des différentes associations professionnelles et religieuses ; on y trouve également les publications touchant à l'éducation, à la vie culturelle ou encore à la circulation de l'information. Le second chapitre est consacré aux fêtes civiles (purement locales ou renvoyant à l'appartenance politique à la Couronne d'Espagne). L'ensemble suivant concerne tous les événements malheureux ayant touchés la ville tandis que dans une dernière partie, l'auteur concentre son attention sur la période de transition qui aboutit à l'indépendance.

Dans son étude préliminaire, F. Solano souligne les traits les plus saillants

semble les informations indiquant leurs transformations. Cette présentation ne surprendra pas puisqu'elle avait déjà été esquissée à deux reprises lors du colloque international de Paris (1984) consacré à *La ville en Amérique espagnole coloniale* et dans un ouvrage précédent du même auteur, *Ciudades hispanoamericanas y pueblos de indios* (1990).

Au-delà, faire un inventaire aussi complet que possible et aboutir à un classement cohérent n'étaient assurément pas choses aisées : pour l'essentiel, l'auteur y est parvenu même si certaines catégories apparaissent comme discutables (la rubrique "fêtes dynastiques" eut sans doute été plus judicieuse que celle de "fêtes nationales"). On pourra pourtant, ici ou là, pointer quelques anomalies telle la présence de titres intrus comme la *Narración de la maravillosa aparición que hizo el arcangel San Miguel...* de F. Florencia qui concerne sans doute Puebla, mais pas Mexico. Parmi les vies exemplaires, on est surpris de voir apparaître celle de Pedro Arbués (mort en Aragon sept ans avant la découverte de l'Amérique) ou celle de Cristóbal, l'enfant martyr tlaxcaltèque, sans lien particulier avec la ville de Mexico, alors même que manque la vie de Sebastián de Aparicio écri-

te par Diego de Leiba et publiée à Seville. La catégorie "calamités, sécheresses, inondations, incendies" définie par l'auteur au sein de sa quatrième partie, est, quant à elle, quelque peu trompeuse dans la mesure où bon nombre de ses articles renvoient à des saints protecteurs à qui l'on recourait constamment. La mention de la neuvaine de saint Nicolas Tolentino "jurado patron y abogado contra los temblores de esta muy noble y muy leal ciudad de México" publiée en 1768 par José Gil Ramirez pourrait même induire en erreur le lecteur pressé en lui faisant oublier que Nicolas Tolentino était l'un des patrons de la ville depuis l'année 1611.

Qui a dû utiliser les catalogues des bibliographes anciens devinera tout de suite quels services immenses cet ouvrage riche de quelque deux mille sept cents références est susceptible de rendre, même s'il convient de demeurer circonspect devant son apparence exhaustive. On regrettera cependant qu'à la différence de *Bibliografía novohispana de arte* de Guillermo Tovar de Teresa (1988), ce catalogue n'indique pas plus souvent la localisation de ces ouvrages souvent rarissimes.

Pierre RAGON

---

LE CLAVIER  
Achévé d'imprimer  
Mai 1995